



SOCIETE MODERNE DE CERAMIQUE - SOMOCER -

Société Anonyme au capital de 32 524 800 dinars divisé en 32 524 800 actions au nominal de un (1) dinars chacune intégralement libérées

Registre de commerce N° B117061996

Siège Social : Menzel Hayet, 5033 Zeramedine, Monastir, Tunisie

Tél : +216 73 410 417 / 73 410 416

Fax : +216 73 410 401 / 73 410 100

Site Web : www.somocergroup.com

PROSPECTUS MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC A L'OCCASION:

De l'augmentation de capital de la société SOMOCER de 32 524 800 DT à 40 656 000 DT

Nombre de titres à émettre : 8 131 200 actions nouvelles de 1 dinar de nominal

VISA DU CONSEIL DU MARCHE FINANCIER

Visa n° 16 - 0939 du 29 AVR. 2016 du Conseil du Marché Financier donné en application de l'article 2 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994. Ce visa n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2015 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2016. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Responsable Chargé de l'information

M. Walid ZAYENE

Directeur Général Adjoint de la société

Adresse : Menzel Hayet, 5033 Zeramedine, Monastir, Tunisie

Tél : +216 73 410 417

Fax : +216 73 410 401

Intermédiaire en Bourse chargé de l'opération

**MAXULA
BOURSE**

Rue du Lac Lemman Centre Nawrez 1053 Les Berges du Lac
Tél : +216 71 960 530
Fax : +216 71 960 545

Le présent prospectus est mis à la disposition du public sans frais au siège de la société «SOMOCER» (Menzel Hayet, 5033 Zeramedine, Monastir, Tunisie), de Maxula bourse - intermédiaire en bourse (Rue du Lac Lemman Centre Nawrez 1053 Les Berges du Lac-Tunis) et sur le site internet du CMF (www.cmf.org.tn).

Les états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2015 seront publiés au Bulletin Officiel du CMF et sur son site internet au plus tard le 30/04/2016.

Avril 2016



Sommaire

PRESENTATION RESUMEE DE LA SOCIETE.....	8
FLASH SUR L'OPERATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SOMOCER.....	10
CHAPITRE 1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES	13
1.1. Responsable du prospectus	13
1.2. Attestation du responsable du prospectus	13
1.3. Responsable du contrôle des comptes.....	13
1.4. Attestation des commissaires aux comptes.....	27
1.5. Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé de l'opération	27
1.6. Responsable de l'information	28
CHAPITRE 2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION	29
2.1. Renseignements relatifs à l'émission	29
2.1.1. Décision à l'origine de l'émission.....	29
2.1.2. Caractéristiques de l'opération.....	29
2.2. But de l'émission.....	31
2.3. Renseignements généraux sur les valeurs mobilières émises.....	32
2.3.1. Droits attachés aux valeurs mobilières émises	32
2.3.2. Régime de négociabilité	32
2.3.3. Régime fiscal applicable.....	32
2.3.4. Marché des titres.....	33
2.3.5. Cotations en Bourse des actions anciennes	33
2.3.6. Cotation en Bourse des actions nouvelles souscrites en numéraire.....	33
2.3.7. Cotation en Bourse des droits de souscription	33
2.4. Tribunaux compétents en cas de litige	33
2.5. Avantage fiscal	33
2.6. Prise en charge par Tunisie Clearing.....	33
CHAPITRE 3. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL.....	34
3.1. Renseignements de caractère général concernant la société.....	34
3.1.1. Cadre général.....	34
3.1.2. Clauses statutaires particulières	35
3.2. Renseignements de caractère général concernant le capital de la société.....	39
3.3. Evolution du capital social	40

3.4.	Répartition du capital social et des droits de vote au 31/12/2015.....	42
3.4.1.	Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 31/12/2015	43
3.4.2.	Capital social et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2015.....	43
3.5.	Présentation générale du groupe Abdennadher au 31/12/2014	44
3.5.1.	Schéma financier du groupe Abdennadher au 31/12/2014	49
3.5.2.	Etat des participations entre les différentes sociétés du groupe au 31/12/2014.....	51
3.5.3.	Politique actuelle et future de financement inter-sociétés du groupe Abdennadher	52
3.5.4.	Présentation sommaire du groupe SOMOCER au 31/12/2014	52
3.5.5.	Relations de la société SOMOCER avec les sociétés du groupe ABDENNADHER au 31/12/2014.....	55
3.5.6.	Relations de la société SOMOCER avec les sociétés du groupe SOMOCER au 31/12/2014.....	58
3.5.7.	Relations de la société SOMOCER avec les autres parties liées autres que les sociétés du groupe ABDENNADHER	60
3.6.	Dividendes	64
3.7.	Marché des titres	64
CHAPITRE 4.	Renseignements concernant l'activité de l'émetteur et son évolution.....	65
4.1.	Présentation générale du secteur d'activité	65
4.1.1.	Cadre réglementaire	65
4.1.2.	Présentation de l'Industrie des Matériaux de Construction, de la Céramique et du Verre (IMCCV).....	66
4.1.3.	Le marché des carreaux en céramique.....	68
4.1.2.1.	Le marché des carreaux en céramique en Tunisie	68
4.1.2.2.	Le marché des carreaux en céramique dans le monde.....	72
4.1.4.	Le marché de la baignoire	73
4.1.3.1.	Le marché de la baignoire en Tunisie	73
4.1.3.2.	Le marché de la baignoire dans le monde.....	74
4.2.	Présentation générale de la société SOMOCER et de son activité	75
4.2.1.	Présentation de la société	75
4.2.2.	Recherches et développement.....	79
4.2.3.	Certification et mise à niveau.....	80
4.2.3.1.	Certifications de la société SOMOCER.....	80
4.2.3.2.	Programmes de mise à niveau	80

4.2.4.	Description de l'activité au 31 décembre 2014	80
4.2.5.	Description de l'activité au 30 juin 2015.....	83
4.2.6.	Description de l'activité au 31 décembre 2015	85
4.2.7.	Indicateurs d'activité au 31 Mars 2016.....	86
4.3.	Facteurs de risque et nature spéculative de l'activité	88
4.4.	Dépendance de l'émetteur.....	90
4.4.1.	Dépendance à l'égard des clients.....	90
4.4.2.	Dépendance à l'égard des fournisseurs	90
4.5.	Litiges ou arbitrages en cours.....	91
4.6.	Organisation de la société.....	91
4.6.1.	Gouvernance et contrôle interne	91
4.6.2.	Système d'information.....	95
4.7.	Politique sociale et effectif.....	95
4.7.1.	Politique sociale	95
4.7.2.	Effectif	96
4.8.	Politique d'investissement	96
4.8.1.	Investissements récents ou en cours de réalisation	96
4.8.2.	Investissements futurs	97
4.9.	Analyse SWOT.....	98
CHAPITRE 5.	Patrimoine- Situation financière- Résultats	99
5.1.	Patrimoine de la Société au 31/12/2014.....	99
5.1.1.	Patrimoine de l'émetteur au 31/12/2014	99
5.1.1.1.	<i>Immobilisations incorporelles au 31/12/2014</i>	<i>99</i>
5.1.1.2.	<i>Immobilisations corporelles au 31/12/2014</i>	<i>99</i>
5.1.1.3.	<i>Stocks au 31/12/2014</i>	<i>99</i>
5.1.2.	Le portefeuille titres de l'émetteur au 31/12/2014	100
5.2.	Renseignements sur les états financiers individuels au 31 Décembre 2014.....	101
5.2.1.	Etats financiers comparés	102
5.2.1.1.	Bilans comparés au 31 Décembre.....	102
5.2.1.2.	États de résultats comparés au 31 Décembre	104
5.2.1.3.	États de flux comparés au 31 Décembre.....	105
5.2.1.4.	Notes aux états financiers au 31 Décembre	106
5.2.2.	Notes complémentaires, rectificatives et explicatives aux états financiers individuels arrêtés au 31/12/2014.....	138

5.2.3.	Rapport général et spécial des commissaires aux comptes sur les états financiers arrêtés au 31/12/2014.....	150
5.3.	Analyse de la situation financière de la SOMOCER au 31/12/2014	159
5.3.1.	Tableau de détermination du résultat fiscal pour les exercices 2012, 2013 et 2014	159
5.3.2.	Engagements financiers au 31/12/2014.....	160
5.3.3.	Tableau de mouvements des capitaux propres	162
5.3.4.	Soldes intermédiaires de gestion comparés	163
5.3.5.	Tableau d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles.....	164
5.3.6.	Affectations des résultats de trois derniers exercices	164
5.3.7.	Évolution du bénéfice net et du résultat d'exploitation.....	164
5.3.8.	Évolution des dividendes	165
5.3.9.	Évolution de la marge brute d'autofinancement	165
5.3.10.	Évolution de la structure financière.....	165
5.3.11.	Rentabilité des capitaux propres	165
5.3.12.	Indicateurs de gestion et ratios financiers.....	166
5.3.13.	Emprunts obligataires émis ou garantis par la société	167
5.4.	Renseignements sur les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2014.....	168
5.4.1.	Bilan consolidé arrêté au 31/12/2014.....	169
5.4.2.	État de résultat consolidé arrêté au 31/12/2014.....	171
5.4.3.	État de flux de trésorerie consolidé arrêté au 31/12/2014.....	172
5.4.4.	Notes aux états financiers consolidés au 31/12/2014.....	173
5.4.5.	Notes complémentaires, rectificatives et explicatives relatives aux états financiers consolidés au 31/12/2014	203
5.4.6.	Rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2014.....	214
5.5.	Patrimoine de la Société au 30/06/2015.....	218
5.5.1.	Patrimoine de l'émetteur au 30/06/2015	218
5.5.1.1.	<i>Immobilisations incorporelles au 30/06/2015</i>	218
5.5.1.2.	<i>Immobilisations corporelles au 30/06/2015</i>	218
5.5.1.3.	<i>Stocks au 30/06/2015</i>	218
5.5.2.	Le portefeuille titres de l'émetteur au 30/06/2015	219
5.6.	Principales acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières postérieures au 30/06/2015.....	219
5.7.	Renseignements sur les états financiers intermédiaires au 30 Juin 2015	220

5.7.1.	Bilan arrêté au 30 juin 2015	221
5.7.2.	État de résultat arrêté au 30 juin 2015.....	223
5.7.3.	État de flux de trésorerie au 30 juin 2015.....	224
5.7.4.	Notes aux états financiers au 30 juin 2015	225
5.7.5.	Notes complémentaires, rectificatives et explicatives relatives aux états financiers intermédiaires au 30/06/2015.....	247
5.7.6.	Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires au 30/06/2015.....	253
5.8.	Analyse de la situation financière de la SOMOCER au 30 Juin 2015.....	255
5.8.1.	Tableau de mouvements des capitaux propres	255
5.8.2.	Soldes intermédiaires de gestion	256
5.8.3.	Tableau d'amortissements des immobilisations.....	257
5.8.4.	Évolution du bénéfice net et du résultat d'exploitation.....	257
5.8.5.	Évolution de la marge brute d'autofinancement	257
5.8.6.	Évolution de la structure financière.....	258
5.8.7.	Rentabilité des capitaux propres	258
5.8.8.	Indicateurs de gestion et ratios financiers.....	258
5.8.9.	Emprunts obligataires émis ou garantis par la société	259
5.9.	Données boursières de la valeur SOMOCER.....	260
5.10.	Comportement de la société SOMOCER depuis son introduction	260
CHAPITRE 6.	Organes d'Administration, de Direction et de Contrôle des Comptes.....	261
6.1.	Membres des organes d'administration et de direction.....	261
6.1.1.	Membres des organes d'administration.....	261
6.1.2.	Fonctions des membres des organes d'administration et de direction dans la société SOMOCER.....	261
6.1.3.	Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années par les membres des organes d'administration et de direction.....	261
6.1.4.	Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés	262
6.1.5.	Fonctions des représentants permanents des personnes morales membres du Conseil d'Administration dans l'établissement qu'ils représentent.....	262
6.2.	Intérêt des dirigeants dans la société SOMOCER pour l'exercice 2014	262
6.2.1.	Rémunérations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice 2014.....	262
6.2.2.	Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2014.....	262
6.3.	Contrôle	263

6.4.	Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres des organes d'Administration et de Direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du Conseil d'Administration ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital ..	263
CHAPITRE 7. Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir		264
7.1.	Évolution récente des activités de la SOMOCER et orientations.....	264
7.1.1.	Évolution récente	264
7.1.2.	Stratégie de développement	265
7.2.	Analyse des écarts entre les indicateurs provisoires de l'exercice 2015 par rapport aux prévisions du Business Plan	267
7.3.	Analyse des performances réalisées au 31/03/2016 par rapport aux prévisions relatives à l'exercice 2016	268
7.4.	Perspectives d'avenir	268
7.4.1.	Hypothèses du compte de résultat prévisionnel.....	268
7.4.2.	Hypothèses du compte du bilan.....	275
7.4.3.	États financiers prévisionnels de la société SOMOCER.....	278
7.4.3.1.	Les bilans prévisionnels	279
7.4.3.2.	Les états de résultats prévisionnels	281
7.4.3.3.	Les états de flux de trésorerie prévisionnels.....	282
7.4.3.4.	Indicateurs de gestion prévisionnels de la société SOMOCER	283
7.4.3.5.	Ratios financiers prévisionnels de la société SOMOCER.....	284
7.4.4.	Avis du Commissaire aux comptes sur les états financiers prévisionnels de la société sur 2015-2020	285
Annexes		286

PRESENTATION RESUMEE DE LA SOCIETE

La Société Moderne de Céramique -SOMOCER- est une société anonyme au capital de 32 524 800 DT, créée en 1985 et rachetée par le Groupe Abdennadher en 1989. Elle opère dans le secteur des carreaux céramiques, une sous-branche de l'Industrie des Matériaux de Construction, de la céramique et du Verre (IMCCV). A sa création, la société était uniquement spécialisée dans l'émaillage de carreaux céramiques pour le revêtement mural et disposait d'une unité d'émaillage d'une capacité de 360 000 m².

Aujourd'hui, la SOMOCER est une société industrielle qui a deux activités principales ; la production et la commercialisation de carreaux céramiques pour le revêtement des sols et des murs (faïence et grès) et la production d'articles sanitaires (baignoires en fonte et en acrylique).

Au fil des années, la société est parvenue à développer son outil de production moyennant d'importants travaux d'extension opérés et qui lui ont permis de se doter de:

- 3 lignes de production de faïence ;
- 2 lignes de production de grès ;
- 1 unité de polissage ;
- 1 unité de production de décor ;
- 1 unité de production de baignoires en fonte ;
- 1 unité de production de baignoires en acrylique ;
- 1 unité de montage des systèmes d'hydro-massage pour baignoires ;
- 2 unités de production de poudre atomisée ;
- 1 unité de cogénération.

L'usine de la société est implantée à Menzel Hayett dans le gouvernorat de Monastir, pour une superficie couverte de 51 milles m². Sa capacité de production annuelle est de :

- 3 millions de m² de faïence ;
- 2,7 millions de m² de grès ;
- 120 000 unités entre les baignoires en fonte et en acrylique ;
- 5 millions de pièces de décor ;
- 150 000 tonnes de poudre atomisée.

En 2014, la société emploie un effectif de 718 personnes, avec un taux d'encadrement de 17%. Au 31/12/2015, l'effectif total s'est établi à 717 employés. La SOMOCER est certifiée depuis 1997, dont la dernière est la « certification ISO 9001 version 2008 », obtenue en 2009.

Au titre de l'exercice 2014, la SOMOCER a enregistré une croissance de ses ventes de 4,8%, à 71 990 mDT. Suivant la même tendance, le résultat net s'est affiché en hausse de 3,4%, sur une année glissante, pour s'établir à 5 072 mDT, soit une marge nette de 7%, in fine.

A la fin de l'exercice 2015, la SOMOCER a connu une hausse de son chiffre d'affaires au cours du dernier trimestre de l'exercice de plus de 16%, pour s'établir à 16 373 mDT, contre

14 079 mDT une année auparavant. Toutefois, marqués par la diminution enregistrée au cours du premier semestre de cet exercice, les produits d'exploitation de la SOMOCER se sont affichés à 67 470 mDT au 31/12/2015, contre 71 991 mDT en 2014. La régression des ventes de la société est essentiellement attribuée à la baisse des ventes à l'export, surtout vers la Libye, principal client de la SOMOCER à l'étranger.

Pour ce début d'exercice 2016, la SOMOCER a réalisé un chiffre d'affaires de 18 589 mDT, contre 18 686 mDT sur la même période en 2015. Ce premier trimestre a été marqué par la reprise des ventes à l'export (ventes en croissance de 44,47%) et l'entrée en exploitation de l'unité de cogénération, qui malgré la poursuite des travaux d'essai, elle a généré un revenu de 284 mDT, issu des ventes de l'électricité à la STEG.

FLASH SUR L'OPERATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SOMOCER

❖ **Caractéristiques :**

- Montant de l'augmentation : 8 131 200 DT
- Montant de l'opération : 14 636 160 DT
- Nombre d'actions nouvelles à souscrire : 8 131 200 actions, représentant 20% du capital social après augmentation.
- Prix de l'offre : 1.800 DT
- Valeur nominale : 1 DT
- Forme des actions à émettre : nominatives
- Catégorie : Actions ordinaires
- Date de jouissance des actions : 01/01/2015
- Période de souscription : 25/05/2016 au 15/06/2016

❖ **Prix d'émission :**

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire seront émises à un prix d'émission de 1,800 DT l'action, soit 1 dinar de nominal et 0,8 DT (800 millimes) de prime d'émission.

Les actions nouvelles souscrites seront libérées intégralement à la souscription.

❖ **Droit préférentiel de souscription :**

La souscription à l'augmentation de capital en numéraire est réservée, à titre préférentiel, aux anciens actionnaires ainsi qu'aux cessionnaires de droits de souscription en bourse tant à titre irréductible qu'à titre réductible.

L'exercice de ce droit s'effectue de la manière suivante :

- **A titre irréductible :** La souscription à titre irréductible est ouverte à tous les actionnaires au prorata de leur droit préférentiel de souscription à raison d'une (01) action nouvelle pour quatre (04) actions anciennes. Les actionnaires qui n'auront pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles, pourront soit acheter soit vendre en bourse les droits de souscription formant les rompus sans qu'il puisse en résulter une souscription indivise. SOMOCER ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.
- **A titre réductible :** En même temps qu'ils exercent leurs droits à titre irréductibles, les propriétaires et/ou les cessionnaires de droits de souscription pourront, en outre, souscrire à titre réductible, le nombre d'actions nouvelles qui n'auraient pas été éventuellement souscrites par les demandes à titre irréductible. Chaque demande sera satisfaite proportionnellement à la part dans le capital, dans la limite du nombre d'actions demandées et en fonction du nombre d'actions nouvelles disponibles.

❖ **Période de souscription :**

La souscription aux 8 131 200 actions nouvelles émises en numéraire est réservée, en propriété, aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social actuel et aux cessionnaires de droits de souscription en Bourse, tant à titre irréductible que réductible, à raison

d'une (01) action nouvelle pour quatre (04) actions anciennes et ce du 25/05/2016 au 15/06/2016 inclus.¹

Passé le délai de souscription qui sera réservé aux anciens actionnaires pour l'exercice de leur droit préférentiel de souscription et au cas où les souscriptions réalisées à titre irréductible ainsi qu'à titre réductible, n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital social, les actions non souscrites seront redistribuées entre les actionnaires² et ce, du 16/06/2016 au 17/06/2016 inclus. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

❖ **Etablissements domiciliataires :**

Tous les intermédiaires agréés administrateurs (IAA) sont habilités à recueillir, sans frais, les demandes de souscription des actions nouvelles de la société SOMOCER exprimées dans le cadre de la présente augmentation de capital.

En souscrivant, il devra être versé par action souscrite le montant de 1,800 DT, soit 1 DT représentant la valeur nominale de l'action et 0,800 DT représentant la valeur de la prime d'émission.

Après répartition et en cas de satisfaction partielle des demandes de souscription à titre réductible, les sommes restant disponibles sur les fonds versés, à l'appui des souscriptions effectuées à ce titre, seront restituées sans intérêt, aux souscripteurs, aux guichets qui auraient reçu les souscriptions, et ce dans un délai ne dépassant pas trois (03) jours ouvrables à partir de la date de dénouement de l'augmentation, date qui sera précisée par un avis de Tunisie Clearing.

Le jour de dénouement, le montant de l'augmentation de capital en numéraire est versé dans le compte indisponible N°10409064103452478809 ouvert auprès de la Société Tunisienne de Banque « STB », agence Kantaoui, conformément à l'état de dénouement espèces de Tunisie Clearing.

❖ **Modalités de souscription et règlement des titres contre espèces :**

Les souscripteurs à l'augmentation de capital devront en faire la demande auprès des IAA chez lesquels leurs titres sont inscrits en compte, durant la période de souscription à titre irréductible et réductible et ce, en remplissant le bulletin de souscription figurant en annexe.

Les IAA se chargeront de la transmission des bulletins de souscription, au plus tard le 15/06/2016 à 15H à MAXULA BOURSE, en sa qualité d'Intermédiaire Agréé Mandaté (IAM).

Chaque IAA est tenu d'envoyer ses virements de droits de souscription relatifs aux demandes de souscription à titre irréductible et, éventuellement ses demandes de souscription à titre réductible (qui seront confirmées par MAXULA BOURSE), via l'Espace Adhérent de Tunisie Clearing et

¹ Les actionnaires et/ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs Intermédiaires Agréés Administrateurs d'exercer leurs droits avant la séance de bourse du 15/06/2016 sont informés que ces derniers procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant ladite séance.

² Il convient de signaler que suite à une demande formulée par M. Lotfi Abdennadher et des actionnaires personnes physiques et morales avec qui il agit de concert, sollicitant une dérogation à leur soumission à une offre publique visant le reste du capital de la société, au cas où ils viendraient à franchir le seuil de 40% du capital suite à l'éventuelle distribution entre les actionnaires des actions non souscrites à titre irréductibles et réductibles dans le cadre de l'opération de l'augmentation du capital objet du présent prospectus, le CMF par décision n°20 en date du 29 Avril 2016 a octroyé ladite dérogation.

ce, conformément aux modalités pratiques de l'opération qui seront précisées par un avis de Tunisie Clearing.

Le règlement des espèces et la livraison des titres de l'augmentation en numéraire seront effectués via la compensation interbancaire de Tunisie Clearing à une date qui sera précisée par un avis de Tunisie Clearing.

❖ **Modalités et délais de livraison des titres :**

Les souscriptions à l'augmentation de capital seront constatées par une attestation portant sur le nombre de titres souscrits délivrés par MAXULA BOURSE, Intermédiaire Agréé Mandaté, et ce dès la réalisation de l'opération.

❖ **Mode de placement :**

Les titres émis seront réservés, en priorité, aux anciens actionnaires détenteurs des 32 524 800 actions composant le capital actuel et/ ou cessionnaires des droits de souscription en Bourse.

❖ **Jouissance des actions nouvelles :**

Les 8 131 200 actions nouvelles souscrites porteront jouissance en dividende à partir du 1^{er} janvier 2015.

CHAPITRE 1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES

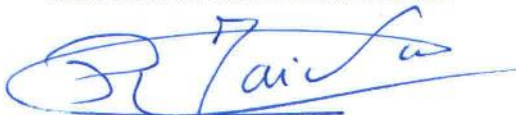
1.1. Responsable du prospectus

Monsieur Riadh JAIDANE
Directeur Général de la société

1.2. Attestation du responsable du prospectus

« A notre connaissance, les données du présent prospectus sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée ».

M. Riadh JAIDANE
Directeur Général de la société



1.3. Responsable du contrôle des comptes

Etats financiers individuels arrêtés au 31/12/2012 et au 31/12/2013

-Cabinet « Conseil Audit Formation », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Abderrahmen FENDRI.

Adresse : Immeuble PwC Rue du lac d'Annecy, les Berges du Lac, 1053, Tunis, Tunisie.

-Cabinet « La Compagnie Tunisienne des Experts Comptables -CTEC », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Bacem GRATI.

Adresse : Boulevard 14 janvier, route touristique El Kantaoui, Sousse, BP287, Tunisie.

Etats financiers individuels arrêtés au 31/12/2014 :

-Cabinet « Conseil Audit Formation », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Abderrahmen FENDRI.

Adresse : Immeuble PwC Rue du lac d'Annecy, les Berges du Lac, 1053, Tunis, Tunisie.

-Cabinet « Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Radhouen ZARROUK.



Adresse : Boulevard 14 janvier, route touristique El Kantaoui, Sousse, BP287, Tunisie.

Etats financiers consolidés arrêtés au 31/12/2012 et au 31/12/2013

-Cabinet « Conseil Audit Formation », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Abderrahmen FENDRI.

Adresse : Immeuble PwC Rue du lac d'Annecy, les Berges du Lac, 1053, Tunis, Tunisie.

-Cabinet « La Compagnie Tunisienne des Experts Comptables -CTEC », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Bacem GRATI.

Adresse : Boulevard 14 janvier, route touristique El Kantaoui, Sousse, BP287, Tunisie.

Etats financiers consolidés arrêtés au 31/12/2014 :

-Cabinet « Conseil Audit Formation », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Abderrahmen FENDRI.

Adresse : Immeuble PwC Rue du lac d'Annecy, les Berges du Lac, 1053, Tunis, Tunisie.

-Cabinet « Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Radhouen ZARROUK.

Adresse : Boulevard 14 janvier, route touristique El Kantaoui, Sousse, BP287, Tunisie.

Etats financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2015 :

-Cabinet « Conseil Audit Formation », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Abderrahmen FENDRI.

Adresse : Immeuble PwC Rue du lac d'Annecy, les Berges du Lac, 1053, Tunis, Tunisie.

-Cabinet « Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Radhouen ZARROUK.

Adresse : Boulevard 14 janvier, route touristique El Kantaoui, Sousse, BP287, Tunisie.

• Extrait de l'opinion sur les états financiers individuels arrêtés au 31/12/2012

Les états financiers individuels de la société «SOMOCER» relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2012, ont fait l'objet d'un audit effectué par le cabinet « Conseil Audit Formation », représenté par M. Abderrahmen FENDRI et le cabinet « La Compagnie Tunisienne des Experts Comptables -CTEC », représenté par M. Bacem GRATI, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les co-commissaires aux comptes ont émis l'opinion suivante :

« Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserve

- L'examen des créances clients au 31 décembre 2012 a révélé l'existence de créances présentant des soldes dont l'antériorité dépasse une année. Le montant brut desdites créances est de 6.337mille DT, provisionnées à hauteur de 2.611mille DT.

Il convient ainsi de préciser qu'une grande partie du reliquat non provisionné concerne un client opérant sur le marché Libyen, à savoir AL MAWADA dont le solde est de 2.294 mille DT. Une reconnaissance de dette et une caution solidaire ont été obtenues en 2012 de la part de la société Libyenne AL AQUARIA, société apparentée à la société AL MAWADA et cliente de SOMOCER, au titre de ladite créance.

- Les titres de participation de la société SOMOCER englobent des participations au sein des sociétés Libyennes INCOMA et SANILIT respectivement pour 1.836.172 DT et 1.350.000 DT. A la date de clôture, la société SOMOCER ne dispose pas d'informations quant à la situation financière de ces deux entités.

Opinion avec réserve

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états financiers des situations évoquées dans le paragraphe «Justification de l'opinion avec réserve», les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Société Moderne de Céramique SOMOCER au 31 décembre 2012, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels de la Société Moderne de Céramique. Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers. Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et n'avons pas d'observations à formuler sur la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la Société Moderne de Céramique eu égard à la réglementation en vigueur. »

• Extrait de l'opinion sur les états financiers individuels arrêtés au 31/12/2013

Les états financiers individuels de la société «SOMOCER» relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013, ont fait l'objet d'un audit effectué par le cabinet « Conseil Audit Formation », représenté par M. Abderrahmen FENDRI et le cabinet « La Compagnie Tunisienne des Experts

Comptables -CTEC », représenté par M. Bacem GRATI, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les co-commissaires aux comptes ont émis l'opinion suivante :

« Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Justification de l'opinion avec réserve

L'examen des créances clients au 31 décembre 2013 a révélé l'existence d'une créance sur un client opérant sur le marché Libyen, à savoir AL MAWADA, dont le solde est de 2.314 mille DT et dont l'antériorité est supérieure à une année. Une reconnaissance de dette a été obtenue en date du 28 février 2014 de la part de la société Libyenne AL AQUARIA, société apparentée à la société AL MAWADA et cliente de SOMOCER, au titre de ladite créance.

Cette créance demeure non provisionnée du fait que le management de SOMOCER l'estime recouvrable et ce, compte tenu de la reconnaissance de dette émise par AL AQUARIA, jugée solvable.

Opinion avec réserve

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états financiers de la situation évoquée dans le paragraphe «Justification de l'opinion avec réserve», les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Société Moderne de Céramique SOMOCER au 31 décembre 2013, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels de la Société Moderne de Céramique.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et n'avons pas d'observations à formuler sur la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la Société Moderne de Céramique eu égard à la réglementation en vigueur. »

• Extrait de l'opinion sur les états financiers individuels arrêtés au 31/12/2014

Les états financiers individuels de la société «SOMOCER» relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014, ont fait l'objet d'un audit effectué par le cabinet « Conseil Audit Formation », représenté par M. Abderrahmen FENDRI et le cabinet « Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting », représenté par M. Radhouen ZARROUK, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les co-commissaires aux comptes ont émis l'opinion suivante :

« Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Justification de l'opinion avec réserve

L'examen des créances clients au 31 décembre 2014 a révélé l'existence d'une créance douteuse sur le client libyen AL AQUARIA et dont le solde brut s'élève à 4.312 mille DT au 31 décembre 2014, provisionné à hauteur de 600 mille DT, soit une créance nette de 3.712 mille dinars.

Il convient de rappeler qu'une partie de la valeur brute de ladite créance, d'un montant de 2.314 mille DT, se rattachait au client Libyen AL MAWADA, société apparentée à la société AL AQUARIA, a fait l'objet, en date du 28 février 2014, d'une reconnaissance de dette de la part de cette dernière au profit de la société SOMOCER.

Le solde net de la créance sur AL AQUARIA demeure non provisionné du fait que le management de la société l'estime recouvrable. Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

Opinion avec réserve

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états financiers de la situation évoquée dans le paragraphe «Justification de l'opinion avec réserve», les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de SOMOCER au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Paragraphe d'observation :

Nous attirons l'attention aux faits suivants :

- Ainsi qu'il est fait mention au niveau de la note IV.3, SOMOCER détient une participation de 3.200.000 DT dans le capital de la société SOMOSAN. Cette société a connu des difficultés d'exploitation au cours de ses deux premières années d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau du gaz naturel et le niveau élevé des charges financières. Un plan de restructuration est en cours d'étude qui prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression des coûts d'exploitation. Le gouvernement Tunisien a annoncé de son côté son support à la société SOMOSAN à travers le Fonds de Reconversion et de Développement des

Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au gaz naturel en 2015. Sur la base de ces éléments, le management de SOMOCER juge qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN. Le redressement de la situation financière de SOMOSAN dépendra de la réalisation du plan de redressement ci-mentionné.

- Comme indiqué au niveau de la note VIII, la société a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. A la date du présent rapport, la société n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal, et l'issue de ce contrôle reste ainsi indéterminée.

Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des éléments évoqués ci-haut, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels de SOMOCER.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et n'avons pas d'observations à formuler sur la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par SOMOCER eu égard à la réglementation en vigueur. »

• Extrait de l'opinion sur les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2012

Les états financiers consolidés de la société «SOMOCER» relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2012, ont fait l'objet d'un audit effectué par le cabinet « Conseil Audit Formation », représenté par M. Abderrahmen FENDRI et le cabinet « La Compagnie Tunisienne des Experts Comptables -CTEC », représenté par M. Bacem GRATI, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les co-commissaires aux comptes ont émis l'opinion suivante :

« Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

La situation ci-dessous mentionnée a constitué une limitation à nos diligences d'audit :

1. Lors de l'examen des titres de participation et la détermination du périmètre de consolidation, nous avons relevé:

- Des participations au capital social des sociétés SEADATS, BIOMASSE et SOTEX ALGER pour des valeurs respectives de 30 KDT, 59 KDT et 3KDT. L'absence d'une information fiable quant à la structure du capital de ces sociétés n'a pas permis de déterminer les pourcentages de contrôle dans ces entités;
- Des participations au capital social des sociétés EL AKKAR, ARGILES MEDNINE et SAPHIR de Commerce International pour des pourcentages de contrôles respectifs de 50% (d'un montant de 75 KDT), 40% (d'un montant de 26 KDT) et 100% (d'un montant de 530 KDT). L'absence d'une information comptable fiable concernant ces sociétés, au 31 décembre 2012, n'a pas permis de les intégrer dans le périmètre de consolidation ;
- Une participation au capital social de la société libyenne SANILIT pour un montant de 1 350 KDT (Le pourcentage de contrôle de cette société qui est en phase de démarrage est de 20%). Par ailleurs, l'information comptable au 31 décembre 2012 ainsi que les éléments par rapport à l'influence exercée sur cette entité n'ont pu être collectées. Aussi bien l'appréciation du caractère consolidable que la détermination de la juste valeur des titres n'ont pu être effectuées;
- Une participation au capital social de la société libyenne INCOMA pour un montant de 1 836 KDT (représentant 9% du capital social). L'absence d'une information comptable fiable au 31 décembre 2012 n'a pas permis d'apprécier la juste valeur de cette participation.

Par ailleurs, nous devons formuler les réserves suivantes :

2. Un inventaire physique des immobilisations de la société ABC a été effectué au mois de janvier 2012. Les travaux d'exploitation de cet inventaire n'ont pas été suivis par les corrections nécessaires aux valeurs comptables des immobilisations ;

3. L'examen des créances clients au 31 décembre 2012 a révélé l'existence de créances présentant des soldes dont l'antériorité dépasse une année. Le montant brut desdites créances est de 7.036 KDT, provisionnées à hauteur de 2.788 KDT.

Il convient ainsi de préciser qu'une grande partie du reliquat non provisionné concerne un client opérant sur le marché Libyen, à savoir AL MAWADA dont le solde est de 2.294 KDT. Une reconnaissance de dette et une caution solidaire ont été obtenues en 2012 de la part de la société Libyenne Al AQUARIA, société apparentée à la société AL MAWADA et cliente de SOMOCER, au titre de ladite créance ;

4. L'application, au niveau de la société ABC, des règles de provisions sur le stock à rotation lente habituellement estimées ainsi que la dépréciation totale des stocks déclarés non vendables aboutit à la nécessité de constater un complément de provision pour dépréciation de stock de 188.040 DT ;

5. En date du 18 juillet 2003, la société «SOMOCER», en sa qualité d'acheteur a signé une promesse de vente avec Mr Abdallah Ben Ahmed d'un terrain sis à «ESSOUASSI» en lieu et place de la société «SOTEMAIL» qui a opéré des avances au vendeur d'un montant 120 000 DT

et qu'elle a comptabilisé dans la rubrique «Avances et acomptes versés aux fournisseurs d'immobilisations» pour la totalité du montant. Au 31 décembre 2012, le contrat définitif d'acquisition du terrain au nom de la société «SOTEMAIL» n'est pas encore établi. La société «SOTEMAIL» est actuellement en litige avec le propriétaire du terrain et une action en justice est actuellement intentée contre lui. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2012 pour tenir compte du risque éventuel découlant de cette situation.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve de l'incidence éventuelle des questions évoquées dans le point 1 et de l'incidence des questions évoquées dans les points 2 à 5 du paragraphe «Justification de l'opinion avec réserves», les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du «**Groupe SOMOCER**» au 31 décembre 2012, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance, avec les états financiers consolidés, des informations fournies dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels consolidés. Par ailleurs, nous n'avons pas d'observations significatives à formuler sur le système de contrôle interne du groupe. »

• Extrait de l'opinion sur les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2013

Les états financiers consolidés de la société «SOMOCER» relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013, ont fait l'objet d'un audit effectué par le cabinet « Conseil Audit Formation », représenté par M. Abderrahmen FENDRI et le cabinet « La Compagnie Tunisienne des Experts Comptables -CTEC », représenté par M. Bacem GRATI, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les co-commissaires aux comptes ont émis l'opinion suivante :

« Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

1. Lors de l'examen des titres de participation et la détermination du périmètre de consolidation, nous avons relevé les éléments suivants :

- Ainsi qu'il est fait mention dans la note I aux états financiers, il a été procédé courant 2013 à un changement du périmètre de consolidation en excluant la Société Moderne Sanitaire «SOMOSAN» du périmètre de consolidation du fait que le management juge que le Groupe n'exerce plus de contrôle effectif sur cette société. Il est à noter que la participation du Groupe SOMOCER dans la société SOMOSAN s'élève à 3.350 mille DT et représente 27% de son

capital social. Les capitaux propres de SOMOSAN s'élèvent à 8.395 mille DT au 31 décembre 2013. Nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le bien-fondé de la décision d'exclusion de la société SOMOSAN du périmètre de consolidation.

- Des participations dans le capital social des sociétés EL AKKAR, ARGILES MEDNINE et SAPHIR de Commerce International pour des pourcentages de contrôles respectifs de 50% (d'un montant de 75 mille DT), 40% (d'un montant de 26 mille DT) et 100% (d'un montant de 500 mille DT) ont été exclues du périmètre de consolidation et ce du fait de l'absence d'une information comptable fiable concernant ces sociétés, au 31 décembre 2013. Par ailleurs, une participation de 3 mille DT dans le capital de SOTEX ALGER a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le pourcentage de contrôle dans cette société ne peut pas être déterminé (du fait de l'absence d'information fiable quant à la structure de capital de cette société). En l'absence d'information financière fiable pour ces sociétés au 31 décembre 2013, nous ne pouvons pas apprécier l'impact de l'exclusion de ces sociétés du périmètre de consolidation sur les états financiers consolidés.

2. L'examen des créances clients au 31 décembre 2013 a révélé les points suivants :

- La société SOMOCER détient une créance sur le client libyen Al Mawada dont le solde brut s'élève à 2.314 mille DT au 31 décembre 2013 et dont l'antériorité est supérieure à une année. Une reconnaissance de dette a été obtenue en date du 28 février 2014 de la part de la société Libyenne Al AQUARIA, société apparentée à la société AL MAWADA et cliente de SOMOCER, au titre de ladite créance.

Cette créance demeure non provisionnée du fait que le management l'estime recouvrable et ce, compte tenu de la reconnaissance de dette émise par Al AQUARIA, jugée solvable.

Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

- La société Abdennadher Bricolage Centre «ABC», filiale du Groupe, détient des créances clients pour un montant de 338 mille DT datant de plus d'une année et non provisionnées. Au vu de l'historique de ces créances et d'autres informations disponibles, nous estimons que ces créances pourraient présenter un risque de recouvrement.

3. En date du 18 juillet 2003, la société «SOMOCER», en sa qualité d'acheteur a signé une promesse de vente avec Mr Abdallah Ben Ahmed d'un terrain sis à «ESSOUASSI» en lieu et place de la société «SOTEMAIL» (filiale du Groupe) qui a opéré des avances au vendeur d'un montant 120 mille DT et qu'elle a comptabilisé dans la rubrique «Avances et acomptes versés aux fournisseurs d'immobilisations» pour la totalité du montant. Au 31 décembre 2013, le contrat définitif d'acquisition du terrain au nom de la société «SOTEMAIL» n'est pas encore établi. La société «SOTEMAIL» est actuellement en litige avec le propriétaire du terrain et une action en justice est actuellement intentée contre lui. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2013 pour tenir compte du risque éventuel découlant de cette situation.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve de l'incidence éventuelle des questions évoquées dans le point 1 et de l'incidence des questions évoquées dans les points 2 et 3 du paragraphe «Justification de l'opinion avec réserves», les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe SOMOCER au 31 décembre 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention aux faits suivants :

1. Ainsi qu'il est fait mention au niveau de la note IV.3, le Groupe SOMOCER détient une participation de 3.350 mille DT dans le capital de la société SOMOSAN. Cette société a connu des difficultés d'exploitation au cours de ses deux premières années d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau du gaz naturel et le niveau élevé des charges financières. Un plan de restructuration est en cours d'étude qui prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression de ses coûts d'exploitation. Le gouvernement Tunisien a annoncé de son côté son support à la société SOMOSAN à travers le Fonds de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa «FRDCM» et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au gaz naturel en 2015. Sur la base de ces éléments, le management juge qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN. Le redressement de la situation financière de SOMOSAN dépendra de la réalisation du plan de redressement ci-mentionné.

2. Comme indiqué au niveau de la note VII, la société SOMOCER a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. A la date du présent rapport, SOMOCER n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal, et l'issue de ce contrôle reste ainsi indéterminée.

3. La société SOMOCER NEGOCE détient une créance sur sa filiale SAPHIR INTERNATIONAL TRADING («SIT») s'élevant à 102 mille DT. Le recouvrement de cette créance est tributaire de l'issue de l'affaire instruite en justice opposant la société SIT au locataire de son dépôt.

4. Un inventaire physique des immobilisations de la société ABC a été effectué au mois de janvier 2012. Les travaux d'exploitation de cet inventaire n'ont pas été suivis par les corrections nécessaires aux valeurs comptables des immobilisations.

Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des éléments évoqués ci-haut, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers consolidés.

Par ailleurs, nous n'avons pas d'observations significatives à formuler sur les systèmes de contrôle interne du Groupe SOMOCER. »

• **Extrait de l'opinion sur les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2014**

Les états financiers consolidés de la société «SOMOCER» relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014, ont fait l'objet d'un audit effectué par le cabinet « Conseil Audit Formation », représenté par M. Abderrahmen FENDRI et le cabinet « Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting », représenté par M. Radhouen ZARROUK, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les co-commissaires aux comptes ont émis l'opinion suivante :

« Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

1. Lors de l'examen des titres de participation et la détermination du périmètre de consolidation, nous avons relevé les éléments suivants :

- La participation dans le capital de la Société Moderne Sanitaire « SOMOSAN » de 27% (d'un montant de 3.350 mille DT) a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le management juge que le Groupe n'exerce plus de contrôle effectif sur cette société. Nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le bien-fondé de la décision d'exclusion de la société SOMOSAN du périmètre de consolidation.

- Des participations dans le capital social des sociétés EL AKKAR, ARGILES MEDNINE et SAPHIR de Commerce International pour des pourcentages de contrôles respectifs de 50% (d'un montant de 75 mille DT), 40% (d'un montant de 26 mille DT) et 100% (d'un montant de 500 mille DT) ont été exclues du périmètre de consolidation et ce du fait de l'absence d'une information comptable fiable concernant ces sociétés, au 31 décembre 2014. Par ailleurs, une participation de 3 mille DT dans le capital de SOTEX ALGER a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le pourcentage de contrôle dans cette société ne peut pas être déterminé (à défaut d'information fiable quant à la structure de capital de cette société). En l'absence d'information financière fiable pour ces sociétés au 31 décembre 2014, nous ne pouvons pas apprécier l'impact de l'exclusion de ces sociétés du périmètre de consolidation sur les états financiers consolidés.

2. L'examen des créances clients au 31 décembre 2014 a révélé les points suivants :

- La société SOMOCER détient une créance sur le client libyen AL AQUARIA et dont le solde brut s'élève à 4.312 mille DT au 31 décembre 2014, provisionné à hauteur de 600 mille DT, soit une créance nette de 3.712 mille DT.

Il convient de rappeler qu'une partie de la valeur brute de ladite créance, d'un montant de 2.314 mille DT, se rattachait au client Libyen AL MAWADA, société apparentée à la société AL AQUARIA, a fait l'objet, en date du 28 février 2014, d'une reconnaissance de dette de la part de cette dernière au profit de la société SOMOCER.

Le solde net de la créance sur AL AQUARIA demeure non provisionné du fait que le management de la société l'estime recouvrable. Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

- La société Abdennadher Bricolage Centre «ABC», filiale du Groupe, détient des créances clients pour un montant de 297 mille DT datant de plus d'une année et non provisionnées. Au vu de l'historique de ces créances et d'autres informations disponibles, nous estimons que ces créances pourraient présenter un risque de recouvrement.

3. En date du 18 juillet 2003, la société «SOMOCER», en sa qualité d'acheteur a signé une promesse de vente avec Mr Abdallah Ben Ahmed d'un terrain sis à «ESSOUASSI» en lieu et place de la société «SOTEMAIL» (filiale du Groupe) qui a opéré des avances au vendeur d'un montant 120 mille DT et qu'elle a comptabilisé dans la rubrique «Avances et acomptes versés aux fournisseurs d'immobilisations» pour la totalité du montant. Au 31 décembre 2014, le contrat définitif d'acquisition du terrain au nom de la société «SOTEMAIL» n'est pas encore établi. La société «SOTEMAIL» est actuellement en litige avec le propriétaire du terrain et une action en justice est actuellement intentée contre lui. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2014 pour tenir compte du risque éventuel découlant de cette situation.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve de l'incidence éventuelle des questions évoquées dans le point 1 et de l'incidence des questions évoquées dans les points 2 et 3 du paragraphe «Justification de l'opinion avec réserves», les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe SOMOCER au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention aux faits suivants :

1. Ainsi qu'il est fait mention au niveau de la note IV.3, le Groupe SOMOCER détient une participation de 3.350 mille DT dans le capital de la société SOMOSAN. Cette société a connu des difficultés d'exploitation au cours de ses deux premières années d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau du gaz naturel et le niveau élevé des charges financières. Un plan de restructuration est en cours d'étude qui prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression de ses coûts d'exploitation. Le gouvernement Tunisien a annoncé de son côté son support à la société SOMOSAN à travers le Fonds de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa « FRDCM » et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au gaz naturel en 2015. Sur la base de ces éléments, le management juge

qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN. Le redressement de la situation financière de SOMOSAN dépendra de la réalisation du plan de redressement ci-mentionné.

2. Comme indiqué au niveau de la note VII, la société SOMOCER a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. A la date du présent rapport, SOMOCER n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal, et l'issue de ce contrôle reste ainsi indéterminée.

3. La société SOMOCER NEGOCE détient une créance sur sa filiale SAPHIR INTERNATIONAL TRADING « SIT » s'élevant à 291 mille DT. Le recouvrement de cette créance est tributaire de l'issue de l'affaire instruite en justice opposant la société SIT au locataire de son dépôt.

4. Un inventaire physique des immobilisations de la société ABC a été effectué au mois de janvier 2012. Les travaux d'exploitation de cet inventaire n'ont pas été suivis par les corrections nécessaires aux valeurs comptables des immobilisations.

Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des éléments évoqués ci-haut, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers consolidés.

Par ailleurs, nous n'avons pas d'observations significatives à formuler sur les systèmes de contrôle interne du Groupe SOMOCER. »

• Avis sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2015

Les états financiers intermédiaires de la société «SOMOCER» arrêtés au 30 Juin 2015, ont fait l'objet d'un examen limité effectué par le cabinet « Conseil Audit Formation », représenté par M. Abderrahmen FENDRI et le cabinet « Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting », représenté par M. Radhouen ZARROUK, selon les normes d'audit généralement admises relatives aux missions d'examen limité. Les co-commissaires aux comptes ont émis l'avis suivant:

« Justification de notre conclusion avec réserve

L'examen des créances clients au 30 juin 2015 a révélé l'existence d'une créance douteuse sur le client AL AQUARIA et dont le solde brut s'élève à 4.312 mille DT au 30 juin 2015, provisionné à hauteur de 1.100 mille DT, soit une créance nette de 3.212 mille dinars.

Il convient de rappeler qu'une partie de la valeur brute de ladite créance, d'un montant de 2.314 mille DT, se rattache au client Libyen AL MAWADA, société apparentée à la société

AL AQUARIA, a fait l'objet, en date du 28 février 2014, d'une reconnaissance de dette de la part de cette dernière au profit de la société SOMOCER.

Le solde net de la créance sur AL AQUARIA demeure non provisionné du fait que le management de la société l'estime recouvrable. Etant donnée l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

Conclusion avec réserve

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence éventuelle sur les états financiers intermédiaires de la situation évoquée dans le paragraphe «Justification de notre conclusion avec réserve», nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états financiers intermédiaires ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de la Société Moderne de Céramique au 30 juin 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention aux faits suivants :

1. Ainsi qu'il est fait mention au niveau de la note IV.3, SOMOCER détient une participation de 3.200.000 DT dans le capital de la société SOMOSAN. Cette société a connu des difficultés d'exploitation au cours de ses deux premières années d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau du gaz naturel et le niveau élevé des charges financières. Un plan de restructuration est en cours d'étude qui prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression de ses coûts d'exploitation. Le gouvernement Tunisien a annoncé de son côté son support à la société SOMOSAN à travers le Fonds de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa « FRDCM » et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au gaz naturel au cours de 2015. Sur la base de ces éléments, le management de SOMOCER juge qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN. Le redressement de la situation financière de SOMOSAN dépendra de la réalisation du plan de redressement ci-mentionné.

2. Comme indiqué au niveau de la note II, la société a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. A la date du présent rapport, la société n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal, et l'issue de ce contrôle reste ainsi indéterminée. »

1.4. Attestation des commissaires aux comptes

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans le présent prospectus en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées ».

Les commissaires aux comptes

Conseil Audit Formation

M. Abderrahmen FENDRI




Conseil Audit Formation
Membre de PricewaterhouseCoopers
Imm. : PwC - Rue Lac du
1053 Les Berges du Lac
Tél : 216 71 160 900
Fax : 216

Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting

Radhouen ZARROUK




Cabinet
Radhouen ZARROUK
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes
Bvd 7 Novembre Kantaoui Sousse

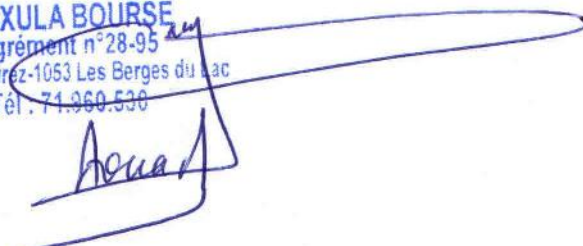
1.5. Attestation de l'intermédiaire en Bourse chargé de l'opération

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour s'assurer de la sincérité du présent prospectus ».

MAXULA BOURSE

Le Président Directeur Général

M. Raouf AOUADI




MAXULA BOURSE
Agrément n°28-95
Centre Nawrez-1053 Les Berges du Lac
Tél : 71.960.530



1.6. Responsable de l'information

M. Walid ZAYENE

Directeur Général Adjoint de la société SOMOCER

Adresse : Menzel Hayet, 5033 Zeramedine, Monastir, Tunisie

Tél : +216 73 410 417

Fax : +216 73 410 401

La notice légale est publiée au JORT n°

55

du 07/05/2016

 **Conseil du Marché Financier**
Visa n° 16 - 0939 du 29 AVR 2016
Délivré au vu de l'article 2 de la loi n° 94-117 du 14 Novembre 1994
Le Président du Conseil du Marché Financier


Signé: Salah ESSAYEL



CHAPITRE 2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT **L'OPERATION**

2.1. Renseignements relatifs à l'émission

2.1.1. Décision à l'origine de l'émission

L'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 10 décembre 2015, a décidé d'augmenter le capital de la société SOMOCER d'un montant de 8 131 200 DT pour le porter ainsi de 32 524 800 DT à 40 656 000 DT, et ce, par l'émission de 8 131 200 nouvelles actions émises au prix de 1,8 DT, soit 1 DT de valeur nominale et 0,8 DT (800 millimes) de prime d'émission.

Les nouvelles actions seront souscrites selon la parité d'une (01) action nouvelle pour quatre (04) actions anciennes et porteront jouissance à compter du 1^{er} janvier 2015.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a confié au Conseil d'Administration tous les pouvoirs nécessaires pour constater et réaliser l'augmentation de capital.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a également décidé qu'en cas où les souscriptions réalisées n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital envisagée, le Conseil d'Administration devra redistribuer les actions nouvelles éventuellement non souscrites entre les actionnaires.

2.1.2. Caractéristiques de l'opération

Le capital social sera augmenté de 8 131 200 DT par souscription en numéraire et par émission de 8 131 200 actions nouvelles.

- Nombre d'actions à émettre : 8 131 200 actions nouvelles à souscrire en numéraire ;
- Valeur nominale des actions : un (01) DT ;
- Catégorie des actions : ordinaires ;
- Forme des actions : nominatives.

Prix d'émission des actions nouvelles

Cette émission sera opérée au prix de un dinar huit cent millimes (1,800 DT) par action, soit un (01) DT de valeur nominale et huit cent millimes (0,800 DT) de prime d'émission. Les actions nouvelles souscrites seront libérées au prix de l'émission lors de la souscription.

Droit préférentiel de souscription

La souscription à l'augmentation de capital en numéraire est réservée, à titre préférentiel, aux anciens actionnaires ainsi qu'aux cessionnaires de droits de souscription en bourse tant à titre irréductible qu'à titre réductible.

L'exercice de ce droit s'effectue de la manière suivante :

- **A titre irréductible** : La souscription à titre irréductible est ouverte à tous les actionnaires au prorata de leur droit préférentiel de souscription à raison d'une (01) action nouvelle pour quatre (04) actions anciennes. Les actionnaires qui n'auront pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles, pourront soit acheter

soit vendre en bourse les droits de souscription formant les rompus sans qu'il puisse en résulter une souscription indivise. SOMOCER ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

- **A titre réductible** : En même temps qu'ils exercent leurs droits à titre irréductibles, les propriétaires et/ou les cessionnaires de droits de souscription pourront, en outre, souscrire à titre réductible, le nombre d'actions nouvelles qui n'auraient pas été éventuellement souscrites par les demandes à titre irréductible. Chaque demande sera satisfaite proportionnellement à la part dans le capital, dans la limite du nombre d'actions demandées et en fonction du nombre d'actions nouvelles disponibles.

Période de souscription

La souscription aux 8 131 200 actions nouvelles émises en numéraire est réservée, en propriété, aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social actuel et aux cessionnaires de droits de souscription en Bourse, tant à titre irréductible que réductible, à raison d'une (01) action nouvelle pour quatre (04) actions anciennes et ce du 25/05/2016 au 15/06/2016 inclus.³

Passé le délai de souscription qui sera réservé aux anciens actionnaires pour l'exercice de leur droit préférentiel de souscription et au cas où les souscriptions réalisées à titre irréductible ainsi qu'à titre réductible, n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital social, les actions non souscrites seront redistribuées entre les actionnaires⁴ et ce, du 16/06/2016 au 17/06/2016 inclus. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

Etablissements domiciliaires

Tous les intermédiaires agréés administrateurs (IAA) sont habilités à recueillir, sans frais, les demandes de souscription des actions nouvelles de la société SOMOCER exprimées dans le cadre de la présente augmentation de capital.

En souscrivant, il devra être versé par action souscrite le montant de 1,800 DT, soit 1 DT représentant la valeur nominale de l'action et 0,800 DT représentant la valeur de la prime d'émission.

Après répartition et en cas de satisfaction partielle des demandes de souscription à titre réductible, les sommes restant disponibles sur les fonds versés, à l'appui des souscriptions effectuées à ce titre, seront restituées sans intérêt, aux souscripteurs, aux guichets qui auraient reçu les souscriptions, et ce dans un délai ne dépassant pas trois (03) jours ouvrables à partir de la date de dénouement de l'augmentation, date qui sera précisée par un avis de Tunisie Clearing.

³ Les actionnaires et/ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs Intermédiaires Agréés Administrateurs d'exercer leurs droits avant la séance de bourse du 15/06/2016 sont informés que ces derniers procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant ladite séance.

⁴ Il convient de signaler que suite à une demande formulée par M. Lotfi Abdennadher et des actionnaires personnes physiques et morales avec qui il agit de concert, sollicitant une dérogation à leur soumission à une offre publique visant le reste du capital de la société, au cas où ils viendraient à franchir le seuil de 40% du capital suite à l'éventuelle distribution entre les actionnaires des actions non souscrites à titre irréductibles et réductible dans le cadre de l'opération de l'augmentation du capital objet du présent prospectus, le CMF par décision n°20 en date du 29 Avril 2016 a octroyé ladite dérogation.

Le jour de dénouement, le montant de l'augmentation de capital en numéraire est versé dans le compte indisponible N°10409064103452478809 ouvert auprès de la Société Tunisienne de Banque « STB », agence Kantaoui, conformément à l'état de dénouement espèces de Tunisie Clearing.

Modalités de souscription et règlement des titres contre espèces

Les souscripteurs à l'augmentation de capital devront en faire la demande auprès des IAA chez lesquels leurs titres sont inscrits en compte, durant la période de souscription à titre irréductible et réductible et ce, en remplissant le bulletin de souscription figurant en annexe.

Les IAA se chargeront de la transmission des bulletins de souscription, au plus tard le 15/06/2016 à 15H à MAXULA BOURSE, en sa qualité d'Intermédiaire Agréé Mandaté (IAM).

Chaque IAA est tenu d'envoyer ses virements de droits de souscription relatifs aux demandes de souscription à titre irréductible et, éventuellement ses demandes de souscription à titre réductible (qui seront confirmées par MAXULA BOURSE), via l'Espace Adhérent de Tunisie Clearing et ce, conformément aux modalités pratiques de l'opération qui seront précisées par un avis de Tunisie Clearing.

Le règlement des espèces et la livraison des titres de l'augmentation en numéraire seront effectués via la compensation interbancaire de Tunisie Clearing à une date qui sera précisée par un avis de Tunisie Clearing.

Modalités et délais de livraison des titres

Les souscriptions à l'augmentation de capital seront constatées par une attestation portant sur le nombre de titres souscrits délivrés par MAXULA BOURSE, Intermédiaire Agréé Mandaté, et ce dès la réalisation de l'opération.

Mode de placement

Les titres émis seront réservés, en priorité, aux anciens actionnaires détenteurs des 32 524 800 actions composant le capital actuel et/ ou cessionnaires des droits de souscription en Bourse.

Date de jouissance des actions : Les 8 131 200 actions nouvelles souscrites porteront jouissance en dividende à partir du 1^{er} janvier 2015.

2.2. But de l'émission

La présente opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie adoptée par SOMOCER visant à :

- Financer des investissements dans le cadre de son programme de mise à niveau et assurer ses investissements annuels de remise en état;
- Rembourser une partie de ses dettes bancaires à court terme afin d'assurer une structure d'endettement équilibrée et réduire le poids de ses charges financières supportées ;
- Consolider sa position sur le marché local et développer davantage sa présence à l'international.

2.3. Renseignements généraux sur les valeurs mobilières émises

2.3.1. Droits attachés aux valeurs mobilières émises

Chaque action donne un droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices revenant aux actionnaires proportionnellement au nombre des actions émises.

Les dividendes non réclamés, dans les cinq ans de leur exigibilité, seront prescrits conformément à la réglementation en vigueur.

Selon l'article 35 des Statuts de la société, chaque membre de l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède et représente d'actions.

2.3.2. Régime de négociabilité

Les actions sont librement négociables.

2.3.3. Régime fiscal applicable

La législation actuelle en Tunisie prévoit l'imposition des revenus distribués au sens de l'alinéa (a) du paragraphe II de l'article 29 du code de l'IRPP et de l'IS et du paragraphe II bis de l'article 29 du code de l'IRPP et de l'IS à une retenue à la source libératoire de 5%. Cette retenue concerne les revenus distribués à partir du 1er janvier 2015 à l'exception des distributions de bénéfices à partir des fonds propres figurant au bilan de la société distributrice au 31/12/2013 à condition de mentionner lesdits fonds propres dans les notes aux états financiers déposés au titre de l'année 2013.

La retenue à la source est due au titre des distributions effectuées au profit des :

- Personnes physiques résidentes ou non résidentes et non établies en Tunisie ;
- Personnes morales non résidentes et non établies en Tunisie.

En outre, sont déductibles pour la détermination du bénéfice imposable, les dividendes distribués aux personnes morales résidentes en Tunisie et ce, conformément aux dispositions du paragraphe III de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS.

Par ailleurs, est également déductible de l'impôt sur le revenu annuel exigible, ou est restituable, la retenue à la source effectuée au titre des revenus distribués conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi de finances pour l'année 2014 et ce, pour les personnes physiques dont les revenus distribués ne dépassent pas 10 000 Dinars par an.

En outre, la loi de finances pour l'année 2015 a étendu le champ d'application de l'imposition des dividendes aux revenus distribués par les établissements tunisiens de sociétés étrangères.

Ainsi, en vertu de l'article 25 de ladite loi, les revenus distribués par les établissements tunisiens de sociétés étrangères sont soumis également à une retenue à la source libératoire au taux de 5%. Aussi, l'impôt exigible en Tunisie au titre des bénéfices distribués par les sociétés non résidentes est payé conformément aux dispositions des conventions de non double imposition par leur établissement stable en Tunisie au moyen d'une déclaration déposée à cet effet.

2.3.4. Marché des titres

Les actions de la société SOMOCER sont négociables sur le marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Par ailleurs, il n'y a pas de titres de même catégorie qui sont négociés sur des marchés étrangers.

2.3.5. Cotations en Bourse des actions anciennes

Les 32 524 800 actions anciennes composant le capital actuel de la société SOMOCER inscrites à la cote de la Bourse, seront négociées à partir du 25/05/2016, droits de souscription détachés.

2.3.6. Cotation en Bourse des actions nouvelles souscrites en numéraire

Les 8 131 200 actions nouvelles à souscrire en numéraire seront négociables en Bourse à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire conformément aux dispositions légales en vigueur régissant les augmentations de capital des sociétés, sur la même ligne que les actions anciennes auxquelles elles seront assimilées.

2.3.7. Cotation en Bourse des droits de souscription

Les négociations en Bourse des droits de souscription auront lieu du 25/05/2016 au 15/06/2016 inclus⁵.

Il est précisé qu'aucune séance de régularisation ne sera organisée au-delà des délais précités.

2.4. Tribunaux compétents en cas de litige

Tout litige pouvant surgir lors de la présente opération sera de la compétence exclusive du Tribunal de Tunis I.

2.5. Avantage fiscal

Néant.

2.6. Prise en charge par Tunisie Clearing

Les droits de souscription seront pris en charge par TUNISIE CLEARING sous le code ISIN «TN0006780118» durant la période de souscription préférentielle, soit du 25/05/2016 au 15/06/2016 inclus⁶.

Les actions nouvelles souscrites seront prises en charge par TUNISIE CLEARING sous le code ISIN «TN0006780126» à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire.

A cet effet, la TUNISIE CLEARING assurera les règlements/livraisons sur lesdits actions et droits négociés en bourse.

Le registre des actionnaires est tenu par MAC SA– Intermédiaire en bourse.

⁵ Les actionnaires et/ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs Intermédiaires Agréés Administrateurs d'exercer leurs droits avant la séance de bourse du 15/06/2016 sont informés que ces derniers procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant ladite séance.

CHAPITRE 3. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

3.1. Renseignements de caractère général concernant la société

3.1.1. Cadre général

Dénomination sociale	Société Moderne de Céramique « SOMOCER »
Siège social	Menzel Hayet, 5033 Zeramedine, Monastir, Tunisie
Usine	Menzel Hayet, 5033 Zeramedine, Monastir, Tunisie
Téléphone	+216 73 410 417 / 73 410 416
Fax	+216 73 410 401 / 73 410 100
Site Web	www.somocergroup.com
Forme juridique	Société Anonyme ⁷ .
Législation particulière applicable	La société SOMOCER est régie par le droit tunisien et en particulier par : -Le code des sociétés commerciales promulgué par la loi n°2000-93 du 03 novembre 2000 tel que modifié par la loi n° 2004-90 du 31 décembre 2004, la loi n° 2005-12 du 26 janvier 2005, la loi n°2005-65 du 27 juillet 2005, la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005, la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007, la loi n° 2009-1 du 05 janvier 2009 et la loi n° 2009-16 du 16 mars 2009.
Date de constitution	30 Juillet 1985
Durée de vie	99 ans à compter du jour de sa constitution
Objet social (Article 3 des Statuts)	• Production de la décoration de carreaux en céramique pour le revêtement du sol et de mur et ; • Généralement toute opération commerciale, financière industrielle, immobilière et mobilières se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe qui permettrait à la société de réaliser ses objectifs et de les développer.
N° du registre de commerce	B117061996
Matricule fiscal	39247D AM 000
Exercice social	Du 1 ^{er} Janvier au 31 Décembre de chaque année.
Nationalité	Tunisienne
Capital social	Le capital social de la société s'élève à 32 524 800 DT, réparti en 32 524 800 actions de nominal un (01) DT, entièrement libérées.

⁷ SOMOCER a été constituée sous forme de SARL en 1985 et transformée en Société Anonyme en 2001.

Lieu où peuvent être consultés des documents de la société : Menzel Hayet, 5033 Zeramedine, Monastir, Tunisie.

Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, le CMF, la BVMT et Tunisie Clearing	M. Walid ZAYENE Directeur Général Adjoint de la SOMOCER Tél : +216 73 410 417 Fax : +216 73 410 401
---	--

3.1.2. Clauses statutaires particulières

Distribution des bénéfices (Article 41 des statuts)

La liste des résultats qui résume les produits de l'exercice et les charges après leur déduction, fait apparaître le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Le bénéfice distribuable est constitué du résultat comptable net majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieures, et ce, après déduction de ce qui suit :

- Un taux égal à 5% pour constituer le fond de réserve légal. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fond de réserve atteint le dixième (1/10) du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième
- La réserve prévue par les textes législatifs spéciaux dans la limite des taux qui y sont fixés.

L'Assemblée Générale peut décider de prélever (déduire) du bénéfice distribuable, toute somme qu'elle estime nécessaire pour constituer des réserves spéciales, ordinaires ou extraordinaires et d'en définir l'usage et le mode de distribution de ces fonds.

En cas de bénéfices disponibles (surplus), il y a lieu de les distribuer entre les actionnaires. La part de chaque actionnaire dans les bénéfices est déterminée proportionnellement à sa participation dans le capital social.

L'action en paiement des dividendes se prescrit par 5 ans à compter de la date de la tenue de l'Assemblée Générale qui a décidé le taux de la distribution.

L'Assemblée Générale Ordinaire peut, en outre, décider la mise de la distribution de sommes prélevées sur les réserves ou les primes dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

En cas de perte, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale, elle sera reportée à nouveau pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Dispositions communes aux Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires

Convocation (Article 29 des Statuts)

1-Origine de la convocation

L'Assemblée Générale Ordinaire est convoquée par le Conseil d'Administration.

Elle peut aussi être convoquée par :

- 1) Le commissaire au compte ;

- 2) Un mandataire désigné par le Tribunal, à la demande de tout intéressé ou à la requête d'un ou des actionnaires possédant au moins 3% ;
- 3) Les liquidateurs ;
- 4) Les actionnaires ayant la majorité dans le capital social ou dans les droits de vote ; et ce après appel public à la vente à l'échange ou à la cession.

2-Mode de la convocation :

A/ Les Assemblées Générales Extraordinaires :

L'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée pour se réunir par voie d'annonce publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et dans deux journaux quotidiens dont l'un est en langue arabe, et ce quinze jours au moins avant la date décidée pour sa réunion. Cette annonce doit mentionner la date de la réunion, le lieu de la réunion et l'ordre du jour.

Si la première Assemblée Générale ne réalise pas la moitié du capital social, une deuxième assemblée sera convoquée suivant les mêmes règlements énoncés par la première assemblée. La convocation comporte l'ordre du jour, la date et le résultat de l'assemblée précédente.

Les décisions légales seront prises si la deuxième assemblée est composée par les actionnaires représentant au moins le 1/3 du capital.

Si la 2^{ème} assemblée n'a atteint à ce quorum légal, on peut convoquer une troisième assemblée par les mêmes règlements énoncés par les deux premières assemblées ; à condition de ne pas dépasser deux mois à compter de la date de sa convocation pour se réunir.

La troisième assemblée prend les décisions légales en cas où on a pu représenter au moins le 1/4 du capital social.

A défaut de ce quorum, on peut proroger le délai de l'assemblée pour une date ultérieure de deux mois au maximum, à compter de la date de sa convocation.

B/Les Assemblées Générales Ordinaires :

L'Assemblée Générale Ordinaire est convoquée pour se réunir par voie d'annonce publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et dans deux journaux quotidiens dont l'un est en langue arabe, et ce quinze jours au moins avant la date décidée pour sa réunion. Cette annonce doit mentionner la date de la réunion, le lieu de la réunion et l'ordre du jour.

Si la première Assemblée Générale n'a pas pu légalement délibérer pour l'absence du quorum légal, une deuxième assemblée sera convoquée suivant les mêmes règlements énoncés par la première assemblée.

3- Les délais :

Le délai liant la date de l'annonce pour la convocation et la date de l'assemblée est de 15 jours au moins ; concernant la première convocation et la suivante.

4- Lieu de la réunion :

La convocation doit indiquer le lieu de la réunion. Il peut être le siège social de la société ou n'importe quel autre lieu existant dans la même ville ou tout autre endroit adapté pour les réunions ; à condition que l'endroit opté/choisi par le conseil ne porte pas préjudice à la réunion des actionnaires.

5- Sanction

Toute assemblée qui se réunit d'une manière illégale, peut être annulée. La requête d'annulation ne sera acceptée qu'à la réunion de tous les actionnaires ou leurs représentants.

L'ordre du jour de l'assemblée (Article 30 des Statuts)

L'ordre du jour de l'assemblée est fixé par la partie qui l'a convoquée. L'assemblée ne peut délibérer en une affaire non inscrite dans l'ordre du jour. En revanche, elle peut quelque soit les circonstances révoquer un membre ou plusieurs du Conseil d'Administration ou de les faire substituer. On ne peut changer l'ordre du jour de l'assemblée lors de la deuxième convocation.

Admission aux assemblées (Article 31 des Statuts)

Tout actionnaire peut participer personnellement ou par son représentant dans les Assemblées Générales (Ordinaire ou Extraordinaire). Les actionnaires sont admis suite à la présentation de leurs pièces d'identité.

Les actionnaires débiteurs ne peuvent accéder aux Assemblées Générales.

Bureau de l'assemblée (Article 34 des Statuts)

Les assemblées des actionnaires sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en cas d'absence, le membre du Conseil d'Administration délégué par le conseil, et ce en cas d'une convocation faite par monsieur le Commissaire aux Comptes, ou par une mandataire de justice ou les liquidateurs.

L'assemblée est présidée par la partie qui l'a convoquée ou par l'un des membres convoqués.

L'assemblée désigne les deux membres qui possèdent le plus grand nombre des voix et qui acceptent cette mission en tant que vérificateurs. En cas d'égalité, le plus jeune laisse sa place au plus âgé.

Le bureau nomme un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

La SOMOCER s'engage à conformer l'article 34 de ses Statuts aux dispositions de l'article 281 du Code des Sociétés Commerciales.

Droit de Vote (Article 35 des Statuts)

Le droit de vote lié aux actions du capital avec la part du capital qui le représente. Chaque action donne un droit à une voix.

Procès verbal des délibérations (Article 36 des Statuts)

Les délibérations des Assemblées Générales sont rédigées dans des procès verbaux établis par les membres du bureau de l'assemblée et signées par ces derniers. Ces P.V mentionnent la date, le lieu de la réunion, le mode de la convocation, l'ordre du jour, la composition du conseil, le nombre des actions ayant participé au vote, l'attente du quorum légal, ainsi que les documents et rapports soumis à l'assemblée, le résumé des débats, les textes des décisions publiées avec le résultat du vote.

Les procès verbaux des assemblées sont tenus dans un registre spécial tenu au siège de la société.

Si l'assemblée n'a pas pu délibérer conformément à la loi à cause de non atteinte du quorum légal, le bureau de cette assemblée rédige un procès verbal.

Principe, forme et objet des Assemblées Générales (Article 26 des Statuts)

1/Principe :

L'Assemblée Générale constitue l'organisme légal de tous les actionnaires. Toutes les décisions prises conformément à la loi et au Statut obligent les actionnaires.

Lors du calcul du quorum légal des différentes Assemblées Générales, les actions provisoires de la société ne sont pas prises en considération.

2/ Forme et objet :

D'après l'objet des projets des décisions proposées, on a fixé deux formes (types) d'Assemblées Générales :

- Assemblées Générales Extraordinaires ;
- Assemblées Générales Ordinaires.

L'Assemblée Générale Extraordinaire (Article 27 des Statuts)

1/ Rôle et compétence :

L'Assemblée Générale Extraordinaire est la seule habilitée à modifier les statuts dans toutes ses clauses. Cependant, elle ne peut augmenter les obligations des actionnaires.

Elle ne peut aussi modifier la société à une autre forme, conformément aux dispositions légales et réglementaires ; ainsi que l'article 43 de ce statut.

Elle peut, néanmoins, fusionner la société avec une autre ou la diviser.

2/Quorum légal et majorité des voix :

L'Assemblée Générale ne peut prendre des décisions légales qu'à condition que les actionnaires ou les représentants présents, ayant le droit de vote, détiennent à la date de leur convocation ; la moitié du capital social au moins et le 1/3 du capital à la date de deuxième convocation.

A défaut de ce dernier quorum, on peut proroger le délai de la réunion de l'Assemblée Générale pour une durée ultérieure, ne dépassant pas deux mois à compter de la date de la réunion.

Les décisions sont prises à la majorité des 2/3 des actionnaires ou des présents ou représentants ayant le droit de vote.

L'Assemblée Générale Ordinaire (Article 28 des Statuts)

1-Forme & Aptitude :

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui n'entrent pas d'après la loi et ce statut dans le domaine de compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Elle exerce tous les pouvoirs fixés par la loi notamment :

- Elle désigne et révoque les membres du Conseil d'Administration et les Commissaires Aux Comptes ;
- Elle statue en le rapport du commissaire aux comptes relatif aux conventions établies entre la société et les dirigeants ; et qui sont objet d'une autorisation du Conseil d'Administration ;
- Elle accomplit le nombre des membres du conseil et décide les nominations provisoires des membres du Conseil d'Administration ;
- Elle décide l'acquittement des membres du Conseil d'Administration ;

- Elle discute, décide, rectifie ou refuse les comptes. Elle délimite les dividendes issues des actions, les parts des membres du Conseil d'Administration destinées à la répartition. Elle décide de la cession. Elle fixe la valeur des jetons de présence accordés aux membres du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit une fois par an au moins, au cours des six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Après lecture de son rapport, le Conseil d'Administration présente à l'assemblée les comptes, résultats et bilans financiers.

Le Commissaire Au Compte est tenu de mentionner dans son rapport les tâches qu'il a accomplies durant sa mission ; et ce au sens de l'article 258 du Code des Sociétés Commerciales. Il doit, en outre, préciser à l'assemblée toutes les violations aux règlements.

L'assemblée générale ordinaire peut être convoquée, à titre exceptionnel, chaque fois ou une affaire entrant dans son domaine de compétence l'exige.

2-Le Quorum légal :

Les Assemblées Générales Ordinaires ne peuvent prendre les décisions légales au cours de la première convocation, sauf si les actionnaires présents ou leurs représentants, ayant le droit de voter, détiennent le 1/3 des actions au moins.

A défaut de ce quorum, l'Assemblée Générale se réunit sans qu'un quorum légal existe. Dans ce cas, il y a lieu de respecter un délai de 15 jours au moins entre la date de la 1^{ère} assemblée et la date de la deuxième.

L'assemblée générale ordinaire statue la majorité des voix des actionnaires comparants ou leurs représentants.

Pour le calcul du scrutin, les cartes blanches ne sont pas prises en considération.

La société s'engage à conformer ses statuts à la réglementation en vigueur*.

3.2. Renseignements de caractère général concernant le capital de la société

Capital social :	32 524 800 dinars
Nombre d'actions :	32 524 800 actions
Nominal :	1 dinar
Forme des actions :	Nominative
Catégorie :	Ordinaire
Libération :	Intégrale
Jouissance :	1 ^{er} janvier 2015

*cf, engagement de la société page 286 du présent prospectus.

3.3. Evolution du capital social

Décision	Nominal	Nature de l'opération	Évolution du Capital		Capital en Circulation	
			Montant en DT	Nombre d'actions	Montant en DT	Nombre d'actions
AGC du 03/07/1985	100	Capital initial			180 000	1 800
AGE du 24/07/1985	100	Augmentation par apport en nature	120 000	1200	300 000	3 000
AGE du 16/08/1985	100	Augmentation en numéraire	75 000	750	375 000	3 750
AGE du 10/01/1987	100	Augmentation en numéraire	112 500	1 125	487 500	4 875
AGE du 25/06/1991	100	Augmentation en numéraire	504 000	5 040	991 500	9 915
AGE du 15/08/1994	100	Augmentation en numéraire	300 000	3 000	1 291 500	12 915
AGE du 12/01/1995	100	Augmentation par incorporation de réserves	250 000	2 500	1 541 500	15 415
AGE du 12/01/1995	100	Augmentation en numéraire	500 000	5 000	2 041 500	20 415
AGE du 06/09/1995	100	Augmentation en numéraire	500 000	5 000	2 541 500	25 415
AGE du 26/01/1996	100	Augmentation en numéraire	300 000	3 000	2 841 500	28 415
AGE du 23/07/1996	100	Augmentation en numéraire	508 500	5 085	3 350 000	33 500
AGE du 07/12/1996	100	Augmentation en numéraire	1 000 000	10 000	4 350 000	43 500
AGE du 22/05/1997	100	Augmentation en numéraire	1 000 000	10 000	5 350 000	53 500
AGE du 08/09/1997	100	Augmentation en numéraire	500 000	5 000	5 850 000	58 500
AGE du 10/01/1998	100	Augmentation en numéraire	600 000	6 000	6 450 000	64 500
AGE du 09/01/1999	100	Augmentation en numéraire	900 000	9 000	7 350 000	73 500
AGE du 20/01/1999	100	Augmentation en numéraire	1 500 000	15 000	8 850 000	88 500
AGE du 12/11/2001	100	Augmentation à la suite de la fusion par absorption de La Baignoire	907 000	9 070	9 757 000	97 570

AGE du 12/11/2001	5	Augmentation par incorporation de réserves et diminution du nominal de l'action de 100 DT à 5DT	487 580	4 879	10 244 850	2 048 970
		Transformation en Société Anonyme				
AGE du 13/12/2001	5	Augmentation en numéraire	1 249 370	249 874	11 494 220	2 298 844
AGE du 28/03/2002	5	Augmentation par incorporation de réserves	2 505 780	501 156	14 000 000	2 800 000
AGE du 16/06/2003	5	Augmentation par incorporation de réserves	2 000 000	400 000	16 000 000	3 200 000
AGE du 09/12/2004	5	Augmentation en numéraire	5 000 000	1 000 000	21 000 000	4 200 000
AGE du 26/06/2006	1	Réduction valeur nominale de 5 dinars à 1 dinar			21 000 000	21 000 000
AGE du 30/05/2008	1	Augmentation par incorporation de réserves	2 100 000	2 100 000	23 100 000	23 100 000
AGE du 13/06/2009	1	Augmentation par incorporation de réserves	1 155 000	1 155 000	24 255 000	24 255 000
AGE du 29/11/2011	1	Augmentation par incorporation de réserves	2 425 500	2 425 500	26 680 500	26 680 500
AGE du 30/11/2012	1	Augmentation par incorporation de réserves	592 900	592 900	27 273 400	27 273 400
AGE du 06/12/2013	1	Augmentation par incorporation de réserves	1 558 480	1 558 480	28 831 880	28 831 880
AGE du 19/06/2014	1	Augmentation par incorporation de réserves	2 337 720	2 337 720	31 169 600	31 169 600
AGE du 24/06/2015	1	Augmentation par incorporation de réserves	1 355 200	1 355 200	32 524 800	32 524 800

3.4. Répartition du capital social et des droits de vote au 31/12/2015

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	Nombre d'actions	Montant en dinars	% du capital et droits de vote
<u>Actionnaires Tunisiens</u>	2 439	31 803 490	31 803 490	97,78%
Personnes morales	75	13 705 511	13 705 511	42,14%
Ayant 3% et plus	4	10 036 505	10 036 505	30,86%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	5	2 112 865	2 112 865	6,50%
Ayant au maximum 0,5%	66	1 556 141	1 556 141	4,78%
Personnes physiques	2 364	18 097 979	18 097 979	55,64%
Ayant 3% et plus	1	1 823 993	1 823 993	5,61%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	19	6 691 660	6 691 660	20,57%
Ayant au maximum 0,5%	2 344	9 582 326	9 582 326	29,46%
<u>Actionnaires Etrangers</u>	2	721 310	721 310	2,22%
Personnes morales	2	721 310	721 310	2,22%
Ayant 3% et plus	-	-	-	-
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	2	721 310	721 310,00	2,22%
Ayant au maximum 0,5%	-	-	-	-
Personnes physiques	-	-	-	-
Ayant 3% et plus	-	-	-	-
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	-	-	-	-
Ayant au maximum 0,5%	-	-	-	-
Actions gratuites provenant des droits rompus	-	-	-	-
Total	2 441	32 524 800	32 524 800	100,00%

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en DT	% de capital et de droits de vote
Total Groupe Abdennadher	12 325 837	12 325 837	37,90%
Personnes morales	7 948 847	7 948 847	24,44%
AB CORPORATION	4 275 068	4 275 068	13,14%
Ste. AGRIMED	3 554 569	3 554 569	10,93%
SOCIETE SANIMED	119 210	119 210	0,37%
Personnes physiques	4 376 990	4 376 990	13,46%
KARIM ABDENNADHER	1 823 993	1 823 993	5,61%
LOTFI ABDENNADHER	802 564	802 564	2,47%
ABDENNADHER ANAS	720 520	720 520	2,22%
ABDENNADHER RIM	708 964	708 964	2,18%
BOUZGUENDA LASSAD	100 617	100 617	0,31%
ABDENNADHER MAISSA	10 171	10 171	0,03%
LAAMOURI YASSINE	210 161	210 161	0,65%
Total institutionnels	4 019 063	4 019 063	12,36%
Autres actionnaires	16 179 900	16 179 900	49,74%
Actions gratuites provenant de droits rompus	-	-	-
Total	32 524 800	32 524 800	100,00%

3.4.1. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 31/12/2015

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% de capital et de droits de vote
AB CORPORATION	4 275 068	4 275 068	13,14%
Ste. AGRIMED	3 554 569	3 554 569	10,93%
KARIM ABDENNADHER	1 823 993	1 823 993	5,61%
MAC SA	1 198 513	1 198 513	3,68%
Institutionnels : CONSORTIUM TUNISO-KOWEITIEN DE DEVELOPPEMENT	1 008 355	1 008 355	3,10%
Total	11 860 498	11 860 498	36,46%

3.4.2. Capital social et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2015

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% de capital et de droits de vote
LOTFI ABDENNADHER	802 564	802 564	2,47%
KARIM ABDENNADHER	1 823 993	1 823 993	5,61%
Ste. AGRIMED	3 554 569	3 554 569	10,93%
AB CORPORATION	4 275 068	4 275 068	13,14%
BOUZGUENDA LASSAD	100 617	100 617	0,31%
Petits porteurs, représentés par M. Abdelwaheb BELLAAJ	15 777 616	15 777 616	48,51%
Total	26 334 427	26 334 427	80,97%

3.5. Présentation générale du groupe Abdennadher au 31/12/2014

Le Groupe Abdennadher a été créé par M. Lotfi ABDENNADHER. Ce groupe n'a cessé de se développer pour s'étendre à des secteurs stratégiques diversifiés.

Le groupe ABDENNADHER est constitué actuellement de 18 sociétés réalisant un chiffre d'affaires global de 217,4 MDT en 2014 et dont l'effectif avoisine les 2 500 employés.

Le portefeuille d'activité du groupe peut être scindé en 5 pôles répartis comme suit :

- Industrie de la céramique et des articles sanitaires : 5 sociétés ;
- Industrie agroalimentaire : 3 sociétés ;
- Commerce et distribution : 7 sociétés ;
- Promotion immobilière : 2 sociétés ;
- Société de gestion : 1 société.

Il est à signaler que le groupe ABDENNADHER est un groupe de fait qui ne répond pas aux conditions de la loi n°2001-117 du 6 décembre 2001, complétant le code des sociétés commerciales.

Ci-après une description sommaire des sociétés du groupe ABDENNADHER par pôle d'activités :

➤ Industrie de la céramique et des articles sanitaires

- **SOMOCER** : La Société Moderne de céramique est une société anonyme de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Elle a été créée le 3 juillet 1985. Actuellement, son capital social s'élève à 32 524 800 DT, divisé en 32 524 800 actions de valeur nominale de 1 DT chacune (structure de l'actionnariat, cf. partie 3.4 du présent chapitre). L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, du grès et des baignoires. Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel Hayet.

Au 31/12/2014, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 72,5 MDT.

- **SANIMED** : La SANIMED est une société anonyme, créée en 1998 par le groupe Abdennadher et est entrée en production au cours de l'exercice 2000. La société a pour activité la conception, la fabrication et la commercialisation (en Tunisie et à l'étranger) des articles sanitaires en porcelaine vitrifiée et grès fin pour les salles de bain et cuisine. L'usine de la société est implantée sur la Route de Gremda km10,5, Markez Sahnoun, gouvernorat de Sfax.

Au 31/12/2014, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 24,1 MDT et sa structure d'actionnariat se présente comme suit :

Structure de l'actionnariat au 31/12/2014

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en DT	% du capital
Société AB Corporation	43 460	4 346 000	60,36%
ATD SICAR	20 000	2 000 000	27,78%
International Sicar	8 500	850 000	11,81%
M. Lotfi Abdennadher	10	1 000	0,01%
M. Anas Abdennadher	10	1 000	0,01%
M. Yassine Laamouri	10	1 000	0,01%
Société Agrimed	10	1 000	0,01%
Total	72 000	7 200 000	100,00%

- **SOMOSAN** : Société anonyme créée en 2009. Elle a pour activité la fabrication et la commercialisation des articles sanitaires, son usine est située dans la zone industrielle de Metlaoui, gouvernorat de Gafsa. La SOMOSAN dispose d'un outil de production doté d'une haute technologie, mais dont l'exploitation est pénalisée par le volet énergétique. Alors que la société disposait d'un engagement de la part des autorités d'un raccordement imminent de la zone industrielle de Metlaoui au réseau de gaz naturel, indispensable à l'exploitation de cette unité, la finalisation de cette connexion n'a toujours pas été réalisée.

Au 31/12/2014, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 2,8 MDT. Son capital social s'élève à 12,3 MDT et se répartit comme suit :

Nom et Prénom ou Raison sociale	Nombre d'actions	Valeur nominale	%	Capital Souscrit(en DT)
SOMOCER	32 000	100	26,02%	3 200 000
ATD SICAR	52 750	100	42,89%	5 275 000
FRDCM SICAR	30 000	100	24,39%	3 000 000
SANIMED	5 750	100	4,67%	575 000
LOTFI ABDENNADHER	1 000	100	0,81%	100 000
SOTEMAIL	500	100	0,41%	50 000
ABC	250	100	0,20%	25 000
SOMOCER NEGOCE	750	100	0,61%	75 000
Total	123 000		100,00%	12 300 000

- **SOTEMAIL** : Société anonyme créée en 2002 et ayant son siège social à Menzel Hayet. La principale activité de la SOTEMAIL est la fabrication des émaux des carreaux de céramiques, des carreaux de faïences, du grès et des décorations, ainsi que tous produits et articles sanitaires. L'ensemble de ses unités de production est implanté à la région d'Essouassi.

Au 31/12/2014, la SOTEMAIL a réalisé un chiffre d'affaires de 32,4 MDT. Son capital social s'élève à 26 200 000 DT, divisé en 26 200 000 actions de valeur nominale de 1 DT chacune et se répartie comme suit :

Nom et Prénom ou Raison sociale	Nombre d'actions	Valeur nominale	%	Capital Souscrit(en DT)
SOMOCER	14.137.500	1	53.96%	14.137.500
AB-CORPORATION	580.480	1	2.22%	580.480
ATD SICAR	7.833.800	1	29.90%	7.833.800
PETTS PORTEURS	3.448.220	1	13.92%	3.448.220
Total	26.200.000		100,00%	26.200.000

- **MOBILFLEX** : SARL créée en 1996 et est entrée en production en 1999. Implantée dans la zone industrielle de Tyna à Sfax, la société a pour objet l'industrie de la boiserie et des meubles de cuisine, de salle de bain et de rangement (dressing).

Au 31/12/2014, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 2,0 MDT. Son capital social s'élève à 2.000.000 DT et se répartie comme suit :

Nom et Prénom ou Raison sociale	Nombre d'actions	Valeur nominale	%	Capital Souscrit(en DT)
AB-CORPORATION	139.000	10	69.50%	1.390.000
SANIMED	61.000	10	30.50%	610.000
Total	200.000		100,00%	2.000.000

➤ Industrie de l'agroalimentaire

- **AGRIMED** : Société anonyme créée en 2001 et ayant son siège social à Sfax. La société a pour activité le conditionnement d'huiles d'olives et végétales et ayant comme partenaire le groupe G.R.A.M.M qui est groupe italien de renom dans l'agroalimentaire. La société dispose de nombreuses marques notamment, les marques d'huiles Safi et Frit's.

Au 31/12/2014, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 44,7 MDT. Son capital social s'élève à 5 280 000 DT et se répartie comme suit :

Nom et Prénom ou Raison sociale	Nombre d'actions	Valeur nominale	%	Capital Souscrit(en DT)
Karim Abdennadher	45 480	100	86,14%	4 548 000
International Sicar	3 913	100	7,41%	391 300
Société Ab Corporation	3 403	100	6,45%	340 300
Yassine Lâamouri	1	100	0,00%	100
Majid Aoudni	1	100	0,00%	100
SOPPEC	1	100	0,00%	100
ALIMPACK	1	100	0,00%	100
TOTAL	52 800		100,00%	5 280 000

- **BELDMIED** : Société anonyme créée en 2003 suite à la reprise des actifs de l'ancienne société BELDI et ayant son siège social à Mannouba. La société est spécialisée dans la production du lait UHT.

Au 31/12/2014, la société n'a pas réalisé un chiffre d'affaires vu que l'usine est louée à la société SLD (filiale du groupe S.F.B.T) moyennant 30% des bénéfice net avant impôt et que cette dernière n'a pas réalisée de bénéfice en 2014. Son capital social s'élève à 4 200 000 DT et se répartie comme suit :

Nom et Prénom ou Raison sociale	Nombre d'actions	Valeur nominale	%	Capital Souscrit(en DT)
SEABG	18 700	100	44,52%	1 870 000
AGRIMED	6 951	100	16,55%	695 100
LOTFI ABDENNADHER	6	100	0,01%	600
Ab-CORPORATION	16 331	100	38,88%	1 633 100
ANAS ABDENNADHER	10	100	0,02%	1 000
ABDELMAJID AOUDNI	1	100	0,00%	100
YASSINE LAMOURI	1	100	0,00%	100
Total	42 000		100,00%	4 200 000

● **Tunisie sucre** : SA créée en 2007 sis au parc d'activité économique de Bizerte. La société a pour activité le raffinage de sucre. Au 31/12/2014, son capital est de 35 558,9 € et se répartit comme suit :

Actionnaires	Montant (euro)	% du capital
Société ISI	23 468 900	66,00%
AB Corporation	3 541 900	9,96%
Carthago Group	807 400	2,27%
Etat Tunisien	4 950 000	13,92%
Al Karama Holding	2 762 600	7,77%
Karim Abdennadher	14 000	0,04%
Anas Abdennadher	14 000	0,04%
Lotfi Abdennadher	100	0,00%
Total	35 558 900	100,00%

➤ Commerce et distribution

- **SOMOCER NEGOCE** : SARL créée en 2007 et dont le siège social est situé à Menzel Hayet, Monastir. La société a pour objet principal l'exportation et l'importation de marchandises et de produits, ainsi que tout genre d'opérations de négoce international et de courtage.

Au 31/12/2014, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 0,314 MDT. Son capital social s'élève à 1 150 000 DT et il est détenu à concurrence de 99,13% par la société du groupe SOMOCER.

- **ABC GROS** : SARL créée en octobre 1997 et dont le siège social est situé à Tunis. La société a pour objet la vente en gros de matière première en plastique.

Au 31/12/2014, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 9,7 MDT. Son capital social s'élève à 1 010 000 DT et il est détenu à concurrence de 100% par la société du groupe AB Corporation.

- **SOPPEC** : Société anonyme créée en 1998 et située à Sfax. La société a pour objet le commerce des produits Pétrochimiques.

Au 31/12/2014, la société n'a pas réalisé un chiffre d'affaire. Son capital social s'élève à 500 000 DT et il est détenu à concurrence de 96% par la société du groupe AB Corporation.

- **SOPPEC INVEST**: SARL créée en 2009 et située à Tunis. La société a pour objet la vente en gros des matières premières en plastique.

Au 31/12/2014, la société n'a pas réalisé un chiffre d'affaires. Son capital social s'élève à 50 000 DT et il est détenu à concurrence de 96% par la société du groupe AB Corporation.

- **ABDENNADHER BRICOLAGE CENTER** : SARL créée en 1995. La société est spécialisée dans la vente de détail des produits sanitaires, céramiques et d'outillages ainsi que dans les activités de bricolage et de jardinage. ABC exploite 8 points de vente répartis sur la Tunisie qui cumulent une surface de vente de 12 896 m² et qui constitue le plus important réseau de distribution spécialisé du pays.

Au 31/12/2014, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 14,0 MDT. Son capital social s'élève à 8 635 000 DT et se répartie comme suit :

Nom et Prénom ou Raison sociale	Nombre d'actions	Valeur nominale	%	Capital Souscrit(en DT)
SOMOCER	587 500	10	68,04%	5 875 000
SOTEMAIL	270 000	10	31,27%	2 700 000
LOTFI ABDENNADHER	6 000	10	0,69%	60 000
Total	863 500		100,00%	8 635 000

- **Société Saphir International Trading** : SARL, créée en 1998. Il s'agit d'une société offshore, implantée dans la zone franche de Zarzis. Son capital social s'élève à 100 000 DT elle est détenue à 100% par le groupe Abdennadher.
- **KERAMICA Industry of Tunisia (KIT)**: SARL créée en 2015, implantée en Russie –Moscou- et ayant pour objet la vente et la représentation commerciale des produits du groupe Abdennadher. Son capital social s'élève à 100 000 DT et se répartie comme suit :

Associés	Montant	%
SOTEMAIL	99 000	99,00%
BEN AMOR NEJIB	1 000	1,00%
Total	100 000	100,00%

➤ Promotion immobilière

- **AB-PROMOTION** : SARL créée en 2007, ayant son siège social à Tunis. La société a pour activité la promotion immobilière.

Au 31/12/2014, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 17,3 MDT. Son capital social s'élève à 3 000 000 DT et se répartie comme suit :

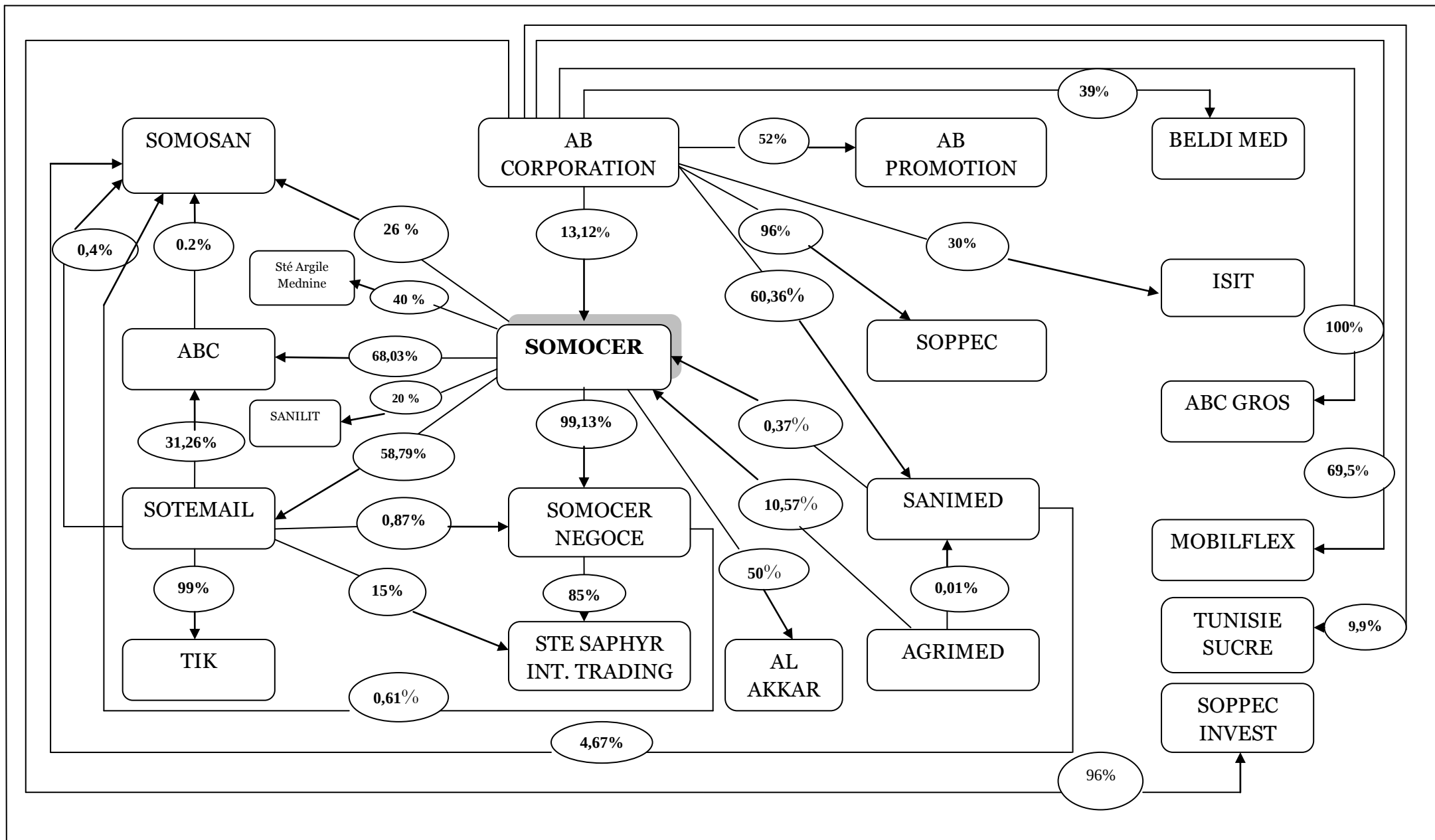
Nom et Prénom ou Raison sociale	Nombre d'actions	Valeur nominale	%	Capital Souscrit(en DT)
AB-CORPORATION	1 500	10	10,00%	15 000
LOTFI ABDENNADHER	13 500	10	90,00%	135 000
Total	15 000		100,00%	150 000

- **Al Akkar** : SA créée en 2009 qui a pour activité la promotion immobilière. La société est actuellement mise en veilleuse. Son capital social s'élève à 150 000 DT, dont 49% est détenu par le groupe Abdennadher.

➤ **Société de gestion**

- **AB Corporation** : SA créée en mai 2005, capital 3 MDT, siège social avenue de Japon, Montplaisir Tunis et ayant pour activité la gestion, études et conseils et participation dans les sociétés du groupe. Elle est détenue à 92% par le groupe Abdennadher.

3.5.1. Schéma financier du groupe Abdennadher au 31/12/2014



3.5.2. Etat des participations entre les différentes sociétés du groupe au 31/12/2014

SOCIETE	AB CORPORATION	SANIMED	MOBILFLEX	SOMOCER	ABC	SOTEMAIL	AGRIMED	SOMOCER NEGOCE	SOMOSAN	AB PROMOTION	TUNISIE SUCRE	SOPPEC INVEST	SOPPEC	ABC GROS	BELDIMED	ISIT	KIT	SAPHYR INT. TRADING	Al Akkar	Argiles Mednine	Sanilit
AB CORPORATION		60,36%	69,50%	13,12%		2,20%	6,44%			52%	9,96%	96%	96%	100%	39%	30%					
SANIMED			29,50%	0,37%					4,67%												
MOBILFLEX																					
SOMOCER					68,03%	58,79%		99,13%	26,02%										50,00%	40,00%	20,00%
ABC									0,20%												
SOTEMAIL					31,26%			0,87%	0,41%								99,00%	15,00%			
AGRIMED		0,01%		10,57%																	
SOMOCER NEGOCE									0,61%									85,00%			
SOMOSAN																					
AB PROMOTION																					
TUNISIE SUCRE																					
SOPPEC INVEST																					
SOPPEC																					
ABC GROS																					
BELDIMED																					
ISIT																					
KIT																					
SAPHYR INT. TRADING																					
Al Akkar																					
Argiles Mednine																					
Sanilit																					
TOTAL	0,00 %	60,37%	99,00 %	24,06 %	99,29 %	60,99 %	6,44 %	100,00 %	31,91%	52,00 %	9,96 %	96,00 %	96,00 %	99,99 %	38,88 %	30,00 %	99,00 %	100,00 %	49,00 %	40,00 %	20,00 %

3.5.3. Politique actuelle et future de financement inter-sociétés du groupe Abdennadher

Afin de répondre à leurs besoins de financement, les sociétés du groupe Abdennadher recourent principalement au leasing et aux concours bancaires. Elles peuvent également émettre des billets de trésorerie et des crédits inter-sociétés.

3.5.4. Présentation sommaire du groupe SOMOCER au 31/12/2014

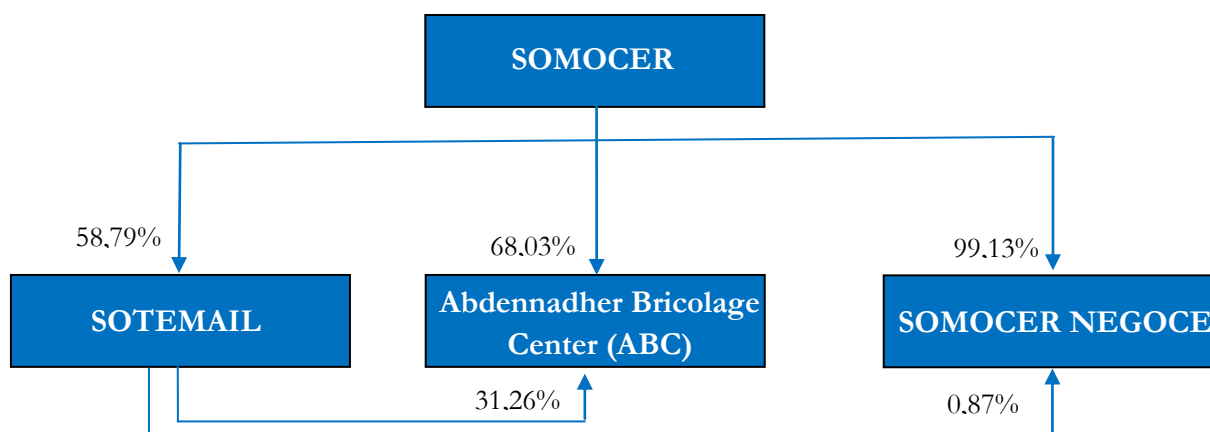
La Société Moderne de Céramique contrôle un groupe de sociétés industrielles et commerciales qui opèrent dans la filière des matériaux de construction et des sanitaires. Le groupe SOMOCER est composé de la SOMOCER, société mère et de ses filiales qui sont « SOTEMAIL », « ABC » et « SOMOCER NEGOCE ».

a- Présentation des sociétés du groupe SOMOCER⁸

Au 31/12/2014, la participation de la société SOMOCER dans les entreprises associées et filiales se détaillent comme suit :

- La société SOMOCER détient 12 710 390 actions sur les 26 200 000 actions sociales formant le capital de la société SOTEMAIL, soit 58,79%.
- La société SOMOCER détient 587 500 parts sur les 863 500 parts sociales formant le capital de la société ABC. Par ailleurs, la société SOTEMAIL détient 270 000 parts sociales du capital de la société ABC, ce qui porte le pourcentage d'intérêt du groupe SOMOCER à 86,97%.
- La société SOMOCER détient 11 400 parts sur les 11 500 parts sociales formant le capital de la société SOMOCER NEGOCE. Par ailleurs, la société SOTEMAIL détient 100 parts sociales du capital de cette société, ce qui porte le pourcentage d'intérêt du groupe SOMOCER à 99,64%.

De ce fait, l'organigramme juridique du groupe SOMOCER se présente comme suit :



⁸ Voir Note 1 des états financiers consolidés de la SOMOCER, pages 173-174 du présent prospectus.

❖ Présentation de la société mère

Désignation	SOMOCER
Dénomination sociale	Société Moderne de Céramique « SOMOCER »
Date de création	30-juil-85
Siège social	Menzel Hayet, 5033 Zeramedine, Monastir, Tunisie
Forme juridique	Société Anonyme
Activités	• Production de la décoration de carreaux en céramique pour le revêtement du sol et de mur et ; • Généralement toute opération commerciale, financière industrielle, immobilière et mobilières se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe qui permettrait à la société de réaliser ses objectifs et de les développer.
Capital social au 31/12/2014	Le capital social de la société s'élève à 31 169 600 DT, réparti en 31 169 600 actions de nominal un (01) DT, entièrement libérées
Capitaux propres au 31/12/2014	58 519 925 DT
Chiffre d'affaires au 31/12/2014	72 472 670 DT
Résultat net au 31/12/2014	5 072 475 DT
Capitaux propres consolidés au 31/12/2014	67 752 279 DT
Chiffre d'affaires consolidés au 31/12/2014	96 856 972 DT
Résultat net consolidé au 31/12/2014	Résultat net - part du groupe : 4 756 112 DT Résultat net - part des minoritaires : 938 776 DT

Source : SOMOCER

❖ Présentation des filiales

Désignation	SOTEMAIL
Dénomination sociale	Société Tunisienne d'Email
Date de création	1er juin 2002
Siège social	Menzel Hayet, Monastir, Tunisie
Forme juridique	SA
Activités	Fabrication des émaux des carreaux de céramiques, des carreaux de faïences, du grès et des décorations, ainsi que tous produits et articles sanitaires
Capital social au 31/12/2014	Le capital social de la société s'élève à 26 200 000 DT, réparti en 26 200 000 parts de nominal 1 DT.
Capitaux propres au 31/12/2014	38 975 500 DT
Chiffre d'affaires au 31/12/2014	35 359 050 DT
Résultat net au 31/12/2014	2 260 483 DT

Source : SOTEMAIL

Désignation	ABDENNADHER BRICOLAGE CENTER (ABC)
Dénomination sociale	ABDENNADHER BRICOLAGE CENTER
Date de création	1995
Siège social	Ain Zaghouan, Route de la Marsa, Tunis
Forme juridique	SARL
Activités	Vente en détail des articles sanitaires, de quincailleries et de céramique.
Capital social au 31/12/2014	Le capital social de la société s'élève à 8 635 000 DT, réparti en 863 500 parts de nominal 10 DT.
Capitaux propres au 31/12/2014	4 749 008 DT
Chiffre d'affaires au 31/12/2014	14 011 601 DT
Résultat net au 31/12/2014	89 555 DT

Source : ABC

Désignation	SOMOCER NEGOCE
Dénomination sociale	SOMOCER NEGOCE
Date de création	01/10/2013
Siège social	Menzel Hayet, Monastir, Tunisie
Forme juridique	SARL
Activités	Exportation et l'importation de marchandises et de produits, ainsi que tout genre d'opérations de négoce international et de courtage.
Capital social au 31/12/2014	Le capital social de la société s'élève à 1 150 000 DT, réparti en 11 500 parts de 100 DT.
Capitaux propres au 31/12/2014	780 766 DT
Chiffre d'affaires au 31/12/2014	314 387 DT
Résultat net au 31/12/2014	17 242 DT

Source : SOMOCER NEGOCE

b- Evénements récents modifiant le schéma financier du groupe SOMOCER⁹

Les participations suivantes ont été exclues du périmètre de consolidation et ce en raison de l'absence d'information comptable fiable concernant ces sociétés, au 31 décembre 2014 :

- Participation dans la société EL AKKAR de 75 KDT (soit 50% du capital social). Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société ARGILES MEDNINE de 26.4 KDT (soit 40% du capital social). Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société SAPHIR de Commerce International de 500 KDT (soit 100% du capital social).
- Participation dans la société Mangement plus de 21 KDT. Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société libyenne SANILIT de 1.350 KDT (soit 20% du capital social). Etant provisionnée à 100%, l'inclusion de cette société dans le périmètre de consolidation et l'application de la méthode de mise en équivalence n'auront pas d'impact sur les états financiers consolidés.

Par ailleurs, une participation de 3 KDT dans le capital de SOTEX ALGER (totalement provisionnée) a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le pourcentage de contrôle dans cette société ne peut pas être déterminé en l'absence d'information fiable quant à la structure de capital de cette société.

Enfin, la société moderne sanitaire (« SOMOSAN ») dans laquelle le Groupe SOMOCER détient une participation de 3.350 KDT (27% du capital social) a été exclue du périmètre de consolidation. En fait le management estime que le Groupe n'a plus de contrôle effectif au niveau de cette société, d'autant plus qu'il est attendu que le pourcentage de participation diminue en 2015 compte tenu de l'augmentation de capital projetée pour 2015 et pour laquelle SOMOCER n'a pas l'intention d'y participer.

Le management estime que l'exclusion de ces sociétés du périmètre de consolidation ne devrait pas avoir un effet significatif sur les états financiers consolidés, étant donné que les majorités de ces sociétés sont dormantes et des provisions pour dépréciation des titres de participation ont été constituées.

⁹ Voir Note 1 des états financiers consolidés de la SOMOCER, pages 173-174 du présent prospectus.

c- Chiffres clés des sociétés du groupe SOMOCER au 31/12/2014

En DT	SOMOCER	SOTEMAIL	ABC	SOMOCER NEGOCE
Produits d'exploitation	72 472 670	35 359 050	14 011 601	314 387
Résultat d'exploitation	14 632 500	4 740 039	431 825	1 044
Résultat net	5 072 475	2 260 483	89 555	17 242
Capitaux propres	58 519 925	38 975 500	4 749 008	780 766
Dettes financières nettes	53 873 045	30 227 100	3 091 041	100 000
Total passifs	77 742 033	51 047 572	8 701 060	1 247 726
Charges financières nettes	7 567 203	3 085 480	313 300	2 730
Dividendes décaissés	1 558 480	1 572 000	0	0
Dividendes reçus	1 224 210	0	0	0

d- Les engagements financiers des sociétés du groupe SOMOCER au 31/12/2014

En DT	SOMOCER	SOTEMAIL	ABC	SOMOCER NEGOCE
Concours bancaires et passifs financiers à CT	40 295 830	13 402 608	2 960 604	100 000
Echéances à moins d'un an sur emprunts*	5 026 868	4 123 398	533 294	
Intérêts courus	1 136 372	146 477		
Préfinancement stocks	4 900 000			
Préfinancement export	4 100 000			
Billets de trésorerie	3 300 000		100 000	100 000
Mobilisation de créances	135 140			
Crédits de financement	11 347 206	3 050 000		
Découverts bancaires	10 151 260	6 082 733	2 327 310	
Autres passifs financiers	198 984			
Crédits à moyen et à long terme	13 577 215	16 824 492	130 437	0
Crédits bancaires à long terme	12 610 944	13 972 230		
Crédits leasing	966 271	2 138 493	130 437	
Crédits fournisseurs d'immobilisations		713 769		
Total engagement à long et à moins terme	53 873 045	30 227 100	3 091 041	100 000

*Y compris les emprunts leasing.

3.5.5. Relations de la société SOMOCER avec les sociétés du groupe ABDENNADHER au 31/12/2014

a- Prêts octroyés et crédits reçus des sociétés du groupe Abdennadher

Prêts octroyés :

Courant 2014, SOMOCER a souscrit à trois billets de trésorerie émis par la société AB Corporation pour un montant total de 1 960 mDT qui se détaillent comme suit :

- ✓ Le premier dont le montant s'élève à 160 mDT est émis pour une période de 7 mois, commençant le 20/05/2014 avec une date d'échéance au 31/12/2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;

- ✓ Le deuxième dont le montant s'élève à 700 mDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25/06/2014 avec une date d'échéance au le 31/12/2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
- ✓ Le troisième dont le montant s'élève à 1 100 mDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25/12/2014 avec une date d'échéance au le 24/06/2015 au taux d'intérêts de 6% par an.

-Les placements de la SOMOCER dans les sociétés autres que filiales se détaillent comme suit :

En DT	Coût d'acquisition	% de détention	Provision constituée
Placements à long terme	3 300 610		1 818 553
SANILIT	1 350 000	20,00%	1 350 000
INCOMA	1 836 172	9,18%	429 115
EL AKKAR	75 000	50,00%	-
Société Argile Médenine	26 400	40,00%	26 400
BTS	10 000	0,03%	10 000
SOTEX ALGER	3 038	NA	3 038
Placements à court terme	3 200 000	27,12%	-
SOMOSAN	3 200 000	27,12%	-
Total Placements LT & CT	6 500 610		1 818 553

Crédits reçus: Néant

b- Créances et dettes commerciales avec les sociétés du groupe Abdennadher

Créances sur les parties liées : Néant

Dettes envers les parties liées : Néant

c- Les apports en capitaux avec les sociétés du groupe Abdennadher

Néant.

d- Les dividendes et autres rémunérations encaissés par la société SOMOCER et distribués par les sociétés du groupe Abdennadher

Néant.

e- Les dividendes et autres rémunérations distribués par la société SOMOCER et encaissés par les sociétés du groupe Abdennadher

Dividendes payés aux sociétés du groupe Abdennadher:

Sociétés	Dividendes distribués en 2014
AB Corporation	213 309,300
AGRIMED	171 860,950
SANIMED	5 960,500
Total	385 170,250

Jetons de présence payés aux sociétés du groupe Abdennadher: Au titre de l'exercice 2014, la SOMOCER a payé des jetons de présence au profit de :

- La société AGRIMED pour un montant brut de 12 000 DT ;
- AB Corporation pour un montant brut de 12 000 DT.

f- Les garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues des sociétés du groupe Abdennadher

Données :

-Le conseil d'administration a autorisé, en date du 06 janvier 2014, les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit :

- ✓ ATB : Crédit moyen terme (CMT) 3 000 mDT et crédit de gestion de 775 mDT ;
- ✓ BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4 000 mDT et crédit de gestion de 1 550 mDT ;
- ✓ BH : Crédit moyen terme (CMT) 2 000 mDT et crédit de gestion : 775 mDT ;
- ✓ TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1 000 m€.

Reçues : Néant.

g- Chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du groupe Abdennadher

Encaissé :

-Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2014 avec la société AB CORPORATION s'élève à 2 189 DT ;

-Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2014 avec la société SOMOSAN s'élève à 62 230 DT ;

-Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2014 avec la société SANIMED s'élève à 19 871 DT ;

Décaissé : Néant.

h- Achats ou ventes d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou autres éléments d'actifs avec les sociétés du groupe Abdennadher

Néant.

i- Prestations de services reçues ou données

Néant.

j- Contrat de gestion

Néant.

k- Contrat de location

Néant.

3.5.6. Relations de la société SOMOCER avec les sociétés du groupe SOMOCER au 31/12/2014

a- Prêts octroyés et crédits reçus des sociétés du groupe SOMOCER

Prêts octroyés :

-La SOMOCER a souscrit un billet de trésorerie, émit par la société SOMOCER NEGOCE pour un montant de 100 000 DT, pour une période de 6 mois, commençant le 26/12/2014 avec une date d'échéance au 25/06/2015 au taux d'intérêts de 6% l'an.

-La société ABC a procédé en 2012 à l'acquisition d'un fond commercial auprès de Hchicha plus pour 220 000DT. Le financement de la dite acquisition a été assuré intégralement par la SOMOCER qui a accepté des traites d'un montant équivalent en lieu et place de l'ABC. Le montant encore due par l'ABC à la SOMOCER au 31/12/2014 s'élève à 220 000 DT.

-Les placements à long terme de la SOMOCER dans les sociétés filiales se présentent comme suit :

En DT	Coût d'acquisition	% de détention	Provision constituée
SOTEMAIL	12 710 390	58,28%	-
ABC	5 875 000	68,04%	-
SOMOCER Négoces	1 140 000	99,13%	-
Total	19 725 390		-

-La SOMOCER a réalisé un placement de court terme auprès de la SOTEMAIL, dont la situation au 31/12/2014 se détaille comme suit :

En DT	Valeur comptable	Coût d'acquisition	+/- Value
SOTEMAIL	5 985 000	2 100 000	3 885 000

Crédits reçus : Néant.

b- Créances et dettes commerciales avec les sociétés du groupe SOMOCER

Néant.

c- Les dividendes et autres rémunérations encaissés par la société SOMOCER et distribués par les sociétés du groupe SOMOCER

Dividendes payés par les sociétés du groupe SOMOCER: Au titre de l'exercice 2014, la SOMOCER a encaissé des dividendes reçus de la société SOTEMAIL, s'élevant à 1 224 210 DT.

Jetons de présence payés par les sociétés du groupe SOMOCER : Certains administrateurs de SOMOCER sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration

et soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire de SOTEMAIL du 19 juin 2014 d'un montant net annuel égal à 72 000 DT.

d- Les garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues des sociétés du groupe SOMOCER

Néant.

e- Le chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du groupe SOMOCER

Le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice 2014 avec les sociétés du groupe totalise un montant de 20 358 276 DT contre un montant de 10 584 996 DT au 31 décembre 2013, et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Société ABC	3 278 452 ¹⁰	4 036 158
Société SOTEMAIL	17 079 824 ¹¹	5 746 313
Société SOMOCER NEGOCE	-	705 940
Total du chiffre d'affaires hors taxes	20 358 276	10 488 411

f- Les opérations d'achats

Les achats effectués auprès des sociétés du groupe au cours de l'exercice 2014 se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Société ABC	304	1 191
Société SOTEMAIL	2 650 612 ¹²	1 792 061
Société SOMOCER NEGOCE	370 977	-
Total du chiffre d'affaires hors taxes	3 021 893	1 793 252

g- Prestations de services reçus ou donnés

Reçues :

- Courant l'année 2014, SOMOCER a constaté des charges à payer relatives à l'assistance sur les ventes à l'export assurées par la société SOMOCER Négoce pour un montant de 314 387 DT. Le contrat conclu entre les deux parties a commencé le 02 janvier 2014 pour une période de 5 ans renouvelables par tacite reconduction.

Données :

Néant.

¹⁰ Au niveau du rapport spécial du CAC de la société ABC, les achats réalisés auprès de la SOMOCER de diverses marchandises totalisent un montant net de 3 360 458 DT.

¹¹ Au niveau du rapport spécial du CAC de la société SOTEMAIL, les achats réalisés auprès de la SOMOCER totalisent un montant net de 20 359 798 DT TTC.

¹² Au niveau du rapport du CAC de la société SOTEMAIL, les ventes réalisées auprès de la SOMOCER totalisent un montant TTC de 3 136 551 DT.

h- Les contrats de location

- Courant l'année 2014, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de la boutique de la Pyramide du Lac pour la société ABC et à la salle sise à Menzel Hayet pour un montant de 32 977¹³ DT.
- Courant l'année 2014, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer du dépôt sis à RADES pour la société ABC pour un montant de 42 712¹⁴ DT.
- Courant l'année 2014, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de bureau sis à Menzel Hayet pour la société SOTEMAIL pour un montant annuel de 1 200 DT TTC.

i- Les comptes courants débiteurs ou créditeurs

Comptes courants débiteurs : Compte courant SOMOCER avec SOTEMAIL pour un solde de 26 490 DT.

Comptes courants créditeurs : Compte courant SOMOCER avec SOMOCER NEGOCE pour un solde de 667 274 DT, représentant des avances de trésorerie.

j- Les créances et les dettes commerciales

Néant.

k- Les avances et acomptes

Néant.

l- L'apport en capital

Néant.

3.5.7. Relations de la société SOMOCER avec les autres parties liées autres que les sociétés du groupe ABDENNADHER

a- Prêts octroyés et crédits reçus de la part d'autres parties liées autres que les sociétés du groupe ABDENNADHER

Prêts octroyés :

-La SOMOCER a réalisé un placement de court terme auprès de l'Arab Financial Consulting qui se détaille comme suit :

En DT	Valeur comptable	Coût d'acquisition	+/- Value
Arab Fiancial Consuling	250 000	250 000	-

Crédits reçus : Néant.

¹³ Au niveau du rapport CAC de la société ABC, les produits relatifs au loyer s'élèvent à 32 988 DT.

¹⁴ Au niveau du rapport CAC de la société ABC, les produits relatifs au loyer s'élèvent à 42 717 DT.

b- Informations sur les engagements

Engagements donnés au titre des opérations de portage :

-Convention de portage avec «ATD SICAR» relative à la participation au capital de la société «SOTEMAIL» pour un montant de 2 000 000 DT. L'engagement de la société à la date du 31 décembre 2014 s'élève à 1 272 753 DT ;

-Convention de portage avec «ATD SICAR» relative à la participation au capital de la société «SOTEMAIL» pour un montant de 5 000 000 DT ;

Engagements donnés - Effets escomptés non échus :

Le montant des effets escomptés et non échus au 31 décembre 2014 est de l'ordre de 18 794 068 DT.

Engagements donnés relatifs aux emprunts : La société SOMOCER a obtenu au cours de l'exercice 2014 de nouveaux emprunts et a conclu des contrats de leasing pour 4 596 188 DT se détaillant comme suit :

En DT	Long terme	Court terme	Montant brut	Taux d'intérêt
Emprunt STB (294 000 DT)	252 000	42 000	294 000	7,78%
Emprunt STB (872 000 DT)	747 429	124 571	872 000	7,92%
Emprunt STB (95 000 DT)	81 429	13 571	95 000	7,93%
Emprunt STB (700 000 DT)	560 000	140 000	700 000	7,94%
Emprunt BH (1 370 000 DT)	1 370 000	-	1 370 000	4,17%
Emprunt BH (400 000 DT)	400 000	-	400 000	4,17%
Leasing	589 091	199 173	865 168	-
Total	3 999 949	519 315	4 596 168	-

-La SOMOCER a renouvelé durant l'exercice 2014 les engagements de financement à court terme dont le détail est comme suit :

En DT	Solde au 31/12/2014
Préfinancement à l'exportation	4100 000
Préfinancement de stocks	4 900 000
Mobilisation des créances nées sur l'étranger	135600
Total	9 135 600

Engagements donnés relatifs au financement à court terme :

-La SOMOCER a fait appel à l'émission de billets de trésorerie et des crédits de financements en devise et en monnaie locale pour des fins de financement à court terme. Le détail de ce financement courant l'exercice 2014 est consigné ci-dessous :

Etablissement financier	Solde au 31/12/2014	Echéance
ATD SICAR	300 000	20/06/2015
Financements en devise	6 557 692	2014
Financements en devise	3 850 514	2015
Financement en TND UBCI	139 000	20/01/2015
Découverts mobilisables ATTIJARI BANK	400 000	23/03/2015
Découverts mobilisables ATTIJARI BANK	200 000	19/02/2015
Découverts mobilisables ATTIJARI BANK	200 000	20/01/2015
Billets de trésorerie MAXULA SICAV	3 000 000	27/02/2015
Total	14 647 206	

-Les concours bancaires s'élèvent à 10 151 260 DT et se détaillent comme suit :

En DT	Montant
UBCI	1 263 972
BIAT	871 667
ATTIJARI BANK	395 605
BNA	2 668 075
STB	4 244 106
NAIB	148
AMEN BANK	262 470
UIB	445 217
Total	10 151 260

c- Garanties, sûretés réelles et cautions

Reçues : Néant

Données :

-La SOMOCER a consenti à l'ensemble des banques auprès desquelles elle a bénéficié des crédits les garanties suivantes :

- ✓ Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des éléments corporels et incorporels composant le fonds de commerce de la société ;
- ✓ Une hypothèque immobilière de premier rang sur les parcelles de terrains sises aux Berges du Lac – Tunis ;
- ✓ Une hypothèque immobilière de rang utile dans les parts indivises revenant à la société SOMOCER dans les titres fonciers des terrains sis à Menzel Hayet ainsi que sur la construction ;
- ✓ Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des équipements et matériels.

- Le solde des emprunts bancaires ainsi que les dettes de leasing contractés antérieurement à l'exercice 2014, et restant à régler au 31 décembre 2014 s'élève à un montant total de 14 084 818 DT, se détaillant comme suit :

En DT	Long terme	Court terme	Total	Taux d'intérêt
EMPRUNT STB (1 170 000 DT)	83 571	167 143	250 714	7,19%
EMPRUNT STB (1 200 000 DT)	342 857	257 143	600 000	7,30%
EMPRUNT U.T.B (1 000 000 €)		435 038	435 038	4,82%
EMPRUNT BNA (1 540 000 DT)	660 000	275 000	935 000	5,50%
EMPRUNT SACMI (1 474 K€)	952 845	952 845	1 905 690	6,50%
EMPRUNT UTB (1 250 000 €)	424 163	706 938	1 131 101	4,06%
EMPRUNT STB (330 000 DT)	23 571	47 143	70 714	6,26%
EMPRUNT STB (347 000 DT)	99 143	74 357	173 500	7,25%
EMPRUNT AMEN BANK (2 500kDT)	2 375 363	124 637	2 500 000	5,73%
CMT BNA 4 MD (première tranche)	1 214 281	428 574	1 642 855	6,61%
CMT BNA 4 MD (deuxième tranche)	607 146	178 570	785 716	6,70%
CMT BNA 4 MD (troisième tranche)	642 860	178 570	821 430	7,20%
EMPRUNT STB (900 000 DT)	578 571	128 572	707 143	7,70%
EMPRUNT STB (220 000 DT)	141 429	31 428	172 857	7,69%
EMPRUNT STB (232 000 DT)	149 143	33 143	182 286	7,74%
EMPRUNT STB (880 000 DT)	565 714	125 715	691 429	7,73%
EMPRUNT STB (356 000 DT)	228 857	50 857	279 714	7,72%
EMPRUNT STB (172 000 DT)	110 572	24 571	135 143	7,72%
EMPRUNTS LEASING	377 180	287 308	664 488	
Total	9 577 266	4 507 552	14 084 818	

d- Transfert de ressources

Néant.

e- Relations commerciales

Néant.

f- Dividendes et autres rémunérations encaissés par la société SOMOCER et distribués par les autres parties liées

Néant.

g- Prestations de services reçues ou données

Néant.

h- Engagements des dirigeants par rapport à la société SOMOCER

Néant.

i- Obligations et engagements de la société SOMOCER envers les dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II§5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

-Les rémunérations des dirigeants sont fixées par décision du conseil d'administration. Les éléments de rémunérations des dirigeants sont définis comme suit :

- ✓ Les membres du conseil d'administration sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. L'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2014 a décidé l'allocation d'un montant net annuel de jetons de présence égal à 150 000 DT;
- ✓ Les membres du comité permanent d'audit sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. En 2014, aucune rémunération n'a été allouée aux membres du comité permanent d'audit ;
- ✓ La rémunération nette du Directeur Général au titre de l'exercice 2014 est de 256 690 DT. D'autre part, le Directeur Général a reçu d'autres rémunérations nettes de la société SOMOCER Négoce pour 21 007 DT.
- ✓ La rémunération nette du Directeur Général Adjoint au titre de l'exercice 2014 est de 102 838 DT. D'autre part, le Directeur Général Adjoint perçoit d'autres rémunérations de la société SOMOCER Négoce, pour un montant net de 21 023 DT.

Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint bénéficient des avantages en nature liés à leurs fonctions (voitures et charges connexes).

3.6. Dividendes

La distribution des dividendes relatifs aux trois derniers exercices a été comme suit :

	2012	2013	2014
Résultat net (en DT)	4 233 314	4 909 804	5 072 475
Dividendes distribués (en DT)	1 636 404	1 441 594	1 558 480
Capital social (en DT)	27 273 400	28 831 880	31 169 600
Valeur nominale (en DT)	1	1	1
Nombre d'actions à la date de distribution	27 273 400	28 831 880	31 169 600
Résultat net par action (en DT)	0,155	0,170	0,163
Dividende par action (en DT)	0,060	0,050	0,050
Dividende en % du nominal	6,0%	5,0%	5,0%
Taux de distribution	38,7%	29,4%	30,7%
Date de mise à disposition	15/07/2013	20/08/2014	23/09/2015

3.7. Marché des titres

Les actions de la société SOMOCER sont négociées sur le marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

CHAPITRE 4. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur et son évolution

4.1. Présentation générale du secteur d'activité

La société SOMOCER opère dans le secteur des Industries des Matériaux de Construction, de la Céramique et du Verre (IMCCV) et compte principalement cinq branches d'activité :

- Liants et dérivés de ciment ;
- Verre ;
- Produits de carrière ;
- Produits minéraux divers ;
- **Céramique.** A son tour, cette dernière englobe cinq sous branches notamment, les briques et hourdis en terre cuite, les articles sanitaires en céramique, les articles ménagers en céramique, les produits réfractaires et les **carreaux en céramique**, dans le cadre de laquelle exerce la société.

4.1.1. Cadre réglementaire

a- Lois régissant le secteur

La société SOMOCER exerce une activité d'industrie manufacturière régie par le Code d'Incitation aux Investissements (CII) promulgué par la loi 93-120 du 27 décembre 1993 et modifié par les textes subséquents ainsi que par la loi 2007-69 du 27 décembre 2007 relative à l'initiative économique.

b- Organismes gouvernementaux intervenant dans le secteur des IMCCV

Le Ministère de l'Industrie et de la Technologie : En attributions générales, le Ministère de l'Industrie et de la Technologie a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement dans les domaines se rapportant à l'industrie, aux industries agro-alimentaires, aux services connexes à l'industrie, à l'énergie, aux mines, à la coopération industrielle et à la sécurité industrielle, énergétique et minière. Parmi ses attributions spécifiques, il est en charge de délivrer les autorisations relatives aux établissements classés dangereux ou insalubres relevant du ministère. Sous sa tutelle, plusieurs institutions interviennent directement ou indirectement dans le secteur des IMCCV.

L'Agence de promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) : L'APII est un établissement public chargé de la promotion du secteur industriel en tant que structure d'appui aux entreprises et aux promoteurs. Cette institution intervient à plusieurs niveaux dont notamment, la délivrance des attestations de dépôt de déclaration de projets d'investissement.

Le Bureau de Mise à Niveau : Cette entité relevant du Ministère de l'Industrie et de la Technologie, est chargée entre autres de la gestion des demandes d'avantages dans le cadre du FODEC (Fonds de Développement de la Compétitivité Industrielle) dont notamment, les programmes de mise à niveau et les investissements technologiques à caractère prioritaires.

Centre Technique des Matériaux de Construction, Céramique et Verre (CTMCCV) :

Créé en 1982, le CTMCCV assure notamment les missions suivantes :

- L'assistance des industriels pour la mise en œuvre de leur système qualité ;
- Le diagnostic stratégique et assistance technique de mise à niveau ;
- La réalisation d'études d'impact pour les projets industriels ayant des rejets sur l'environnement ;
- La conduite des essais de laboratoire.

Centre d'Etudes et de Prospectives Industrielles (CEPI) : Le centre assure une veille stratégique permanente en réalisant des études de positionnement stratégiques de secteurs industriels dont celui des IMCCV.

Agence Nationale de Maîtrise de l'Energie (ANME) : Le champ d'intervention de l'ANME englobe toutes les initiatives et actions visant à améliorer le niveau d'efficacité énergétique. La maîtrise de l'énergie est un parmi les axes de sa politique énergétique. Parmi ses actions de maîtrise de l'énergie :

- L'audit énergétique obligatoire et périodique ;
- La consultation préalable concernant les projets consommateurs d'énergie ;
- La cogénération.

Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE) : Cette institution relevant du ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire, a pour principale mission la protection de l'environnement et la lutte contre la pollution. Elle intervient à plusieurs niveaux, notamment, l'approbation des investissements qui présentent un risque de pollution ou un impact sur l'environnement

4.1.2. Présentation de l'Industrie des Matériaux de Construction, de la Céramique et du Verre (IMCCV)

Selon l'APII, le secteur des IMCCV compte à fin septembre 2013, plus de 700 entreprises, dont 450 ayant un effectif supérieur ou égal à 10 personnes. Dans ce secteur, on compte 24 entreprises totalement exportatrices et 52 certifiées, dont 5 et 16 entreprises opérant dans les produits en céramique, respectivement.

En termes d'emploi, le secteur des IMCCV engage plus de 40 000 personnes, dont 30 272 reviennent aux entreprises ayant un effectif supérieur ou égal à dix. La branche « céramique » domine le secteur avec une part de 48% du total de l'effectif employé dans ce secteur d'activité.

A fin 2013, la valeur de la production du secteur des IMCCV est passée de 1 813 MDT en 2008 à 2 659 MDT, soit un TCAM de 8%. Pour la branche des produits en céramique, la production est passée de 488 MDT à 762 MDT sur la même période, représentant ainsi 29% de la production totale du secteur et enregistrant la meilleure évolution par rapport aux autres branches, soit une croissance annuelle moyenne de 9%.

Répartition de la production du secteur des IMCCV par branche d'activité (MDT)

Désignation	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	TCAM
Liants	864	890	940	87	1 028	1 228	7%
Dérivés de ciment	196	201	223	252	264	278	7%
Céramique	488	521	575	664	710	762	9%
Verre	125	132	148	164	176	185	8%
Produits de carrière	141	154	165	182	194	207	8%
Production	1 813	1 897	2 051	1 349	2 371	2 659	8%
Valeur ajoutée	780	816	881	908	1 015	1 146	8%

*Chiffres provisoires.

Source : Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation - Monographie sectorielle (IMCCV), 2014.

Sur la même lignée, la valeur ajoutée du secteur a connu un TCAM de 8% sur la période 2008-2013 et est passée de 780 MDT à 1 146 MDT, représentant en moyenne 43% de la production totale des IMCCV.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations ont atteint 300 MDT en 2012, contre 373 MDT en 2008, soit un TCAM négatif de 5%. Ceci est essentiellement dû à la conjoncture géopolitique qu'ont connue les principales destinations des produits tunisiens, notamment la Libye. En 2012, la branche « céramique » a contribué de plus de 34% aux exportations du secteur des IMCCV, pour une valeur de 104 MDT.

Evolution des exportations du secteur des IMCCV (MDT)

Désignation	2008	2009	2010	2011	2012	TCAM
Liants	211	162	183	103	121	-13%
Dérivés de ciment	18	11	5	4	10	-13%
Céramique	98	113	122	87	104	2%
Verre	15	26	30	36	35	23%
Produits de carrière	30	27	37	27	29	-1%
Diverses branches	0	1	1	1	0	-14%
Total	373	340	378	257	300	-5%

Source : APII - Monographie sectorielle (IMCCV), 2014.

Du côté des importations, une hausse importante a été enregistrée sur la période 2008-2012, passant de 257 MDT à 370 MDT, soit un TCAM de 16%. Ceci est tributaire à l'accroissement élevé de la valeur des importations enregistrée au niveau de la branche « céramique » (+107 MDT) suivie par la branche « verre » (+105 MDT). Les principaux fournisseurs de la Tunisie sont l'Italie, l'Espagne, la Turquie et la France avec des parts respectives de 22%, 21%, 8% et 7% des importations des IMCCV en 2012.

Évolution des importations du secteur des IMCCV (MDT)

Désignation	2008	2009	2010	2011	2012	TCAM
Liants	11	15	14	12	19	17%
Dérivés de ciment	1	1	4	1	3	30%
Céramique	70	75	83	85	107	18%
Verre	60	75	89	81	105	18%
Produits de carrière	43	49	51	45	51	15%
Diverses branches	71	57	77	77	86	10%
Total	257	272	317	302	370	16%

Source : Source : APII - Monographie sectorielle (IMCCV), 2014.

Ainsi, la diminution des exportations couplée à un accroissement des importations ont engendré un déficit commercial du secteur des IMCCV de 70 MDT, correspondant à un taux de couverture de 81% en 2012, contre un taux de 145% enregistré en 2008.

Par ailleurs, et compte tenu de son caractère capitalistique, les investissements dans le secteur des IMCCV ont représenté en moyenne, 18% des investissements totaux des industries manufacturières. Egalement, sa part dans le PIB est d'environ 1,4% par an. En 2013, les investissements déclarés dans ce secteur ont été de l'ordre de 813,7 MDT, contre 429,8 MDT en 2012, soit une croissance de plus de 89%. Ces investissements ont été alloués dans leur grande majorité à la création d'une nouvelle cimenterie pour 400 MDT.

Dans ce contexte, depuis le démarrage du Programme de Mise à Niveau (PMN) et jusqu'à la fin de l'année 2013, le COPIL a approuvé 218 dossiers. L'enveloppe des investissements engagée dans le cadre de ce programme est de 1 291 MDT, dont 95% a été alloué aux investissements matériels.

4.1.3. Le marché des carreaux en céramique

4.1.2.1. Le marché des carreaux en céramique en Tunisie

Présentation de la branche des carreaux en céramique

La production de céramique découle d'une transformation physico-chimique irréversible, par cuisson, d'objets fabriqués en terre. Les carreaux céramiques sont fabriqués à base de matières argileuses et sont cuits dans des fours à haute température.

L'activité des carreaux céramiques en Tunisie peut être scindée en deux catégories d'unités industrielles :

- Les unités industrielles intégrées qui produisent leur propre biscuit (carreaux bruts non décorés) et qui en assurent l'émaillage.
- Les unités industrielles d'émaillage qui se fournissent en biscuit et se chargent de son émaillage,

Une sous-segmentation de cette activité fait apparaître deux types de produits :

- Les carreaux de faïence : Ils sont destinés exclusivement au revêtement mural.
- Les carreaux de grès : Ils sont destinés principalement au pavement de sol et de plus en plus utilisé pour le revêtement mural. Les carreaux de grès se subdivisent en 2 catégories : les carreaux de grès mono-cuisson et les carreaux de grès porcelaine (Céram).

La SOMOCER fait partie des unités intégrées et fabrique les carreaux en faïence et en grès.

Les indicateurs de performance du marché tunisien des carreaux céramiques

a- La production :

Entre 2008 et 2014, les quantités produites de carreaux céramiques en Tunisie ont connu une croissance annuelle moyenne de 4,5%, pour s'établir à 34,1 millions de m², in fine.

Suivant la même tendance, la valeur de la production nationale est passée de 175,5 MDT à 300 MDT, enregistrant un TCAM de 9,3% sur la même période.

Évolution de la production des carreaux en céramique

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Valeur en MDNT	175,5	180,2	198,7	222,0	232,5	248,0	300,0
Quantité x 1000 m ²	26,2	26,5	27,6	29,6	30,0	31,0	34,1
<i>TCA valeur</i>	-	2,68%	10,27%	11,73%	4,73%	6,67%	20,97%
<i>TCA quantité</i>	-	1,15%	4,15%	7,25%	1,35%	3,33%	10,03%

Source : Étude sectorielle de TEIGE Consulting

b- L'exportation

Entre 2008 et 2014, les quantités tunisiennes exportées en carreaux céramique ont connu une régression annuelle moyenne de 8,0%. Suivant la même tendance, la valeur de ces exportations a diminué annuellement de 7,66%, pour s'établir à 22,6 MDT, in fine.

Évolution des exportations des carreaux céramiques

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Quantité en m ²	6 647 000	7 047 000	7 933 000	6 743 000	6 683 000	5 145 000	4 030 000
<i>TCA quantité</i>		6,02%	12,57%	-15,00%	-0,89%	-23,01%	-21,67%
Valeur en MDNT	36,5	36,9	43,5	36,97	40,69	33,42	22,62
<i>TCA valeur</i>	-	1,10%	17,89%	-15,01%	10,06%	-17,87%	-32,32%

Source : Étude sectorielle de TEIGE Consulting

En effet, les exportations tunisiennes des carreaux céramiques ont pâti des turbulences politiques survenus dans les pays limitrophes, notamment en Libye, principal client de la Tunisie. La Tunisie exporte également vers d'autres pays comme l'Algérie, la France, le Liban, l'Italie et le Sénégal.

c- L'importation

A l'encontre des exportations, les importations tunisiennes déclarées en carreaux céramiques ont enregistré une ascension sur la période 2008-2014. Les quantités importées ont cru à un TCAM de 13,2%, alors qu'en valeur, ces importations se sont établies à 75,6 MDT à fin 2014, soit un TCAM de 16,63%, représentant plus de 25% de la production nationale.

Évolution des importations des carreaux céramiques

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Quantité en million de m ²	3,06	2,96	2,94	2,77	4,29	6,27	6,43
<i>TCA quantité</i>		-3,27%	-0,68%	-5,78%	54,87%	46,15%	2,55%
Valeur en MDNT	30,03	31,53	34,38	34,14	58,49	71,68	75,59
<i>TCA valeur</i>	-	5,00%	9,04%	-0,70%	71,32%	22,55%	5,45%

Source : Étude sectorielle de TEIGE Consulting

Bien qu'elles soient à des niveaux alarmants, l'importance des importations atteste du potentiel de développement sur le marché local qui s'offre aux sociétés tunisiennes, moyennant un effort gouvernemental pour contrôler ce secteur.

d- Taux de couverture des importations des carreaux céramiques

A partir de 2012, les importations ont dépassé largement les exportations nationales des carreaux céramiques, entraînant une balance commerciale négative pour le secteur. Le taux de couverture des importations par les exportations a affiché une baisse pour s'établir à 29,9% en 2014, contre 121,5% enregistré en 2008.

Évolution du taux de couverture des importations des carreaux céramiques

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Importations (MDT)	30,03	31,53	34,38	34,14	58,49	71,68	75,59
Exportations (MDT)	36,5	36,9	43,5	36,97	40,69	33,42	22,62
Excédent/déficit (MDT)	6,47	5,37	9,12	2,83	-17,8	-38,26	-52,97
Taux de couverture (%)	121,55%	117,03%	126,53%	108,29%	69,57%	46,62%	29,92%

Source : Étude sectorielle de TEIGE Consulting

Positionnement de la SOMOCER sur le marché des carreaux céramiques en Tunisie

En Tunisie, la branche des carreaux céramiques regroupe 14 entreprises dont 8 sont des unités intégrées. La capacité installée de toutes les unités intégrées s'établit en 2014 à 38 137 000 m²/an, répartie entre carreaux céramiques de revêtement mural (faïence), grès en mono-cuisson et grès porcelaine. Sur les 8 unités, seules 3 d'entre elles produisent du grès porcelaine.

La répartition des capacités installées en Tunisie pour ces différentes catégories est la suivante :

Désignation	Capacité installée en m ²	Capacité installée en %	Carreaux céramiques de revêtement mural	Carreaux céramiques de pavement de sol	
				Grès	Grès dans la masse
CARTHAGO CERAMIC	12 487 000	32,74%	x	x	x
SOMOCER	5 700 000	14,95%	x		x
SOTEMAIL	4 500 000	11,80%	x		x
MPC Essid	3 500 000	9,18%	x		
GCCB	3 200 000	8,39%		x	
SOCER	1 850 000	4,85%	x		
FTT La Ceramic	1 900 000	4,98%	x		
NOFASUD	900 000	2,36%	x	x	
Cumul émailleries non intégrées	4 100 000	10,75%	x		
Total	38 137 000	100,00%			

Source : Étude sectorielle de TEIGE Consulting

Le classement par groupe place Carthago Ceramic (groupe Poulina) en position de leader dans le secteur des carreaux céramiques en Tunisie, avec une part de marché de 32,74% et une présence sur toutes les activités du secteur.

La SOMOCER et la SOTEMAIL occupent la position de challenger avec une capacité totale de 10 200 000 m²/an, soit 26,75% de la capacité sectorielle.

Quant aux unités d'émaillage installées en Tunisie (6 unités), elles produisent exclusivement des carreaux céramiques de revêtement mural (Faïence) et n'assurent que l'émaillage du carreau

support. La capacité globale des émailleries en 2014 est de 4,1 millions de m² et elle se détaille comme suit :

Unité	Capacité de production (en m ²)
IDEAL DERAM	340 000
SOCES	600 000
KEDIDI	400 000
FAIENCERIE DU SAHEL	160 000
DOREMAIL	1 000 000
SICERAM	1 600 000
Total	4 100 000

Source : Étude sectorielle de TEIGE Consulting

Par ailleurs, tenant compte uniquement des unités qui fabriquent les carreaux de pavement de sol, un nouveau classement est établi :

Désignation	Capacité installée en m ²	Capacité installée en %	Carreaux céramiques de pavement de sol	
			Grès	Grès dans la masse
CARTHAGO CERAMIC	7 680 000	41,22%	x	x
SOMOCER	2 800 000	15,03%		x
SOTEMAIL	4 500 000	24,15%		x
GCCB	3 200 000	17,18%	x	
NOFASUD	450 000	2,42%	x	
Total	18 630 000	100,00%		

Source : Étude sectorielle de TEIGE Consulting

Ce classement place la Carthago Ceramic en première position en termes de production des carreaux céramiques de sol, avec une part de marché de 41,22%. Le groupe SOMOCER (SOMCER + SOTEMAIL) se positionne en deuxième place avec une part de marché de 39,17%, suivi par GCCB (groupe ESSID) avec une part de 17,17%. Ces trois groupes de sociétés détiennent 97,59% du marché des carreaux céramiques de pavement de sol.

Dans l'ensemble, le secteur des carreaux céramiques en Tunisie a connu d'importantes mutations au cours de ces dernières années. Sur le marché local, la hausse de la production liée à l'augmentation des capacités de production d'une part, et l'amplification de l'importation d'autre part, ont contribué à l'accroissement de l'offre nationale des carreaux céramiques. Ceci a été ravivé par un contexte économique défavorable en Tunisie et la régression des exportations vers les clients historiques de la Tunisie, principalement la Lybie. Tous ces éléments ont contribué à la constitution d'un stock important de produits finis qui est estimé pour le secteur à plus de 10% de la production (plus de 3,4 millions de m²).

Afin de remédier à cette problématique conjoncturelle, deux axes principaux peuvent être mis en avant, dans l'attente de la reprise du marché local. La première consiste à améliorer l'encadrement des importations de la part des pouvoirs publics, la seconde réside dans la conquête de nouveaux marchés à l'export où de réelles opportunités existent dans l'attente d'un retour à la normal du marché libyen qui ne peut être anticipé à court terme.

4.1.2.2. Le marché des carreaux en céramique dans le monde

a- La production

A l'échelle internationale, la production des carreaux en céramique a affiché une tendance haussière entre 2010 et 2014. Avec un TCAM de 6,5%, la production mondiale s'est établie à 12,4 milliards de m².

En million de m ²	2010	2011	2012	2013	2014	% de la Production mondiale en 2014
1- Chine	4 200	4 800	5 200	5 700	6 000	48,3%
2- Brésil	754	844	866	871	903	7,3%
3- Inde	550	617	691	750	825	6,6%
4- Espagne	366	392	404	420	425	3,4%
5- Indonésie	287	320	360	390	420	3,4%
6- Iran	400	475	500	500	410	3,3%
7- Italie	387	400	367	363	382	3,1%
8- Vietnam	375	380	290	300	360	2,9%
9- Turquie	245	260	280	340	315	2,5%
10- Mexique	210	221	231	230	230	1,9%
TOTAL	7 774	8 709	9 189	9 864	10 270	82,7%
Production Mondiale	9 644	10 630	11 230	11 973	12 409	100,0%

Source: "World production and consumption of ceramic tiles" - 3rd Edition 2015

La Chine occupe la tête du peloton, assurant plus de 48% de la production mondiale des carreaux céramiques en 2014, suivie du Brésil et de l'Inde avec 7,3% et 6,6%, respectivement. Les dix premiers producteurs du monde assurent à eux-mêmes 82,76% du total de la production mondiale.

b- La consommation

Sur la même période, la consommation mondiale a enregistré une croissance annuelle moyenne de 6,1%. Les trois premiers producteurs au monde sont également les premiers consommateurs des carreaux céramiques en 2014.

En million de m ²	2010	2011	2012	2013	2014	% Consommation mondiale en 2014
1- Chine	3 500	4 000	4 250	4 556	4 894	40,5%
2-Brésil	700	775	803	837	853	7,1%
3-Inde	557	625	681	718	756	6,3%
4-Indonésie	277	312	340	360	407	3,4%
5-Vietnam	330	360	254	251	310	2,6%
6-Iran	335	395	375	350	280	2,3%
7-Arabie Saoudite	182	203	230	235	244	2,0%
8-Etats Unis	186	194	204	230	231	1,9%
9-Russie	158	181	213	231	219	1,8%
10-Turquie	155	169	184	226	215	1,8%
TOTAL	6 380	7 214	7 534	7 994	8 409	69,5%
Consommation Mondiale	9 543	10 486	10 978	11 604	12 095	100,0%

Source: "World production and consumption of ceramic tiles" - 3rd Edition 2015

c- L'importation

Suivant la même tendance, les importations mondiales des carreaux en céramiques ont évolué à un TCAM de 6,0%, entre 2010 et 2014. Les États-Unis est le principal pays importateur dans le monde, accaparant une part de 5,9% du marché. Ses importations représentent plus de 68% de sa consommation nationale en 2014.

En million de m ²	2010	2011	2012	2013	2014	% de la Consommation Nationale 2014	% de l'Import Mondial 2014
1-Etats Unis	130	131	139	160	159	68,8%	5,9%
2-Arabie Saoudite	117	134	155	155	149	61,1%	5,6%
3-Irak	66	80	105	121	102	99,0%	3,8%
4-France	104	110	107	96	99	86,1%	3,7%
5-Allemagne	86	90	89	89	95	79,2%	3,5%
6-Nigeria	36	47	61	84	90	89,1%	3,4%
7-Corée Du Sud	59	63	61	65	76	63,3%	2,8%
8-Russie	51	63	72	80	73	33,3%	2,7%
9-Émiraties Arabes Unis	51	50	52	53	54	54,5%	2,0%
10-Philippines	31	31	38	46	53	63,1%	2,0%
TOTAL	731	799	879	949	950	66,2%	35,4%
Importation Mondiale	2 128	2 346	2 520	2 655	2 683	22,2%	100,0%

Source: "World production and consumption of ceramic tiles" - 3rd Edition 2015

Ainsi, alors que les importations mondiales sont en progression, les exportations tunisiennes affichent une baisse, tributaire au fléchissement des ventes vers la Lybie, principale destination des produits tunisiens. Ceci revient au fait que la céramique est un matériau qui a tendance à être consommé généralement à proximité de son lieu de production. Plus de la moitié des volumes exportés est acheminée vers les pays appartenant à la même zone géographique, à l'exception de l'Espagne et l'Italie qui exportent plus de 82% de leur production.

En effet, pour une production mondiale de 12 milliards de m², l'export est à 2,6 milliards de m² ce qui représente un potentiel de développement indéniable pour les produits tunisiens et en particulier pour l'activité d'export de la SOMOCER, où elle a déjà vendu sur nombreux marchés importateurs notamment, en France, en Irak, en Russie ou en Nigéria.

A titre d'exemple, l'Espagne a exporté en moyenne 24,8 millions de m² à l'Algérie, avec une croissance de 39% enregistrée entre 2013-2014. En Jordanie, elle a vendu 17,2 millions de m² avec une croissance de 30% sur la même période. Aussi, l'Irak importe près de 99% de sa consommation.

4.1.4. Le marché de la baignoire

4.1.3.1. Le marché de la baignoire en Tunisie

La sous branche de la baignoire fait partie de l'activité des articles sanitaires comportant les ensembles sanitaires à savoir le receveur de douche, le lavabo, la cuvette de WC, la baignoire, le bidet, etc.

a- Capacité de production

En Tunisie, les unités de fabrication de baignoires sont en nombre de cinq. Ces unités offrent une capacité de production de 145 400 pièces en 2014, se détaillant comme suit :

Désignation	Capacité de production (en pièce)	%
SOMOCER (Baignoires en fonte et Acrylique)	120 000	82,50%
SANIBEL (Matières :Marbrex et Duralite)	15 000	10,30%
SILEX COMPOSITE (Baignoires en Composites)	400	0,20%
ARCOS (Baignoires en Composites)	6 000	4,12%
KASA (Baignoires en Composites)	4 000	2,75%
TOTAL	145 400	100%

Source: Étude sectorielle de TEIGE Consulting

En termes de capacité de production installée, la SOMOCER détient l'essentiel des capacités du secteur à 82.5%. Elle est l'unique unité spécialisée dans les deux types de baignoires (en fonte et acrylique).

b- La production

La production nationale en baignoires en fonte, en acrylique et en composites est de 29 000 pièces en 2014, représentant uniquement 20% des capacités installées.

Désignation	Baignoires en acrylique	Baignoires en fonte	Baignoire en composite	Total
Nombre de pièces	5 000	14 600	9 400	29 000

Source: Étude sectorielle de TEIGE Consulting

c- La balance commerciale

Le marché tunisien des baignoires se caractérise par des capacités installées sous-exploitées et par des importations qui dépassent largement les exportations. La balance commerciale était déficitaire de -5.4MDT. Les importations représentent 3.7x les exportations en valeur.

mDT	2012	2013	2014
Exportations en valeur	2 484	4 628	1 980
Importations en valeur	6 043	11 372	7 345
Solde	-3 559	-6 744	-5 365

Source: Étude sectorielle de TEIGE Consulting

La quasi-totalité des exportations tunisiennes (97% en 2014) sont destinées au marché libyen.

4.1.3.2. Le marché de la baignoire dans le monde

a- La production

La production mondiale de baignoires est estimée à 40 millions d'unités en 2014, 40% de cette production est réalisée en Chine.

Outre la Chine et ses 18 unités de production, le marché est concentré entre les mains de 6 multinationales :

- ROCA – Espagne
- TOTO – Japon
- KOHLER – Etats Unis
- VILLEROY & BOSH – Allemagne
- DURAVIT – Allemagne
- CIVITA CASTELLANA – Italie

Ces six entreprises ajoutées à la production chinoise représentent 90% du marché mondial de la baignoire de tous types.

b- La balance commerciale

Les quantités mondiales importées et exportées des baignoires en fonte et en acrylique se présentent comme suit :

En pièce	2012	2013	2014
<u>Les importations</u>			
Fonte	529 710	402 569	314 399
Acrylique	14 570 138	15 872 521	14 728 933
<u>Les exportations</u>			
Fonte	437 882	374 792	328 583
Acrylique	11 089 942	12 210 608	11 943 798

Source: Étude sectorielle de TEIGE Consulting

Les baignoires en acrylique sont beaucoup plus commercialisées que les baignoires en fonte. Le caractère fortement pondéreux de ces dernières constitue un obstacle à leur transport sur de longues distances. A l'inverse la légèreté des matériaux en acrylique lui permet d'être transporté à moindre coût comparativement à la fonte.

Toutefois, le paramètre environnemental devenant de plus en plus présent dans le commerce mondial, l'avenir des matériaux en acrylique semble plus problématique, ce produit étant impossible à recycler. A l'inverse, les baignoires en fonte sont parfaitement recyclables et cette spécificité devrait permettre de renforcer l'intérêt de ce produit à l'échelle mondiale.

4.2. Présentation générale de la société SOMOCER et de son activité

4.2.1. Présentation de la société

La Société Moderne de Céramique -SOMOCER- est une société anonyme au capital de 32 524 800 DT, créée en 1985 et rachetée par le Groupe Abdennadher en 1989. Elle opère dans le secteur des carreaux céramiques, une sous-branche de l'Industrie des Matériaux de Construction, de la céramique et du Verre (IMCCV). A sa création, la société était uniquement spécialisée dans l'émaillage de carreaux céramiques pour le revêtement mural et disposait d'une unité d'émaillage d'une capacité de 360 000 m².

Aujourd'hui, la SOMOCER est une société industrielle qui a deux activités principales ; la production et la commercialisation de carreaux céramiques pour le revêtement des sols et des murs (faïence et grès) et la production d'articles sanitaires (baignoires en fonte et en acrylique).

Au fil des années, la société est parvenue à développer son outil de production moyennant d'importants travaux d'extension opérés et qui lui ont permis de se doter de:

- 3 lignes de production de faïence ;
- 2 lignes de production de grès ;
- 1 unité de polissage ;
- 1 unité de production de décor ;
- 1 unité de production de baignoires en fonte ;
- 1 unité de production de baignoires en acrylique ;
- 1 unité de montage des systèmes d'hydro-massage pour baignoires ;
- 2 unités de production de poudre atomisée ;
- 1 unité de cogénération.

L'usine de la société est implantée à Menzel Hayett dans le gouvernorat de Monastir, pour une superficie couverte de 51 mille m². Sa capacité de production annuelle est de :

- 3 millions de m² de faïence ;
- 2,7 millions de m² de grès ;
- 120 000 unités entre les baignoires en fonte et en acrylique ;
- 5 millions de pièces de décor ;
- 150 000 tonnes de poudre atomisée.

En 2014, la société emploie un effectif de 718 personnes, avec un taux d'encadrement de 17%. La SOMOCER est certifiée depuis 1997, dont la dernière est la « certification ISO 9001 version 2008 », obtenue en 2009.

a- Dates clefs

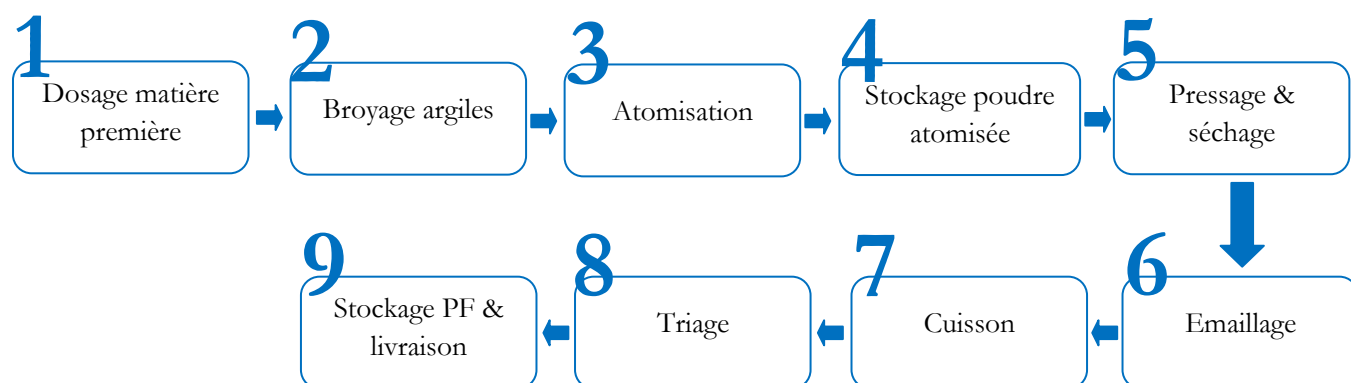
Dates	Évènements
1985	Création de SOMOCER, société industrielle spécialisée dans l'émaillage de carreaux en céramique pour le revêtement de sols et murs ainsi que les articles sanitaires, disposant d'une unité d'émaillage d'une capacité de 360 000 m ² /an.
1989	Rachat de la société par le groupe Abdennadher.
1991	Première extension portant la capacité à 1 080 000 m ² /an. Investissement de 1,4 MDT.
1995	Installation d'une unité de biscuit avec une capacité 3 000 000 m ² , assurant l'autonomie d'approvisionnement à la société et extension de l'unité d'émaillage. Investissement de 10 MDT.
1997	Certification ISO 9002 version 2000.
1998	Installation d'une unité de fabrication de grès porcelaine dans la masse, qui est une première en Tunisie avec une capacité 1 300 000 m ² /an.
2001	• Fusion de SOMOCER et la Baignoire - • Extension de l'unité grès dans la masse en porcelaine avec le lancement de nouveaux produits dans la gamme grès.
2002	Certification ISO 9001 version 2000 - Introduction en bourse - Deuxième phase d'investissement en grès de la masse.

2003	Certification NF –UPEC de carreaux grès de SOMOCER par le centre scientifique et technique de bâtiment CSTB.
2004	Création de Sotemail qui est une filiale de SOMOCER pour une capacité de production de 4,5 millions de m ² /an. Investissement de 27 MDT.
2005	•Augmentation de capital en numéraire de SOMOCER portant un capital social de 21 MDT : •Entrée en production de Sotemail.
2009	Certification ISO 9001 version 2008.
2012	Introduction de la nouvelle technologie d'impression digitale INKJET pour la production de grès.
2013	•Installation d'une machine d'impression numérique KERAJET ; •Installation d'une unité de poudre.
2014	Mise à niveau, remise en état. Investissement de 4 MDT.
2015	Lancement des travaux en Janvier 2015 dans une unité de cogénération. L'entrée en production a été réalisée au cours du mois de Décembre 2015. Investissement de 10 MDT.

b- Le processus de fabrication des carreaux céramiques et équipements industriels mis en place

Le processus de fabrication des carreaux céramiques comporte différentes phases illustrées dans le schéma ci-dessous :

Les matières premières provenant des carrières sont homogénéisées puis broyées. La barbotine obtenue est déchargée, tamisée et stockée dans des cuves de stockage agitées. La barbotine est ensuite transférée vers des atomiseurs à l'aide de pompes à piston à haute pression pour être transformée en poudre atomisée. L'atomisation de la barbotine se fait dans des sécheurs-atomiseurs cylindriques à l'aide d'un courant d'air chaud entre 500 et 600°C réchauffé au gaz naturel. L'opération d'atomisation permet d'obtenir une poudre ayant environ 5% d'humidité. La poudre obtenue est utilisée dans des moules et poinçons pour la fabrication de carreaux moyennant des presses hydrauliques. Les carreaux ainsi obtenus sont ensuite séchés dans des séchoirs permettant d'enlever la quasi-totalité de l'eau. Ces carreaux sont émaillés et colorés à l'aide des machines d'impression numérique à jet d'encre et par la suite envoyés vers les fours pour cuisson final. Les carreaux cuits sont stockés en attente de l'opération de triage pour sélection des choix. Finalement les carreaux sont emballés et conditionnés sur des palettes pour être envoyé aux clients.



Pour assurer toutes les phases du processus de production des carreaux céramiques, la SOMOCER dispose les équipements suivants, au niveau de chaque phase du processus :

Phase	Equipement	Nombre	Fonction
1	Moulin à tambour	28	Broyage des matières premières
2	Atomiseur	4	Atomisation de la matière broyée
3	Silos de stockage poudre atomisée	40	Stockage de la poudre atomisée
4	Presses	6	Pressage de la poudre atomisée pour avoir un carreau
5	Séchoirs	4	Séchage des carreaux pressés
6	Lignes d'émaillage	6	Emaillage et coloration des carreaux crus
7	Fours	11	Enfournement des carreaux émaillés
8	Robot de chargement et déchargement	22	Manipulation automatisée des carreaux céramique
9	Ligne de triage	8	Sélection des choix des carreaux et conditionnement final

c- Les produits de la SOMOCER

La société SOMOCER offre quatre familles de produit à savoir, la faïence, le grès, le sanitaire et la poudre atomisée.

Faïence : Ces produits représentent 33,4% des ventes de la SOMOCER en 2014, les carreaux en faïence sont fabriqués sous différents formats : Format 25-75 ; Format 22-66 ; Format 18-60 ; Format 20-40 ; Format 20-50 ; Format 25-40 ; Format 20-20, etc.

Grès : Ces produits représentent 35,9% des ventes de la SOMOCER en 2014. La société fabrique plusieurs types de grès selon les caractéristiques techniques et de finition du produit : Grès 30-60 ; Grès Digital (Format 45-45, Format 40-40) ; Grès Double chargement (60-60, Format 45-45) ; Grès émaillé ; Grès marbré ; Grès sel & poivre ; Grès sel soluble.

Sanitaire : Ces produits représentent 6,9% du chiffre d'affaires de la SOMOCER en 2014. Cette famille englobe les baignoires en acrylique, les baignoires en fonte et les baignoires hydromassage.

Poudre atomisée : Les revenus issus de la vente de la poudre atomisée représentent 23,8% du chiffre d'affaires de la SOMOCER en 2014. Elle représente un intrant indispensable dans l'industrie des carreaux céramiques. Sa production est destinée à couvrir les besoins du groupe dans cette matière première.

d- Politique d'approvisionnement

La SOMOCER s'approvisionne en argile, en Kaolin, en feldspath, Baignoire en fonte brut, émaux et fritte, colorant, pièce de rechange, outillage et matériel industriel, matière d'emballage et de conditionnement. La société assure la grande partie de ses achats à l'étranger, à concurrence de 60% en 2014. Ses principaux fournisseurs sont :

Nom du fournisseur	Pays d'origine	Achats 2014 (mDT)	% du total achat
SAKOMAR LLP	Ukraine	8 703	18.2%
FERRO	Spain	3 030	6.3%
SACMI IMOLA	Italie	2 667	5.6%
EKOM ECZACIBASI DIS TICARET A.S	Turkie	2 390	5.0%
ESMALGLASS S.A	Spain	2 218	4.6%
ANPING FEILONG CAST-IRON	Chine	1 461	3.1%
VESCO LIMITED	Ukraine	1 157	2.4%
S Y S T E M	Italie	1 001	2.1%
INDUSTRIE BITOSSİ s.p.a	Italie	859	1.6%
Total		23 486	48.9%

e- Circuits de distribution

Sur le marché local, la SOMOCER assure la commercialisation de ses produits auprès de trois acteurs :

- Les distributeurs ;
- Les grossistes ;
- La filiale de distribution « Abdennadher Bricolage Center ».

A l'étranger, la SOMOCER est présente dans plusieurs pays, notamment en France, Italie, Liban, Grèce, Arabie Saoudite etc. Elle exporte ses produits directement à ses clients distributeurs.

Par ailleurs, la société est en train de prospecter des nouveaux marchés tels que la Jordanie, Gabon, Maroc, Émirats Arabes Unis, Europe de l'est, Pays Scandinaves, etc. dans le cadre de sa politique de développement envisagée sur le marché de l'export, à partir de 2016.

4.2.2. Recherches et développement

L'activité recherche et développement de la SOMOCER comprend une partie de recherche graphique et une partie de recherche fondamentale de l'activité, dont un laboratoire d'application et de préparation de prototype ou modèles. Le processus de recherche et développement décrit les différentes étapes de l'activité afin de satisfaire à des besoins de développement en la matière au profit des clients ou pour des besoins d'extension de la gamme de produits SOMOCER.

SOMOCER est en train de réaliser un partenariat avec les fournisseurs de matériel d'impression numérique pour faire réussir des nouveaux projets de recherche et pour faire développer des connaissances technologiques significatives. Actuellement le travail de recherche est orienté vers des projets qui minimisent les coûts de production (matières premières, économie d'énergie, autres formats de carreau plus rentables, etc.)

En travaillant sur la tendance du marché SOMOCER est en train de créer un poste de chef de produit qui assure la coordination entre service marketing et service recherche et développement et assure la recherche des nouveautés et le suivi des nouveaux projets de la phase de conception jusqu'aux mises en présentation au niveau des showrooms clients.

4.2.3. Certification et mise à niveau

4.2.3.1. Certifications de la société SOMOCER

Depuis les années 90, la SOMOCER s'est engagée dans une démarche qualité et a obtenu:

- En 1997, la Certification ISO 9002 version 2000 ;
- En 2002, la Certification ISO 9001 version 2000 ;
- En 2003, la Certification NF –UPEC des carreaux grès par le centre scientifique et technique de bâtiment CSTB ;
- En 2009, elle la Certification ISO 9001 version 2008.
- En 2015, démarrage du projet de mise en place et certification ISO 14001 et OHSAS 18001 ;
- En 2016, planification du passage à la version 2015 de la norme ISO 9001.

4.2.3.2. Programmes de mise à niveau

N° PMN	Date	Montant de l'investissement (DT)	Primes octroyées	Description
01	1996	5 797 700	687 533	Installation d'une nouvelle chaîne de décor, Installation d'une chaîne de biscuit Installation d'une chaîne complète de polissage Station épuration
02	1998	9 537 000	807 845	Nouvelle unité de production de grès à la masse
03	2001	9 617 000	1 106 816	Extension de la ligne de production de grès dans la masse
04	2011	18 162 000	1 630 411	Nouvelle unité de production de poudre atomisée

En 2015, la société SOMOCER a engagé un nouveau programme de mise à niveau qui s'étale jusqu'à l'année 2017 et relatif à des travaux de rénovation et d'innovation technologique (nouvelle machine digitale) pour un montant estimé à 5 MDT. L'accord pour ce programme a été obtenu en juin 2015.

4.2.4. Description de l'activité au 31 décembre 2014

a- La production

Évolution des ventes en volume				
Désignation	2012	2013	2014	Variation 2014-2013
Faïence (m²)	2 237 116	1 799 265	1 483 593	-17,5%
Grès (m²)	2 310 561	2 013 656	1 610 090	-20,0%
Décor (pièces)	2 692 763	1 602 213	1 047 466	-34,6%
Fonte (U)	8 291	12 724	12 156	-4,5%
Acrylique (U)	4 932	3 886	4 459	14,7%
Poudre (tonne)	22 971	25 315	70 816	179,7%

Dans l'ensemble, le volume de la production écoulee par la SOMOCER a connu une baisse entre 2013 et 2014. Les deux lignes de grès et faïence liées à l'activité des carreaux céramiques de la société ont connu une diminution de 18,8%, comparé à 2013.

De même pour les ventes de pièces de décor, une régression a été enregistrée sur la même période, avec un volume de 1 047 milles pièces commercialisées contre 1 602 milles en 2013.

En ce qui concerne l'activité baignoires, la baisse des ventes des baignoires en fonte, qui représentent la grande partie des produits écoulés, a été compensée par l'augmentation des ventes des baignoires en acrylique, entraînant la stagnation des volumes commercialisés de cette activité.

En revanche, les ventes en poudre atomisée continuent à accroître considérablement, passant de 25 315 tonnes en 2013 à 70 816 tonnes en 2014.

b- Les ventes (Chiffre d'affaires)

Évolution des ventes en valeur (mDT)

Désignation	2012		2013		2014		Variation 14-13
	CA (mDT)	%	CA (mDT)	%	CA (mDT)	%	
Faïence	22 831	33,7%	21 394	31,1%	19 967	27,7%	-6,67%
Grès	31 502	46,5%	32 174	46,8%	25 790	35,8%	-19,84%
Décor	5 751	8,5%	5 303	7,7%	4 104	5,7%	-22,61%
Fonte	2 427	3,6%	4 242	6,2%	4 112	5,7%	-3,06%
Acrylique	796	1,2%	725	1,1%	854	1,2%	17,79%
Autres produits (dont poudre)	4 442	6,6%	4 887	7,1%	17 163	23,8%	251,20%
Total	67 749	100,0%	68 725	100,0%	71 990	100,0%	4,75%

Les carreaux en grès représentent la locomotive des ventes de la SOMOCER avec une part de 35,8% du total de son chiffre d'affaires en 2014, suivis par les carreaux en faïence avec une part de 27,7%, soit une valeur de 19 967 mDT.

Par rapport à son activité « baignoire », la majorité des ventes est générée par les baignoires en fonte. Ces derniers ont contribué de 5,7% aux produits d'exploitation de la SOMOCER en 2014.

Par ailleurs, les ventes en poudre, destinées en grande partie à la société du groupe SOTEMAIL, ont assuré plus de 23% du chiffre d'affaires de la SOMOCER en 2014.

Toutefois, et malgré la baisse des volumes des ventes de la SOMOCER entre 2013 et 2014, ses revenus ont cru de 4,7%, pour s'établir à 71 990 mDT, in fine. Ceci est en fait, tributaire à un effet prix positif enregistré par la société.

Répartition des ventes par marché

Répartition du chiffre d'affaires par marché

Marché	2012		2013		2014		Variation 14-13
	CA (mDT)	%	CA (mDT)	%	CA (mDT)	%	
Local	54 299	80,1%	57 478	83,6%	65 704	91,3%	14,31%
Export	13 450	19,9%	11 245	16,4%	6 286	8,7%	-44,10%
Total	67 749	100,0%	68 725	100,0%	71 990	100,0%	4,75%

Par marché cible, le chiffre d'affaires de la SOMOCER a été généré à concurrence de 91,3% sur le marché local. La part des ventes à l'export a nettement diminué entre 2013 et 2014, passant respectivement de 16,4% à 8,7%.

- **Marché local**

Répartition du chiffre d'affaires sur le marché local (mDT)

Désignation	2012	2013	2014	Variation 14-13
Faïence	17 749	16 214	16 250	0,22%
Grès	25 121	28 786	24 865	-13,62%
Décor	4 156	3 750	3 266	-12,91%
Fonte	2 089	3 127	3 335	6,65%
Acrylique	742	714	825	15,55%
Autres produits (dont poudre)	4 442	4 887	17 163	251,20%
Total	54 299	57 478	65 704	14,31%

En 2014, les ventes sur le marché local ont totalisé 65 704 mDT, en croissance de 14,31% sur une année glissante. Les ventes de grès ont représenté plus de 37% des produits d'exploitation réalisés. Par ailleurs, les ventes en poudre ont été exclusivement destinées pour le marché local.

- **Marché de l'export**

Répartition du chiffre d'affaires à l'export (mDT)

	2012	2013	2014	Variation 14-13
Faïence	5 082	5 180	3 717	-28,24%
Grès	6 381	3 387	925	-72,69%
Décor	1 595	1 553	838	-46,04%
Fonte	338	1 115	777	-30,31%
Acrylique	54	10	29	190,00%
Autres produits (dont poudre)	0	0	0	-
Total	13 450	11 245	6 286	44,10%

Entre 2013-2014, les ventes à l'export ont accusé une baisse de 44,1%, pour s'établir à 6 286 mDT, in fine. Les ventes de grès ont affiché la plus forte baisse avec un chiffre d'affaires de seulement 925 mDT en 2014, contre 3 387 mDT une année auparavant.

Par destination, la SOMOCER a exporté la plus grande partie de ses produits vers la Libye et l'Algérie, pour 49,34% et 45,33%, respectivement.

Répartition du CA à l'export/pays

Pays	2014 (en mDT)	En %
Libye	3 101,23	49,34%
Algérie	2 849,53	45,33%
Sénégal	313,12	4,98%
Cote d'Ivoire	22,12	0,35%
Total	6 286,00	100,00%

c- Achats d'approvisionnement consommés

Parallèlement à l'évolution du chiffre d'affaires, les achats d'approvisionnement consommés de la SOMOCER ont évolué entre 2013 et 2014, pour s'établir à 46 161 mDT, in fine. Les achats consommés de matière première et des consommables accaparent la part la plus importante des approvisionnements de la société (68,7% en 2014), suivis par la consommation énergétique, dont la hausse est expliquée par la levée des subventions énergétiques de l'Etat.

Répartition des achats d'approvisionnement consommés (en mDT)

	2012	2013	2014	Variation 14-13
Achats consommés de M.P et consommables	24 872	27 915	31 756	13,76%
Consommations énergétiques	6 915	8 150	10 484	28,64%
Achats non stockés	3 036	3 551	3 805	7,16%
Achats sous-traitance	2 867	1 491	116	-92,21%
Total	37 689	41 106	46 161	12,30%

d- Marge brute

Entre 2012 et 2014, la marge brute de la SOMOCER a connu une ascension continue, passant de 25 183 mDT à 34 330 mDT. Cette hausse est tributaire à l'accroissement du chiffre d'affaires enregistré sur cette période. Suivant la même lignée, le taux de marge brute s'est inscrit en hausse passant de 37,1% à 47,7%.

Evolution de la marge brute (en mDT)

	2012	2013	2014	Variation 14-13
Chiffre d'affaires	67 748	68 725	71 990	4,75%
Variations des stocks des produits finis et encours	4 876	-4 905	-8 501	73,31%
Achats d'approvisionnement consommés	37 689	41 106	46 161	12,30%
Marge brute	25 183	32 524	34 330	5,55%
<i>Taux de marge brute</i>	<i>37,17%</i>	<i>47,33%</i>	<i>47,69%</i>	

4.2.5. Description de l'activité au 30 juin 2015

a- Les ventes (chiffre d'affaires)

Au 30/06/2015, les ventes de la SOMOCER ont connu une régression de près de 13% par rapport à la même période une année auparavant.

Répartition des ventes en valeur (mDT)

Désignation	30/06/2014	30/06/2015	31/12/2014	Variation S ₁₅ -S ₁₄
Faïence	11 853	11 419	19 967	-3,66%
Grès	15 725	14 920	25 790	-5,12%
Décor	2 901	1 445	4 104	-50,19%
Fonte	2 686	2 095	4 112	-22,00%
Acrylique	532	498	854	-6,39%
Autres Produits	9 550	7 251	17 163	-24,07%
Total	43 247	37 629	71 990	-12,99%

En effet, cette baisse est essentiellement expliquée par la diminution considérable des ventes à l'export de la société, qui ont totalisé 1 973 mDT contre 4 122 mDT, en juin 2014, en raison de la baisse des ventes vers la Libye.

Répartition des ventes à l'export (mDT)

Désignation	30/06/2014	30/06/2015	31/12/2014	Variation S ₁₅ -S ₁₄
Faïence	2 274	1 094	3 717	-51,89%
Grès	440	329	925	-25,29%
Décor	605	248	838	-58,94%
Fonte	780	279	777	-64,28%
Acrylique	23	23	29	-0,67%
Autres Produits	0	0	0	-
Total	4 122	1 973	6 286	-52,14%

Sur le marché local, les ventes sont passées de 39 125 mDT à 35 657 mDT entre juin 2014 et juin 2015. Seules les ventes des carreaux en faïence ont connu une hausse au cours de cette période.

Répartition des ventes locales en valeur (mDT)

Désignation	30/06/2014	30/06/2015	31/12/2014	Variation S ₁₅ -S ₁₄
Faïence	9 579	10 325	16 250	7,79%
Grès	15 285	14 592	24 865	-4,54%
Décor	2 296	1 197	3 266	-47,85%
Fonte	1 906	1 816	3 335	-4,72%
Acrylique	509	475	825	-6,73%
Autres Produits	9 550	7 251	17 163	-24,07%
Total	39 125	35 656	65 704	-8,87%

b- Achats d'approvisionnement consommés

Parallèlement à la diminution des ventes enregistrée au cours du premier semestre de l'exercice 2015, les achats d'approvisionnement consommés ont régressé de plus de 9% sur la même période.

Répartition des achats d'approvisionnement consommés (en mDT)

	30/06/2014	30/06/2015	31/12/2014	Variation S ₁₅ -S ₁₄
Achats consommés de M.P et consommables	16 724	15 075	31 756	-9,86%
Consommations énergétiques	5 258	5 024	10 484	-4,44%
Achats non stockés	1 939	1 567	3 805	-19,20%
Achats sous-traitance	16	0	116	-100,00%
Total	23 936	21 666	46 161	-9,48%

c- Marge brute

La diminution des revenus de la SOMOCER ont impacté le niveau de sa marge brute qui accuse une baisse de 21,8% en juin 2015, sur une année glissante. De même, le taux de la marge brute s'est inscrit en baisse, passant de 43,7% à 39,2%, sur la même période.

Evolution de la marge brute (en mDT)

	30/06/2014	30/06/2015	31/12/2014	Variation S ₁₅ -S ₁₄
Chiffre d'affaires	43 241	37 627	71 990	-12,99%
Variations des stocks des produits finis et encours	399	1 184	-8 501	196,74%
Achats d'approvisionnement consommés	23 936	21 666	46 161	-9,48%
Marge brute	18 906	14 777	34 330	-21,85%
<i>Taux de marge brute</i>	<i>43,73%</i>	<i>39,28%</i>	<i>47,69%</i>	-

4.2.6. Description de l'activité au 31 décembre 2015

a- Les ventes (chiffre d'affaires)¹⁵

Au 31/12/2015, le chiffre d'affaires provisoire de la SOMOCER s'est établi à 66,4 MDT, en régression par rapport à 2014 de 7,6%. A l'exception des ventes de grès, tous les produits de la société ont connu une diminution de leurs ventes, comparativement à 2014.

Répartition des ventes en valeur (mDT)

Désignations	2013	2014	2015 Provisoire	Variation 15-14
Faïence	21 394	19 967	19 491	-2,4%
Grès	32 174	25 790	26 967	4,6%
Décor	5 303	4 104	2 070	-49,6%
Fonte	4 242	4 112	3 298	-19,8%
Acrylique	725	854	782	-8,4%
Autres Produits	4 887	17 163	13 896	-19,0%
Total	68 725	71 990	66 498	-7,6%

La baisse du chiffre d'affaires total de la SOMOCER enregistrée en 2015 est principalement tributaire à la forte diminution des ventes de la société à l'export (61,8%) sur une année glissante. Cette baisse est tributaire à la conjoncture géopolitique en Libye, principal client de la société à l'étranger.

Répartition du chiffre d'affaires à l'export (mDT)

Désignation	2013	2014	2015 Provisoire	Variation 15-14
Faïence	5 180	3 717	1 514	-59,3%
Grès	3 387	925	403	-56,4%
Décor	1 553	838	269	-67,9%
Fonte	1 115	777	187	-75,9%
Acrylique	10	29	32	10,3%
Autres Produits	0	0	-	-
Total	11 245	6 286	2 404	-61,8%

¹⁵ Les chiffres sont différents des indicateurs publiés au Bulletin Officiel du 26/01/2016.

Répartition du chiffre d'affaires sur le marché local (mDT)

Désignation	2013	2014	2015 Provisoire	Variation 15-14
Faïence	16 214	16 250	17 977	10,6%
Grès	28 786	24 865	26 558	6,8%
Décor	3 750	3 266	1 800	-44,9%
Fonte	3 127	3 335	3 111	-6,7%
Acrylique	714	825	751	-9,0%
Autres Produits	4 887	17 163	13 896	-19,0%
Total	57 478	65 704	64 094	-2,5%

b- Achats d'approvisionnements consommés

Au titre de l'exercice 2015, les achats d'approvisionnement consommés de la SOMOCER ont suivi la même tendance baissière de ses revenus, pour s'établir à 39,5 MDT, contre 46,2 MDT en 2014.

Répartition des achats d'approvisionnement consommés (en mDT)

	2013	2014	2015 Provisoire	Variation 15-14
Achats consommés de M.P et consommables	27 915	31 756	27 276	-14,1%
Consommations énergétiques	8 150	10 484	9 639	-8,1%
Achats non stockés	3 551	3 805	2 540	-33,2%
Achats sous-traitance	1 491	116	20	-82,8%
Total	41 106	46 161	39 476	-14,5%

c- Marge brute

A fin 2015, la marge brute provisoire de la SOMOCER s'est établie à 29,2 MDT, en baisse d'environ 15% par rapport à 2014.

Evolution de la marge brute (en mDT)

	2013	2014	2015 Provisoire	Variation 15-14
Chiffre d'affaires	68 725	71 990	66 498	-7,6%
Variations des stocks des produits finis et encours	-4 905	-8 501	-2 176	-74,4%
Achats d'approvisionnement consommés	41 106	46 161	39 476	-14,5%
Marge brute	32 524	34 330	29 198	-14,9%
<i>Taux de marge brute</i>	<i>47,33%</i>	<i>47,69%</i>	<i>43,91%</i>	

4.2.7. Indicateurs d'activité au 31 Mars 2016

L'évolution des principaux indicateurs d'activité de la SOMOCER au 31/03/2016, se présente comme suit :

Libellé	1 ^{er} Trimestre			2015*
En millions de dinars	1T 2016	1T 2015	Variation 2016/2015	
1- Chiffre d'Affaires	18,589	18,686	-0,52%	66,499
<i>CA Local</i>	17,617	18,014	-2,20%	<i>63,985</i>
<i>CA Export</i>	0,971	0,672	44,47%	<i>2,514</i>
2- Production	18,844	20,386	-7,56%	68,675
3- Investissements	0,629	0,39	61,21%	12,193
4- Endettement bancaire	67,055	53,259	25,90%	63,253
<i>Dettes à Moyen et long terme</i>	19,677	19,285	2,0%	19,927
<i>Dettes à court terme</i>	47,378	33,974	39,4%	43,326

* Les chiffres au 31 décembre 2015 restent provisoires jusqu'à approbation des états financiers de l'exercice 2015

Faits saillants du premier trimestre 2016

- Le Chiffre d'Affaires Total du premier trimestre 2016 s'établit à 18,589 millions TND, enregistrant ainsi une légère régression de (-0,52%) par rapport à la même période de l'année 2015, arrêté à 18,686 millions TND.

- L'entrée en exploitation de l'unité de cogénération en mi-février 2016 a permis à la société de générer un chiffre d'affaires, issus de l'excédent d'électricité vendue à la STEG, de 0,284 million TND.

- Le Chiffre d'Affaires Local est passé de 18,014 millions TND au 31 mars 2015 à 17,617 millions TND au 31 mars 2016, soit une diminution de (-2,2 %).

- Le Chiffre d'Affaires Export au 31 mars 2016 a augmenté de 44,47% passant de 0,672 millions TND au 1er trimestre 2015 à 0,971 millions TND en 2016. Notons que dans le cadre de sa politique de développement à l'international, la société est parvenue à conquérir de AVIS DES SOCIETES nouveaux marchés où elle a écoulé ses produits, notamment en France, Jordanie et au République de Congo. La SOMOCER a également limité sa dépendance vis-à-vis du marché Libyen, dont les ventes représentent moins de 30% du total chiffre d'affaires export. - Dans ce sillage, le carnet de commandes fermes à l'export jusqu'à mi-avril 2016, totalise un chiffre d'affaires de plus de 4 millions TND, permettant ainsi à la société de dépasser largement le total de ses ventes à l'export réalisées en 2015.

- La production a enregistré au 31 mars 2016 une baisse de (-7,56%) par rapport à la même période de 2015. - Les investissements au 31 mars 2016 totalisent 0,629 millions de dinars contre 0,390 millions de dinars au 1er trimestre 2015.

- Les endettements bancaires au 31 mars 2016 s'établissent à 67,055 millions TND, contre 53,259 millions TND au 31 mars 2015, soit une hausse de 25,9%. Néanmoins, cette hausse est limitée à 6% par rapport au 31/12/2015.

- Compte tenu de la prépondérance des dettes à court terme par rapport aux dettes bancaires (63,8%), la SOMOCER a engagé depuis le début de l'année courante des négociations avec ses banques partenaires, ayant pour but le rééquilibrage de sa structure d'endettement. Ces négociations ont abouti à une entente avec les banques et sont en cours de concrétisation.

Ce tableau présente la répartition du total des Engagements Bancaires (bilan et hors bilan) au 31/03/2016, ainsi que les variations enregistrées par rapport au 31/12/2015 :

(En dinars)			
Désignation	31/12/2015	31/03/2016	Evolution (%)
Engagements bilan			
Crédits à moyen terme	19 927 494	19 677 700	-1.3%
Crédits de trésorerie	43 326 329	47 378 702	9.4%
Engagements hors bilan			
Engagement par signature	12 151 406	12 012 973	-1.1%
Escompte commercial & avances sur factures	15 801 264	15 765 834	-0.2%

4.3. Facteurs de risque et nature spéculative de l'activité

Risques liés à la concurrence

Sur le marché local, le principal concurrent de la SOMOCER est la société Carthago Ceramic. Cette dernière possède une capacité de production supérieure et applique des prix de vente plus compétitifs par rapport à la SOMOCER. Ceci revient au fait, à l'unité de cogénération installée par la société et qui lui a assuré une autonomie en énergie et en conséquent, des coûts de revient inférieurs et donc des prix de vente plus compétitifs. Actuellement, avec la nouvelle unité de cogénération installée par la SOMOCER, cette dernière peut gagner de nouveaux parts de marché avec de moindre prix de vente.

Aussi, la SOMOCER est confrontée aux importations déclarées et non déclarées des carreaux en céramiques et qui ont connu une importante augmentation au cours de ces dernières années. Toutefois, la qualité des produits SOMOCER demeure bien supérieure à certains produits importés, surtout ceux en provenance de la Chine et de l'Egypte et vendus à des prix similaires ou supérieurs à ceux de la société.

Risques liés aux matières premières

La SOMOCER est confrontée à la volatilité des prix et à l'éventuelle pénurie des matières premières. Pour faire face à ces types de risque, le plan d'approvisionnement en matières premières est négocié au début de chaque année avec tous les fournisseurs et est matérialisé par la signature d'une convention qui définit entre autre les conditions de prix.

Pour faire face aux risques de pénurie éventuelle des matières premières, la SOMOCER programme ses achats en lots de grandes quantités en été pour satisfaire sa consommation, et pour négocier largement les prix.

En ce qui concerne ses achats d'énergie, la SOMOCER n'est plus exposée au risque de variation des prix de l'électricité et du gaz par l'Etat tunisien. En effet, l'unité de cogénération installée par la société lui permet de combler son besoin en électricité et de vendre son excédent d'énergie produite auprès de la STEG, lui permettant de couvrir une grande partie de sa facture en gaz.

Risque de change

Du fait qu'une grande partie de ses achats sont effectués en devise, la SOMOCER est confrontée au risque de change. Toutefois, à travers ses ventes à l'export, la société arrive à couvrir une partie de ce risque et pourrait le diminuer considérablement avec le développement de son activité à

l'export, prévu dans son business plan. Pour se prémunir de ce risque, la SOMOCER procède par des contrats d'achat de devise à terme.

Risques liés aux taux d'intérêt

Etant le niveau d'endettement important de la SOMOCER, surtout de ses dettes de court terme, la société est confrontée au risque d'augmentation des taux d'intérêt sur le marché monétaire tunisien. Compte tenu de l'évolution du volume d'affaires de SOMOCER et de l'amélioration de ses bénéfices dégagés, la société dispose de plus en plus de pouvoir de négociation de ses conditions de banque vis-à-vis de ses partenaires financiers.

Risques de conflit social

Au cours de ces dernières années, le risque de conflit social est de plus en plus récurrent au sein de nombreuses sociétés tunisiennes. Toutefois, et même dans les périodes de forte tension sociale qu'ont vécue certaines sociétés, la SOMOCER n'a connu aucune revendication de la part de ses employés. Au contraire, ces derniers se sont toujours mobilisés pour préserver le patrimoine de la société.

Risque lié à la réglementation

La société opère dans le secteur des industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre (IMCCV).

Conformément à l'arrêté du Ministre de l'industrie, de l'énergie et des petites et moyennes entreprises du 15 novembre 2005, fixant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, La Société Moderne de Céramique SOMOCER, est classée en deuxième catégorie. A ce titre, elle est soumise à une autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un établissement classé selon les conditions et procédures prévues dans le décret n° 2006-2687 du 9 octobre 2006. Dans le cadre de régularisation de la situation de SOMOCER vis à vis la réglementation des établissements classés, un dossier a été préparé et déposé auprès des services du Ministère de l'industrie (direction de la sécurité) en décembre 2012. Le dossier de régularisation comprend particulièrement :

- **Une étude de dangers** exposant les éventuels dangers et fixant les mesures et les moyens de prévention contre les risques d'incendie, d'explosion, de panique et des accidents industriels majeurs ;
- **Une étude technique de dépollution** (l'usine est en activité) ;
- **Un plan d'ensemble** du site à l'échelle 1/200 ;
- **Un plan de situation** du site et de son environnement à l'échelle 1/1000 ;
- **Un extrait de la carte de la Tunisie** à l'échelle 1/25 000 indiquant l'emplacement de l'établissement ;
- **Une notice d'hygiène.**

Risque liés à l'environnement :

Ce volet consiste à évaluer et à analyser dans le temps et dans l'espace les conséquences des activités de l'usine SOMOCER sur l'environnement. Les nuisances générées par l'activité de l'usine sont liées aux rejets hydriques, aux émissions atmosphériques, aux déchets solides, aux

huiles usagées et aux nuisances sonores. Pour réduire davantage ses impacts sur l'environnement, les mesures suivantes sont entreprises par SOMOCER :

- L'aspiration des poussières à l'aide d'un circuit dimensionné avec l'activité ;
- Le traitement et valorisation des eaux usées des processus de production ;
- La collecte et l'utilisation des eaux pluviales dans les processus ;
- Le tri des déchets valorisés en vue de réduire le volume des déchets.

En plus de ces mesures, d'autres actions d'ordre préventive sont mis en place tel que :

- Respect des procédures et des consignes de sécurité;
- Contrôle réglementaire des réservoirs d'air comprimé des compresseurs;
- Contrôle de la canalisation de gaz naturel;
- Contrôle réglementaire des installations électriques;
- Contrôle réglementaire des chariots élévateurs;
- Quais de chargement et de chargement;
- Formation des opérateurs;
- Renforcement du gardiennage.

Risque liés à la maîtrise de la technologie

La SOMOCER agit dans un secteur d'activité où l'innovation produit et l'évolution technologique vont de pair. Pour maintenir son avancée, faire face à la concurrence extérieure ravivée par l'ouverture des frontières aux produits espagnols, chinois, italiens, etc. et fournir à sa clientèle des produits innovants et compétitifs, la SOMOCER exploite un processus de veille technologique axé sur les composantes suivantes :

- Partenariat avec des leaders technologiques ;
- Visites des salons professionnels et mise à disposition des magazines spécialisées ;
- Partenariat avec les Centres Technique des Matériaux de Construction, de la Céramique et du Verre (CTMCCV Tunisie), le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB France), le Centre de céramique de Bologne (CCB Italie) ;
- Relations privilégiées avec les fournisseurs des matières qui font profiter la SOMOCER de leurs dernières évolutions, amélioration et innovation dans les procédés et la technologie de fabrication.

4.4. Dépendance de l'émetteur

4.4.1. Dépendance à l'égard des clients

La SOMOCER dispose d'un portefeuille clients important limitant ainsi sa dépendance vis-à-vis d'un client particulier. Le plus importants d'entre eux assure un chiffre d'affaires de 3 MDT, soit 4,2% du chiffre d'affaires de 2014.

4.4.2. Dépendance à l'égard des fournisseurs

La SOMOCER assure son approvisionnement auprès de nombreux fournisseurs, afin de diversifier les risques de pénurie ou de conflit éventuel avec l'un d'entre eux. En 2014, le principal fournisseur de la société, à savoir « SAKOMAR LLP », a assuré 18,2% de son approvisionnement, ce qui représente un pourcentage assez faible pour statuer sur la dépendance de la société vis-à-vis de ce fournisseur.

En matière de gaz et d'électricité, ils sont approvisionnés auprès de la STEG, dont les prix sont homologués. La SOMOCER a mis en place sa propre unité de cogénération qui lui permet de produire de l'électricité avec une capacité de production de 5 MW. Cette unité entrera en exploitation à partir du début de mois de Février 2016.

4.5. Litiges ou arbitrages en cours

En dehors des dossiers de contentieux inhérents à l'activité courante, la société a reçu au cours de l'exercice 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1er Janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise.

4.6. Organisation de la société

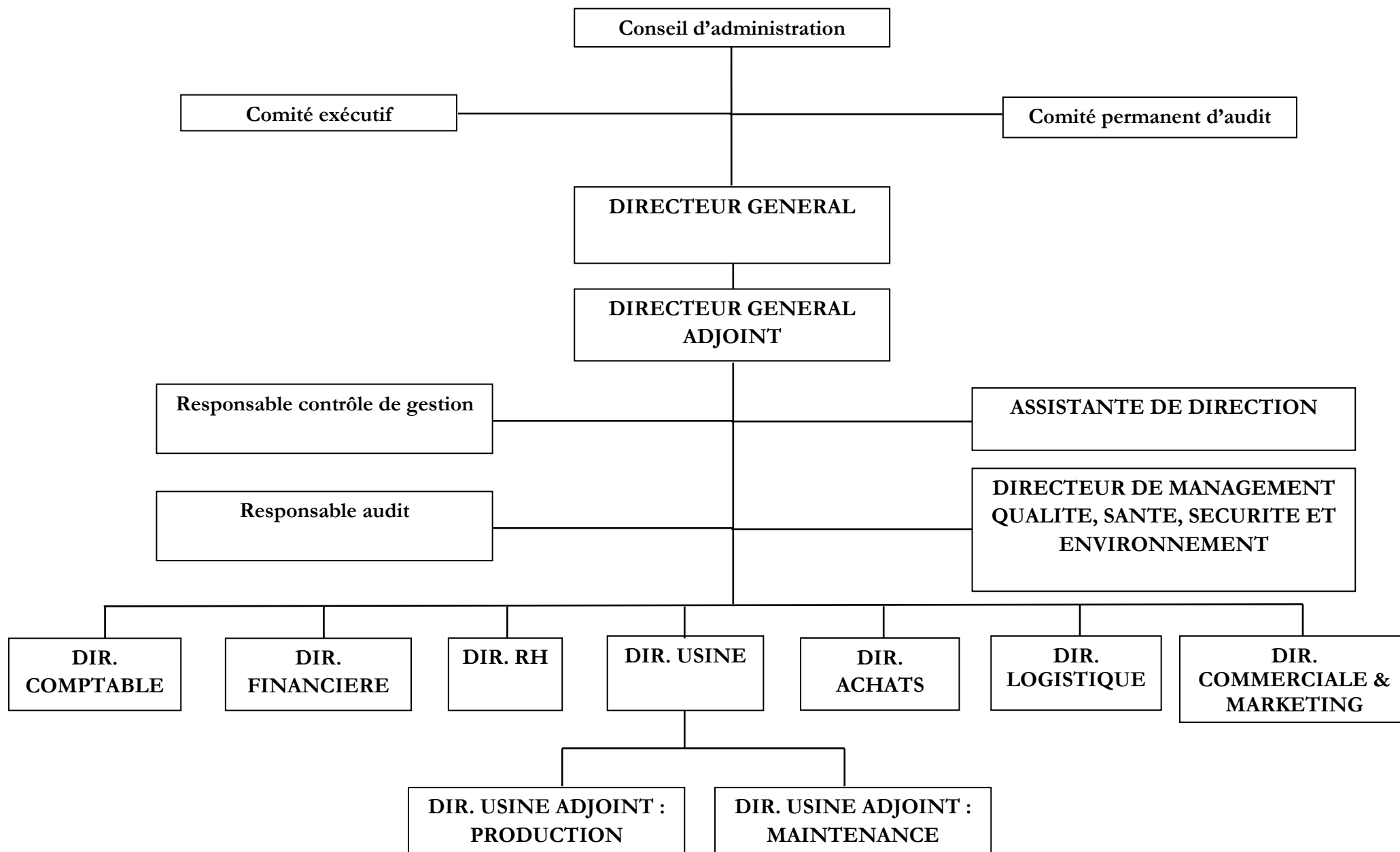
4.6.1. Gouvernance et contrôle interne

a- Organigramme de la société SOMOCER

La société SOMOCER est administrée par un Conseil d'Administration composé au 25/06/2013 de huit (08) membres, dont le Président du Conseil. Le Conseil d'Administration tenu en date du 27 Octobre 2015 a désigné M. Riadh JAIDANE comme nouveau Directeur Général de la société, pour un mandat d'une année.

L'organigramme actuel de la société se présente comme suit :

Organigramme de la SOMOCER



b- Description des comités et des directions

Comité spéciaux et rôles:

• **Comité permanent d'audit:**

En application de l'article 256 bis du code des sociétés Commerciales, le Conseil d'Administration de la société, réuni le 09/06/2010, a désigné un comité permanent d'audit, composé des membres suivants : M. Abdelwaheb Bellâaj, M Walid Ammous et M. Karim Abdennadher. Ce comité a pour attributions principales:

- Veiller au respect par la société de la mise en place d'un système de contrôle interne performant de nature à promouvoir l'efficacité, l'efficacité, la protection des actifs de la société, la fiabilité de l'information financière et le respect des dispositions légales et réglementaires ;
- Assurer le suivi des travaux des organes de la société ;
- Proposer la nomination du ou des commissaires aux comptes ;
- Approuver la désignation des auditeurs internes.

Ce comité est tenu de présenter la synthèse des travaux au conseil d'administration ainsi que les recommandations qu'il formule.

• **Comité exécutif:**

Le Conseil d'Administration de la société, réuni le 22/04/2014, a désigné un comité exécutif, composé des membres suivants : M. Yassine Laamouri, M. Lasaâd Châari, M. Riadh Jaidane, M. Mourad Kharrat et M. Karim Abdennadher.

Ce comité est principalement chargé d'étudier et suivre les dossiers et projets stratégiques de la société. Il a le pouvoir d'engager la société sur les dossiers identifiés, notamment les investissements à réaliser, la restructuration financière, les études de marché à conduire, les actifs non productifs et le business plan.

Les membres de ce comité assureront, à titre gracieux, toutes contributions, travaux, études demandés par le conseil d'administration, et donneront au conseil des propositions relatives au développement de la société et à sa bonne gouvernance.

Directions :

Direction commerciale et marketing : Le principal objectif fixé par ce département est d'identifier les besoins des clients et d'essayer de répondre au mieux à leurs exigences. Il se charge de rédiger les propositions et de faire le suivi des commandes. Des rencontres sont en permanence organisées pour être toujours à la pointe de l'information. Des prototypes sont fabriqués pour éclaircir la vision des clients et mieux comprendre les solutions proposées, enfin des propositions claires argumentées et ajustées aux besoins des clients sont toujours fournies.

Direction achats : La direction des achats a pour but de définir et met en œuvre la politique d'achats de l'entreprise en liaison avec la direction générale. Elle garantit la réalisation des objectifs qualitatifs, quantitatifs, organisationnels et financiers en matière d'achats de produits et/ou de services.

Direction d'usine : Ce département assure la réalisation des produits et des prestations demandés par les clients. Il englobe cinq unités de production différentes (unité Grés, unité Faïence, unité Décor, unité Acrylique et unité Fonte).

Ce département est constitué d'ingénieurs et de techniciens qui possèdent une longue expérience dans l'industrie de la céramique. Chacun d'eux est spécialisé dans le produit de l'unité là où il opère, ce qui joue en la faveur de l'accroissement de la productivité et la qualité.

Les différentes unités de productions sont assistés par un service planification et GPAO qui assure la planification à long, à moyen et à court termes ainsi que l'ordonnancement des activités de fabrication.

Ce département assure aussi les interventions de maintenance et d'entretien qui opèrent sous la tutelle du service maintenance qui comprend deux ateliers de mécanique et d'électricité et un bureau des méthodes de maintenance qui coordonne tous ces travaux.

Direction logistique : Ce département assure la gestion des flux de matière en amont, en aval et encours de fabrication. Il assure l'approvisionnement selon les prévisions dans des délais et des conditions bien établies, pour satisfaire aux mieux les besoins de la production et par ailleurs celles des clients.

Direction administrative et financière : Ce département assure l'équilibre financier de l'entreprise par le respect des normes juridiques et comptables.

Direction Comptable: Cette direction a pour missions d'établir les états financiers individuels et consolidés dans les délais et les formes réglementaires. En plus elle veille à la conformité de la société aux réglementations comptable et fiscale.

Direction ressources humaines: Les objectifs de cette direction sont :

- Définir une politique de gestion et de développement des ressources humaines compatible avec les choix stratégiques de la SOMOCER et veiller à sa concrétisation.
- Veiller à la création et au maintien d'un environnement social favorable au sein de la société.

Et pour atteindre ces objectifs la direction des ressources humaines travaille en étroite collaboration avec les autres directions et activité de la société pour :

- ✓ Planifier et définir les besoins en recrutement ;
- ✓ Améliorer les méthodes de sélection des candidats ;
- ✓ Évaluer périodiquement les compétences ;
- ✓ Identifier les besoins en formation ;
- ✓ Dresser des chronogrammes de développement des compétences ;
- ✓ Réaliser des actions de formation pour le compte de toutes les catégories du personnel ;
- ✓ Mettre à jour les fichiers employés.

Il est à signaler que dans leur rapport sur le contrôle interne pour l'exercice clos au 31/12/2015, les commissaires aux comptes de la SOMOCER ont révélé les insuffisances suivantes :

- Absence d'un manuel comptable opérationnel et mis à jour,
- Absence d'une comptabilité analytique et insuffisance au niveau du contrôle de gestion,
- Insuffisances dans la gestion des stocks,
- La société n'a pas effectué un inventaire physique de ses immobilisations depuis 2006,
- Le calcul de l'amortissement est effectué en extra sur un tableur « Excel » et non par le module approprié intégré dans l'ERP Sage X3.

4.6.2. Système d'information

La SOMOCER a engagé des travaux de perfectionnement de son ERP couvrant désormais l'ensemble de l'activité commerciale, approvisionnements, stocks, production, ressources humaines, comptabilité générale et analytique et finance.

Elle a aussi, introduit de nouveaux outils spécifiques correspondants aux meilleures pratiques dans leurs domaines tel que le GMAO (gestion de maintenance assurée par ordinateur) assurée par le logiciel TECHNOGM, et le GQAO (gestion de la qualité assistée par ordinateur) assurée par le logiciel Qualipro XL WEB.

La société a également mis à la disposition de ses employés des moyens de communication et du travail collaboratif : messagerie via le logiciel lotus notes et une infrastructure moderne en serveurs, postes clients, réseaux, favorisant les moyens de travail en groupe et de gestion de projet par la généralisation de l'usage des pc portables.

La SOMOCER a en outre, veillé à mettre en conformité les procédures de gestion de son système d'information aux normes internationales notamment, ISO 27000.

4.7. Politique sociale et effectif

4.7.1. Politique sociale

a- Politique de rémunération et d'intéressement

L'activité de la société SOMOCER est régie par la convention collective sectorielle de l'industrie des matériaux de construction du 19/06/1975 telle que modifiée par les accords subséquents. Cette convention stipule l'accord de douze mensualités, une prime de bilan octroyée en fonction de résultat de la société, fixée chaque année par le Conseil d'Administration et une prime de rendement octroyée en fonction du rendement de l'employé et son niveau de discipline.

b- Politique de formation

Chaque fonction fait l'objet d'une fiche de fonction qui décrit ses attributions et sa hiérarchie ainsi que le profil exigé en termes de formation initiale, de connaissances et d'expérience. Une fois par an, les managers procèdent à l'évaluation de l'ensemble du personnel (Qualité, Production et Administratif) selon le support d'évaluation individuel.

De même, pour les managers, un entretien individuel de progrès est réalisé avec le Directeur Général afin de discuter des contributions et réalisations de l'année écoulée et fixer les besoins et objectifs pour l'année à venir.

De ces différentes évaluations, des besoins de formation ou en recrutement peuvent être identifiés. De plus, ces besoins peuvent, à tout moment, être exprimés par les managers ou décidés par le Directeur Général. Chaque besoin en formation est reporté sur le plan de formation qui définit pour l'ensemble de l'entreprise les actions de formation, les personnes concernées, dates de réalisation effectives et les formateurs.

À l'issue d'une action de formation externe, chaque bénéficiaire doit renseigner et remettre au responsable de formation une fiche « d'évaluation à chaud de la formation ». Selon la date fixée sur le plan de formation, le responsable désigné sur la même fiche procède à l'évaluation de l'efficacité de l'action en reportant ses appréciations et remarques sur la fiche « Évaluation à froid de la formation ».

4.7.2. Effectif

Entre 2012 et 2014, l'évolution de l'effectif de la SOMOCER par catégorie socioprofessionnelle se présente comme suit :

Année	Cadre	%	Exécution	%	Maîtrise	%	Total
2012	88	12%	391	55%	231	33%	710
2013	124	17%	288	39%	318	44%	730
2014	120	17%	282	39%	316	44%	718

Au 31/12/2014, l'effectif total de la SOMOCER est de 718 salariés, pour un taux d'encadrement de 17%. Les agents d'exécution représentent 39% alors que ceux de maîtrise représentent 44%.

Au 31/12/2015, l'effectif de la société s'est établi à 717 employés.

4.8. Politique d'investissement

4.8.1. Investissements récents ou en cours de réalisation

Au cours de ces dernières années, les investissements engagés par la SOMOCER ont porté essentiellement sur :

- La mise en place d'une unité de poudre : Pour satisfaire les besoins du groupe en poudre atomisée (principal intrant dans la production des carreaux céramiques), la SOMOCER a procédé à une intégration verticale par la mise en place d'une unité de poudre. Cette unité a permis à la SOMOCER d'assurer une économie d'échelle au niveau de ses achats, d'accroître ses revenus par la vente de la poudre atomisée (17 MDT en 2014) et surtout pour rentabiliser ses investissements liés à l'unité de cogénération. Le coût de cette unité a totalisé la somme de 20 MDT.
- Des investissements de remise en état : Face à l'évolution technologique et aux mutations des exigences de ses clients, la SOMOCER opère annuellement des investissements de remise en état, notamment l'introduction de l'impression digitale pour la décoration des carreaux, l'intégration d'un nouveau séchoir horizontal bicanal ou encore la rénovation des process et fours. Ces actions permettent à la société de développer de nouvelles gammes de produits avec une meilleure qualité d'une part, et de maîtriser la consommation énergétique liée à l'obsolescence des machines, d'autre part. Ces investissements nécessitent en moyenne une enveloppe annuelle de 3 à 4 MDT.

Investissements	2012	2013	2014
Construction	75 145	151 183	233 739
Matériel industriel et outillage	2 477 191	4 090 917	6 216 248
Agencements, Aménagements et installations	199 169	414 415	362 443
Mobilier et matériel de bureaux	34 179	11 062	7 690
Matériel informatique	28 680	51 105	40 685
Fonds de commerce	13 000		0
Logiciels immobilisés	61 416	15 364	23 292
Matériel de transport	287 779	586 598	589 706
Construction en cours	7 335 694	960 598	34 178
Matériel et outillage en cours		733 297	326 834
Agencements, Aménagements et installations en cours	0	487 565	1 600
Total	10 512 253	7 502 104	7 836 415

En 2015, la société a entamé des investissements de mise en place d'une unité de cogénération, suite au réajustement à la hausse des tarifs de la STEG, opéré depuis 2013. Cette unité permettra à la SOMOCER de rationaliser ses dépenses énergétiques, en éliminant sa facture d'électricité et en vendant l'excédent à la STEG. Désormais, la société n'a qu'à payer sa facture de gaz. Les gains bruts issus de cet investissement sont estimés à 3,7 MDT par an. Le coût d'investissement est estimé à 11 MDT (9 MDT alloué en 2015). Les travaux d'installation ont été achevés en décembre 2015 et la mise en exploitation est prévue en février 2016, après une série de tests à opérer. Les investissements opérés au cours de l'exercice 2015 se détaillent comme suit :

Désignation	Invest. au 30/06/2015	Invest. au 30/09/2015	Invest. Au 31/12/2015
Logiciel informatiques	0,000	0,000	0,000
Fonds de commerce	0,000	0,000	0,000
Construction	99 655,670	129 497,478	201 979,413
Matériel & outillage	757 845,205	1 642 769,690	2 138 780,642
A.A.I	85 844,332	86 939,832	135 894,953
Matériel informatique	12 992,815	16 367,090	20 362,090
Matériel de transport	57 930,871	61 079,238	66 729,238
Mobilier & matériel de bureau	5 050,476	6 398,476	7 625,976
Construction en cours	96 486,476	94 718,976	259 173,392
Matériel industriel en cours	7 770 333,453	7 804 511,836	8 531 919,976
A.A.I. en cours	209 376,500	216 191,000	216 191,000
Total	9 095 515,798	10 058 473,616	11 578 656,680

4.8.2. Investissements futurs

A partir de l'année 2016, la SOMOCER ne prévoit pas de gros investissements et se contentera des travaux de maintenance et de remise à neuf de son outil de production existant, afin d'être toujours en prise directe avec l'évolution technologique de son environnement. Les investissements futurs de la société sur la période 2016-2020 se détaillent comme suit :

En milliers de DT	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p
Immobilisations incorporelles	30	35	40	50	60
<i>Dotation aux amortissements</i>	<i>18</i>	<i>30</i>	<i>35</i>	<i>42</i>	<i>50</i>
Immobilisations corporelles	3 000	2 000	2 000	2 000	2 000
<i>Dotation aux amortissements</i>	<i>1354</i>	<i>1 554</i>	<i>1 754</i>	<i>1 954</i>	<i>2 154</i>

p : prévisionnel

4.9. Analyse SWOT

<i>Forces</i>	<i>Faiblesses</i>
-Savoir faire technique maîtrisé et reconnu. -Qualité de produit avérée et offre d'une gamme complète de produits de revêtement de sol et des murs. -Premier industriel tunisien qui a introduit la production de grès dans la masse en Tunisie -Notoriété de la marque et du groupe SOMOCER auprès des consommateurs et distributeurs. -Une part de marché importante (2^{ème} sur le marché des carreaux en céramiques). -Capacité de production importante et outils de production à caractère technologique. -Adossement à un groupe de taille (Groupe Abdennadher). -Une intégration verticale et des investissements opérés pour la maîtrise des coûts et leur optimisation. -Société certifiée. - Un important actif immobilier.	-Une structure financière non équilibrée, caractérisée par la prépondérance des dettes de court terme par rapport aux dettes totales. -Un effectif important traduisant le poids significatif de la masse salariale dans les charges d'exploitation de la société. -Concentration des ventes à l'export vers la Lybie -Des charges financières qui accaparent une part importante des bénéfices d'exploitation.
<i>Opportunités</i>	<i>Menaces</i>
-Amélioration du niveau de vie du consommateur et une tendance vers les produits de haute gamme qui représentent des marges plus importantes. -Un fort potentiel de développement à l'export et des opportunités présentent dans certains marchés relativement proches de la Tunisie (géographiquement) et où la SOMOCER a déjà été présente, notamment en Algérie et au Nigéria. -Une orientation de plus en plus vers le grès dans la masse au lieu des autres produits de revêtement de sol et surtout mural. -La limitation du marché parallèle et structuration du secteur par les pouvoirs publics.	-Un marché concurrentiel. -Un développement des marchés parallèles et forte présence des produits importés en provenance de la Chine et de l'Espagne. -La dévaluation du dinar par rapport à l'euro.

CHAPITRE 5. Patrimoine- Situation financière- Résultats

5.1. Patrimoine de la Société au 31/12/2014

Le patrimoine de la Société SOMOCER est composé des immobilisations corporelles et incorporelles nettes et des immobilisations financières s'élevant respectivement, au 31/12/2014, à 42 736 396 DT, 1 130 494 DT et 25 515 941 DT.

5.1.1. Patrimoine de l'émetteur au 31/12/2014

5.1.1.1. Immobilisations incorporelles au 31/12/2014

Les immobilisations incorporelles nettes des amortissements s'élèvent au 31 décembre 2014 à 1 130 494 DT contre 1 224 559 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Valeurs brutes			Amortissements & provisions			V C N	
	2013	Acquisition s	2014	2013	Dotations	2014	2013	2014
Immobilisations incorporelles								
Fonds de commerce	1 973 928	-	1 973 928	808 082	83 796	891 878	1 165 846	1 082 050
Logiciel	278 732	23 292	302 024	220 019	33 561	253 580	58 713	48 444
Total des immob. Incorporelles	2 252 660	23 292	2 275 952	1 028 101	117 357	1 145 458	1 224 559	1 130 494

5.1.1.2. Immobilisations corporelles au 31/12/2014

Les immobilisations corporelles nettes des amortissements s'élèvent au 31 décembre 2014 à 42 736 396 DT contre 39 285 992 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Valeurs brutes			Amortissements & provisions			V C N	
	2013	Acquisitions	2014	2013	Dotations	2014	2013	2014
Immobilisations corporelles								
Terrain	2 995 143	-	2 995 143	593 645	-	593 645	2 401 498	2 401 498
Constructions	19 850 657	233 739	20 084 396	10 174 559	949 990	11 124 549	9 676 098	8 959 847
Install. techniques, matériels et outillages	54 004 588	5 745 323	59 749 911	30 978 453	2 488 250	33 466 703	23 026 135	26 283 208
Matériels de transport	1 919 887	166 206	2 086 093	1 365 305	178 426	1 543 731	554 582	542 362
Install. générales agenc.aménag.divers	6 899 299	363 244	7 262 543	5 321 804	301 942	5 623 746	1 577 495	1 638 797
Équipements de bureau et matériels informatiques	1 038 732	48 375	1 087 107	823 852	58 797	882 649	214 880	204 458
Immobilisations à statut juridique particulier	3 162 751	865 167	4 027 918	1 327 447	356 857	1 684 304	1 835 304	2 343 614
Immobilisations en cours	-	362 612	362 612	-	-	-	-	362 612
Total des immob.corporelles	89 871 057	7 784 666	97 655 723	50 585 065	4 334 262	54 919 327	39 285 992	42 736 396

5.1.1.3. Stocks au 31/12/2014

Le solde net des stocks s'élève à 33.866.567 DT au 31 décembre 2014 contre 21.362.067 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Stocks de matières premières	14 021 930	10 486 490
Stocks de matières consommables et pièces de rechange	2 982 769	2 601 353
Stocks de produits finis	17 428 843	8 927 856
Total des stocks bruts	34 433 542	22 015 699
Provisions pour dépréciation	<566 975>	<653 632>
Total des stocks nets	33 866 567	21 362 067

5.1.2. Le portefeuille titres de l'émetteur au 31/12/2014

Les immobilisations financières s'élèvent au 31 décembre 2014 à 25 515 941 DT contre 25 268 903DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Titres de participations	26 226 000	26 356 000
Restant à payer sur participation	-	<22 500>
Dépôts et Cautionnements	1 108 494	761 456
Immobilisations financières brutes	27 334 494	27 094 956
Provision pour dépréciation	<1 818 553>	<1 826 053>
Immobilisations financières nettes	25 515 941	25 268 903

Les titres de participations au 31 décembre 2014 se détaillent comme suit :

Désignation	Solde brut au 31.12. 2014	Provisions pour dépréciation	Solde net au 31.12. 2014
SOTEMAIL	12 710 390	-	12 710 390
A.B.C	5 875 000	-	5 875 000
SOMOSAN	3 200 000	-	3 200 000
I.N.C.O.M.A.	1 836 172	429 115	1 407 057
SANILIT	1 350 000	1 350 000	-
SOMOCER NEGOCE	1 140 000	-	1 140 000
EL AKKAR	75 000	-	75 000
Société Argile Médenine	26 400	26 400	-
BTS	10 000	10 000	-
SOTIEX ALGER	3 038	3 038	-
Total	26 226 000	1 818 553	24 407 447

La participation de la société SOMOCER à long terme dans les filiales se détaille comme suit :

En DT	Coût d'acquisition	Pourcentage de détention	Provision constituée
SOTEMAIL	12 710 390	58,28%	-
ABC	5 875 000	68,04%	-
SOMOCER Négoce	1 140 000	99,13%	-
SOMOSAN	3 200 000	27,12%	-
Total	22 925 390		-

Les placements à long terme par la société SOMOCER dans des sociétés autres que filiales se présentent comme suit :

En DT	Coût d'acquisition	Pourcentage de détention	Provision constituée
SANILIT	1 350 000	20,00%	1 350 000
INCOMA	1 836 172	9,18%	429 115
EL AKKAR	75 000	50,00%	-
Société Argile Médenine	26 400	40,00%	26 400
BTS	10 000	0,03%	10 000
SOTEX ALGER	3 038	NA	3 038
Total	3 300 610	-	1 818 553

5.2. Renseignements sur les états financiers individuels au 31 Décembre 2014

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers individuels de la société « SOMOCER » arrêtés au 31/12/2014, ne s'accommodent pas systématiquement aux dispositions du système comptable des entreprises en ce qui concerne :

- ✓ La non constatation de provision d'une créance douteuse sur le client libyen "Al Aquaria". Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, les commissaires aux comptes se déclarent dans l'impossibilité d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

Par ailleurs, les notes aux états financiers ne comportent pas toutes les notes nécessaires notamment :

- Un état sur les engagements hors bilan conforme au modèle prévu par la NC 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture ;
- Une note sur les événements postérieurs à l'arrêt des états financiers, survenus entre la date de clôture de l'exercice jusqu'à la date d'aujourd'hui ;
- Une note relative aux charges d'emprunt immobilisées au niveau de la construction de l'unité de poudre, conformément aux dispositions du paragraphe 21 de la NC 13 relative aux charges d'emprunt ;
- Une note sur les autres actifs financiers conformément aux dispositions du paragraphe 27 de la NC07 Placements portant sur un état des placements à court terme indiquant par catégories de placements de même nature ;
- Une note sur les méthodes utilisées en matière de traitement des stocks incluant les méthodes de comptabilisation des stocks (inventaire permanent ou intermittent) conformément aux dispositions du paragraphe 44 de la NC 04 relative aux Stocks ;
- Une note sur les immobilisations acquises en leasing, comportant les informations prévues par les dispositions du paragraphe 28 de la NC 41 relative aux contrats de location ;
- Une note sur les subventions comptabilisées, et ce conformément aux dispositions du paragraphe 23 de la NC 12 relative aux Subventions publiques.

La SOMOCER s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et ce, pour les états financiers individuels arrêtés au 31/12/2015 et suivants.

5.2.1. Etats financiers comparés

5.2.1.1. Bilans comparés au 31 Décembre

<u>Actifs</u>	<u>Notes</u>	<u>2014</u>	<u>2013*</u>	<u>2012*</u>
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>				
Actifs Immobilisés				
Immobilisations incorporelles	IV.1	2 275 952	2 252 660	2 237 296
Moins : amortissements	IV.1	-1 145 458	-1 028 101	-914 669
Immobilisations corporelles	IV.2	97 655 723	89 871 057	82 384 315
Moins : amortissements	IV.2	-54 919 326	-50 585 065	-47 279 756
Immobilisations financières	IV.3	27 334 494	27 094 956	28 665 817
Moins : provisions	IV.3	-1 818 553	-1 826 053	
Total des actifs immobilisés		69 382 830	65 779 454	65 093 002
Autres actifs non courants	IV.4	443 554	1 037 222	88 901
<u>Total des actifs non courants</u>		<u>69 826 385</u>	<u>66 816 676</u>	<u>65 181 903</u>
<u>ACTIFS COURANTS</u>				
• Stocks	IV.5	34 433 542	22 015 699	14 608 806
Moins : provisions		-566 975	-653 632	-789 975
• Clients et comptes rattachés	IV.6	24 175 939	26 389 621	28 805 999
Moins : provisions	IV.6	-9 611 883	-11 315 924	-9 953 710
• Autres actifs courants	IV.7	10 040 159	6 302 513	7 503 499
Moins : provisions	IV.7	-653 838	-635 551	-689 712
• Autres actifs financiers	IV.8	8 295 000	5 700 000	0
• Liquidités et équivalents de liquidités	IV.9	323 629	187 782	26 023
<u>Total des actifs courants</u>		<u>66 435 573</u>	<u>47 990 508</u>	<u>39 510 930</u>
<u>Total des actifs</u>		<u>136 261 958</u>	<u>114 807 184</u>	<u>104 692 833</u>

* retraité à des fins comparatives (voir note III.12)

Capitaux Propres et Passifs	Notes	2014	2013*	2012*
Capitaux propres				
Capital social		31 169 600	28 831 880	27 273 400
Réserves		14 914 254	14 556 578	14 320 073
Réserves spécial de réinvestissement		3 000 000	3 000 000	3 000 000
Autres capitaux propres		1 347 066	0	0
Résultats reportés		3 016 530	2 248 716	1 496 791
Total des capitaux propres avant résultat	IV.10	53 447 450	48 637 174	46 090 264
Résultat de la période		5 072 475	4 904 804	4 233 314
Total des capitaux propres avant affectation		<u>58 519 925</u>	<u>53 541 978</u>	<u>50 323 578</u>
Passifs				
<u>PASSIFS NON COURANTS</u>				
Emprunts	IV.11	13 577 215	13 699 706	8 700 222
Provisions pour risque	IV.12	557 354	557 354	157 354
Total des passifs non courants		<u>14 134 569</u>	<u>14 257 060</u>	<u>8 857 576</u>
<u>PASSIFS COURANTS</u>				
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.13	18 721 812	16 837 027	16 995 427
Autres passifs courants	IV.14	4 589 822	3 257 627	3 683 392
Autres passifs financiers	IV.15	30 144 570	19 930 780	16 678 040
Concours bancaires	IV.16	10 151 260	6 982 712	8 154 820
Total des passifs courants		<u>63 607 463</u>	<u>47 008 146</u>	<u>45 511 679</u>
Total des passifs		<u>77 742 032</u>	<u>61 265 206</u>	<u>54 369 255</u>
Total des capitaux propres et des passifs		<u>136 261 957</u>	<u>114 807 183</u>	<u>104 692 833</u>

* retraité à des fins comparatives (voir note III.12)

5.2.1.2. États de résultats comparés au 31 Décembre

	Notes	<u>2014</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Produits d'exploitation				
• Revenus	V.I	71 990 776	68 725 391	67 747 336
• Autres produits d'exploitation	V.I	481 895	430 211	444 096
Total des produits d'exploitation		72 472 670	69 155 601	68 191 432
Charges d'exploitation				
• Variation stocks des produits finis	V.2	-8 500 987	-4 904 547	4 875 761
• Achats d'approvisionnements consommés	V.3	46 160 690	41 105 774	37 690 193
• Charges de personnel	V.4	11 986 049	11 670 457	8 902 683
• Dotations aux amortissements	V.5	4 641 297	3 418 741	3 173 078
• Dotations aux provisions	V.5	1 046 608	3 695 409	953 954
• Reprises sur provisions	V.5	-2 826 520	-277 171	-503 562
• Autres charges d'exploitation	V.6	5 333 034	4 585 848	4 488 245
Total des charges d'exploitation		57 840 170	59 294 511	59 580 352
Résultat D'Exploitation		<u>14 632 501</u>	<u>9 861 090</u>	<u>8 611 080</u>
• Charges financières nettes	V.7	7 567 203	6 744 751	4 753 492
• Produits des placements	V.8	1 838 046	3 028 724	899 515
• Autres gains ordinaires	V.9	7 491	108 778	301 474
• Autres pertes ordinaires	V.10	2 682 639	69 254	51 530
Résultat des activités ordinaires avant Impôt		<u>6 228 196</u>	<u>6 184 587</u>	<u>5 007 047</u>
• Impôt sur les bénéfices	V.11	1 155 721	1 279 783	773 733
Résultat de la période		<u>5 072 475</u>	<u>4 904 804</u>	<u>4 233 314</u>
Effets des Modifications comptables				0
Résultat de la période après les modifications comptables		<u>5 072 475</u>	<u>4 904 804</u>	<u>4 233 314</u>

5.2.1.3. États de flux comparés au 31 Décembre

	Notes	2014	2013	2012
Flux de trésorerie liés à l'exploitation				
· Encaissements reçus des clients		82 428 990	80 125 182	71 479 839
· Autres encaissements			0	
· Sommes versées aux fournisseurs		-58 950 947	-61 143 240	-54 254 282
· Sommes versées au personnel		-9 142 695	-9 276 363	-7 951 337
· Frais financiers payés		-3 064 738	-2 646 676	-1 979 136
· Impôt et taxes		-3 813 019	-2 711 282	-2 136 287
Flux de trésoreries provenant de l'exploitation		<u>7 457 591</u>	<u>4 347 621</u>	<u>5 158 797</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
· Décaissements affectés à l'acquisition D'immo. Corporelles et incorporelles		-7 198 357	-7 635 040	-4 216 178
· Encaissements provenant de la cession d'immo. Corporelles et incorporelles		0	0	826 529
· Décaissements affectés à l'acquisition d'immo. Financières	VI.1	0	-512 420	-447 283
· Encaissements provenant de la cession d'immo. Financières		0	0	
· Décaissements placements				
· Encaissements placements				
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		<u>-7 198 357</u>	<u>-8 147 460</u>	<u>-3 836 932</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financements				
· Encaissements suite à l'émission d'actions				
· Dividendes et autres distributions /encaissements	VI.2	650 207	520 625	525 547
· Encaissement subvention d'investissement		1 385 135	37 904	0
· Encaissements provenant des emprunts		3 731 000	9 260 000	0
· Remboursement d'emprunts		-4 230 172	-5 446 703	-3 898 751
· Encaissements moyens de financements court termes	VI.3	63 440 900	67 556 500	59 348 000
· Décaissements moyens de financements court termes	VI.3	-65 386 500	-65 190 300	-56 247 500
· Encaissements placement		906 733	1 130 446	600 000
· Décaissements placement		-2 370 646	-1 130 446	-600 000
· Remboursement autres distributions		-1 681 566	-1 754 807	-1 427 319
· Effets Remis à l'encaissement			154 487	
· Décaissement financement en devises		262 973	0	
Flux de trésorerie liés aux activités de financements		<u>-3 291 935</u>	<u>5 137 706</u>	<u>-1 700 022</u>
Variation de trésorerie		<u>-3 032 701</u>	<u>1 337 867</u>	<u>-378 157</u>
Trésorerie au début de l'exercice		-6 794 930	-8 132 797	-7 754 640
Trésorerie à la fin de l'exercice		<u>-9 827 631</u>	<u>-6 794 930</u>	<u>-8 132 797</u>

5.2.1.4. Notes aux états financiers au 31 Décembre

Notes aux états Financiers

I. Présentation de la société

La Société Moderne de Céramique «SOMOCER» est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien.

Elle a été créée le 3 juillet 1985, son capital s'élève au 31 décembre 2014 à 31.169.600 DT divisé en 31.169.600 actions de valeur nominale de 1 DT chacune.

L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, grès et baignoires.

Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel Hayet.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

II. Les faits significatifs de l'exercice

- Augmentation de capital de 2.200.000 DT par voie d'incorporation des réserves spéciales réinvestissement exonéré conformément aux dispositions de la loi N°93/120 du 27 décembre 1993 et de 137.720 DT par voie d'incorporation des résultats reportés.
- Entrée en production de la nouvelle unité de production de la poudre atomisée.

III. Principes, Règles et Méthodes Comptables

Les états financiers de la société sont présentés selon les dispositions du système comptable des entreprises prévu par la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises.

Les conventions comptables fondamentales concernant les éléments des états financiers et les procédés de prise en compte de l'information financière, sont présentées conformément au cadre conceptuel de la comptabilité. Les méthodes comptables retenues par la société sont en conformité avec les normes comptables tunisiennes « NCT » mises en vigueur par l'arrêté du ministre des finances du 30 décembre 1996.

Les conventions comptables de base et les méthodes les plus significatives appliquées pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

III.1 Immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire. Par ailleurs, les biens immobilisés d'une valeur inférieure ou égale à 200 dinars, sont amortis intégralement.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Fonds de commerce	5%
- Logiciels	33%
- Constructions	5%
- Installations techniques, matériels et outillages industriels	10% /durée de vie technique
- Matériels de transport	20%

- Equipements de bureau et matériels informatiques 10%
- Installations générales, agencements et aménagements 10%

Les immobilisations sont enregistrées à leur prix d'achat hors taxes déductibles augmenté des frais directs d'acquisition.

La méthode d'amortissement et la durée de vie restante sont revues par le management à l'occasion de chaque arrêté des états financiers.

III.2 Stocks

Les valeurs d'exploitation sont évaluées comme suit :

- Les matières premières, matières consommables et pièces de rechange sont valorisées au coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport, de réception et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés ;
- Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et
- Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication.

Les stocks à rotation lente sont ramenés à leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal d'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente.

III.3 Les emprunts

Les emprunts à long terme figurent au bilan pour la valeur non amortie sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année, est reclassée parmi les passifs courants.

Les charges financières courues (qui incluent les intérêts ainsi que les frais d'émission des emprunts) relatives aux emprunts qui ont servi pour le financement de la construction de l'unité de poudre, sont capitalisées au niveau du coût. Les autres charges financières sont comptabilisées en résultat de l'exercice.

III.4 Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est détalqué entre

remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

Les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

III-5 Les frais préliminaires

Il s'agit des frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les frais préliminaires sont portés à l'actif du bilan en charges reportées dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés.

Ces frais englobent toutes les charges antérieures au démarrage de l'unité de production de la poudre atomisée : charges financières, amortissements, frais de personnel, etc.

Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date d'entrée en exploitation de l'activité avec un délai maximal de cinq ans, à partir de leur engagement.

III-6 Provision pour dépréciation des comptes clients et autres actifs courants

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier. La provision est estimée selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

III-7 Provisions pour risques et charges

Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. Celle-ci peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information au niveau des notes aux états financiers sauf si la probabilité de sortie des ressources est probable.

III-8 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dans la maturité est inférieure à trois mois).

III.9 Règles de classification et méthode d'évaluation des placements

1. Classification :

Les placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pour plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance.

Les placements à long terme

a- Les titres de participation :

Il s'agit des titres détenus dans l'intention de conservation durable en vue d'exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales.

b- Les titres immobilisés :

Il s'agit des titres autres que les titres de participation que l'entreprise a l'intention de conserver durablement notamment pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue période ainsi que les titres dont la conservation durable est subie plutôt que voulue sous l'effet de contraintes juridiques.

2. Evaluation :

Les placements à court terme

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Les placements à long terme

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

III-10 Revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société.

III.11 Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en dinars tunisien selon le cours de change de la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les éléments monétaires courants libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture et les différences de change en résultantes sont constatées en résultat de l'exercice.

Les éléments monétaires non courants sont convertis au cours de clôture. Les gains et les pertes de change qui en résultent sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de l'élément monétaire s'y rapportant (y compris l'année en cours).

L'amortissement tient compte de la durée pondérée par le montant restant à courir de l'élément en question.

L'écart de conversion est ajusté annuellement en fonction du cours de clôture et par rapport au cours historique de la date de l'opération. L'écart de conversion porté au bilan sera basé uniquement sur le gain ou la perte non matérialisé à la fin de l'année concernée.

Le résultat de la période comprend la portion d'amortissement applicable à l'année concernée ainsi que l'effet d'annulation des affectations antérieures.

III.12 Retraitements de la colonne comparative

Au cours de l'exercice 2014, la société a procédé à un changement dans la présentation de certains postes des états financiers. La colonne comparative a été retraitée. Les retraitements se présentent comme suit (en DT):

Désignation	31/12/2013 avant reclassement	reclassement	31/12/2013 après reclassement
Provisions sur terrains	<635 085>	41 440	<593 645>
Immobilisations corporelles nettes	39 244 552	41 440	39 285 992
Total des actifs non courants	66 775 236	41 440	66 816 676
Provisions des autres actifs courants	<594 111>	<41 440>	<635 551>
Total des autres actifs courants nets	5 708 402	<41 440>	5 666 962
Total des actifs courants	48 031 948	<41 440>	47 990 508

IV. Notes relatives au bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles (En DT)

Les immobilisations incorporelles nettes totalisent au 31 décembre 2014 un montant de 1.130.494 DT contre 1.224.559 DT au 31 décembre 2013. Elles se détaillent comme suit:

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Logiciels	302 024	278 732
Fonds de commerce Somocer	298 000	298 000
Fonds de commerce Pyramide du lac	120 493	120 493
Fonds de commerce Hammamet	861 250	861 250
Fonds de commerce Hachicha plus	694 185	694 185
Immobilisations incorporelles brutes	2 275 952	2 252 660
Amortissements cumulés	<1 145 458>	<1 028 101>
Immobilisations incorporelles nettes	1 130 494	1 224 559

IV.2 Immobilisations corporelles (En DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2014 à 42.736.396 DT contre 39.285.992 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit:

Désignation	31/12/2014	31/12/2013*
Terrains	2 995 143	2 995 143
Constructions	20 084 396	19 850 657
Installations techniques matériels et outillages	59 749 911	54 004 588
Matériels de transport	2 086 093	1 919 887
Installations générales, agencements et aménagements	7 262 543	6 899 299
Équipements de bureau et matériels informatiques	1 087 107	1 038 732
Constructions en cours	34 178	-
Agencements en cours	1 600	-
Matériels et outillages en cours	326 834	-
Immobilisations à statut juridique particulier	4 027 918	3 162 751
Immobilisations corporelles brutes	97 655 723	89 871 057
Amortissements cumulés	<54 325 682>	<49 991 420>
Provisions sur terrains	<593 645>	<593 645>
Immobilisations corporelles nettes	42 736 396	39 285 992

*retraité à des fins comparatives (voir note III.12)

IV.3 Immobilisations financières (En DT)

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 31 décembre 2014 à 25.515.941 DT contre 25.268.903 DT au 31 décembre 2013 et elles sont détaillées comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Titres de participations	26 226 000	26 356 000
Restant à payer sur participation	-	<22 500>
Dépôts et Cautionnements	1 108 494	761 456
Immobilisations financières brutes	27 334 494	27 094 956
Provision pour dépréciation	<1 818 553>	<1 826 053>
Immobilisations financières nettes	25 515 941	25 268 903

Les titres de participations au 31 décembre 2014 se détaillent comme suit :

Désignation	Solde brut au 31.12. 2014	Provisions pour dépréciation	Solde net au 31.12 .2014
SOTEMAIL	12 710 390	-	12 710 390
A.B.C	5 875 000	-	5 875 000
SOMOSAN (*)	3 200 000	-	3 200 000
I.N.C.O.M.A.	1 836 172	429 115	1 407 057
SANILIT	1 350 000	1 350 000	-
SOMOCER NEGOCE	1 140 000	-	1 140 000
EL AKKAR	75 000	-	75 000
Société Argile Médenine	26 400	26 400	-
BTS	10 000	10 000	-
SOTIEX ALGER	3 038	3 038	-
Total	26 226 000	1 818 553	24 407 447

(*) Depuis son entrée en exploitation, début 2013, SOMOSAN a rencontré des difficultés d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau de gaz naturel ce qui a pesé lourdement sur sa performance au cours de ses deux premières années d'exploitation. SOMOSAN travaille actuellement à moins de 50% de sa capacité de production. Les charges financières importantes ainsi que la charge de gaz élevée sont ainsi à l'origine des pertes cumulées de SOMOSAN et ayant atteint un montant de l'ordre de 12 millions de DT au 31 décembre 2014. Au début de 2015, le management de SOMOSAN a engagé un plan de restructuration de la société, basé sur les principaux éléments suivants :

- Augmentation du capital de 8 millions de DT dont un apport en numéraire de 5.7 millions de DT et conversion de compte courant actionnaire de 2.3 millions de DT ;
- Restructuration de l'endettement bancaire : SOMOSAN a engagé des négociations avec les banques en vue de restructurer les dettes bancaires. Le plan de restructuration inclut le rééchelonnement de certaines dettes en crédits à moyen et long terme avec une durée de grâce et le règlement de certains crédits en utilisant les fonds provenant de l'augmentation du capital social en numéraire ;
- Une compression des coûts d'exploitation notamment, le coût de gaz avec la connexion du site de production au réseau de gaz naturel et qui est prévue pour l'année 2015.

Par ailleurs, le gouvernement tunisien a annoncé son support à la société SOMOSAN à travers le Fond de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au réseau de gaz naturel en 2015.

Le management de SOMOCER, et sur la base du plan de restructuration proposé, considère qu'il n'y a pas lieu actuellement de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN et considère que si les éléments de restructuration ci-dessus réalisés, la société SOMOSAN disposera de perspectives de croissance lui permettant de redresser sa situation financières.

IV.4 Autres actifs non courants (En DT)

Les autres actifs non courants nets des résorptions s'élèvent au 31 décembre 2014 à 443.554 DT contre 1.037.222 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Ecart de conversion	57 200	210 447
Frais préliminaires	576 031	826 775
Autres actifs non courants bruts	633 231	1 037 222
Résorption des frais préliminaires	<189 677>	-
Autres actifs non courants nets	443 554	1 037 222

Les frais préliminaires sont relatifs aux frais engagés au titre de la nouvelle unité de production de la poudre atomisée. La résorption de ces frais a commencé au début de l'exercice 2014 sur une période de 3 ans.

IV.5 Stocks (En DT)

Le solde net des stocks s'élève à 33.866.567 DT au 31 décembre 2014 contre 21.362.067 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Stocks de matières premières	14 021 930	10 486 490
Stocks de matières consommables et pièces de rechange	2 982 769	2 601 353
Stocks de produits finis	17 428 843	8 927 856
Total des stocks bruts	34 433 542	22 015 699
Provisions pour dépréciation	<566 975>	<653 632>
Total des stocks nets	33 866 567	21 362 067

IV.6 Clients et comptes rattachés (En DT)

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2014 à 14.564.056 DT contre 15.073.697 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Clients ordinaires	11 340 812	11 927 122
Clients effets à recevoir	3 223 244	3 146 575
Clients douteux ou litigieux	9 611 883	11 315 924
Total des comptes clients bruts	24 175 939	26 389 621
Provisions sur Clients	<9 611 883>	<11 315 924>
Total des comptes clients nets	14 564 056	15 073 697

IV.7 Autres actifs courants (En DT)

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2014 à 9.386.321 DT contre 5.666.962 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013*
Personnel, prêts et avances	939 874	965 723
Etat impôts et taxes	4 107 062	2 726 980
Avances fournisseurs	2 061 846	60 854
Dividendes à recevoir SOTEMAIL	510 969	307 367
Débiteurs divers	1 496 734	1 330 150
Loyer à recevoir Pyramide du Lac	195 950	277 877
Blocage crédits documentaires	305 198	304 245
Charges constatées d'avance	422 526	329 317
Total des autres actifs courants bruts	10 040 159	6 302 513
Provisions des autres actifs courants	<653 838>	<635 551>
Total des autres actifs courants nets	9 386 321	5 666 962

*retraité à des fins comparatives (voir note III.12)

IV.8 Autres actifs financiers (En DT)

Le solde des autres actifs financiers s'élève au 31 décembre 2014 à 8.295.000 DT contre 5.700.000 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Billets de trésorerie AB Corporation	1 960 000	700 000
Titres de placement SOTEMAIL	5 985 000	5 000 000
Autres actifs financiers	350 000	-
Total des autres actifs financiers	8 295 000	5 700 000

IV.9 Liquidités et équivalents de liquidités (En DT)

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2014 à 323.629 DT contre 187.782DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Banques	230 654	29 903
Caisse	444	3 392
Effets remis à l'escompte	92 531	154 487
Total des liquidités et équivalents de liquidités	323 629	187 782

IV.10 Capitaux propres (En DT)

Le solde des capitaux propres s'élève au 31 décembre 2014 à 58.519.925 DT contre 53.541.978 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Capital social	31 169 600	28 831 880
Réserve légale	2 616 846	2 259 170
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Prime d'émission	8 250 609	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Réserves spéciales de réinvestissement	3 000 000	3 000 000
Subventions d'investissements	1 347 066	-
Résultats reportés	3 016 530	2 248 716
Capitaux propres avant résultat	53 447 450	48 637 174
Résultat de l'exercice	5 072 475	4 904 804
Capitaux propres avant affectation	58 519 925	53 541 978

Situation des réserves et résultats reportés (faisant réf. A l'Art 19 de la loi de finances 2014)

L'article 19 de la loi des finances pour 2014, a étendu le champ d'application de l'IRPP aux revenus des dividendes distribués au profit des personnes physiques résidentes et non résidentes en Tunisie et ce, pour les opérations de distribution réalisées à compter du 1^{er} janvier 2015.

Par ailleurs et afin d'éviter l'application rétroactive de cet impôt, la loi des finances pour 2014 a exonéré la distribution de bénéfices, à partir des fonds propres figurant au bilan de la société distributrice au 31 décembre 2013, à condition de mentionner les dits fonds dans les notes aux états financiers au titre de l'année 2014. Les réserves et les résultats reportés de la société arrêtés au 31 décembre 2013, et exonérés de l'impôt sur distribution des dividendes s'élèvent à un solde de 18.313.938 DT dont 17.546.124 provenant de l'exercice 2013 et sont ainsi détaillés

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Réserves pour réinvestissements financiers (*)	3 000 000	3 000 000
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Prime d'émission	8 250 609	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Résultats reportés	3 016 530	2 248 716
Total Fonds propres existants au bilan au 31.12.2014 et provenant des exercices 2013 et antérieurs	18 313 938	17 546 124

(*) La loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009 portant loi de finances pour l'année 2010 a instauré des conditions supplémentaires pour le bénéfice des avantages fiscaux au titre du réinvestissement financier à savoir :

- la non cession des titres qui ont donné droit au bénéfice des avantages fiscaux, avant l'expiration des deux années qui suivent l'année de la libération du capital souscrit ou du paiement des parts,
- l'affectation des bénéfices ou des revenus réinvestis dans un compte spécial d'investissement au passif du bilan non distribuable sauf en cas de cession des titres ayant donné droit aux avantages fiscaux, pour les personnes morales et les personnes physiques soumises à l'impôt dans les catégories BIC et BNC.

IV.11 Emprunts (En DT)

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2014 à 13.577.215 DT contre un solde au 31 décembre 2013 de 13.699.706 DT. Le détail des emprunts à long terme se présente comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Emprunt Fournisseur SACMI (1 474 210 €)	952 845	1 909 144
Emprunt AMEN BANK (2 500 000 DT)	2 375 363	2 500 000
Emprunt BNA (4 000 000 DT)	2 464 287	3 035 715
Emprunt STB (2 760 000 DT)	1 774 286	2 168 571
Autres dettes (fiscales)	-	217 932
Emprunt UTB (1 000 000 €)	-	348 616
Emprunt STB (1 170 000 DT)	83 571	250 714
Emprunt STB (330 000 DT)	23 571	70 714
Emprunt STB (1 200 000 DT)	342 857	514 286
Emprunt BNA (1 540 000 DT)	660 000	880 000
Emprunt STB (347 000 DT)	99 143	148 714
Emprunt UTB (1 250 000 €)	424 163	991 506
Emprunt STB (294 000 DT)	252 000	-
Emprunt STB (872 000 DT)	747 429	-
Emprunt STB (95 000 DT)	81 429	-
Emprunt STB (700 000 DT)	560 000	-
Emprunt BH (1 370 000 DT)	1 370 000	-
Emprunt BH (400 000 DT)	400 000	-
Emprunts LEASING	966 271	663 794
Total des emprunts	13 577 215	13 699 706

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés (En DT)

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2014 à 18.721.812 DT contre 16.837.027 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Fournisseurs d'exploitation	11 108 751	12 124 698
Fournisseurs d'exploitation - effets à payer	7 442 655	4 509 997
Fournisseurs d'immobilisations	-	465
Fournisseurs d'immobilisations – retenue de garantie	79 258	75 746
Charges à payer	91 148	126 121
Total des dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 721 812	16 837 027

IV.13 Autres passifs courants (En DT)

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2014 à 4.589.822 DT contre 3.257.627 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Personnel	1 016 576	775 436
Etat, impôts et taxes	2 700 530	941 635
Etat, reconnaissance de dette	126 378	594 025
Autres créiteurs divers	746 338	946 531
Total des autres passifs courants	4 589 822	3 257 627

IV.14 Autres passifs financiers (En DT)

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2014 à 30.144.570 DT contre 19.930.780 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Emprunts à moins d'un an	4 540 387	3 999 124
Emprunts leasing à moins d'un an	486 481	424 617
Intérêts courus	1 136 372	593 603
Charge à payer échelle d'intérêt	198 984	154 696
Préfinancement export	4 100 000	3 900 000
Préfinancement stock	4 900 000	4 600 000
Billets de trésorerie	3 300 000	5 750 000
Mobilisation de créances	135 140	130 740
Crédit de financement	11 347 206	378 000
Total des autres passifs financiers	30 144 570	19 930 780

IV.15 Concours bancaires (En DT)

Les concours bancaires s'élèvent au 31 décembre 2014 à 10.151.260 DT contre 6.982.712 DT au 31 décembre 2013 et correspondent à des découverts bancaires.

V. Notes relatives à l'état de résultat

V.1 Revenus (En DT)

Les revenus se sont élevés au 31 décembre 2014 à 71.990.775 DT contre 68.725.391 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Ventes locales	48 591 221	52 606 834
Ventes à l'exportation	6 287 739	11 245 233
Ventes poudre atomisée	17 111 815	4 873 324
Total des revenus	71 990 775	68 725 391

V.1 Autres produits d'exploitation (En DT)

Les autres produits d'exploitation se sont élevés au 31 décembre 2014 à 481.895 DT contre 430.210 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Loyers centre Pyramide	428 264	417 245
Subventions	53 631	12 965
Total des autres produits d'exploitation	481 895	430 210

V.2 Variation des stocks des produits finis et encours (En DT)

Les stocks de produits finis et encours ont connu une variation négative de 8.500.987 DT au 31 décembre 2014 contre une variation négative de 4.904.547 DT au 31 décembre 2013.

V.3 Achats d'approvisionnements consommés (En DT)

Les achats d'approvisionnements consommés se sont élevés au 31 décembre 2014 à 46.160.690 DT contre 41.105.774 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Achats consommés de M.P et consommables	31 755 525	27 914 603
Consommations énergétiques	10 484 223	8 149 913
Achats non stockés	3 804 774	3 550 554
Achats sous-traitance	116 168	1 490 704
Total des achats d'approvisionnement	46 160 690	41 105 774

V.4 Charges de personnel (En DT)

Les charges de personnel se sont élevées au 31 décembre 2014 à 11.986.049 DT contre 11.670.457 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Appointements et salaires	9 953 112	10 079 945
Charges sociales et autres	2 032 937	1 590 512
Total des charges de personnel	11 986 049	11 670 457

V.5 Dotations aux amortissements et aux provisions (En DT)

Les dotations aux amortissements et aux provisions se sont élevées au 31 décembre 2014 à 2.861.384 DT contre 6.836.979 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Dotations aux amortissements	4 451 619	3 418 740
Résorption des frais préliminaires	189 677	-
Dotations aux provisions des stocks	43 192	-
Dotations aux provisions des soldes clients	970 090	1492 897
Dotations aux provisions pour risques et charges	-	400 000
Dotations aux provisions des immobilisations financières	-	1 779 115
Dotations aux provisions des autres actifs courants	33 326	23 398
Total des dotations aux amortissements et aux	5 687 904	7 114 150
Reprise sur provisions des créances clients	<2 674 131>	<140 827>
Reprise sur provisions des stocks	<129 849>	<136 344>
Reprise sur provisions des autres actifs courants	<15 040>	-
Reprise sur provisions des titres de participations	<7 500>	-
Total des reprises sur dotations aux provisions	<2 826 520>	<277 171>
Total dotations aux amortissements et aux provisions	2 861 384	6 836 979

V.6 Autres charges d'exploitation (En DT)

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2014 à 5.333.034 DT contre 4.585.848 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Loyers et charges locatives	175 276	211 245
Assurances	329 471	308 822
Entretiens et réparations	461 100	471 706
Honoraires	308 011	275 783
Publicité et propagande	1 207 488	639 159
Autres services extérieurs	415 111	355 388
Transport sur achats	420	31 713
Transport sur ventes à l'export	65 177	94 193
Transport sur ventes locales	80 132	25 058
Transports et déplacements	115 493	152 123
Carburant	162 615	155 324
Missions et réceptions	302 159	271 368
Dons et subventions	303 016	376 292
Jetons de présence	187 500	150 000
Services bancaires	519 940	638 183
Impôts et taxes	615 332	398 257
Commissions sur ventes	320 186	31 234
Transferts de charges	<235 393>	-
Total des autres charges d'exploitation	5 333 034	4 585 848

V.7 Charges financières nettes (En DT)

Les charges financières nettes se sont élevées au 31 décembre 2014 à 7.567.203 DT contre 6.744.751 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Intérêts bancaires	6 170 083	4 973 818
Pertes de change	1 649 516	1 880 940
Gains de change	<249 756>	<110 007>
Escomptes obtenus	<2 640>	-
Total des charges financières nettes	7 567 203	6 744 751

V.8 Produits des placements (En DT)

Les produits des placements se sont élevés au 31 décembre 2014 à 1.838.046 DT contre 3.028.724 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Produits des participations	853 809	-
Autres produits financiers	984 237	3 028 724
Total des produits de placements	1 838 046	3 028 724

V.9 Autres pertes ordinaires (En DT)

Les autres pertes ordinaires se sont élevées au 31 décembre 2014 à 2.682.639 DT contre 69.254 DT au 31 décembre 2013. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Apurement des soldes clients douteux provisionnés	2 639 700	-
Apurement autres actifs	15 040	20 846
Pénalités de retard	15 450	30 812
Autres pertes	12 449	17 596
Total des autres pertes ordinaires	2 682 639	69 254

VI. Notes sur l'état de flux de trésorerie

VI.1 Encaissements dividendes et autres distributions

En 2014, la SOMOCER a encaissé des dividendes pour un montant de 650.208 DT alors qu'en 2013 les dividendes encaissés étaient de 520.625 DT. Ces dividendes correspondent à ceux encaissés de la part de la société SOTEMAIL.

VI.2 Les encaissements provenant des moyens de financement à court terme

Les encaissements liés aux moyens de financement à court terme se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Encaissement billets de trésorerie	27 650 000	32 250 000
Encaissement MCNE	390 900	928 500
Encaissement crédits préfinancement export	16 200 000	15 200 000
Encaissement crédits préfinancement stocks	19 200 000	18 800 000
Encaissement crédits de financement en devise	262 973	378 000
Total	63 703 873	67 556 500

VI.3 Les décaissements liés aux moyens de financement à court terme

Les décaissements liés aux moyens de financement à court terme se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Décaissement billets de trésorerie	30 100 000	29 500 000
Décaissement M.C.N.E	386 500	1 690 300
Décaissement crédits préfinancement export	16 000 000	15 200 000
Décaissement crédits préfinancement stock	18 900 000	18 800 000
Total	65 386 500	65 190 300

VII. Informations sur les parties liées

Les parties liées incluent les actionnaires, les principaux dirigeants (y compris les administrateurs) et leurs membres proches des familles ainsi que les sociétés contrôlées par les actionnaires et les principaux dirigeants ou sur lesquelles ils exercent de l'influence notable.

VII.1 Ventes - clients (En DT)

Le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice 2014 avec les sociétés du groupe totalise un montant de 20.442.566 DT contre un montant de 10.584.996 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Société A.B.C.	3 278 452	4 036 158
Société AB CORPORATION	2 189	16 884
Société SOTEMAIL	17 079 824	5 746 313
Société SANIMED	19 871	4 226
Société SOMOCER NEGOCE	-	705 940
Société SOMOSAN	62 230	75 475
Total du chiffre d'affaires hors taxes	20 442 566	10 584 996

VII.2 Achats - fournisseurs (En DT)

Les achats effectués auprès des sociétés du groupe au cours de l'exercice 2014 se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Société A.B.C.	304	1 191
Société SOTEMAIL	2 650 612	1 792 061
Total des achats hors taxes	2 650 916	1 793 252

VII.3 Autres transactions avec les parties liées

- Courant l'année 2014, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de la boutique de la Pyramide du Lac pour la société ABC et à la salle sise à Menzel Hayet pour un montant de 32.977 DT ;
- Courant l'année 2014, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer du dépôt sis à RADES pour la société ABC pour un montant de 42.712 DT ;
- Courant l'année 2014, SOMOCER a constaté des charges à payer relatives à l'assistance sur les ventes à l'export assurées par la société SOMOCER Négoces pour un montant de 314.387 DT. Le contrat conclu entre les deux parties a commencé le 02 janvier 2014 pour une période de 5 ans renouvelables par tacite reconduction.

VIII. Evénements post clôture

La société a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquelles la société est soumise. La société n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal.

IX. Autres notes complémentaires

IX.1 Etat des placements

Placements à long terme dans des sociétés autres que filiales

En DT	Coût d'acquisition	Pourcentage de détention	Provision constituée
SANILIT	1 350 000	20,00%	1 350 000
INCOMA	1 836 172	9,18%	429 115
EL AKKAR	75 000	50,00%	-
Société Argile Médenine	26 400	40,00%	26 400
BTS	10 000	0,03%	10 000
SOTEX ALGER	3 038	NA	3 038
Total	3 300 610		1 818 553

Placements à long terme dans des sociétés filiales

En DT	Coût d'acquisition	Pourcentage de détention	Provision constituée
SOTEMAIL	12 710 390	58,28%	-
ABC	5 875 000	68,04%	-
SOMOCER Négoces	1 140 000	99,13%	-
SOMOSAN	3 200 000	27,12%	-
Total	22 925 390		-

Placements à court terme

En DT	Valeur comptable	Coût d'acquisition	+/- Value
SOTEMAIL	5 985 000	2 100 000	3 885 000
AB CORPORATION	1 960 000	1 960 000	-
SOMOCER Négocce	100 000	100 000	-
ARAB FIANCIAL CONSULING	250 000	250 000	-
Total	8 295 000	4 410 000	3 885 000

IX.2 Gains et pertes de change inscrits en écart de conversion

En DT	Gain de change	Perte de change	Total
U.T.B 1 000 000 Eur	-	53	53
U.T.B 1 250 000 Eur	-	306	306
SACMI 1 474 210 Eur	-	56 841	56 841
Total	-	57 200	57 200

IX.3 Résultat par action

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net	5 072 475	4 909 804
Nombre d'actions	31 169 600	28 831 880
Résultat par action	0,163	0,170

IX.5 Solde intermédiaires de gestion (En DT)

Produits	2014	2013	Charges	2014	2013	Solde	2014	2013
CA Local	48 591 221	52 606 834	Stockage	8 500 987	4 904 547			
CA Export	6 287 739	11 245 233						
Autres Ventes	17 111 815	4 873 324						
Total	71 990 775	68 725 391	Total	8 500 987	4 904 547	Production	80 491 762	73 629 938
Production	80 491 762	73 629 938	Achats consommés	46 160 690	41 105 774	Marge sur coût matière	34 331 072	32 524 164
Marge sur coût matière	34 331 072	32 524 164	Autres charges externes	4 717 702	4 187 591	Valeur ajoutée	29 613 370	28 336 573
			Charges de personnel	11 986 049	11 670 457			
Valeur ajoutée	29 613 370	28 336 573	Impôts et taxes	615 332	398 257	Excédent brut d'exploitation	17 011 989	16 267 859
			Total	12 601 381	12 068 714			
Excédent brut d'exploitation	17 011 989	16 267 859	Charges financières nettes	7567 203	6 744 751			
Autre produits ordinaires	489 386	538 988	Autres charges ordinaires	2 682 639	69 254	Résultat des activités ordinaires		
Produits de placement	1 838 046	3 028 724	Dotations aux amort et prov	2 861 384	6 836 979			
			Impôt sur les bénéfices	1 155 720	1 279 783		5 072 475	4 904 804
Total	19 339 421	19 835 571	Total	14 266 946	14 930 767			
						Résultat après modifications		
Résultat des activités ordinaires	5 072 475	4 904 804	Pertes extraordinaires	-	-		5 072 475	4 904 804
Total	5 072 475	4 904 804	Total	-	-			

IX.7 Tableau de variation des immobilisations

DÉSIGNATION	Valeurs brutes			Amortissements & provisions			VCN	
	31/12/2013	Acquisitions	31/12/2014	31/12/2013	Dotations	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
Fonds de commerce	1 973 928	-	1 973 928	808 082	83 796	891 878	1 165 846	1 082 050
Logiciel	278 732	23 292	302 024	220 019	33 561	253 580	58 713	48 444
TOTAL DES IMMOB. INCORPORELLES	2 252 660	23 292	2 275 952	1 028 101	117 357	1 145 458	1 224 559	1 130 494
IMMOBILISATIONS CORPORELLES								
Terrain	2 995 143	-	2 995 143	593 645	-	593 645	2 401 498	2 401 498
Constructions	19 850 657	233 739	20 084 396	10 174 559	949 990	11 124 549	9 676 098	8 959 847
Install. techniques, matériels et outillages	54 004 588	5 745 323	59 749 911	30 978 453	2 488 250	33 466 703	23 026 135	26 283 208
Matériels de transport	1 919 887	166 206	2 086 093	1 365 305	178 426	1 543 731	554 582	542 362
Install. générales agenc.aménag.divers	6 899 299	363 244	7 262 543	5 321 804	301 942	5 623 746	1 577 495	1 638 797
Équipements de bureau et matériels informatiques	1 038 732	48 375	1 087 107	823 852	58 797	882 649	214 880	204 458
Immobilisations à statut juridique particulier	3 162 751	865 167	4 027 918	1 327 447	356 857	1 684 304	1 835 304	2 343 614
Immobilisations en cours	-	362 612	362 612	-	-	-	-	362 612
TOTAL DES IMMOB.CORPORELLES	89 871 057	7 784 666	97 655 723	50 585 065	4 334 262	54 919 327	39 285 992	42 736 396
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	92 123 717	7 807 958	99 931 675	51 613 166	4 451 619	56 064 785	40 510 551	43 866 890

IX.8 Note sur les immobilisations acquises par voie de leasing

Année	Contrat N°	Catégorie	Valeur Brute	Échéance à - 1 an	Échéance à + 1 an
2011	73840	Matériel de transport	207 540	4 842	-
2012	328170	Matériel de transport	45 000	12 171	6 405
2012	333970	Matériel de transport	33 590	8 280	6 313
2012	335890	Matériel et outillage	628 695	108 616	160 834
2012	343300	Matériel de transport	70 000	18 582	14 804
2012	348420	Matériel de transport	55 884	14 559	15 607
2013	355510	Matériel de transport	113 480	24 805	31 300
2013	113668	Matériel de transport	107 000	26 241	36 040
2013	389380	Matériel de transport	30 975	7 595	14 865
2013	361710	Matériel de transport	85 000	21 895	27 697
2013	371260	Matériel de transport	30 000	14 197	3 713
2013	380130	Matériel de transport	101 073	25 525	39 602
2014	119122	Matériel et outillage	441 667	99 960	341 707
2014	119127	Matériel et outillage	33 501	10 815	40 054
2014	406710	Matériel et outillage	370 000	88 398	207 330
Total			2 373 405	486 481	966 271

IX.9 Tableau de variation des emprunts

Emprunts	Solde au 31.12.2013			Mouvements de la période		Solde au 31.12.2014		
	Total début de période	Échéance à +1 an	Échéance à -1 an	Additions	Règlement échéances	Total Fin de période	Échéance à +1 an	Échéance à -1 an
BNA 4MDT 1ère Tranche	1 785 713	1 499 997	285 716	-	<142 857>	1 642 856	1 214 281	428 575
BNA 4MDT 2ème Tranche	892 858	750 002	142 856	-	<107 142>	785 716	607 146	178 570
BNA 4MDT 3ème Tranche	928 572	785 716	142 856	-	<107 142>	821 430	642 860	178 570
BNA 1540KDT	1100 000	880 000	220 000	-	<165 000>	935 000	660 000	275 000
STB 330KDT	117 857	70 714	47 143	-	<47 143>	70 714	23 571	47 143
SIB 1170KDT	417 857	250 714	167 143	-	<167 143>	250 714	88 571	167 143
STB 1200KDT	771 428	514 285	257 143	-	<171 428>	600 000	342 857	257 143
SIB 347KDT	223 071	148 714	74 357	-	<49 571>	173 500	99 143	74 357
STB 220KDT	204 285	172 857	31 428	-	<31 428>	172 857	141 429	31 428
STB 900KDT	835 714	707 143	128 571	-	<128 571>	707 143	578 571	128 572
STB 880KDT	817 144	691 429	125 715	-	<125 715>	691 429	565 714	125 715
STB 232KDT	215 429	182 286	33 143	-	<33 143>	182 286	149 143	33 143
SIB 356KDT	330 571	279 714	50 857	-	<50 857>	279 714	228 857	50 857
STB 172KDT	159 714	135 143	24 571	-	<24 571>	135 143	110 572	24 571
STB 30KDT	2 161	-	2 161	-	<2 161>	-	-	-
Amen Bank 2500KDT	2 500 000	2 500 000	-	-	-	2 500 000	2 375 363	124 637
STB 294KDT	-	-	-	294 000	-	294 000	252 000	42 000
SIB 872KDT	-	-	-	872 000	-	872 000	747 429	124 571
SIB 95KDT	-	-	-	95 000	-	95 000	81 429	13 571
STB 700KDT	-	-	-	700 000	-	700 000	560 000	140 000
BH 1370KDT	-	-	-	1 370 000	-	1 370 000	1 370 000	-
BH 400KDT	-	-	-	400 000	-	400 000	400 000	-
Total emprunts en dinars	11 302 374	9 568 714	1 733 660	3 731 000	<1 353 872>	13 679 502	11 233 936	2 445 566
UTB 2000KE	367 142	-	367 142	-	<367 142>	-	-	-
UTB 1000KE	697 232	348 616	348 616	-	<262 192>	435 038	-	435 038
UTB 1250KE	1 586 640	991 506	595 134	-	<455 541>	1 131 101	424 163	706 938
SACMI1474 KE	2 863 716	1 909 144	954 572	-	<958 026>	1 905 690	952 845	952 845
Total emprunts en devises	5 514 730	3 249 266	2 265 464	-	<2 042 901>	3 471 829	1 377 008	2 094 821
Total des emprunts	16 817 104	12 817 980	3 999 124	3 731 000	<3 396 773>	17 151 331	12 610 944	4 540 387

X. Engagements hors bilan

X.1 Engagements donnés au titre des opérations de portage

Convention de portage avec «ATD SICAR» relative à la participation au capital de la société «SOTEMAIL» pour un montant de 2.000.000 DT; l'engagement de la société à la date du 31 décembre 2014 s'élève à 1.272.753 DT ;

Convention de portage avec «ATD SICAR» relative à la participation au capital de la société «SOTEMAIL» pour un montant de 5.000.000 DT ;

X.2 Engagements donnés : Effets escomptés non échus

Le montant des effets escomptés et non échus au 31 décembre 2014 est de l'ordre de 18.794.068 DT.

X.3 Engagements donnés au profit de sociétés du groupe

Le conseil d'administration a autorisé, en date du 06 janvier 2014, les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit :

- ATB : Crédit moyen terme (CMT) 3.000 KDT et crédit de gestion de 775 KDT.
- BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4.000 KDT et crédit de gestion de 1.550 KDT
- BH : Crédit moyen terme (CMT) 2.000 KDT et crédit de gestion : 775 KDT ;
- TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1.000 K€.

Cette décision annule et remplace la neuvième décision du PV du conseil d'administration du 30 mai 2012.

X.4 Engagements donnés relatifs aux emprunts

1- Titre foncier n° 70 048 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa I" d'une superficie de 1 348 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	4 250 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 850 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
Crédit de gestion	4 250 000	ATTIJARI BANK	3 661 774
	4 250 000		3 661 774
CMT 1000	2 046 700	TFB	435 038
CMT 2000	4 093 400		-
CMT 1250	2 558 375		1 131 100
	8 698 475		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	80 415 725	-	61 081 311

2- Titre foncier n° 70 046 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa II" d'une superficie de 499 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
Engagement par signature	0	NAIB	-
	0		-
CMT	2 046 700	TFB	435 038
	2 046 700		435 038
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	68 913 950		56 288 437

3- Titre foncier n° 70 047 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa III" d'une superficie de 505 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
CMT	2 046 700	TFB	435 038
	2 046 700		435 038
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	69 913 950		56 288 437

4- Terrain situé à Menzel Hayet d'une superficie de 77 600 m², objet de deux actes SSP Enregistrés à Zermeddine le 22.06.99 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
Crédits de gestion	2 600 000	BH KARKER	3 407 109
CMT	8 350 000	BH KARKER	8 350 000
	10 950 000		11 757 109
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 140 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
	3 650 000		3 466 435
Engagement par signature MCNE et Escompte Commercial	2 300 000	BFT	2 143 857
	900 000	BFT	741 965
	3 200 000		2 885 822
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	68 601 450		67 351 978

5- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie de 40 000 m², objet d'un acte notarié enregistré le 19.01.95 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
Engagement par signature	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 615 259
MCNE	900 000	BFT	976 248
	3 200 000		3 591 507
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 F	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	76 651 450		61 011 044

6- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie d 28 890 m² , objet d'un acte notarié enregistré à Jammal le 18.12.84 et d'un acte de précision enregistré à Jammal le 15.04.87 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
CMT	2 000 000	BTKD	-
CMT	1 100 000	BTKD	-
	3 100 000		-
Engagement par signature	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 615 259
MCNE	900 000	BFT	976 248
	3 200 000		3 591 507
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	79 751 450		61 011 044

7- Terrain sis à Menzel Hayet Zeramdine, nommé Souk Essaydi, sous le n° 50 557 Monastir, superficie 9 684 m2

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 31 décembre 2014</i>
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 140 000		15 365 660
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	47 011 450		45 939 276

8- Les éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce et d'industrie

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	0
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
CMT	2 000 000	BTKD	-
CMT	1 100 000	BTKD	-
	3 100 000		-
Engagement par signature	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	70 801 450		57 419 537

5.2.2. Notes complémentaires, rectificatives et explicatives aux états financiers individuels arrêtés au 31/12/2014

a- Notes complémentaires

1- Note complémentaire sur l'état sur les engagements hors bilan

Les engagements hors bilan de la SOMOCER au 31/12/2014 se présentent comme suit :

Types Engagements	Montant en DT	Observation
Garanties Personnelles		
Cautionnement et autres garanties	1 000 000 DT	Le cautionnement se décompose essentiellement des fonds de garanties donnés pour la société tunisienne d'électricité et gaz (STEG)
Garanties Réelles		
Hypothèques	33 337 250	STB: Hypothèque de 1er rang inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet et le titre foncier 50577, et à concurrence de 27 587 250 sur le titre foncier à distraire du TF N°215100. Toutefois le montant du 33 337 250 inscrit sur les titres fonciers totalise un contrat de crédit de gestion à la hauteur de 21 750 000 et un aval de 3 000 000.
	8 850 000	Amen Bank: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Toutefois le montant du 8 850 000 inscrit sur les titres fonciers totalise un contrat de crédit de gestion à la hauteur de 4 250 000 et des contrats des crédits à moyen terme à la hauteur de 4 600 000.
	12 740 000	BNA: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet et le titre foncier 50577. Toutefois le montant du 12 740 000 inscrit sur les titres fonciers totalise un contrat de crédit de gestion à la hauteur de 6 600 000 et des contrats des crédits à moyen terme à la hauteur de 6 140 000.
	10 950 000	BH : Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Toutefois le montant du 10 950 000 inscrit sur les titres fonciers totalise un contrat de crédit de gestion à la hauteur de 2 600 000 et un contrat des crédits à moyen terme à hauteur de 8 350 000.
	4 250 000	UIB: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Toutefois le montant du 4 250 000 inscrit sur les titres fonciers totalise un contrat de crédit de gestion à la hauteur de 3 040 000 et des contrats des crédits à moyen terme à la hauteur de 1 210 000.
	3 790 000	BIAT: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente le contrat de crédit de gestion.
	2 700 000	BTEI: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente des totaux des Crédits à Moyen Terme.
	4 250 000	Attijari Bank: Hypothèque en rang utile inscrit sur le titre fonciers 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira. Le montant inscrit représente le contrat de crédit de gestion
	8 698 475	TFB: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet et le TF N° 50577 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente des totaux des Crédits à Moyen Terme.

	2 800 000	UBCI: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet et le TF N° 50577 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente le montant du crédit de gestion.
	2 600 000	NAIB: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente le montant d'un engagement par signature.
	3 100 000	BTKD: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente des totaux des Crédits à Moyen Terme.
Nantissement	27 587 250	STB: Nantissement sur fond de commerce à la hauteur de 21 750 000 Contrat de crédit de gestion et des contrats des crédits Moyen terme à la hauteur de 5 837 250
	6 750 00	Amen Bank: Nantissement sur fond de commerce à la hauteur de 3 650 000 sur un contrat de crédit de gestion et 3 100 000 sur des contrats des crédits à moyen terme
	12 740 000	BNA: Nantissement sur fond de commerce à la hauteur de 6 600 000 sur un contrat de crédit de gestion et 6 140 000 sur des contrats des crédits à moyen terme
	4 250 000	UIB: Nantissement sur fond de commerce à la hauteur de 3 040 000 sur un contrat de crédit de gestion et 1 210 000 sur des contrats des crédits à moyen terme
	3 790 000	BIAT: Nantissement sur fond de commerce sur un contrat de crédit de gestion
	2 700 000	BTEI: Nantissement sur fond de commerce sur des contrats des crédits à moyen terme
	3 100 000	BTKD: Nantissement sur fond de commerce sur des contrats des crédits à moyen terme
	2 600 000	NAIB: Nantissement sur fond de commerce sur un engagement par signature
	4 484 200	TFB: Nantissement sur crédits à moyen terme de 4 484 200
	2 800 000	UBCI: Nantissement sur contrat de crédit de gestion
Cautions solidaires	3 750 000	ATB : Caution solidaire de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires répartie entre 3000 KDT pour les crédits CMT et 750KDT pour les crédits de gestion.
	5 550 000	BNA : Caution solidaire de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires répartie entre 4000 KDT pour les crédits CMT et 1 550 KDT pour les crédits de gestion.
	2 775 000	BH : Caution solidaire de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires répartie entre 2000 KDT pour les crédits CMT et 775 KDT pour les crédits de gestion.
	2 000 000	TF Bank : Caution solidaire de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires CMT pour un montant de 1000 Keuro.
Effet escomptés et non échus	15 177 817	R.A.S.
UNIFACTOR	1 740 689	R.A.S.

2- Note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenus entre la date du clôturé de l'exercice jusqu'à la date d'aujourd'hui.

Les événements significatifs postérieurs à l'arrêté des états financiers survenus entre la date de clôturé de l'exercice jusqu'à la date d'aujourd'hui sont :

- Changement de la direction générale à partir du 27 octobre 2015,
- Fin des travaux de l'unité de cogénération.

3- Note relative aux charges d'emprunt immobilisées au niveau de la construction de l'unité de poudre.

Les charges d'intérêts immobilisées sont relatives à la nouvelle unité de poudre et s'élèvent à l'ordre de 257.744 dinars. Il s'agit d'un emprunt spécifique à cet investissement. Pour le taux de capitalisation, il est de 6,5%.

4- Note sur les autres actifs financiers

Veillez vous référer à la note IX.1 Etat des placements.

5- Note complémentaire à la note III.2 « Stocks »

Les valeurs d'exploitation sont évaluées comme suit :

Les matières premières, matières consommables et pièces de rechange sont valorisées au coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport, de réception et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés ;

Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et

Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication.

Les stocks sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire permanent. Les produits achetés ou fabriqués sont portés dans les comptes de stocks au moment de leur acquisition ou de leur production. Leurs sorties pour être utilisés dans la production ou pour être vendus constituent des charges de l'exercice et sont portées, de ce fait, dans l'état de résultat.

Les stocks à rotation lente sont ramenés à leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal d'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente.

6- Note sur les immobilisations acquises en leasing

Année	Contrat N°	Catégorie	Valeur Brute	Échéance à - d'1 an	Échéance entre 1 et 5 ans	Total des paiements restants au 31-12-2014	Charges d'intérêts à payer	Valeur actualisée des paiements restants	Taux d'intérêt
2011	73840	Matériel de transport	207 540	4 842	-	4 842	40	4 882	0.7889%
2012	328170	Matériel de transport	45 000	12 171	6 405	18 576	1 141	19 717	0.6379%
2012	333970	Matériel de transport	33 590	8 280	6 313	14 593	1 158	15 751	0.7128%
2012	335890	Matériel et outillage	628 695	108 616	160 834	269 450	28 056	297 506	0.7343%
2012	343300	Matériel de transport	70 000	18 582	14 804	33 386	2 384	35 770	0.6379%
2012	348420	Matériel de transport	55 884	14 559	15 607	30 166	2 455	32 621	0.6377%
2013	365510	Matériel de transport	113 480	24 805	31 300	56 105	5 108	61 213	0.6585%
2013	113668	Matériel de transport	107 000	26 241	56 040	82 281	11 310	93 591	0.7532%
2013	389380	Matériel de transport	30 975	7 595	14 865	22 460	2 836	25 296	0.7175%
2013	361710	Matériel de transport	85 000	21 895	27 697	49 592	4 649	54 241	0.6776%
2013	371260	Matériel de transport	30 000	14 197	3 713	17 910	968	18 878	0.6683%

2013	380130	Matériel de transport	101 073	25 525	39 602	65 127	6 855	71 982	0.6819%
2014	119122	Matériel et outillage	441 667	99 960	341 707	441 667	96 625	538 292	0.7489%
2014	119127	Matériel et outillage	53 501	10 815	40 054	50 869	8 900	59 769	0.7492%
2014	406710	Matériel et outillage	370 000	88 398	207 330	295 728	38 782	334 510	0.6648%
Total			2 373 405	486 481	966 271	1 452 752	211 267	1 664 019	

7- Note sur les subventions comptabilisées

Le détail des subventions d'investissements se présente comme suit:

Nature des subventions d'investissements	Date Acquisition	Taux	Valeur Brute	Amort. Antérieurs	VCN au 31/12/2014	31/12/2015		
						Dotation aux amort.	Amort. cumulés	VCN au 31/12/2015
Plans de mise à niveau	avant 2012		2 929 679	(2 929 679)	-	-	(2 929 679)	-
4ème plan de mise à niveau	02/04/2014	6.67%	56 175	(2 809)	53 366	(3 745)	(6 554)	49 621
4ème plan de mise à niveau	09/06/2014	6.67%	906 682	(35 260)	871 422	(60 445)	(95 705)	810 977
5ème plan de mise à niveau	01/01/2015	6.67%	422 278	-	422 278	(28 152)	(28 152)	394 126
Total			4 314 814	(2 967 748)	1 347 066	(92 342)	(3 060 090)	1 254 724

Toutes les conditions sont remplies pour bénéficier de ces subventions.

Par ailleurs, la société a bénéficié, au titre de l'exercice 2015, d'une subvention d'exploitation auprès du ministère de l'industrie pour un montant de 16 KDT.

8- Note complémentaire à la note V.9 « Autres pertes ordinaires »

Le conseil d'administration, qui s'est réuni à la date du 06 mars 2013, a approuvé l'apurement des créances douteuses jugées irrécouvrables dont le solde s'élève à 2 639 700 KDT.

b- Notes rectificatives

1- Etats financiers rectificatifs

Les états financiers ne portent pas la mention "nom de l'entreprise, et tout autre moyen d'identification" et ce conformément aux dispositions du paragraphe 19 de la NC01 norme générale 1ère partie portant sur les dispositions relatives à la présentation des états financiers.

Au niveau du bilan :

-L'actif fait figurer les autres actifs non courants (frais préliminaires) en brut et la résorption des frais préliminaires en soustractif, il est à remarquer que la résorption des frais préliminaires est constatée directement en soustractif des comptes d'actifs concernés et le solde net est seul présenté au niveau du bilan et ce conformément aux dispositions de la NC01 Norme générale.

-Au niveau du passif, les charges à payer sont présentées au niveau de la rubrique "Fournisseurs et comptes rattachés", alors qu'elles doivent faire partie de la rubrique autres passifs courants.

Au niveau de l'état des flux

-Les encaissements et décaissements des placements courants figurent parmi les flux de financement, il s'agit de flux d'exploitation et ce conformément aux dispositions du paragraphe 61 de la NC01 norme générale.

-Les dividendes reçus figurent parmi les flux de financement, il s'agit de flux d'exploitation ou d'investissement (retour sur investissement).

Bilan SOMOCER S.A.

Arrêté au 31 décembre

(Exprimé en Dinar Tunisien)

<i>Actifs</i>	<i>Note</i>	<i>2014</i>	<i>2013*</i>
<i>Actifs non courants</i>			
<i>Actifs Immobilisés</i>			
Immobilisations incorporelles		2 275 952	2 252 660
Moins : amortissements		<1 145 458>	<1 028 101>
	IV.1	1 130 494	1 224 559
Immobilisations corporelles		97 655 723	89 871 057
Moins : amortissements		<54 325 682>	<49 991 420>
Moins : provisions		<593 645>	<593 645>
	IV.2	42 736 396	39 285 992
Immobilisations financières		27 334 494	27 094 956
Moins : provisions		<1 818 553>	<1 826 053>
	IV.3	25 515 941	25 268 903
Total des actifs immobilisés		69 382 831	65 779 454
Autres actifs non courants	IV.4	443 554	1 037 222
Total des actifs non courants		<u>69 826 385</u>	<u>66 816 676</u>
<i>Actifs courants</i>			
Stocks		34 433 542	22 015 699
Moins : provisions		<566 975>	<653 632>
	IV.5	33 866 567	21 362 067
Clients et comptes rattachés		24 175 939	26 389 621
Moins : provisions		<9 611 883>	<11 315 924>
	IV.6	14 564 056	15 073 697
Autres actifs courants		10 040 159	6 302 513
Moins : provisions		<653 838>	<635 551>
	IV.7	9 386 321	5 666 962
Autres actifs financiers	IV.8	8 295 000	5 700 000
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.9	323 629	187 782
Total des actifs courants		<u>66 435 573</u>	<u>47 990 508</u>
Total des actifs		<u>136 261 958</u>	<u>114 807 184</u>

**retraité à des fins comparatives*

Bilan SOMOCER S.A.

***Arrêté au 31 décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)***

<i>Capitaux propres et passifs</i>	<i>Note</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>
<i>Capitaux propres</i>			
Capital		31 169 600	28 831 880
Réserves		14 914 254	14 556 578
Autres capitaux propres		4 347 066	3 000 000
Résultats reportés		3 016 530	2 248 716
<i>Capitaux propres avant résultat de la période</i>	IV.10	<i>53 447 450</i>	<i>48 637 174</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>		<i>5 072 475</i>	<i>4 904 804</i>
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u>		<u>58 519 925</u>	<u>53 541 978</u>
<i>Passifs</i>			
<i>Passifs non courants</i>			
Emprunts	IV.11	13 577 215	13 699 706
Autres passifs non courants		557 354	557 354
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>14 134 569</u>	<u>14 257 060</u>
<i>Passifs courants</i>			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	18 721 812	16 837 027
Autres passifs courants	IV.13	4 589 822	3 257 627
Autres passifs financiers	IV.14	30 144 570	19 930 780
Concours bancaires	IV.15	10 151 260	6 982 712
<u>Total des passifs courants</u>		<u>63 607 464</u>	<u>47 008 146</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>77 742 033</u>	<u>61 265 206</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>136 261 958</u>	<u>114 807 184</u>

Etat de résultat SOMOCER S.A.

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre

(Exprimé en Dinar Tunisien)

	<i>Note</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>
<i>Produits d'exploitation</i>			
Revenus	V.1	71 990 775	68 725 391
Autres produits d'exploitation	V.1	481 895	430 210
<i>Total des produits d'exploitation</i>		<i>72 472 670</i>	<i>69 155 601</i>
<i>Charges d'exploitation</i>			
Variation stocks des produits finis	V.2	8 500 987	4 904 547
Achats d'approvisionnements consommés	V.3	<46 160 690>	<41 105 774>
Charges de personnel	V.4	<11 986 049>	<11 670 457>
Dotations aux amortissements et aux provisions	V.5	<2 861 384>	<6 836 979>
Autres charges d'exploitation	V.6	<5 333 034>	<4 585 848>
<i>Total des charges d'exploitation</i>		<i><57 840 170></i>	<i><59 294 511></i>
<u><i>Résultat d'exploitation</i></u>		<u><i>14 632 500</i></u>	<u><i>9 861 090</i></u>
Charges financières nettes	V.7	<7 567 203>	<6 744 751>
Produits des placements	V.8	1 838 046	3 028 724
Autres gains ordinaires		7 491	108 778
Autres pertes ordinaires	V.9	<2 682 639>	<69 254>
<u><i>Résultat des activités ordinaires avant Impôt</i></u>		<u><i>6 228 195</i></u>	<u><i>6 184 587</i></u>
Impôt sur les sociétés		<1 155 720>	<1 279 783>
<i>Résultat net de l'exercice</i>		<i>5 072 475</i>	<i>4 904 804</i>

Etat de flux de trésorerie SOMOCER S.A.

Période du 1er janvier au 31 décembre 2014

(Exprimé en Dinar Tunisien)

	<i>Note</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>
<i>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</i>			
Encaissements reçus des clients		82 428 990	80 279 669
Sommes versées aux fournisseurs		<58 950 947>	<61 143 240>
Sommes versées au personnel		<9 142 695>	<9 276 363>
Frais financiers payés		<3 064 738>	<2 646 676>
Encaissements placement		906 733	1 130 446
Décaissements placement		<2 370 646>	<1 130 446>
Impôts et taxes payés		<3 813 019>	<2 711 282>
<i>Flux de trésoreries liés à l'exploitation</i>		<u>5 993 678</u>	<u>4 502 108</u>
<i>Flux de trésorerie liés à l'investissement</i>			
Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations		<7 198 357>	<7 635 040>
Décaissements liés à l'acquisition d'immo.financières		-	<512 420>
Dividendes et autres distributions reçues	VI.1	650 208	520 625
<i>Flux de trésoreries liés à l'investissement</i>		<u><6 548 149></u>	<u><7 626 835></u>
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>			
Encaissements subvention d'investissement		1 385 135	37 904
Encaissements provenant des emprunts		3 731 000	9 260 000
Remboursements d'emprunts		<4 230 172>	<5 446 703>
Encaissements moyens de financements CT	VI.2	63 703 873	67 556 500
Décaissements moyens de financements CT	VI.3	<65 386 500>	<65 190 300>
Remboursements autres distributions		<1 681 566>	<1 754 807>
Effets remis à l'encaissement		-	-
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>		<u><2 478 230></u>	<u>4 462 594</u>
Variation de trésorerie		<u><3 032 701></u>	<u>1 337 867</u>
<i>Trésorerie au début de l'exercice</i>		<u><6 794 930></u>	<u><8 132 797></u>
<i>Trésorerie à la clôture de l'exercice</i>		<u><9 827 631></u>	<u><6 794 930></u>

2- Note rectificative à la note IX.5 « Solde intermédiaire de gestion »

Produits	31.12.2014	31.12.2013	Charges	31.12.2014	31.12.2013	Soldes	31.12.2014	31.12.2013
CA Local	48 591 221	52 606 834	Stockage	8 500 987	4 904 547			
CA Export	6 287 739	11 245 233						
Autres Ventes	17 111 815	4 873 324						
Total	71 990 776	68 725 391	Total	8 500 987	4 904 547	Production	80 491 762	73 629 938
Production	80 491 762	73 629 938	Achats consommés	46 160 691	41 105 774	Marge sur coût matière	34 331 071	32 524 164
Marge sur coût matière	34 331 071	32 524 164	Autres charges externes	4 953 095	4 187 592	Valeur ajoutée	29 377 976	28 336 572
			Charges de personnel	11 986 049	11 670 457			
Valeur ajoutée	29 377 976	28 336 572	Impôts et taxes	615 332	398 256	Excédent brut d'exploitation	16 776 595	16 267 859
			Total	12 601 381	12 068 713			
Excédent brut d'exploitation	16 776 595	16 267 859	Charges financières nettes	7 569 843	6 744 751			
Subvention d'exploitation	15 562	12 966						
Autre produits ordinaires	473 824	526 022	Autres charges ordinaires	2 682 639	69 254			
Transfert de charge	235 393	-	Dotations aux amort et prov	2 861 383	6 836 979			
Produits de placement	1838 046	3 028 724	Impôt sur les bénéfices	1 155 721	1 279 783	Résultat des activités ordinaires	5 072 475	4 904 804
Total	19 342 061	19 835 571	Total	14 269 586	14 930 767			
Résultat d'473 4645es activités ordinaires	5 072 475	4 904 804	Pertes extraordinaires			Résultat après modifications	5 072 475	4 904 804
Total	5 072 475	4 904 804	Total	-	-			

3- Note rectificative à la note IV.10 « Capitaux propres »

Le solde des capitaux propres s'élève au 31 décembre 2014 à 58.519.925 DT contre 53.541.978 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Capital social	31 169 600	28 831 880
Réserve légale	2 616 846	2 259 170
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Prime d'émission	8 250 609	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Réserves spéciales de réinvestissement	3 000 000	3 000 000
Subventions d'investissements	1 347 066	-
Résultats reportés	3 016 530	2 248 716
Capitaux propres avant résultat	53 447 450	48 637 174
Résultat de l'exercice	5 072 475	4 904 804
Capitaux propres avant affectation	58 519 925	53 541 978

Situation des réserves et résultats reportés (faisant réf. A l'Art 19 de la loi de finances 2014)

L'article 19 de la loi des finances pour 2014, a étendu le champ d'application de l'IRPP aux revenus des dividendes distribués au profit des personnes physiques résidentes et non résidentes en Tunisie et ce, pour les opérations de distribution réalisées à compter du 1^{er} janvier 2015.

Par ailleurs et afin d'éviter l'application rétroactive de cet impôt, la loi des finances pour 2014 a exonéré la distribution de bénéfices, à partir des fonds propres figurant au bilan de la société distributrice au 31 décembre 2013, à condition de mentionner les dits fonds dans les notes aux états financiers au titre de l'année 2013. Les réserves et les résultats reportés de la société arrêtés au 31 décembre 2013, et exonérés de l'impôt sur distribution des dividendes s'élèvent à un solde de 18.313.938 DT dont 17.546.124 DT provenant de l'exercice 2013 et sont ainsi détaillés :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Réserves pour réinvestissements financiers (*)	3 000 000	3 000 000
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Prime d'émission	8 250 609	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Résultats reportés	3 016 530	2 248 716
Total Fonds propres existants au bilan au 31.12.2014 et provenant des exercices 2013 et antérieurs	18 313 938	17 546 124

(*) La loi n° 2009-71 du 21 décembre 2009 portant loi de finances pour l'année 2010 a instauré des conditions supplémentaires pour le bénéfice des avantages fiscaux au titre du réinvestissement financier à savoir :

- la non cession des titres qui ont donné droit au bénéfice des avantages fiscaux, avant l'expiration des deux années qui suivent l'année de la libération du capital souscrit ou du paiement des parts,

- l'affectation des bénéfices ou des revenus réinvestis dans un compte spécial d'investissement au passif du bilan non distribuable sauf en cas de cession des titres ayant donné droit aux avantages fiscaux, pour les personnes morales et les personnes physiques soumises à l'impôt dans les catégories BIC et BNC.

4- Note rectificative à la note IX.1 « Etat des placements »

Placements à long terme dans des sociétés autres que filiales

En DT	Coût d'acquisition	Pourcentage de détention	Provision constituée
SOMOSAN	3 200 000	27,12%	-
SANILIT	1 350 000	20,00%	1 350 000
INCOMA	1 836 172	9,18%	429 115
EL AKKAR	75 000	50,00%	-
Société Argile Médenine	26 400	40,00%	26 400
BTS	10 000	0,03%	10 000
SOTEX ALGER	3 038	NA	3 038
Total	6 500 610		1 818 553

Placements à long terme dans des sociétés filiales

En DT	Coût d'acquisition	Pourcentage de détention	Provision constituée
SOTEMAIL	12 710 390	58,28%	-
ABC	5 875 000	68,04%	-
SOMOCER Négocce	1 140 000	99,13%	-
Total	19 725 390		-

5- Note rectificative à la note IX.3 « Résultat par action »

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Nombre moyen pondéré d'actions	29 920 681	28 725 135
Résultat net de l'exercice	5 072 475	4 909 804
Résultat par action	0.1695	0.1709

c- Notes explicatives

1- Note explicative du rapport général des commissaires aux comptes

- A date du 31 décembre 2014, l'examen des créances clients a relevé l'existence d'une créance douteuse sur le client Lybien AL AQUARIA, la société a jugé qu'il est plus probable qu'improbable que cette créance sera recouvrable. En effet, en se référant à

l'historique, une relation de partenariat est créée entre la société SOMOCER et la société AL AQUARIA et les retards de règlements sont dues à la situation qui prévaut en Lybie. De ce fait, le management a jugé ne pas constater de provision en attendant un avenir meilleur pour ce marché.

Cette attitude c'est concrétisée par des règlements partiels depuis le début de l'année 2016 et des négociations sont en cours pour le reste de la créance.

- En ce qui concerne la société SOMOSAN, il est à noter que la société est en arrêt depuis presque une année. Cet arrêt est dû à l'attente du raccordement de la société SOMOSAN au réseau du gaz de la STEG. En effet, après deux années de démarrage, la société s'est retrouvée dans une impasse pour pouvoir faire face à ces engagements et pour continuer sa production. Après de nombreuses relances, et suite au conseil ministériel tenu en date du 15 Mai 2015, la société a eu la promesse de l'état pour accélérer le raccordement du gaz naturel ce qui va permettre à la société la reprise de sa production.
En date du 22 Février 2016, la société a eu l'accord auprès de la STEG pour le raccordement au gaz naturel avec un délai de 10 mois à partir de la date de paiement des frais de branchement, et en date du 22 Mars 2016, la société a eu l'accord auprès du pôle de compétitivité de Gafsa pour la prise en charge des frais de raccordement
 - En Février 2015, la société SOMOCER a reçu une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013. Le 1er Octobre 2015, la société a reçu les résultats du dit contrôle qui se détaillent comme suit :
 - * Un montant de 419 736,868 dinars MDT à payer relatifs aux différents rubriques fiscales (Retenues à la source, TFP, FOPROLOS, TCL...) ainsi qu'aux pénalités de retard y relatives
 - * Un report d'impôt de 983 506,406 dinars.
 - * Un report de TVA de 146 129,247 dinars.L'impact des dits redressements avoisine 1100 MDT provisionné à la date du 31 décembre 2014 à hauteur de 550 MDT;
En date du 13 novembre 2015, la société a déposé auprès des services concernés sa réponse pour tous les points soulevés et nous sommes en attente de leur réponse.
- 2- Note explicative la note V.1 « Revenus » portant sur les raisons de la baisse de 44% du chiffre d'affaire à l'export

La baisse du chiffre d'affaires est due principalement à la détérioration et l'instabilité de l'environnement social, économique et politique de la Lybie d'une part ainsi que la baisse de la demande du marché algériens et libanais d'autre part.

3- Notes explicatives relatives à l'état de flux de trésorerie

- L'écart de remboursement des distributions, dégagé par l'état des flux de trésorerie et le tableau des variations des capitaux propres provient des jetons de présences distribués aux administrateurs.
- Encaissement subventions d'investissement : Le montant des subventions d'investissement reçu en 2014 est de 1385 135 dt, la quote part relative à cette subvention d'investissement est de 38 069 dt; au niveau du compte de résultat, le montant constaté en produit est de 53 631 dt, la différence est relative à une subvention d'exploitation reçue du ministère de l'industrie pour un montant de 15 562 dt.

- Les remboursements provenant des emprunts au niveau de l'état des flux et de la note IX.9 tableau de variation des emprunts ne présentent pas le même solde. En effet, pour le remboursement des emprunts, le montant de 4 230 172 dt inclus, autre que les emprunts en principal, les charges d'intérêts de l'exercice.

4- Note explicative à la note III.4 « Contrats de location financement»

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

En l'absence de certitude raisonnable quant au transfert de propriété, les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

5.2.3. Rapport général et spécial des commissaires aux comptes sur les états financiers arrêtés au 31/12/2014



Tunis, le 22 mai 2015

**Messieurs les actionnaires
de la Société Moderne de Céramique
SOMOCER
Menzel El Hayet, 5033 Monastir**

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport général sur l'audit des états financiers de la Société Moderne de Céramique «SOMOCER» relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014 ainsi que sur les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société Moderne de Céramique, joints au présent rapport et comprenant le bilan au 31 décembre 2014, ainsi que l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 58.519.925 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice qui s'élève à 5.072.475 DT.

Responsabilité du conseil d'administration pour l'établissement et la préparation des états financiers

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables tunisiennes ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Les états financiers ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit:

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Justification de l'opinion avec réserve

L'examen des créances clients au 31 décembre 2014 a révélé l'existence d'une créance douteuse sur le client libyen Al Aquaria et dont le solde brut s'élève à 4.312 mille DT au 31 décembre 2014, provisionné à hauteur de 600 mille DT, soit une créance nette de 3.712 mille dinars.

Il convient de rappeler qu'une partie de la valeur brute de ladite créance, d'un montant de 2.314 mille DT, se rattachait au client Libyen Al Mawada, société apparentée à la société Al Aquaria, a fait l'objet, en date du 28 février 2014, d'une reconnaissance de dette de la part de cette dernière au profit de la société SOMOCER.

Le solde net de la créance sur Al Aquaria demeure non provisionné du fait que le management de la société l'estime recouvrable. Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

Opinion avec réserve

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états financiers de la situation évoquée dans le paragraphe «Justification de l'opinion avec réserve», les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de SOMOCER au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Paragraphe d'observation :

Nous attirons l'attention aux faits suivants :

- Ainsi qu'il est fait mention au niveau de la note IV.3, SOMOCER détient une participation de 3.200.000 DT dans le capital de la société SOMOSAN. Cette société a connu des difficultés d'exploitation au cours de ses deux premières années d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau du gaz naturel et le niveau élevé des charges financières. Un plan

de restructuration est en cours d'étude qui prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression de ses coûts d'exploitation. Le gouvernement Tunisien a annoncé de son côté son support à la société SOMOSAN à travers le Fonds de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au gaz naturel en 2015. Sur la base de ces éléments, le management de SOMOCER juge qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN. Le redressement de la situation financière de SOMOSAN dépendra de la réalisation du plan de redressement ci-mentionné.

- Comme indiqué au niveau de la note VIII, la société a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. A la date du présent rapport, la société n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal, et l'issue de ce contrôle reste ainsi indéterminée.

II. Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des éléments évoqués ci-haut, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels de SOMOCER.

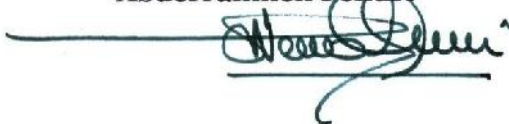
Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et n'avons pas d'observations à formuler sur la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par SOMOCER eu égard à la réglementation en vigueur.

Conseil Audit Formation

Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting

Abderrahmen Fendri



Radhouen Zarrouk

Cabinet
Radhouen ZARROUK
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes
Bvd 7 Novembre Kantaoui Sousse



Rapport spécial :

Tunis, le 22 mai 2015

**Messieurs les actionnaires
de la Société Moderne de Céramique
SOMOCER
Menzel El Hayet, 5033 Monastir**

Messieurs,

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous vous soumettons notre rapport sur les conventions conclues et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 (autres que les rémunérations des dirigeants)

Nous vous informons que votre conseil d'administration nous a avisés de l'existence des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice 2014 et visées aux articles 200 et suivants et de l'article 475 du code des sociétés commerciales :

1. Emprunts

La société SOMOCER a obtenu au cours de l'exercice 2014 de nouveaux emprunts et a conclu des contrats de leasing pour 4.596.188 DT se détaillant comme suit :

En DT	Long terme	Court terme	Montant brut	Taux d'intérêt
EMPRUNT STB (294 000 DT)	252 000	42 000	294 000	7,78%
EMPRUNT STB (872 000 DT)	747 429	124 571	872 000	7,92%
EMPRUNT STB (95 000 DT)	81 429	13 571	95 000	7,93%
EMPRUNT STB (700 000 DT)	560 000	140 000	700 000	7,94%
EMPRUNT BH (1 370 000 DT)	1 370 000	-	1 370 000	4,17%
EMPRUNT BH (400 000 DT)	400 000	-	400 000	4,17%
Leasing	589 091	199 173	865 168	
Total	3999949	519 315	4 596 168	

Il convient de noter que ces emprunts sont assortis des garanties suivantes :

- Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des éléments corporels et incorporels composant le fonds de commerce de la société ;
- Une hypothèque immobilière de premier rang sur les parcelles de terrains sises aux Berges du Lac – Tunis ;
- Une hypothèque immobilière de rang utile dans les parts indivises revenant à la société SOMOCER dans les titres fonciers des terrains sis à Menzel Hayet ainsi que sur la construction ; et
- Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des équipements et matériels.

2. Concours bancaires

Les concours bancaires s'élèvent à 10.151.260 DT et se détaillent comme suit :

En DT	Montant
UBCI	1263 972
BIAT	871 667
ATTIJARI BANK	395 605
BNA	2 668 075
STB	4 244 106
NAIB	148
AMEN BANK	262 470
UIB	445217
Total chiffre d'affaires	10 151 260

3. Ventes à des sociétés du groupe

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours de l'année 2014 avec les sociétés du groupe SOMOCER totalise un montant de 20.442.566 DT et se détaille comme suit :

En DT	Montant
Société A.B.C.	3 278 452
Société SOTEMAIL	17 079 824
Société SANIMED	19 871
Société AB CORPORATION	2 189
Société SOMOSAN	62 230
Total chiffre d'affaires	20 442 566

4. Achats auprès des sociétés du groupe

Les achats hors taxes réalisés au cours de l'année 2014 auprès des sociétés du groupe SOMOCER totalisent un montant de 2.650.916 DT et se détaillent comme suit :

En DT	Montant
Société A.B.C.	304
Société SOTEMAIL	2 650 612
Total des achats	2 650 916

5. Convention d'assistance avec la société SOMOCER Négoces

Le conseil d'administration a autorisé, en date du 22 avril 2014, la convention d'assistance entre la société SOMOCER et la société SOMOCER Négoces qui porte sur la gestion et l'administration des ventes à l'export à partir du 01 janvier 2014. Le contrat conclu entre les deux parties est rémunéré au taux de 5% du montant des ventes réalisées à l'export et ce, pour une période de 5 ans.

Courant l'année 2014, la SOMOCER a constaté des charges à payer relatives à cette assistance pour un montant de 314.387 DT.

6. Cautions solidaires au profit de la société SOMOSAN

Le conseil d'administration a autorisé, en date du 06 janvier 2014, les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit :

- ATB : Crédit moyen terme (CMT) 3.000 kDT et crédit de gestion de 775kDT.
- BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4.000 kDT et crédit de gestion de 1.550 kDT
- BH : Crédit moyen terme (CMT) 2.000 kDT et crédit de gestion : 775kDT ;
- TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1.000 k€.

Cette décision annule et remplace la neuvième décision du PV du conseil d'administration du 30 mai 2012.

7. Placements à court terme

- Courant 2014, SOMOCER a souscrit à trois billets de trésorerie émis par la société AB Corporation de trésorerie pour un montant total de 1.960 kDT qui se détaillent comme suit :
 - Le premier dont le montant s'élève à 160 kDT est émis pour une période de 7 mois, commençant le 20.05.2014 avec une date d'échéance au 31.12.2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
 - Le deuxième dont le montant s'élève à 700 kDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25.06.2014 avec une date d'échéance au le 31.12.2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
 - Le troisième dont le montant s'élève à 1.100 kDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25.12.2014 avec une date d'échéance au le 24.06.2015 au taux d'intérêts de 6% par an.
- La société SOMOCER Négoces a émis un billet de trésorerie pour un montant s'élevant à 100 kDT pour une période de 6 mois commençant le 26.12.2014 avec une date d'échéance au 25.06.2015 au taux d'intérêts de 6% par an.

B- Opérations réalisées et relatives à des conventions antérieures

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ces conventions sont détaillées comme suit :

1. La société SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de la boutique sise à la Pyramide du Lac et la salle sise à «Menzel Hayet» au profit de la société ABC pour un montant total annuel TTC de 32.977 DT ;
2. La société SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer du dépôt sis à Radès au profit de la société ABC pour un montant TTC de 42.712 DT ;
3. Le solde des emprunts bancaires ainsi que les dettes de leasing contractés antérieurement à l'exercice 2014, et restant à régler au 31 décembre 2014 s'élève à un montant total de 14.084.818 DT se détaillant comme suit :

En DT	Long terme	Court terme	Total	Taux d'intérêt
EMPRUNT STB (1 170 000 DT)	83 571	167 143	250 714	7,19%
EMPRUNT STB (1 200 000 DT)	342 857	257 143	600 000	7,30%
EMPRUNT U.T.B (1 000 000 €)	-	435 038	435 038	4,82%
EMPRUNT BNA (1 540 000 DT)	660 000	275 000	935 000	5,50%
EMPRUNT SACMI (1 474 K€)	952 845	952 845	1 905 690	6,50%
EMPRUNT UTB (1 250 000 €)	424 163	706 938	1 131 101	4,06%
EMPRUNT STB (330 000 DT)	23 571	47 143	70 714	6,26%
EMPRUNT STB (347 000 DT)	99 143	74 357	173 500	7,25%
EMPRUNT AMEN BANK (2 500kDT)	2 375 363	124 637	2 500 000	5,73%
CMT BNA 4 MD (première tranche)	1 214 281	428 574	1 642 855	6,61%
CMT BNA 4 MD (deuxième tranche)	607 146	178 570	785 716	6,70%
CMT BNA 4 MD (troisième tranche)	642 860	178 570	821 430	7,20%
EMPRUNT STB (900 000 DT)	578 571	128 572	707 143	7,70%
EMPRUNT STB (220 000 DT)	141 429	31 428	172 857	7,69%
EMPRUNT STB (232 000 DT)	149 143	33 143	182 286	7,74%
EMPRUNT STB (880 000 DT)	565 714	125 715	691 429	7,73%
EMPRUNT STB (356 000 DT)	228 857	50 857	279 714	7,72%
EMPRUNT STB (172 000 DT)	110 572	24 571	135 143	7,72%
EMPRUNTS LEASING	377 180	287 308	664 488	
Total	9 577 266	4 507 552	14 084 818	

Il convient de noter que ces emprunts sont assortis des garanties suivantes :

- Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des éléments corporels et incorporels composant le fonds de commerce de la société ;
- Une hypothèque immobilière de premier rang sur les parcelles de terrains sises aux Berges du Lac – Tunis ;
- Une hypothèque immobilière de rang utile dans les parts indivises revenant à la société SOMOCER dans les titres fonciers des terrains sis à Menzel Hayet ainsi que sur la construction ; et
- Un nantissement de premier rang sur l'ensemble des équipements et matériels.

4. La SOMOCER a renouvelé durant l'exercice 2014 les engagements de financement à court terme dont le détail est comme suit :

En DT	Solde au 31/12/2014
Préfinancement à l'exportation	4100 000
Préfinancement de stocks	4 900 000
Mobilisation des créances nées sur l'étranger	135600
Total	9 135 600

5. La SOMOCER a fait appel à l'émission de billets de trésorerie et des crédits de financements en devise et en monnaie locale pour des fins de financement à court terme. Le détail de ce financement courant l'exercice 2014 est consigné ci-dessous :

Etablissement financier	Solde au 31/12/2014	Echéance
ATD SICAR	300 000	20/06/2015
Financements en devise	6 557 692	2014
Financements en devise	3 850 514	2015
Financement en TND UBCI	139 000	20/01/2015
Découverts mobilisables ATTILJARI BANK	400 000	23/03/2015
Découverts mobilisables ATTILJARI BANK	200 000	19/02/2015
Découverts mobilisables ATTILJARI BANK	200 000	20/01/2015
Billets de trésorerie MAXULA SICAV	3 000 000	27/02/2015
Total	14 647 206	

C- Obligations et engagements de la société envers les dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II§5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

Les rémunérations des dirigeants sont fixées par décision du conseil d'administration. Les éléments de rémunérations des dirigeants sont définis comme suit :

- Les membres du conseil d'administration sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. L'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2014 a décidé l'allocation d'un montant net annuel de jetons de présence égal à 150.000 DT;
- Les membres du comité permanent d'audit sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. En 2014, aucune rémunération n'a été allouée aux membres du comité permanent d'audit ;
- La rémunération nette du Directeur Général au titre de l'exercice 2014 est de 256.690 DT ;
D'autre part, le Directeur Général a reçu d'autres rémunérations nettes de la société SOMOCER Négoce pour 21.007 DT.

- La rémunération nette du Directeur Général Adjoint au titre de l'exercice 2014 est de 102.838 DT. D'autre part, le Directeur Général Adjoint perçoit d'autres rémunérations de la société SOMOCER Négoces pour un montant net de 21.023 DT.
- Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint bénéficient des avantages en nature liés à leurs fonctions (voitures et charges connexes).

Par ailleurs et en dehors des conventions et opérations précitées, nos diligences n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations qui rentrent dans le cadre des articles 200 et suivants 475 du code des sociétés commerciales.

Conseil Audit Formation



Abderrahmen Fendri

Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting



Radhouen Zarrouk

Cabinet
Radhouen ZARROUK
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes
Bvd 7 Novembre Kantoul Soussa

5.3. Analyse de la situation financière de la SOMOCER au 31/12/2014

5.3.1. Tableau de détermination du résultat fiscal pour les exercices 2012, 2013 et 2014

Eléments	En DT		
	2014	2013	2012
1- Résultat comptable avant impôts (bénéfice)	6 228 196	6 184 586	5 007 047
2- A réintégrer	5 012 408	4 806 690	1 213 169
* Timbres de voyages	1 080	2 460	1 740
* Impôt sur les bénéfices	0	0	0
* Dons et subventions excédentaires	134 104	212 271	
* Amendes et pénalités et divers frais	2 682 639	69 041	51 530
* Dotations aux provisions	1 046 608	3 695 409	953 954
* Jetons de présence	187 500	150 000	52 500
* Pertes de change non réalisée	801 090	354 906	
* Gains de change non imposé	44 206	322 604	153 445
* CONTRIBUTION conjoncturelle .LOI FI 2014	115 180		
Total après réintégrations	11 240 604	10 991 276	6 220 216
3- A déduire			
* Plafond de déduction de provision	5 337 822	5 405 363	2 839 934
* Provision sur créances déductibles	281 445	208 660	
* Provisions sur créances constituées antérieurement et devenues déductibles			
* Reprise sur provision non déduites	129 848	136 343	129 356
* Reprise sur provisions n'ayant fait l'objet d'action en justice	2 639 700		
* reprise charge à payer jeton de présence			
* Provisions sur stock déductibles			
* Reprise sur provision stock non admises en déduction l'année antérieure	0		80 440
* Reprise sur provision autres actifs non admises en déduction l'année antérieur			
* Gains de change non réalisés	80 206	44 206	322 604
* Perte de change non déduit l'année antérieur	354 906		88 388
* Dividendes et autres distributions	1 738 809	3 000 000	827 992
Total Déduction	5 224 914	3 389 210	1 448 780
Résultat fiscal net de l'exercice	6 015 690	7 602 066	4 771 435
Produits exceptionnels	428 264	417 245	381 916
Charges exceptionnelles	0	168 270	168 270
4 -Résultat après déduction produits exceptionnels	5 587 426	7 353 092	4 557 790
Bénéfices Provenant de l'exportation	488 011	1 203 154	902 770
Chiffre d'affaire local	65 703 036	57 480 158	54 451 250
Chiffre d'affaire export	6 287 739	11 245 233	13 449 157
5- Résultat fiscal après déduction bénéfice sur exportation	5 527 679	6 398 912	3 868 666
Investissement physique	1 100 000	2 200 000	1 400 000
6- Résultat fiscal après réinvestissements exonérés	4 427 679	4 198 912	2 468 666
7- Liquidation de l'impôt sur les sociétés			
Impôts dus /Bénéfice local	1 106 920	1 279 782	773 733
Impôts dus /Bénéfice à l'exportation	48 801		
Impôt à payer	1 155 721	1 279 782	773 733
Crédit d'impôt	1 648 210	2 796 739	2 241 354
Retenues à la source	1 171 350	1 018 751	1 027 414
Acompte Provisionnel payé	0		301 705
Impôt à payer (Crédit)	1 663 839	2 535 708	2 796 739

5.3.2. Engagements financiers au 31/12/2014

Types Engagements	Montant en DT	Observation
Garanties Personnelles		
Cautionnement et autres garanties	1 000 000 DT	Le cautionnement se décompose essentiellement des fonds de garanties donnés pour la société tunisienne d'électricité et gaz (STEG)
Garanties Réelles		
Hypothèques	33 337 250	STB: Hypothèque de 1er rang inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet et le titre foncier 50577, et à concurrence de 27 587 250 sur le titre foncier à distraire du TF N°215100. Toutefois le montant du 33 337 250 inscrit sur les titres fonciers totalise un contrat de crédit de gestion à la hauteur de 21 750 000 et un aval de 3 000 000.
	8 850 000	Amen Bank: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Toutefois le montant du 8 850 000 inscrit sur les titres fonciers totalise un contrat de crédit de gestion à la hauteur de 4 250 000 et des contrats des crédits à moyen terme à la hauteur de 4 600 000.
	12 740 000	BNA: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet et le titre foncier 50577. Toutefois le montant du 12 740 000 inscrit sur les titres fonciers totalise un contrat de crédit de gestion à la hauteur de 6 600 000 et des contrats des crédits à moyen terme à la hauteur de 6 140 000.
	10 950 000	BH : Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Toutefois le montant du 10 950 000 inscrit sur les titres fonciers totalise un contrat de crédit de gestion à la hauteur de 2 600 000 et un contrat des crédit à moyen terme à hauteur de 8 350 000.
	4 250 000	UIB: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Toutefois le montant du 4 250 000 inscrit sur les titres fonciers totalise un contrat de crédit de gestion à la hauteur de 3 040 000 et des contrats des crédits à moyen terme à la hauteur de 1 210 000.
	3 790 000	BIAT: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente le contrat de crédit de gestion.
	2 700 000	BTEI: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente des totaux des Crédits à Moyen Terme.
	4 250 000	Attijari Bank: Hypothèque en rang utile inscrit sur le titre fonciers 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira. Le montant inscrit représente le contrat de crédit de gestion
	8 698 475	TFB: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet et le TF N° 50577 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente des totaux des Crédits à Moyen Terme.

	2 800 000	UBCI: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers 70046 (Mayssa I) et 70047 (Mayssa II) et 70048 (Mayssa III) sis à El Bouhaira et les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet et le TF N° 50577 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente le montant du crédit de gestion.
	2 600 000	NAIB: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente le montant d'un engagement par signature.
	3 100 000	BTKD: Hypothèque en rang utile inscrit sur les titres fonciers à distraire du TF N°215100 sis à Menzel Hayet. Le montant inscrit représente des totaux des Crédits à Moyen Terme.
Nantissement	27 587 250	STB: Nantissement sur fond de commerce à la hauteur de 21 750 000 Contrat de crédit de gestion et des contrats des crédits Moyen terme à la hauteur de 5 837 250
	6 750 00	Amen Bank: Nantissement sur fond de commerce à la hauteur de 3 650 000 sur un contrat de crédit de gestion et 3 100 000 sur des contrats des crédits à moyen terme
	12 740 000	BNA: Nantissement sur fond de commerce à la hauteur de 6 600 000 sur un contrat de crédit de gestion et 6 140 000 sur des contrats des crédits à moyen terme
	4 250 000	UIB: Nantissement sur fond de commerce à la hauteur de 3 040 000 sur un contrat de crédit de gestion et 1 210 000 sur des contrats des crédits à moyen terme
	3 790 000	BIAT: Nantissement sur fond de commerce sur un contrat de crédit de gestion
	2 700 000	BTEI: Nantissement sur fond de commerce sur des contrats des crédits à moyen terme
	3 100 000	BTKD: Nantissement sur fond de commerce sur des contrats des crédits à moyen terme
	2 600 000	NAIB: Nantissement sur fond de commerce sur un engagement par signature
	4 484 200	TFB: Nantissement sur crédits à moyen terme de 4 484 200
	2 800 000	UBCI: Nantissement sur contrat de crédit de gestion
Effet escomptés et non échus	15 177 817	Néant
UNIFACTOR	1 740 689	Néant

5.3.3. Tableau de mouvements des capitaux propres

En DT

Désignation	Capital social	Réserves légales	Réserves statutaires	Réserves spéciales de réinvestissements	Fond social	Résultats reportés	Prime d'émission	Prime de fusion	Subvention d'investissement	Capitaux propres	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2012 avant affectation	26 680 500	1 789 838	1 081 645	3 000 000	-	1 444 206	8 250 609	2 965 154	-		2 212 338	47 424 289
Augmentation de capital	592 900	-	-	-560 000	-	-32 900	-	-	-		-	-
Affectation du résultat	-	182 827	-	560 000	50 000	1 419 511	-	-	-		-2 212 338	4 233 313
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-	-		4 233 314	4 233 314
Subvention	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-1 334 025	-	-	-		-	-1 334 025
Solde au 31/12/2013 avant affectation	27 273 400	1 972 665	1 081 645	3 000 000	50 000	1 496 791	8 250 609	2 965 154	-	46 090 264	4 233 314	50 323 578
Résultats reportés						910 405				910 405	-910 405	-
Réserves légales		286 505								286 505	-286 505	-
Augmentation de capital	1 558 480					-158 480				1 400 000	-1 400 000	-
Distribution de dividendes										-	-1 636 404	-1 636 404
Fond social					-50 000					-50 000	-	-50 000
Résultat de l'exercice										-	4 904 804	4 904 804
Solde au 31/12/2013 après affectation	28 831 880	2 259 170	1 081 645	3 000 000	-	2 248 716	8 250 609	2 965 154		48 637 174	4 904 804	53 541 978
Résultats reportés						905 534				905 534	-905 534	-
Réserves légales		357 676								357 676	-357 676	-
Augmentation de capital	2 337 720					-137 720				2 200 000	-2 200 000	-
Distribution de dividendes											-1 441 594	-1 441 594
Subvention d'investissement									1 347 066	1 347 066	-	1 347 066
Résultat de l'exercice											5 072 475	5 072 475
Solde au 31/12/2014 après affectation	31 169 600	2 616 846	1 081 645	3 000 000	-	3 016 530	8 250 609	2 965 154	1 347 066	53 447 450	5 072 475	58 519 925
Résultats reportés						1 879 544				1 879 544	-1 879 544	-
Réserves légales		404 451								404 451	-404 451	-
Augmentation de capital	1 355 200					-155 200				1 200 000	-1 200 000	-
Distribution de dividendes											-1 558 480	-1 558 480
Fond social					30 000					30 000		
Subvention d'investissement									-46 171	-46 171	-	-46 171
Résultat de l'exercice											2 448 731	2 448 731
Solde au 30/06/2015 après affectation	32 524 800	3 021 297	1 081 645	3 000 000	30 000	4 740 874	8 250 609	2 965 154	1 300 895	56 915 274	2 478 731	59 364 005

5.3.4. Soldes intermédiaires de gestion comparés

En DT

<i>Produits</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>	<i>Charges</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>	<i>Soldes</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>
CA Local	48 591 221	52 606 834	49 876 368	Stockage	8 500 987	4 904 547	-4 875 761				
CA Export	6 287 739	11 245 233	13 449 157								
Autres Ventes	17 111 815	4 873 324	4 421 810								
Total	71 990 775	68 725 391	67 747 336	Total	8 500 987	4 904 547	-4 875 761	Production	80 491 762	73 629 938	62 871 575
Production	80 491 762	73 629 938	62 871 575	Achats consommés	46 160 690	41 105 774	37 690 193	Marge sur coût matière	34 331 072	32 524 164	25 181 381
Marge sur coût matière	34 331 072	32 524 164	25 181 381	Autres charges externes	4 717 702	4 187 591	4 055 702	Valeur ajoutée	29 613 370	28 336 573	21 125 679
Valeur ajoutée	29 613 370	28 336 573	21 125 679	Charges de personnel	11 986 049	11 670 457	8 902 683	Excédent brut d'exploitation	17 011 989	16 267 859	11 790 454
				Impôts et taxes	615 332	398 257	432 543				
				Total	12 601 381	12 068 714	9 335 225				
Excédent brut d'exploitation	17 011 989	16 267 859	11 790 454	Charges financières nettes	7 567 203	6 744 751	4 753 493				
Autre produits ordinaires	489 386	538 988	745 571	Autres charges ordinaires	2 682 639	69 254	51 530	Résultat des activités ordinaires			
Produits de placement	1 838 046	3 028 724	899 515	Dotations aux amort et pro	2 861 384	6 836 979	3 623 470				
				Impôt sur les bénéfices	1 155 720	1 279 783	773 733		5 072 475	4 904 804	4 233 314
Total	19 339 421	19 835 571	13 435 539	Total	14 266 946	14 930 767	9 202 226				
Résultat des activités ordinaires	5 072 475	4 904 804	4 233 314	Pertes extraordinaires	-	-	-	Résultat après modifications	5 072 475	4 904 804	4 233 314
Total	5 072 475	4 904 804	4 233 314	Total	-	-	-				

5.3.5. Tableau d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Désignation	Valeurs brutes			Amortissements & provisions			V C N	
	2013	Acquisitions	2014	2013	Dotations	2014	2013	2014
Immobilisations incorporelles								
Fonds de commerce	1 973 928	-	1 973 928	808 082	83 796	891 878	1 165 846	1 082 050
Logiciel	278 732	23 292	302 024	220 019	33 561	253 580	58 713	48 444
Total des immob. Incorporelles	2 252 660	23 292	2 275 952	1 028 101	117 357	1 145 458	1 224 559	1 130 494

Désignation	Valeurs brutes			Amortissements & provisions			V C N	
	2013	Acquisitions	2014	2013	Dotations	2014	2013	2014
Immobilisations corporelles								
Terrain	2 995 143	-	2 995 143	593 645	-	593 645	2 401 498	2 401 498
Constructions	19 850 657	233 739	20 084 396	10 174 559	949 990	11 124 549	9 676 098	8 959 847
Install tech, matériels et outillages	54 004 588	5 745 323	59 749 911	30 978 453	2 488 250	33 466 703	23 026 135	26 283 208
Matériels de transport	1 919 887	166 206	2 086 093	1 365 305	178 426	1 543 731	554 582	542 362
Install. générales agenc.aménag.divers	6 899 299	363 244	7 262 543	5 321 804	301 942	5 623 746	1 577 495	1 638 797
Équipements de bureau et matériels informatiques	1 038 732	48 375	1 087 107	823 852	58 797	882 649	214 880	204 458
Immobilisations à statut juridique particulier	3 162 751	865 167	4 027 918	1 327 447	356 857	1 684 304	1 835 304	2 343 614
Immobilisations en cours	-	362 612	362 612	-	-	-	-	362 612
Total des immob.corporelles	89 871 057	7 784 666	97 655 723	50 585 065	4 334 262	54 919 327	39 285 992	42 736 396

5.3.6. Affectations des résultats de trois derniers exercices

Désignation	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012
Résultat de l'exercice	5 072 475	4 904 804	4 233 314
Résultats reportés	3 016 530	2 248 716	1 496 791
Réserves légales (5%)	404 450	357 676	286 505
réserve spécial de réinvestissement	1 200 000	2 200 000	1 400 000
Fonds social	30 000		
Dividendes	1 558 480	1 441 594	1 636 404
Résultats reportés	4 896 074	3 154 250	2 407 196
A.G.E. du 06/12/2013			(158 480)
A.G.E. du 19/06/2014		(137 720)	
A.G.E. du 24/06/2015	(155 200)		
Résultats reportés fin d'exercice	4 740 874	3 016 530	2 248 716

5.3.7. Évolution du bénéfice net et du résultat d'exploitation

Désignation	En DT		
	31/12/2014	31/12/2013*	31/12/2012*
Capital Social	31 169 600	28 831 880	27 273 400
Valeur nominale	1	1	1
Nombre d'actions	31 169 600	28 831 880	27 273 400
Résultat d'exploitation	14 632 500	9 861 090	8 611 080
Bénéfice avant impôt	6 228 195	6 184 587	5 007 047
Bénéfice avant impôt par action	0,20	0,21	0,18
Bénéfice Net après impôt	5 072 475	4 904 804	4 233 314
Résultat d'exploitation par action	0,47	0,34	0,32
Bénéfice Net/ capital social	16,27%	17,01%	15,52%
Bénéfice Net par action	0,16	0,17	0,16

*Retraités

5.3.8. Évolution des dividendes

	En DT		
Désignation	31/12/2014	31/12/2013*	31/12/2012*
Résultat Net (en DT)	5 072 475	4 904 804	4 233 314
Nominal (en DT)	1	1	1
Nombre d'actions	31 169 600	28 831 880	27 273 400
Résultat Net par action (en DT) (1)	0,163	0,170	0,155
Dividende par action (en DT) (2)	0,050	0,050	0,060
Dividende en % du nominal	5%	5%	6%
Taux de distribution (2)/(1)	30,72%	29,39%	38,66%
Date de mise à disposition	23/09/2015	20/08/2014	15/07/2013

*Retraités

5.3.9. Évolution de la marge brute d'autofinancement

	En DT		
Désignation	31/12/2014	31/12/2013*	31/12/2012*
Bénéfice Net	5 072 475	4 904 804	4 233 314
Dotations aux Amortissements et aux provisions	2 861 384	6 836 979	3 623 470
Marge brute d'autofinancement	7 933 859	11 741 783	7 856 784

*Retraités

5.3.10. Évolution de la structure financière

	En DT		
Désignation	31/12/2014	31/12/2013*	31/12/2012*
Capitaux propres	58 519 925	53 541 978	50 323 578
Passifs non courants	14 134 569	14 257 060	8 857 576
Capitaux permanents	72 654 494	67 799 038	59 181 154
Actifs non courants	69 826 385	66 816 676	65 181 903
Fonds de roulement	2 828 109	982 362	-6 000 749
Actifs courants	66 111 944	47 802 726	39 484 907
Stocks	33 866 567	21 362 067	13 818 831
Clients et comptes rattachés	14 564 056	15 073 697	18 852 289
Autres actifs courants	9 386 321	5 666 962	6 813 787
Autres actifs financiers	8 295 000	5 700 000	0
Passifs courants	53 456 204	40 025 434	37 356 860
Fournisseurs et comptes rattachés	18 721 812	16 837 027	16 995 427
Autres passifs courants	4 589 822	3 257 627	3 683 392
Autres passifs financiers	30 144 570	19 930 780	16 678 041
Besoin en fonds de roulement	12 655 740	7 777 292	2 128 047
Liquidités et équivalents de liquidités	323 629	187 782	26 023
Concours bancaires	10 151 260	6 982 712	8 154 820
Trésorerie nette	-9 827 631	-6 794 930	-8 128 797

*Retraités

5.3.11. Rentabilité des capitaux propres

	En DT		
Désignation	31/12/2014	31/12/2013*	31/12/2012*
Bénéfice Net	5 072 475	4 904 804	4 233 314
Capitaux propres avant résultat net	53 447 450	48 637 174	46 090 264
Rentabilité des capitaux propres (ROE)	9,49%	10,08%	9,18%

*Retraités

5.3.12. Indicateurs de gestion et ratios financiers

En DT

Désignation	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012
Actifs non courants	69 826 385	66 816 676	65 181 903
Actifs courants	66 435 573	47 990 508	39 510 930
Stocks	33 866 567	21 362 067	13 818 831
Clients et comptes rattachés	14 564 056	15 073 697	18 852 289
Placements et liquidités	8 618 629	5 887 782	26 023
Total bilan	136 261 958	114 807 184	104 692 833
Capitaux propres avant résultat de l'exercice	53 447 450	48 637 174	46 090 264
Capitaux propres avant affectation	58 519 925	53 541 978	50 323 578
Passifs non courant	14 134 569	14 257 060	8 857 576
Dettes nettes	45 811 770	35 282 770	33 664 413
Fournisseurs et comptes rattachés	18 721 812	16 837 027	16 995 427
Capitaux permanents	72 654 494	67 799 038	59 181 154
Total passifs	77 742 033	61 265 206	54 369 255
Revenus	71 990 775	68 725 391	67 747 336
Achats consommés	46 160 690	41 105 774	37 690 193
Charges de personnel	11 986 049	11 670 457	8 902 683
Résultat d'exploitation	14 632 500	9 861 090	8 611 080
Charges financières nettes	7 567 203	6 744 751	4 753 493
Résultat net	5 072 475	4 904 804	4 233 314

*Retraités

En DT

Désignation	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012
Ratios de structure			
Actifs non courants/Total Bilan	51,24%	58,19%	62,26%
Stocks/ Total Bilan	24,85%	18,61%	13,20%
Actifs courants /Total Bilan	48,76%	41,80%	37,74%
Capitaux propres avant affectation/Total Bilan	39,22%	42,36%	44,02%
Capitaux propres avant affectation/Passifs non courants	414,02%	375,55%	568,14%
Passifs non courants/Total Bilan	10,37%	12,42%	8,46%
Passifs courants/ Total Bilan	46,68%	40,95%	43,47%
Passifs/Total Bilan	57,05%	53,36%	51,93%
Capitaux permanents/ Total Bilan	53,32%	59,05%	56,53%
Ratios de gestion			
Charges de personnel/Revenus	16,65%	16,98%	13,14%
Résultat d'exploitation/Revenus	20,33%	14,35%	12,71%
Charges financières nettes/ Revenus	10,51%	9,81%	7,02%
Résultat d'exploitation/ Charges financières	193,37%	146,20%	181,15%
Revenus/ Capitaux propres avant affectation	123,02%	128,36%	134,62%
Ratios de solvabilité			
Capitaux propres avant affectation/Capitaux permanents	80,55%	78,97%	85,03%

Ratios de liquidité

Actifs courants/Passifs courants	104,45%	102,09%	86,81%
(Placements+liquidité et équivalents de liquidité)/Passifs courants	13,55%	12,53%	0,06%
(Actifs courants-Stocks)/Passifs courants	49,42%	53,87%	52,98%

Ratios de rentabilité

Résultat Net/Capitaux propres avant résultat (ROE)	9,49%	10,08%	9,18%
Résultat Net/Capitaux permanents avant résultat	7,51%	7,80%	7,80%
Résultat Net/Revenus	7,05%	7,14%	6,25%

Ratios d'endettement

Dettes nettes/Capitaux propres (Gearing)	78,28%	65,90%	66,90%
Endettement net/Résultat d'exploitation	313,08%	357,80%	390,94%

Ratios de rentabilité des capitaux investis

Résultat d'exploitation/(Total Actifs-Passifs courants)	20,14%	14,54%	14,54%
---	--------	--------	--------

Autres ratios

Délai moyen de règlement fournisseurs (en jours)**	146,01	147,46	162,33
Délai de recouvrement clients (en jours) ***	72,83	78,96	100,18

*Retraités, **(Fournisseurs/Achats consommés)*360, *** (Clients/Revenus)*360

5.3.13. Emprunts obligataires émis ou garantis par la société

Néant.

5.4. Renseignements sur les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2014

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers consolidés de la société «SOMOCER » arrêtés au 31/12/2014, ne s'accommodent pas systématiquement aux dispositions du système comptable des entreprises en ce qui concerne :

- ✓ la non constatation de provision d'une créance douteuse sur le client libyen "Al Aquaria". Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, les commissaires aux comptes se déclarent dans l'impossibilité d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance ;
- ✓ la non prise en compte au niveau du périmètre de consolidation des sociétés ; El Akkar, Argile Mednine et SOMOSAN et ce, en raison de l'absence d'information comptable fiable concernant ces sociétés.

Par ailleurs, les notes aux états financiers ne comportent pas toutes les notes nécessaires notamment :

- Un état sur les engagements hors bilan du groupe conforme au modèle prévu par la NC 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture ;
- Les soldes intermédiaires de gestion prévus par les dispositions du paragraphe 56 de la NC01 norme générale ;
- Une note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenus entre la date de clôture de l'exercice jusqu'à la date d'aujourd'hui ;
- Une note sur les filiales indiquant, la quote-part d'intérêt dans le capital et, la quote-part des droits de vote détenus : pourcentage de contrôle et pourcentage d'intérêt; et ce conformément aux dispositions du paragraphe 26 de la NC 35 relative aux états financiers consolidés ;
- Une note relative aux immobilisations financières portant sur le détail des titres de participation et du pourcentage de détention et ce conformément aux dispositions de la NC07 relative aux Placements ;
- Une note relative aux placements courants et autres actifs financiers portant sur le détail des titres de placement ;
- Une note relative aux « capitaux propres » portant sur la détermination du résultat par action conformément aux dispositions du paragraphe 83 de la NC01.

La SOMOCER s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et ce, pour les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2015 et suivants.

5.4.1. Bilan consolidé arrêté au 31/12/2014

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

<i>Actifs</i>	<i>Note</i>	<i>31.12.2014</i>	<i>31.12.2013</i>
<i>Actifs non courants</i>			
<i>Actifs immobilisés</i>			
Immobilisations incorporelles	IV.1	6 119 701	6 090 259
<i>Moins : amortissements</i>	IV.1	<3 084 645>	<2 826 279>
Immobilisations corporelles	IV.2	163 256 950	151 741 137
<i>Moins : amortissements</i>	IV.2	<70 800 400>	<62 435 676>
Immobilisations financières	IV.3	8 980 966	8 217 735
<i>Moins : Provisions</i>	IV.3	<1 841 911>	<1 802 473>
Total des actifs immobilisés		102 630 661	98 984 703
Autres actifs non courants		1 530 877	2 102 474
<u>Total des actifs non courants</u>		<u>104 161 539</u>	<u>101 087 178</u>
<i>Actifs courants</i>			
Stocks	IV.4	55 448 011	28 741 286
<i>Moins : Provisions</i>	IV.4	<1 174 283>	<1 260 814>
Clients et comptes rattachés	IV.5	56 821 306	47 859 514
<i>Moins : Provisions</i>	IV.5	<12 321 101>	<13 982 224>
Autres actifs courants	IV.6	22 388 249	17 532 629
<i>Moins : Provisions</i>	IV.7	<1 392 277>	<1 379 488>
Placements courants & autres actifs financiers	IV.8	6 533 000	4 587 000
Équivalents de liquidités		0	0
Liquidités	IV.9	1 455 628	7 528 231
<i>Moins : Provisions</i>		0	0
<u>Total des actifs courants</u>		<u>127 758 533</u>	<u>89 626 133</u>
<u>Total des actifs</u>		<u>231 920 072</u>	<u>190 713 311</u>

		<i>(Exprimé en Dinars Tunisiens)</i>	
<i>Capitaux propres et passifs</i>	<i>Note</i>	<i>31.12.2014</i>	<i>31.12.2013</i>
<i>Capitaux propres</i>			
Capital social		31 169 600	28 831 880
Réserves		17 914 254	17 556 578
Autres capitaux propres		1 347 066	0
Résultats reportés		81 161	1 677 739
Réserves consolidées		2 069 199	<487 886>
Capitaux propres part - du groupe		52 581 280	47 578 312
Intérêts minoritaires		14 609 998	12 879 161
Capitaux propres avant résultat de l'exercice	IV.10	67 191 277	60 457 472
<i>Résultat de l'exercice - part du groupe</i>		<i>4 756 112</i>	<i>2 724 845</i>
<i>Résultat de l'exercice - intérêts minoritaires</i>		<i>938 776</i>	<i>655 198</i>
<u>Total des capitaux propres consolidés</u>		<u>72 886 165</u>	<u>63 837 516</u>
<i>Passifs non courants</i>		-	-
Provisions	IV.11	558 944	558 944
Emprunts	IV.12	27 296 942	30 082 014
Autres passifs non courants	IV.13	3 235 218	3 469 794
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>31 091 103</u>	<u>34 110 753</u>
<i>Passifs courants</i>			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.14	39 318 671	30 529 265
Autres passifs courants	IV.15	6 943 848	8 074 213
Autres passifs financiers	IV.16	63 109 982	42 435 237
Concours bancaires	IV.17	18 570 303	11 726 329
<u>Total des passifs courants</u>		<u>127 942 803</u>	<u>92 765 043</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>159 033 907</u>	<u>126 875 796</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>231 920 072</u>	<u>190 713 311</u>

5.4.2. État de résultat consolidé arrêté au 31/12/2014

<i>(Exprimé en Dinars Tunisiens)</i>			
	<i>Note</i>	<i>31.12.2014</i>	<i>31.12.2013</i>
<i>Produits d'exploitation</i>			
Revenus	V.1	93 475 066	89 296 341
Autres produits d'exploitation	V.2	3 541 263	684 052
<i>Total des produits d'exploitation</i>		<i>97 016 329</i>	<i>89 980 393</i>
<i>Charges d'exploitation</i>			
Variation des stocks des produits finis & encours	V.3	20 620 049	5 286 210
Achats de marchandises consommés	V.4	<4 935 645>	<5 337 315>
Achats d'approvisionnements consommés	V.5	<57 000 144>	<44 178 752>
Charges de personnel	V.6	<17 821 135>	<15 565 203>
Dotations aux amortissements	V.7	<9 177 002>	<5 618 686>
Dotations aux provisions	V.8	<1 667 177>	<3 754 516>
Reprises sur provisions	V.9	2 836 089	277 171
Autres charges d'exploitation	V.10	<10 299 598>	<7 280 215>
<i>Total des charges d'exploitation</i>		<i><77 444 564></i>	<i><76 171 307></i>
<u><i>Résultat d'exploitation</i></u>		<u><i>19 571 766</i></u>	<u><i>13 809 086</i></u>
Charges financières nettes	V.11	<10 935 561>	<9 426 548>
Revenus des placements	V.12	484 135	229 651
Autres gains ordinaires	V.13	520 635	191 763
Autres pertes ordinaires	V.14	<2 725 178>	<93 948>
<u><i>Résultat des activités ordinaires avant impôt</i></u>		<u><i>6 915 798</i></u>	<u><i>4 710 004</i></u>
Impôt sur les sociétés	V.15	<1 220 910>	<1 329 961>
<u><i>Résultat net avant mise en équivalence</i></u>		<u><i>5 694 888</i></u>	<u><i>3 380 043</i></u>
Q-part dans les résultats des entités mises en équivalence		0	0
<u><i>Résultat net de l'exercice</i></u>		<u><i>5 694 888</i></u>	<u><i>3 380 043</i></u>
<i>Résultat de l'exercice - part du groupe</i>		<i>4 756 112</i>	<i>2 724 845</i>
<i>Résultat de l'exercice - intérêts minoritaires</i>		<i>938 776</i>	<i>655 198</i>

5.4.3. État de flux de trésorerie consolidé arrêté au 31/12/2014

	<i>(Exprimé en Dinars Tunisiens)</i>	
	<i>Note</i>	
	<i>31.12.2014</i>	<i>31.12.2013</i>
<i>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</i>		
<i>Résultat net</i>	5 694 888	3 380 043
<i>Ajustements pour :</i>		
Q-part dans les résultats des entités mises en équivalence	0	0
Amortissements & provisions	7 067 846	8 971 091
Modifications comptables	0	0
Plus value/Moins value sur cession d'Immobilisations	<13 629>	<13 629>
Quote-part des Subv. d'invest. inscrites en résultat	<481 057>	<128 583>
Variation des stocks	<28 178 439>	<8 945 194>
Variation des créances	<9 175 694>	175 129
Variation des autres actifs	<6 202 576>	<7 237 882>
Variation des fournisseurs d'exploitation	11 770 412	4 543 752
Variation des autres dettes	1 012 544	<1 972 643>
Effet du changement de périmètre/Flux d'exploitation	0	0
<i>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</i>	<i><18 505 705></i>	<i><1 227 915></i>
<i>Flux de trésorerie liés à l'investissement</i>		
Décassements pour Acqu. d'Imm. Corp & Incorp.	<40 167 680>	<25 009 978>
Encaissements suite à la Cession d'Imm. Corp. & Incorp.	25 000	25 000
Décassements pour Acqu. d'intérêts des minoritaires	0	0
Décassements pour Acqu. d'Imm. Financières	<37 071>	<3 336 371>
Décassements pour Acqu. d'intérêts minoritaires	0	0
Encaissements suite à la Cession d'Imm. Financières	16 600	16 600
Décassements pour dépenses inscrites en charges reportées	<2 158 000>	<1 953 035>
Décassements en placements courants	0	0
Solde des opérations de placements courants	<1 946 000>	763 000
Effet du changement de périmètre/Flux d'investissement	0	0
<i>Flux de trésorerie affectés à l'investissement</i>	<i><44 267 151></i>	<i><29 494 785></i>
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>		
Variation des capitaux propres à l'ouverture	4 043 966	<614 242>
Encaissements suite à l'émission d'actions de la société mère	0	0
Apports des minoritaires dans le capital des sociétés intégrées globalement	0	0
Dividendes et autres distributions	<1 754 807>	<1 754 807>
Encaissements des subventions d'investissement	3 126 220	37 904
Solde des emprunts à LT (encaissement-remboursement)	13 534 259	23 470 759
Solde des opérations de financements du cycle d'exploitation	10 543 907	5 388 200
Solde de l'escompte commercial	8 113 417	<353 029>
Effet du changement de périmètre/Flux de financement	0	0
<i>Flux de trésorerie affectés au financement</i>	<i>37 606 963</i>	<i>26 174 785</i>
<i>Incidence du changement de périmètre</i>	<i>12 249 317</i>	<i>12 249 317</i>
<i>Variation de trésorerie</i>	<i><12 916 576></i>	<i>7 701 403</i>
 <i>Trésorerie au début de la période</i>	 <i><4 198 098></i>	 <i><11 899 501></i>
<i>Trésorerie à la clôture de la période</i>	<i><17 114 674></i>	<i><4 198 098></i>

5.4.4. Notes aux états financiers consolidés au 31/12/2014

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

I. PRESENTATION DU GROUPE «SOMOCER»

Le groupe «SOMOCER» est composé de la Société Moderne de Céramique «SOMOCER» société mère, de ses filiales «SOTEMAIL», «A.B.C» et «SOMOCER NEGOCE».

a. Structure juridique du groupe

Les sociétés composant le groupe SOMOCER sont les suivantes :

- **SOMOCER** (Société Moderne de Céramique) : La Société Moderne de Céramique «SOMOCER» est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Elle a été créée le 3 juillet 1985. Son capital s'élève au 31 décembre 2013 à 28.831.880 DT divisé en 28.831.880 actions de valeur nominale de 1 DT chacune. L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, du grès et des baignoires. Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel Hayet.
- **SOTEMAIL** (Société Tunisienned'Email) : La Société Tunisienned'Email «SOTEMAIL» est une société anonyme créée le 1^{er} juin 2002 avec un capital de 2.010.000 DT et ayant son siège social à Menzel Hayet. Son capital s'élève au 31 décembre 2013 à 26.200.000 DT divisé en 26.200.000 actions de valeur nominale de 1 DT chacune. La principale activité de SOTEMAIL est la fabrication des émaux des carreaux de céramiques, des carreaux de faïences, du grès et des décorations ainsi que tous produits et articles sanitaires. L'ensemble de ses unités de production est implanté à la région d'Essouassi.
- **ABC** : La société Abdennadher Bricolage Center «ABC» est une société à responsabilité limitée créée en 1995 ayant son siège à Ain Zaghouane - Route de La Marsa - Tunis. Son capital s'élève au 31 décembre 2013 à 8.635.000 DT. Il est divisé en 863.500 parts sociales de valeur nominale de 10 DT chacune. Son objet principal consiste dans la vente en détail des articles sanitaires, de quincaillerie et de céramique.
- **SOMOCER NEGOCE** : La société «SOMOCER NEGOCE» est une société à responsabilité limitée créée en octobre 2007 et ayant son siège à Menzel Hayet. Son capital social s'élève au 31 décembre 2013 à 1.150.000 DT, divisé en 11.500 parts sociales de 100 DT chacune. Son objet principal consiste dans l'exportation et l'importation de marchandises et de produits ainsi que tout genre d'opérations de négoce international et de courtage.

Sur le plan fiscal, toutes les sociétés sont soumises aux règles du droit commun. Par ailleurs, SOMOCER, SOTEMAIL et SOMOCER NEGOCE sont agréées par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

b. Participations et organigramme du groupe

La participation de la société «SOMOCER» dans les entreprises associées et filiales se détaillent comme suit :

- La société «SOMOCER» détient 12.710.390 actions sur les 26.200.000 actions sociales formant le capital de la société SOTEMAIL, soit 58.79 %. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER.
- La société 'SOMOCER' détient 587.500 parts sur les 863.500 parts sociales formant le capital de la société A.B.C. Par ailleurs, la société SOTEMAIL détient 270 000 parts sociales du capital de la société ABC, ce qui porte le pourcentage d'intérêt du groupe

SOMOCER à 86.97%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER.

- La société SOMOCER détient 11.400 parts sur les 11.500 parts sociales formant le capital de la société SOMOCER NEGOCE. Par ailleurs, la société SOTEMAIL détient 100 parts sociales du capital de cette société, ce qui porte le pourcentage d'intérêt du groupe SOMOCER à 99.64%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER.

c. Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les participations suivantes ont été exclues du périmètre de consolidation et ce en raison de l'absence d'information comptable fiable concernant ces sociétés, au 31 décembre 2014 :

- Participation dans la société EL AKKAR de 75 KDT (soit 50% du capital social). Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société ARGILES MEDNINE de 26.4 KDT (soit 40% du capital social). Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société SAPHIR de Commerce International de 500 KDT (soit 100% du capital social).
- Participation dans la société Mangement plus de 21 KDT. Cette participation est totalement provisionnée.
- Participation dans la société libyenne SANLIT de 1.350 KDT (soit 20% du capital social). Etant provisionnée à 100%, l'inclusion de cette société dans le périmètre de consolidation et l'application de la méthode de mise en équivalence n'auront pas d'impact sur les états financiers consolidés.

Par ailleurs, une participation de 3 KDT dans le capital de SOTEX ALGER (totalement provisionnée) a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le pourcentage de contrôle dans cette société ne peut pas être déterminé en l'absence d'information fiable quant à la structure de capital de cette société.

Enfin, la société moderne sanitaire (« SOMOSAN ») dans laquelle le Groupe SOMOCER détient une participation de 3.350 KDT (27% du capital social) a été exclue du périmètre de consolidation. En fait le management estime que le Groupe n'a plus de contrôle effectif au niveau de cette société, d'autant plus qu'il est attendu que le pourcentage de participation diminue en 2015 compte tenu de l'augmentation de capital projetée pour 2015 et pour laquelle SOMOCER n'a pas l'intention d'y participer.

Le management estime que l'exclusion de ces sociétés du périmètre de consolidation ne devrait pas avoir un effet significatif sur les états financiers consolidés, étant donné que les majorités de ces sociétés sont dormantes et des provisions pour dépréciation des titres de participation ont été constituées.

II. METHODES ET MODALITES DE CONSOLIDATION

a. Méthodes de consolidation

Etant donné que toutes les sociétés faisant partie du périmètre de consolidation sont contrôlées exclusivement par SOMOCER, la méthode de consolidation retenue pour les cinq filiales est celle de l'intégration globale. Cette méthode consiste à :

- Homogénéiser les méthodes de comptabilisation et les règles de présentation.
- Combiner ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- Eliminer la valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale.
- Eliminer les transactions intra-groupes et les profits latents en résultant. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont à éliminer à moins que le coût ne puisse être recouvré.
- Identifier les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice et les soustraire du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère.
- Identifier les intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales consolidées et les présenter dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.

b. Date de clôture

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

c. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises, et notamment :

- La NC 35 relative aux états financiers consolidés, et particulièrement les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés ;
- La NC 36 relative aux participations dans les entreprises associées ;
- La NC 38 relative aux regroupements d'entreprises.

III. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principales règles et méthodes appliquées par le Groupe SOMOCER sont présentées au niveau de la politique comptable de la société SOMOCER. Dans ce qui suit, nous effectuons une présentation sommaire des principes et règles les plus importants :

a. Principes de base

Les états financiers consolidés du Groupe SOMOCER sont préparés en conformité avec les normes comptables tunisiennes. Ils sont préparés selon les conventions établies par le système comptable des entreprises.

b. Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du groupe dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis de la filiale ou de l'entreprise associée. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique «écarts d'acquisition» et amortis sur leur durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. S'ils sont négatifs, ils sont inscrits en déduction des actifs dans la même rubrique des écarts d'acquisition positifs et repris en résultat de la façon suivante :

- (a) Le montant de l'écart d'acquisition n'excédant pas les justes valeurs des actifs non monétaires acquis doit être comptabilisé en produits sur une base systémique sur la durée d'utilité moyenne pondérée restant à courir des actifs amortissables identifiables acquis ; et
- (b) Le montant de l'écart résiduel doit être comptabilisé immédiatement en produits sur une durée ne dépassant pas dix ans. Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

La valeur comptable de l'écart d'acquisition est revue annuellement et réduite en cas de dépréciation durable (Impairment) éventuelle.

Le gain ou la perte de cession d'une entité inclut le solde non amorti de l'écart d'acquisition relatif à l'entité cédée.

c. Immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire. Par ailleurs, les biens immobilisés d'une valeur inférieure ou égale à 200 dinars, sont amortis intégralement.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Fonds de commerce	5%
- Logiciels	33%
- Constructions	5% ou 10%
- Installations techniques, matériels et outillages industriels	10% ou 20%/durée de vie technique
- Matériels de transport	20%
- Equipements de bureau et matériels informatiques	10%
- Installations générales, agencements et aménagements	10%

Les immobilisations sont enregistrées à leur prix d'achat hors taxes déductibles augmenté des frais directs d'acquisition.

La méthode d'amortissement et la durée de vie restante sont revues par le management à l'occasion de chaque arrêté des états financiers.

d. Stocks

Les valeurs d'exploitation sont évaluées comme suit :

- Les matières premières, matières consommables et pièces de rechange sont valorisées au coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport, de réception et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés ;
- Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et
- Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication.

Les stocks à rotation lente sont ramenés à leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal d'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente.

e. Les emprunts

Les emprunts à long terme figurent au bilan pour la valeur non amortie sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année, est reclassée parmi les passifs courants.

Les charges financières courues (qui incluent les intérêts ainsi que les frais d'émission des emprunts) relatives aux emprunts qui ont servi pour le financement de la construction de l'unité de poudre, sont capitalisées au niveau du coût. Les autres charges financières sont comptabilisées en résultat de l'exercice.

f. Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

Les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

g. Les frais préliminaires

Il s'agit des frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les frais préliminaires sont portés à l'actif du bilan en charges reportées dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés.

Ces frais englobent toutes les charges antérieures au démarrage de l'unité de production de la poudre atomisée : charges financières, amortissements, frais de personnel, etc.

Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date d'entrée en exploitation de l'activité avec un délai maximal de cinq ans, à partir de leur engagement.

h. Provision pour dépréciation des comptes clients et autres actifs courants

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture, le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier. La provision est estimée selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

i. Provisions pour risques et charges

Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. Celle-ci peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information au niveau des notes aux états financiers sauf si la probabilité de sortie des ressources est probable.

j. Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dont la maturité est inférieure à trois mois).

k. Règles de classification et méthode d'évaluation des placements

1. Classification :

Les placements à court terme :

Sont classés dans cette catégorie, les placements que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pour plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance.

Les placements à long terme :

a- Les titres de participation :

Il s'agit des titres détenus dans l'intention de conservation durable en vue d'exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales.

b- Les titres immobilisés :

Il s'agit des titres autres que les titres de participation que l'entreprise a l'intention de conserver durablement notamment pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue période ainsi que les titres dont la conservation durable est subie plutôt que voulue sous l'effet de contraintes juridiques.

2. Evaluation :

Les placements à court terme :

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Les placements à long terme :

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

l. Revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société.

m. Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en dinar tunisien selon le cours de change de la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les éléments monétaires courants libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture et les différences de change en résultantes sont constatées en résultat de l'exercice.

Les éléments monétaires non courants sont convertis au cours de clôture. Les gains et les pertes de change qui en résultent sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de l'élément monétaire s'y rapportant (y compris l'année en cours).

L'amortissement tient compte de la durée pondérée par le montant restant à courir de l'élément en question.

L'écart de conversion est ajusté annuellement en fonction du cours de clôture et par rapport au cours historique de la date de l'opération. L'écart de conversion porté au bilan sera basé uniquement sur le gain ou la perte non matérialisé à la fin de l'année concernée.

Le résultat de la période comprend la portion d'amortissement applicable à l'année concernée ainsi que l'effet d'annulation des affectations antérieures.

IV. NOTES RELATIFS AU BILAN

IV.1 Immobilisations incorporelles (En DT)

Les immobilisations incorporelles nettes des amortissements totalisent au 31 décembre 2014 un montant de 3.035.056 DT contre 3.263.980 DT au 31 décembre 2013. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Concessions, brevets et licences	-	17 782
Logiciels	385 506	338 282
Fonds de commerce Somocer	298 000	298 000
Fonds de commerce Pyramide du lac	2 793 228	2 793 228
Fonds de commerce Hammamet	861 250	861 250
Fonds de commerce Hachicha Plus	694 185	694 185
Ecart d'acquisition (goodwill)	1 087 532	1 087 532
Immobilisations incorporelles brutes	6 119 701	6 090 259
Amortissements cumulés	<1 997 113>	<1 738 747>
Provisions pour dépréciation de l'écart d'acquisition	<1 087 532>	<1 087 532>
Immobilisations incorporelles nettes	3 035 056	3 263 980

IV.2 Immobilisations corporelles (En DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2014 à 92.456.550 DT contre 89.305.461 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Terrains	4 471 057	4 355 894
Constructions	28 626 872	24 568 695
Installations techniques matériels et outillage	102 042 790	66 020 814
Matériels de transport	2 548 089	2 381 882
Installations générales, agencements et aménagements	10 257 658	10 255 648
Mobiliers et matériels de bureau	1 242 835	1 149 844
Matériels informatiques	207 724	181 277
Immobilisations en cours	2 123 811	32 949 732
Avances sur commandes d'immobilisations	473 376	550 859
Immobilisations en location financement	11 262 738	9 326 492
Immobilisations corporelles brutes	163 256 950	151 741 137
Amortissements cumulés	<70 206 755>	<61 800 591>
Provisions pour dépréciation	<593 645>	<635 085>
Immobilisations corporelles nettes	92 456 550	89 305 461

IV.3 Immobilisations financières (En DT)

Les immobilisations financières nettes des provisions s'élèvent au 31 décembre 2014 à 7.139.055 DT contre 6.415.275 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Titres BTS	20 000	20 000
Titres SEDATS	-	7 500
Titres Management +	21 000	21 000
Titres SOTEX Algérie	3 038	3 038
Titres Argile Médenine	26 400	26 400
Titres SANILIT	1 350 000	1 350 000
Titres INCOMA	1 836 171	1 836 171
Titres Saphir	500 000	500 000
Titres El Akkar	75 000	75 000
Titres SOMOSAN (*)	3 350 000	3 350 000
Personnel, prêts à plus d'un an	1 040	-
Dépôts et cautionnements	1 798 317	1 028 639
Immobilisations financières brutes	8 980 966	8 217 748
Provision pour dépréciation	<1 841 911>	<1 802 473>
Immobilisations financières nettes	7 139 055	6 415 275

(*) Depuis son entrée en exploitation, début 2013, SOMOSAN a rencontré des difficultés d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau de gaz naturel ce qui a pesé lourdement sur sa performance au cours de ses deux premières années d'exploitation. SOMOSAN travaille actuellement à moins de 50% de sa capacité de production. Les charges financières importantes ainsi que la charge de gaz élevée sont ainsi à l'origine des pertes cumulées de SOMOSAN et ayant atteint un montant de l'ordre de 12 millions de DT au 31 décembre 2014. Au début de 2015, le management de SOMOSAN a engagé un plan de restructuration de la société, basé sur les principaux éléments suivants :

- Augmentation du capital de 8 millions de DT dont un apport en numéraire de 5.7 millions de DT et conversion de compte courant actionnaire de 2.3 millions de DT ;
- Restructuration de l'endettement bancaire : SOMOSAN a engagé des négociations avec les banques en vue de restructurer les dettes bancaires. Le plan de restructuration inclut le rééchelonnement de certaines dettes en crédits à moyen et long terme avec une durée de grâce et le règlement de certains crédits en utilisant les fonds provenant de l'augmentation du capital social en numéraire ;
- Une compression des coûts d'exploitation notamment, le coût de gaz avec la connexion du site de production au réseau de gaz naturel et qui est prévue pour l'année 2015.

Par ailleurs, le gouvernement tunisien a annoncé son support à la société SOMOSAN à travers le Fond de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au réseau de gaz naturel en 2015.

Le management de SOMOCER, et sur la base du plan de restructuration proposé, considère qu'il n'y a pas lieu actuellement de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN et considère que si les éléments de restructuration ci-dessus réalisés, la société SOMOSAN disposera de perspectives de croissance lui permettant de redresser sa situation financière.

IV.4 Autres actifs non courants (En DT)

Les autres actifs non courants s'élèvent au 31 décembre 2014 à 1.530.878 DT contre 2.102.474 DT au 31 décembre 2013 et ils sont détaillés comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Frais préliminaires	1 379 414	1 776 796
Ecart de conversion	151 464	325 678
Total des autres actifs non courants	1 530 878	2 102 474

IV.5 Stocks (En DT)

Le solde net des stocks s'élève à 54.273.728 DT au 31 décembre 2014 contre 27.480.472 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Matières premières	17 840 536	12 778 542
Consommables et pièces de rechange	2 982 769	2 601 353
Produits finis	30 543 136	9 603 848
Marchandises	4 081 570	3 757 543
Total des stocks bruts	55 448 011	28 741 286
Provision pour dépréciation	<1 174 283>	<1 260 814>
Total des stocks nets	54 273 728	27 480 472

IV.6 Clients et comptes rattachés (En DT)

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2014 à 44.500.205 DT contre 33.877.290 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Clients ordinaires	16 324 154	16 436 117
Clients, effets à recevoir et valeurs à l'encaissement	28 181 024	17 826 265
Clients, factures à établir	61 232	61 232
Clients douteux ou litigieux	12 254 896	13 535 900
Total des comptes clients bruts	56 821 306	47 859 514
Provisions pour dépréciation des créances	<12 321 101>	<13 982 224>
Total des comptes clients nets	44 500 205	33 877 290

IV.7 Autres actifs courants (En DT)

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2014 à 20.995.972 DT contre 16.153.141 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Fournisseurs, avances et acomptes	352 857	353 203
Personnel, avances et acomptes	1 517 463	1 296 564
Etat, impôts et taxes	9 134 979	6 072 377
Etat, actif d'impôt différé	356 640	360 463
Locataires pyramide du lac	195 950	277 877
Débiteurs divers	7 717 958	8 301 792
Charges constatées d'avance	685 764	383 805
Produits à recevoir	2 051 417	115 280
Comptes d'attente	70 024	67 023
Blocage de fonds	305 197	304 245
Total des autres actifs courants bruts	22 388 249	17 532 629
Provisions pour dépréciation	<1 392 277>	<1 379 488>
Total des autres actifs courants nets	20 995 972	16 153 141

IV.8 Placements courants et autres actifs financiers (En DT)

Le solde des placements courants et autres actifs financiers s'élève au 31 décembre 2014 à 6.533.000 DT contre 4.587.000 DT au 31 décembre 2013.

IV.9 Liquidités et équivalents de liquidités (En DT)

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2014 à 1.455.628 DT contre 7.528.231 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit:

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Valeurs en coffre	92 532	154 487
Banques	1 333 664	7 237 976
Caisses	29 432	120 344
Blocage de fonds	-	15 424
Total des liquidités et équivalents de liquidités	1 455 628	7 528 231

IV.10 Capitaux propres (En DT)

Les capitaux propres du groupe SOMOCER se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Capital social	31 169 600	28 831 880
Réserves légales	2 616 846	2 259 170
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Réserves spéciales de réinvestissement	3 000 000	3 000 000
Primes d'émission	8 250 609	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Résultats reportés	81 161	1 677 739
Réserves consolidées	<157 293>	<487 886>
Total des CP avant résultat- part du groupe	49 007 722	47 578 311
Intérêts minoritaires	13 049 669	12 879 160
Total des CP avant résultat de l'exercice	62 057 391	60 457 471
Résultat de l'exercice - part du groupe	4 756 112	2 724 846
Résultat de l'exercice - part des minoritaires	938 776	655 198
Total des capitaux propres consolidés	67 752 279	63 837 515

Le tableau de variation des capitaux propres est présenté en annexe

IV.11 Provisions pour risques et charges (En DT)

Le solde des provisions pour risques et charges s'élève à 558.944 DT au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013. Ce montant représente une estimation des divers risques encourus par les sociétés du groupe.

IV.12 Emprunts (En DT)

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2014 à 27.296.942 DT contre un solde au 31 décembre 2013 de 30.082.014 DT. Le détail des emprunts à long terme se présente comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Emprunt UTB en Euro	424 163	1 340 122
Emprunt BTKD	4 000 000	4 000 000
Emprunt AB	2 375 363	2 500 000
Emprunt STB	3 964 286	3 153 000
Emprunt BNA	6 124 285	7 582 380
Emprunt BH	6 972 231	9 597 368
Emprunt UIB	1 770 000	-
Emprunt-fournisseur d'immobilisation	1 666 614	1 909 144
Total des emprunts	27 296 942	30 082 014

IV.13 Autres passifs non courants (En DT)

Le solde des autres passifs non courants s'élève au 31 décembre 2014 à 7.085.634 DT contre 3.469.794 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Etat, reconnaissance de dette	-	217 931
Subventions d'investissement	3 850 416	443 153
Encours leasing à plus d'un an	3 235 218	2 808 710
Total des autres passifs non courants	7 085 634	3 469 794

IV.14 Fournisseurs et comptes rattachés (En DT)

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2014 à 39.318.207 DT contre 30.529.265 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Fournisseurs d'exploitation	16 555 945	15 395 398
Fournisseurs d'exploitation - effets à payer	22 068 388	14 062 080
Fournisseurs - factures non parvenues	2 000	2 000
Fournisseurs d'immobilisation	601 190	943 666
Charges à payer	91 148	126 121
Total des fournisseurs	39 318 207	30 529 265

IV.15 Autres passifs courants (En DT)

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2014 à 8.227.318 DT contre 8.074.226 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Personnel	1 252 039	969 207
Etat, impôts et taxes	3 663 919	1 857 834
Etat, reconnaissance de dette	126 378	674 786
Etat, passif d'impôt différé	1 546 608	453 059
Associés, comptes courants	-	2 500 000
Créditeurs divers	637 059	1 052 411
Charges à payer	1 000 265	565 879
Actionnaires dividendes à payer	1 050	1 050
Total des autres passifs courants	8 227 318	8 074 226

IV.16 Autres passifs financiers (En DT)

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2014 à 63.109.981 DT contre 42.435.237 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Echéances à moins d'un an sur emprunts	8 982 037	7 657 187
Intérêts courus non échus sur emprunts	1 282 848	806 611
Charges à payer - échelle d'intérêts	198 983	154 696
Préfinancement export	7 150 000	6 000 000
Préfinancement stocks	4 900 000	4 600 000
Billets de trésorerie	3 400 000	5 750 000
MCNE	11 574 648	130 740
Encours leasing à moins d'un an	1 443 022	1 270 977
Effets escomptés non échus	24 178 443	16 065 026
Total des autres passifs financiers	63 109 981	42 435 237

IV.17 Concours bancaires (En DT)

Les concours bancaires s'élèvent au 31 décembre 2014 à 18.570.303 DT contre 11.726.329 DT au 31 décembre 2013 et correspondent à des découverts bancaires.

V. NOTES RELATIVES A L'ETAT DE RESULTAT

V.1 Revenus (En DT)

Les revenus se sont élevés au 31 décembre 2014 à 93.475.066 DT contre 89.296.341 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Ventes locales	83 634 613	77 292 014
Ventes en suspension et à l'exportation	9 840 453	12 004 327
Total des revenus	93 475 066	89 296 341

V.2 Autres produits d'exploitation (En DT)

Les autres produits d'exploitation se sont élevés au 31 décembre 2014 à 3.381.906 DT contre 588.400 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Loyers	352 575	340 538
Subventions d'exploitation	53 631	40 332
Quote-part des Subv. d'invest. inscrites en résultat	362 093	129 541
Autres produits d'exploitation	31 500	-
Transferts de charges	2 582 107	77 989
Total des autres produits d'exploitation	3 381 906	588 400

V.3 Variation des stocks des produits finis et encours (En DT)

Les stocks de produits finis et encours ont connu une variation positive de 20.620.049 DT au 31 décembre 2014 contre une variation positive de 5.286.210 DT au 31 décembre 2013.

V.4 Achats de marchandises consommées (En DT)

Les achats de marchandises consommées se sont élevés au 31 décembre 2014 à 4.935.645 DT contre 5.337.315 DT au 31 décembre 2013.

V.5 Achats d'approvisionnements consommés (En DT)

Les achats d'approvisionnements consommés se sont élevés au 31 décembre 2014 à 57.000.144 DT contre 44.178.752 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Matières premières et consommables	34 498 972	29 328 700
Autres approvisionnements	6 071 994	1 437 184
Energie	10 484 346	8 149 913
Autres achats non stockés	5 944 832	5 262 955
Total des achats d'approvisionnements consommés	57 000 144	44 178 752

V.6 Charges de personnel (En DT)

Les charges de personnel se sont élevées au 31 décembre 2014 à 17.821.135 DT contre 15.565.203 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Salaires et compléments de salaires	15 323 386	13 657 032
Charges sociales légales	2 497 749	1 908 171
Total des charges de personnel	17 821 135	15 565 203

V.7 Dotations aux amortissements et aux provisions (En DT)

Les dotations aux amortissements et aux provisions se sont élevées au 31 décembre 2014 à 7.848.733 DT contre 9.000.380 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Dotation aux amortissements des immobilisations	9 177 002	5 618 686
Dotation aux provisions et résorptions	1 667 177	3 754 516
Reprise de provisions	<2 995 446>	<372 822>
Total dotations aux amortissements et aux provisions	7 848 733	9 000 380

V.8 Autres charges d'exploitation (En DT)

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2014 à 10.299.598 DT contre 7.280.215 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Achats non stockés	181 393	162 962
Loyers et charges locatives	865 736	466 320
Entretien et réparation	835 203	639 501
Primes d'assurance	572 613	490 795
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	1 069 417	651 436
Commissions sur ventes	5 799	31 233
Publicité, publications et relations publiques	1 932 743	1 042 421
Dons et subventions	544 912	517 226
Transport sur achats	420	31 713
Transport sur ventes	443 063	165 170
Missions et réceptions	451 533	363 406
Voyages et déplacements	570 656	433 643
Frais postaux et de télécom.	119 516	104 685
Services bancaires et financiers	940 032	819 224
Autres services extérieurs	513 205	445 487
Jetons de présence	338 772	301 728
Impôts et taxes	914 585	613 265
Total des autres charges d'exploitation	10 299 598	7 280 215

V.9 Charges financières nettes (En DT)

Les charges financières nettes se sont élevées au 31 décembre 2014 à 10.935.561 DT contre 9.426.548 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Intérêts des emprunts et assimilés	9 009 937	6 432 081
Escomptes accordés	446 897	448 527
Pertes de change	1 785 515	2 686 171
Gains de change	<277 613>	<110 007>
Autres produits financiers	<29 175>	<30 225>
Total des charges financières nettes	10 935 561	9 426 548

VI. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Les parties liées incluent les actionnaires, les principaux dirigeants (y compris les administrateurs) et leurs membres proches des familles ainsi que les sociétés contrôlées par les actionnaires et les principaux dirigeants ou sur lesquelles ils exercent de l'influence notable.

VI.1 Conventions de ventes et achats de marchandises ou de services

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2014 avec la société AB CORPORATION s'élève à 2.189 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2014 avec la société SOMOSAN s'élève à 62.230 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2014 avec la société SANIMED s'élève à 19.871 DT ;
- Le chiffre d'affaires TTC réalisé par la société SOTEMAIL au cours de l'année 2014 avec la société AB CORPORATION s'élève à 2.757 DT ;
- Le chiffre d'affaires TTC réalisé par la société SOTEMAIL au cours de l'année 2014 avec la société AGRIMED s'élève à 3.110 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2014 avec la société SANIMED s'élève à 1.383 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2014 avec la société AB PROMOTION IMMOBILIERE s'élève à 4.047 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société A.B.C au cours de l'année 2014 avec la société AB CORPORATION s'élève à 76.615 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SANIMED au cours de l'année 2014 avec la société A.B.C. s'élève à 77.416 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société MOBILFLEX au cours de l'année 2014 avec la société A.B.C s'élève à 52.765 DT ;
- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOSAN au cours de l'année 2014 avec la société A.B.C s'élève à 3.685 DT ;

VI.2 Autres transactions avec les parties liées

- Courant 2014, la société SOTEMAIL a accordé deux prêts au profit de la société ABCORPORATION qui se détaillent comme suit :
 - Un prêt pour un montant de 1.000.000 DT. Les intérêts calculés sur la base d'un taux de 7% l'an s'élèvent au 31 décembre 2014 à 70.000 DT hors taxes;
 - Un prêt pour un montant de 437.000 DT. Les intérêts calculés sur la base d'un taux de 7% l'an s'élèvent au 31 décembre 2014 à 30 658 DT hors taxes.

Ces crédits sont assortis d'une garantie donnée par la société AB CORPORATION sur les actions détenues par elle dans le capital de la société SOMOCER jusqu'à concurrence du montant du crédit majoré des intérêts conventionnels ;

- Un billet de trésorerie émis par la société ELAAKHAR DE PROMOTION IMMOBILIERE pour un montant de 100.000 DT a été souscrit par la société ABC en décembre 2009 et continue à produire son effet. Ce billet de trésorerie est rémunéré au taux de 6,5%. La charge d'intérêt supportée en 2014 est de 6.500 DT ;

- Un billet de trésorerie émis par la société ABC pour un montant de 36.000 DT a été souscrit par la société AB CORPORATION en novembre 2014 et continue à produire son effet. Ce billet de trésorerie est rémunéré au taux de 7% ;

- Au cours de l'année 2014, la société ABC a constaté en charge des honoraires relatifs à la convention d'assistance conclue avec la société AB CORPORATION pour un montant de 120.000 DT hors taxes. Le contrat d'assistance conclu le 1er juillet 2010 porte sur les prestations suivantes :

- Secrétariat juridique et contentieux ;
- Services partagés en comptabilité et en fiscalité ;
- Contrôle et assistance des systèmes de contrôle interne ;
- Assistance en matière de choix d'investissement et de financement ;
- Assistance en matière de contrôle de gestion et des systèmes d'informations

En contrepartie des prestations ci-dessus mentionnées, il a été convenu que la société ABC paiera un prix mensuel forfaitaire de 15.750 DT (HTVA), en sus des frais de voyage et de séjour, et les dépenses engagées pour des fournitures ou les documents fournis par le prestataire, qui sont toujours facturées, sauf convention contraire. Leur montant est porté à part sur les factures. A partir du 02 janvier 2014 ladite convention a été révisée et la société ABC devra désormais payer un prix mensuel forfaitaire de 10.000 DT avec une augmentation annuelle de 5%.

Il est à noter que la charge au titre de l'exercice 2014 s'est élevée à un montant de 120.000 DT HT correspondant aux honoraires de 12 mois

- L'assistance en matière juridique, contentieux, comptable, fiscale, investissement, financement, contrôle de gestion et systèmes d'information par la société AB CORPORATION au profit de la société SOTEMAIL. Le contrat porte sur une période d'une année renouvelable, à partir du 1er janvier 2014 et ce moyennant un montant mensuel de 20.000 DT hors TVA avec une augmentation annuelle de 5%. Le montant facturé par la société « AB CORPORATION » à la société SOTEMAIL s'est élevé en 2014 à 283.204 DT TTC ;

- Un billet de trésorerie souscrit par la société SOMOCER NEGOCE auprès de la société SANIMED pour un montant de 550.000 DT a généré en 2014 des intérêts pour un montant de 27.984 DT ;

- Courant 2014, SOMOCER a souscrit à trois billets de trésorerie émis par la société AB Corporation pour un montant total de 1.960 KDT qui se détaillent comme suit :

- Le premier dont le montant s'élève à 160 KDT est émis pour une période de 7 mois, commençant le 20.05.2014 avec une date d'échéance au 31.12.2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
- Le deuxième dont le montant s'élève à 700 KDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25.06.2014 avec une date d'échéance au le 31.12.2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
- Le troisième dont le montant s'élève à 1.100 KDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25.12.2014 avec une date d'échéance au le 24.06.2015 au taux d'intérêts de 6% par an.

- Le conseil d'administration a autorisé, en date du 06 janvier 2014, les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit :

- ATB : Crédit moyen terme (CMT) 3.000 KDT et crédit de gestion de 775 KDT ;
- BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4.000 KDT et crédit de gestion de 1.550 KDT ;
- BH : Crédit moyen terme (CMT) 2.000 KDT et crédit de gestion : 775 KDT ;
- TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1.000 K€.

Cette décision annule et remplace la neuvième décision du PV du conseil d'administration du 30 mai 2012.

VI.3 Obligations et engagements de la société envers les dirigeants

Les obligations et engagements du groupe envers les dirigeants clés du groupe sont constitués par les membres du conseil d'administration de SOMOCER ainsi que les dirigeants clés de la société SOMOCER (le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint) se détaillent comme suit :

- Les membres du conseil d'administration de SOMOCER sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. L'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2014 a décidé l'allocation d'un montant net annuel de jetons de présence égal à 150.000 DT.
- Certains administrateurs de SOMOCER sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire de SOTEMAIL du 19 juin 2014 d'un montant net annuel égal à 72.000 DT.
- Les membres du comité permanent d'audit de SOMOCER sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. En 2014, aucune rémunération n'a été allouée aux membres du comité permanent d'audit.
- La rémunération nette du Directeur Général au titre de l'exercice 2014 est de 256.690 DT. D'autre part, le Directeur Général a reçu d'autres rémunérations nettes de la société SOMOCER Négoce pour 21.007 DT.
- La rémunération nette du Directeur Général Adjoint au titre de l'exercice 2014 est de 102.838 DT. D'autre part, le Directeur Général Adjoint perçoit d'autres rémunérations de la société SOMOCER Négoce pour un montant net de 21.023 DT.
- Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint bénéficient des avantages en nature liés à leurs fonctions (voitures et charges connexes).

VII. ÉVÉNEMENTS POST CLOTURE

La société SOMOCER a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. La société n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal.

VIII. ENGAGEMENTS DONNES RELATIFS AUX EMPRUNTS

▪ Société SOMOCER

1- Titre foncier n° 70 048 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa I" d'une superficie de 1 348 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	4 250 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 850 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
Crédit de gestion	4 250 000	ATTIJARI BANK	3 661 774
	4 250 000		3 661 774
CMT 1000	2 046 700	TFB	435 038
CMT 2000	4 093 400		-
CMT 1250	2 558 375		1 131 100
	8 698 475		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	80 415 725	-	61 081 311

2- Titre foncier n° 70 046 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa II" d'une superficie de 499 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
Engagement par signature	0	NAIB	-
	0		-
CMT	2 046 700	TFB	435 038
	2 046 700		435 038
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	68 913 950		56 288 437

3- Titre foncier n° 70 047 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa III" d'une superficie de 505 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT	1 500 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	8 250 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
CMT	2 046 700	TFB	435 038
	2 046 700		435 038
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	69 913 950		56 288 437

4- Terrain situé à Menzel Hayet d'une superficie de 77 600 m², objet de deux actes SSP Enregistrés à Zermeddine le 22.06.99 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
Crédits de gestion	2 600 000	BH KARKER	3 407 109
CMT	8 350 000	BH KARKER	8 350 000
	10 950 000		11 757 109
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 140 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
	3 650 000		3 466 435
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 143 857
MCNE et Escompte Commercial	900 000	BFT	741 965
	3 200 000		2 885 822
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	68 601 450		67 351 978

5- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie de 40 000 m², objet d'un acte notarié enregistré le 19.01.95 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
Engagement par signature	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 615 259
MCNE	900 000	BFT	976 248
	3 200 000		3 591 507
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 E	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	76 651 450		61 011 044

6- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie d 28 890 m² , objet d'un acte notarié enregistré à Jammel le 18.12.84 et d'un acte de précision enregistré à Jammel le 15.04.87 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	33 337 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	-
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
CMT	2 000 000	BTKD	-
CMT	1 100 000	BTKD	-
	3 100 000		-
Engagement par signature	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 615 259
MCNE	900 000	BFT	976 248
	3 200 000		3 591 507
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	79 751 450		61 011 044

7- Terrain sis à Menzel Hayet Zeramdine, nommé Souk Essaydi, sous le n° 50 557 Monastir, superficie 9 684 m2

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 140 000		15 365 660
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	47 011 450		45 939 276

8- Les éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce et d'industrie

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 31 décembre 2014
Crédits de gestion	21 750 000	STB	21 136 155
CMT	30 250	STB	-
CMT	1 170 000	STB	250 714
CMT	330 000	STB	70 714
CMT STB 1200	1 200 000	STB	600 000
CMT STB 347	347 000	STB	173 500
CMT STB 900	900 000	STB	707 143
CMT STB 220	220 000	STB	172 857
CMT STB 232	232 000	STB	182 286
CMT STB 880	880 000	STB	691 429
CMT STB 356	356 000	STB	279 714
CMT STB 172	172 000	STB	135 143
	27 587 250		24 399 655
Crédit de gestion	3 650 000	AB	3 466 435
CMT/AFD	600 000	AB	-
CMT 2500	2 500 000	AB	2 500 000
	6 750 000		5 966 435
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	11 180 659
CMT 1540	1 540 000	BNA	935 000
CMT/AFD	600 000	BNA	0
CMT 2000	2 000 000	BNA	1 642 855
CMT 1000	1 000 000	BNA	785 716
CMT 1000	1 000 000	BNA	821 430
	12 740 000		15 365 660
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 210 490
CMT	210 000	UIB	-
CMT	1 000 000	UIB	-
	4 250 000		2 210 490
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	3 303 336
	3 790 000		3 303 336
CMT	1 700 000	BTEI	-
CMT	1 000 000	BTEI	-
	2 700 000		-
CMT	2 000 000	BTKD	-
CMT	1 100 000	BTKD	-
	3 100 000		-
Engagement par signature	2 600 000	NAIB	-
	2 600 000		-
CMT	2 046 700	TFB	435 038
CMT 1250 £	2 437 500	TFB	1 131 100
	4 484 200		1 566 138
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	4 607 823
	2 800 000		4 607 823
Total général	70 801 450		57 419 537

▪ **Société ABC**

<i>Banque</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Type de l'engagement donné</i>
AMEN BANK	1 505 000	Hypothèque sur le terrain de Ain Zaghounan (Titre foncier n° 80362)
BIAT	850 000	
STB	270 000	
BTK	1 350 000	
AMEN BANK	345 000	Nantissement du fonds de commerce sis à Ain Zaghounan (inscrits au registre de commerce sous le numéro B121281996)
BIAT	300 000	
AMEN BANK	630 077	Effets escomptés et non échus
BIAT	91 199	
BTK	278 616	
AMEN BANK	213 663	Cession créance professionnelle

▪ **Société SOTEMAIL**

Types d'engagements	Montant (En DT)	Observations
Garanties personnelles		
Cautionnement et autres garanties	670 815	Le cautionnement se décompose essentiellement des fonds de garanties donnés pour la société tunisienne d'électricité et de gaz (STEG) ainsi que UNIFACTOR et TUNISIE FACTORING.
Garanties réelles		
Hypothèques	369 198	Ministère des domaines de l'état : Hypothèque de 1er rang du terrain sur lequel est édifié l'usine SOTEMAIL, conformément aux termes du Contrat de vente du 07 mai 2008 établi entre le ministère et SOTEMAIL pour l'acquisition dudit terrain, et ce, jusqu'à paiement intégral de son prix. Au 31 12 2013, SOTEMAIL a réglé la totalité des sommes dues, une procédure est en cours pour l'extraction du titre foncier dudit terrain en son nom.
	3 000 000	BH, Contrat de Crédit à long Terme : Hypothèque de 2ème rang sur le terrain sur lequel est édifiée l'usine.
	12 750 000	BH, contrat de crédit de gestion : Hypothèque de rang utile et en pari- passu avec la BTK, la BNA et l'UBCI sur la parcelle de terrain sur lequel est édifiée l'usine
	4 800 000	ENA, Contrat de crédit de gestion : Hypothèque de rang utile et en pari- passu avec le pool bancaire sur la parcelle de terrain sur lequel est édifiée l'usine
Nantissements	3 000 000	BH, Contrat de Crédit à long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage
	12 750 000	BH, Contrat de Crédit de gestion : Nantissement en rang utile et en pari-passu avec la BNA la BTK et l'UBCI sur le matériels corporels et incorporels composants un fonds de commerce et d'industries
	4 800 000	ENA, Contrat de Crédit de gestion : Nantissement en rang utile et en pari-passu avec le pool bancaire sur le matériels corporels et incorporels composants un fonds de commerce et d'industries
	1 800 000	UBCI : Contrat de crédit de gestion, nantissement sur fonds de commerce.
	145 000	BH, Contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce.
	6 885 000	BH, Contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce.
	4 000 000	BTK, contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce
	2 350 000	BTK, contrat de Crédit de gestion Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce.
	4 000 000	BNA, Contrat de Crédit à Long Terme : Nantissement sur le matériel et outillage et fonds de commerce
Effet escomptés et non échus	8 000 734	
Tunisie Factoring	2 324 984	
UNOIFACTOR	2 236 013	

Annexe : Tableau de variation des capitaux propres

En DT	Solde au 31.12.2013	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Distributions de dividendes	Résultat de l'exercice	Solde au 31.12.2014
Capital social (*)	28 831 880	-	2337 720	-	-	31 169 600
Réserves légales	2 259 170	357 676	-	-	-	2 616 846
Réserves statutaires	1 081 645	-	-	-	-	1 081 645
Réserves spéciales de réinvestissements	3 000 000	-	-	-	-	3 000 000
Prime d'émission	8 250 609	-	-	-	-	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	-	-	-	-	2 965 154
Réserves consolidées*	1 189 853	2 367 170	<2337 720>	<1 295 435>	-	-76 132
Résultat de l'exercice	2 724 846	<2 724 846>	-	-	4 756 112	4 756 112
Total capitaux propres-part du groupe	50 303 157	-	-	<1 295 435>	4 756 112	53 763 834
Intérêts minoritaires	13 534 358	-	-	<484 689>	938 776	13 988 445
Total capitaux propres	63 837 515	-	-	<1 780 124>	5 694 888	67 752 279

* Cette rubrique inclut les résultats reportés

5.4.5. Notes complémentaires, rectificatives et explicatives relatives aux états financiers consolidés au 31/12/2014

a- Notes complémentaires

1- Note complémentaire relative au tableau des soldes intermédiaires de gestion

Tableau des Soldes intermédiaires de gestion
(montants exprimés en dinar tunisien)

Produits	31.12.2014	31.12.2013	Charges	31.12.2014	31.12.2013	Soldes	31.12.2014	31.12.2013
CA Local	66 522 798	72 418 690	Stockage	20 620 049	5 286 210			
CA Export & en suspension	9 840 453	12 004 327						
Autres Ventes	17 111 815	4 873 324						
Total	93 475 066	89 296 341	Total	20 620 049	5 286 210	Production	114 095 116	94 582 552
Production	114 095 116	94 582 552	Achats consommés	61 935 789	49 516 067	Marge sur coût matière	52 159 327	45 066 484
Marge sur coût matière	52 159 327	45 066 484	Autres charges externes	9 385 013	6 666 953	Valeur ajoutée	42 774 314	38 399 532
			Charges de personnel	17 821 135	15 565 203			
Valeur ajoutée	42 774 314	38 399 532	Impôts et taxes	914 585	613 263	Excédent brut d'exploitation	24 038 594	22 221 067
			Total	18 735 720	16 178 465			
Excédent brut d'exploitation	24 038 594	22 221 067	Charges financières nettes	10 935 561	9 426 548			
Autre produits ordinaires	1 320 434	702 175	Autres charges ordinaires	2 725 178	93 948			
Transfert de charge	2 582 108	77 988	Dotations aux amort et prov	7 848 734	9 000 380			
Produits de placement	484 135	229 651	Impôt sur les bénéfices	1 220 910	1 329 961	Résultat des activités ordinaires	5 694 888	3 380 043
Total	28 425 270	23 230 881	Total	22 730 382	19 850 838			
Résultat des activités ordinaires	5 694 888	3 380 043				Résultat après modifications comptables	5 694 888	3 380 043
Total	5 694 888	3 380 043						

2- Une note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers, survenus entre la date du clôturé de l'exercice jusqu'à la date d'aujourd'hui.

Les événements significatifs postérieurs à l'arrêté des états financiers survenus entre la date de clôturé de l'exercice jusqu'à la date d'aujourd'hui sont :

- Changement de la direction générale à partir du 27 octobre 2015,
- Fin des travaux de l'unité de cogénération.

3- Note complémentaire à la note I.b « participation et organigramme du groupe »

La participation de la société «SOMOCER» dans les entreprises associées et filiales se détaillent comme suit :

- La société «SOMOCER» détient 15 404.500 actions sur les 26.200.000 actions sociales formant le capital de la société SOTEMAIL, soit 58.79 %. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER.
- La société 'SOMOCER' détient 587.500 parts sur les 863.500 parts sociales formant le capital de la société A.B.C. Par ailleurs, la société SOTEMAIL détient 270 000 parts sociales du capital de la société ABC, ce qui porte le pourcentage d'intérêt du groupe SOMOCER à 86,42%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER.
- La société SOMOCER détient 11.400 parts sur les 11.500 parts sociales formant le capital de la société SOMOCER NEGOCE. Par ailleurs, la société SOTEMAIL détient 100 parts sociales du capital de cette société, ce qui porte le pourcentage d'intérêt du groupe SOMOCER à 99.64%. Cette filiale est donc contrôlée exclusivement par la société SOMOCER.

<i>Société</i>	<i>Position</i>	<i>Capital social</i>	<i>Pourcentage d'intérêt 2014</i>	<i>Pourcentage de contrôle 2014</i>	<i>Méthode de consolidation</i>
● SOMOCER	Mère	31 169 600	100,00%	100,00%	Intégration globale
● SOTEMAIL	Filiale	26 200 000	58,79%	58,79%	Intégration globale
● ABC	Filiale	8 635 000	86,42%	99,31%	Intégration globale
● SOMOCER négoce	Filiale	1 150 000	99,64%	100,00%	Intégration globale

4- Une note complémentaire à la note « immobilisations financières »

Les immobilisations financières nettes des provisions s'élèvent au 31 décembre 2014 à 7.139.055 DT contre 6.415.275 DT au 31 décembre 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Pourcentage de détention	31/12/2014	31/12/2013
Titres BTS	0.07 %	20 000	20 000
Titres SEDATS	-	-	7 500
Titres Management +	7 %	21 000	21 000
Titres SOTEX Algérie	N/A	3 038	3 038
Titres Argile Médenine	40 %	26 400	26 400
Titres SANILIT	20 %	1 350 000	1 350 000
Titres INCOMA	9,18 %	1 836 171	1 836 171
Titres Saphir	100 %	500 000	500 000
Titres El Akkar	50 %	75 000	75 000
Titres SOMOSAN (*)	27,24 %	3 350 000	3 350 000
Personnel, prêts à plus d'un an		1 040	-
Dépôts et cautionnements		1 798 317	1 028 639
Immobilisations financières brutes		8 980 966	8 217 748
Provision pour dépréciation		<1 841 911>	<1 802 473>
Immobilisations financières nettes		7 139 055	6 415 275

(*) Depuis son entrée en exploitation, début 2013, SOMOSAN a rencontré des difficultés d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau de gaz naturel ce qui a pesé lourdement sur sa performance au cours de ses

deux premières années d'exploitation. SOMOSAN travaille actuellement à moins de 50% de sa capacité de production. Les charges financières importantes ainsi que la charge de gaz élevée sont ainsi à l'origine des pertes cumulées de SOMOSAN et ayant atteint un montant de l'ordre de 12 millions de DT au 31 décembre 2014. Au début de 2015, le management de SOMOSAN a engagé un plan de restructuration de la société, basé sur les principaux éléments suivants :

-Augmentation du capital de 8 millions de DT dont un apport en numéraire de 5.7 millions de DT et conversion de compte courant actionnaire de 2.3 millions de DT ;

-Restructuration de l'endettement bancaire : SOMOSAN a engagé des négociations avec les banques en vue de restructurer les dettes bancaires. Le plan de restructuration inclut le rééchelonnement de certaines dettes en crédits à moyen et long terme avec une durée de grâce et le règlement de certains crédits en utilisant les fonds provenant de l'augmentation du capital social en numéraire ;

-Une compression des coûts d'exploitation notamment, le coût de gaz avec la connexion du site de production au réseau de gaz naturel et qui est prévue pour l'année 2015.

Par ailleurs, le gouvernement tunisien a annoncé son support à la société SOMOSAN à travers le Fond de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au réseau de gaz naturel en 2015.

Le management de SOMOCER, et sur la base du plan de restructuration proposé, considère qu'il n'y a pas lieu actuellement de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN et considère que si les éléments de restructuration ci-dessus réalisés, la société SOMOSAN disposera de perspectives de croissance lui permettant de redresser sa situation financière.

- 5- Une note complémentaire à la note IV.8 Placements courants et autres actifs financiers portant sur le détail des titres de placements.

Le solde des placements courants et autres actifs financiers s'élève au 31 décembre 2014 à 6 533 000 DT contre 4 587 000 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	31/12/2014	31/12/2013
Billet de trésorerie AB CORPORATION	3 433 000	2 137 000
Billets de trésorerie SANIMED	550 000	550 000
Placement à la BNA	700 000	600 000
Placement à la BH	1 600 000	1 300 000
Placement à la AFC	250 000	-
Total des Placements Courants & Autres Actifs Financiers	6 533 000	4 587 000

- 6- Une note complémentaire à la note IV.10 « capitaux propres » portant sur la détermination du résultat par action

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Nombre moyen pondéré d'actions	29 920 681	28 725 135
Résultat net de l'exercice	5 694 888	3 380 044
Résultat par action	0.1903	0.1177

b- Notes rectificatives

1- Note rectificative au bilan consolidé

- Les subventions d'investissements sont présentées au niveau de la rubrique « autres passifs courants», les subventions d'investissements font partie de la rubrique des autres capitaux propres.

Bilan Consolidé Groupe SOMOCER
Arrêté au 31 décembre
(exprimé en dinar tunisien)

<i>Actifs</i>	<i>Note</i>	<i>2014</i>	<i>2013</i>
<i>Actifs non courants</i>			
Immobilisations incorporelles		6 119 701	6 090 259
Moins : amortissements		<3 084 645>	<2 826 279>
	VI.1	3 035 056	3 263 980
Immobilisations corporelles		163 256 950	151 741 137
Moins : amortissements et provisions		<70 800 400>	<62 435 676>
	IV.2	92 456 550	89 305 461
Immobilisations financières		8 980 966	8 217 748
Moins : provisions		<1 841 911>	<1 802 473>
	IV.3	7 139 055	6 415 275
Autres actifs non courants	IV.4	1 530 878	2 102 474
<u>Total des actifs non courants</u>		<u>104 161 539</u>	<u>101 087 190</u>
<i>Actifs courants</i>			
Stocks		55 448 011	28 741 286
Moins : provisions		<1 174 283>	<1 260 814>
	IV.5	54 273 728	27 480 472
Clients et comptes rattachés		56 821 306	47 859 514
Moins : provisions		<12 321 101>	<13 982 224>
	IV.6	44 500 205	33 877 290
Autres actifs courants		22 388 249	17 532 629
Moins : provisions		<1 392 277>	<1 379 488>
	IV.7	20 995 972	16 153 141
Placements courants et autres actifs financiers	IV.8	6 533 000	4 587 000
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.9	1 455 628	7 528 231
<u>Total des actifs courants</u>		<u>127 758 533</u>	<u>89 626 134</u>
<u>Total des actifs</u>		<u>231 920 072</u>	<u>190 713 324</u>

Bilan Consolidé Groupe SOMOCER
Arrêté au 31 décembre
(exprimé en dinar tunisien)

Capitaux propres et passifs	Note	2014	2013
Capitaux propres			
Capital social		31 169 600	28 831 880
Réserves consolidées		21 688 538	19 189 584
Capitaux propres-part du groupe		52 858 138	48 021 464
Part des minoritaires		13 049 669	12 879 160
Capitaux propres avant résultat de l'exercice		65 907 807	60 900 624
Résultat de l'exercice - part du groupe		4 756 112	2 724 846
Résultat de l'exercice – part des minoritaires		938 776	655 198
<u>Total des capitaux propres consolidés</u>	IV.10	<u>71 602 695</u>	<u>64 280 668</u>
Passifs non courants			
Provisions pour risques et charges	IV.11	558 944	558 944
Emprunts	IV.12	27 296 942	30 082 014
Autres passifs non courants	IV.13	3 235 218	3 026 641
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>31 091 104</u>	<u>33 667 599</u>
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.14	39 318 671	30 529 265
Autres passifs courants	IV.15	8 227 318	8 074 226
Autres passifs financiers	IV.16	63 109 981	42 435 237
Concours bancaires	IV.17	18 570 303	11 726 329
<u>Total des passifs courants</u>		<u>129 226 273</u>	<u>92 765 057</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>160 317 377</u>	<u>126 432 656</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>231 920 072</u>	<u>190 713 324</u>

Suite au reclassement des subventions d'investissements aux capitaux propres, présentés initialement des les passifs non courants, les notes y relatives sont les suivantes:

IV.10 Capitaux propres (En DT)

Les capitaux propres du groupe SOMOCER se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Capital social	31 169 600	28 831 880
Réserves légales	2 616 846	2 259 170
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645
Réserves spéciales de réinvestissement	3 000 000	3 000 000
Primes d'émission	8 250 609	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154
Résultats reportés	81 161	1 677 739
Subventions d'investissement	3 850 416	443 153
Réserves consolidées	<157 293>	<487 886>
Total des CP avant résultat- part du groupe	52 858 138	48 021 464
Intérêts minoritaires	13 049 669	12 879 160
Total des CP avant résultat de l'exercice	65 907 807	60 900 624
Résultat de l'exercice - part du groupe	4 756 112	2 724 846
Résultat de l'exercice – part des minoritaires	938 776	655 198
Total des capitaux propres consolidés	71 602 695	64 280 668

IV.13 Autres passifs non courants (En DT)

Le solde des autres passifs non courants s'élève au 31 décembre 2014 à 3 235 218 DT contre 3 026 641 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Etat, reconnaissance de dette	-	217 931
Encours leasing à plus d'un an	3 235 218	2 808 710
Total des autres passifs non courants	3 235 218	3 026 641

2- Note rectificative à l'état des flux consolidé

- Le montant relatif aux amortissements et provisions figurant à l'état des flux est différent de celui figurant au niveau de l'état de résultat.
- Les montants relatifs à la variation des créances et à la variation des autres dettes figurant à l'état des flux ne sont pas conformes à ceux découlant du bilan.
- Le montant relatif à la quote-part de la subvention d'investissement inscrite en résultat, figurant à l'état des flux est différent de celui figurant au niveau de la note V.2 autres produits d'exploitation.
- L'escompte commercial ne fait pas partie des activités de financement. Il s'agit d'un flux d'exploitation.
- Les encaissements et décaissements des placements courants figurent parmi les flux d'investissement, il s'agit de flux d'exploitation et ce conformément aux dispositions du paragraphe 61 de la NC01 norme générale.

Etat de flux de trésorerie consolidé Groupe SOMOCER
Pour la période allant du 01.01.2014 au 31.12.2014
(exprimé en dinar tunisien)

	<i>Note</i>	<i>31.12.2014</i>	<i>31.12.2013</i>
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
<i>Résultat net</i>		5 694 888	3 380 044
Ajustements pour :			
• Amortissements & provisions		7 848 733	9 000 380
• Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations		0	<13 629>
• Quote-part des Subv. d'invest. inscrites en résultat		<362 093>	<129 541>
• Variation des stocks		<26 706 725>	<8 945 194>
• Variation des créances		<8 961 792>	175 129
• Variation des autres actifs		<4 855 620>	<7 237 882>
• Variation des fournisseurs d'exploitation		8 789 406	4 543 752
• Variation des autres dettes		153 093	<1 972 643>
• Encaissements/décaissement sur placements courants		<1 946 000>	763 000
• Escompte commercial		8 113 417	<353 029>
<u>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</u>		<u><12 232 693></u>	<u><789 613></u>
Flux de trésorerie liés à l'investissement			
• Décaissements pour Acqu. d'Imm. Corp & Incorp.		<11 545 255>	<25 009 978>
• Encaissements suite à la Cession d'Imm. Corp. & Incorp.		-	25 000
• Décaissements pour Acqu. d'Imm. Financières		<763 231>	<3 336 371>
• Encaissements suite à la Cession d'Imm. Financières		-	16 600
• Décaissements pour dépenses inscrites en charges reportées		<2 158 000>	<1 953 035>
<u>Flux de trésorerie affectés à l'investissement</u>		<u><14 466 486></u>	<u><30 257 785></u>
Flux de trésorerie liés au financement			
• Dividendes et autres distributions		<1 780 124>	<1 754 807>
• Encaissements des subventions d'investissement		3 888 320	37 904
• Remboursements sur emprunts à LT (nets des encaissements)		<1 033 714>	23 470 759
• Encaissements sur emprunts à CT (net des remboursements)		14 442 986	5 359 869
<u>Flux de trésorerie affectés au financement</u>		<u>13 782 602</u>	<u>27 113 725</u>
- Incidence du changement de périmètre		-	11 635 076
Variation de trésorerie		<12 916 577>	7 701 403
Trésorerie au début de la période		<4 198 098>	<11 899 501>
Trésorerie à la clôture de la période		<17 114 674>	<4 198 098>

3- Note rectificative à la note I Présentation du groupe

a. Structure juridique du groupe

Les sociétés composant le groupe SOMOCER sont les suivantes :

- SOMOCER (Société Moderne de Céramique) : La Société Moderne de Céramique «SOMOCER» est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Elle a été créée le 3 juillet 1985. Son capital s'élève au 31 décembre 2014 à 28.831.880 DT divisé en 28.831.880 actions de valeur nominale de 1 DT chacune. L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, du grès et des baignoires. Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel Hayet.
- SOTEMAIL (Société Tunisienne d'Email) : La «SOTEMAIL» est une société anonyme créée le 1^{er} juin 2002 avec un capital de 2.010.000 DT et ayant son siège social à Menzel Hayet. Son capital s'élève au 31 décembre 2014 à 26.200.000 DT divisé en 26.200.000 actions de valeur nominale de 1 DT chacune. La principale activité de SOTEMAIL est la fabrication des émaux des carreaux de céramiques, des carreaux de faïences, du grès et des décorations ainsi que tous produits et articles sanitaires. L'ensemble de ses unités de production est implanté à la région d'Essouassi.
- ABC : La société Abdennadher Bricolage Center « ABC » est une société à responsabilité limitée créée en 1995 ayant son siège à Ain Zaghouane - Route de La Marsa - Tunis. Son capital s'élève au 31 décembre 2014 à 8.635.000 DT. Il est divisé en 863.500 parts sociales de valeur nominale de 10 DT chacune. Son objet principal consiste dans la vente en détail des articles sanitaires, de quincaillerie et de céramique.
- SOMOCER NEGOCE : La société «SOMOCER NEGOCE» est une société à responsabilité limitée créée en octobre 2007 et ayant son siège à Menzel Hayet. Son capital social s'élève au 31 décembre 2014 à 1.150.000 DT, divisé en 11.500 parts sociales de 100 DT chacune. Son objet principal consiste dans l'exportation et l'importation de marchandises et de produits ainsi que tout genre d'opérations de négoce international et de courtage.

4- Note rectificative à la note III.4 « Contrats de location financement »

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

En l'absence de certitude raisonnable quant au transfert de propriété, les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

5- Note rectificative à la note IV.14 « Fournisseurs et comptes rattachés »

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2014 à 39.318.671 DT contre 30.529.265 DT au 31 décembre 2013 et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2014	31/12/2013
Fournisseurs d'exploitation	16 555 945	15 395 398
Fournisseurs d'exploitation - effets à payer	22 068 388	14 062 080
Fournisseurs - factures non parvenues	2 000	2 000
Fournisseurs d'immobilisation	601 190	943 666
Charges à payer	91 148	126 121
Total des fournisseurs	39 318 671	30 529 265

c- Notes explicatives

1- Note explicative relative au rapport général des commissaires aux comptes

• **Périmètre de consolidation**

-Pour l'exclusion de la société SOMOSAN du périmètre de consolidation, nous attirons votre attention, qu'étant donnée le déséquilibre que connaît cette société, l'instabilité et la non disponibilité d'informations claires et précises sur la date de reprise de son activité, nous jugeons que son exclusion donne une image plus sincère et fidèle au groupe SOMOCER;

Par ailleurs, nous attirons votre attention, que dans le cadre du conseil ministériel tenu le 15 mai 2015, il a été décidé que le fonds de compétitivité de Gafsa "FRDCM" actionnaire dans le capital avec 24% augmentera sa part par le biais d'une augmentation de capital de 5MDT et par suite la part du groupe baissera à 18% ce qui entraînera l'élimination d'office du périmètre de consolidation.

-En ce qui concerne les participations dans le capital des sociétés EL AKKAR, ARGILE MEDNINE, SAPHIR et la société SOTIEX ALGER, en absence d'informations financières sur les dites sociétés, et étant qu'elles sont en veilleuses, on a jugé que leur intégration dans le périmètre de consolidation est sans influence sur la fiabilité de l'information financière du groupe SOMOCER;

Ceci n'empêche que nous sommes entrain de régulariser cette situation.

• **Créances clients**

-A date du 31 décembre 2014, l'examen des créances clients a relevé l'existence d'une créance douteuse sur le client Lybien AL Aquaria, la société a jugé qu'il est plus probable qu'improbable que cette créance soit couverte; En effet, en se référant à l'historique, une relation de partenariat

est créée entre la société SOMOCER et la société AL AQUARIA et les retards de règlements sont dues à la situation qui prévaut en Lybie. De ce fait, le management a jugé ne pas constater de provision en attendant un avenir meilleur pour ce marché.

-En ce qui concerne les créances clients que détient la société ABC, filiale du groupe SOMOCER, pour un montant de 297MDT, la gérance de la société a mis en place tous ces efforts pour analyser les dits soldes pour voir leurs sorts et pour minimiser leur risque de non recouvrement.

- **Autres observations**

-En ce qui concerne le terrain acquis par la société SOTEMAIL sis à ESSAOUASI, nous vous informons que le litige avec le propriétaire du terrain vient d'être résolu ; en effet, la société a gagné l'affaire contentieux et un jugement en notre faveur daté du 25 mars 2015 vient d'être obtenu pour pouvoir établir le contrat d'acquisition définitif.

-En ce qui concerne la société SOMOSAN, nous vous informons que la société est en arrêt depuis presque une année ; cet arrêt est due à l'attente du raccordement de la société SOMOSAN au réseau du gaz de la STEG.

En effet, après deux années de démarrage, la société s'est retrouvée dans un impasse pour pouvoir faire face à ces engagements et pour continuer sa production. Après de nombreuses relances, et suite au conseil ministériel tenu en date du 15 Mai 2015, la société a eu la promesse de l'état pour accélérer le raccordement du gaz naturel ce qui va permettre à la société la reprise de sa production.

En date du 22 Février 2016, la société a eu l'accord auprès de la STEG pour le raccordement au gaz naturel avec un délai de 10 mois à partir de la date de paiement des frais de branchement, et en date du 22 Mars 2016, la société a eu l'accord auprès du pôle de compétitivité de Gafsa pour la prise en charge des frais de raccordement (voir annexe)

- En Février 2015, la société SOMOCER a reçu une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013. Le 1er Octobre 2015, la société a reçu les résultats du dit contrôle qui ont fait ressortir les résultats suivants :

- * Un montant de 419 736,868 dinars MDT à payer relatifs aux différents rubriques fiscales (Retenues à la source, TFP, FOPROLOS, TCL...) ainsi qu'aux pénalités de retard y relatives

- * Un report d'impôt de 983 506,406 dinars

- * Un report de TVA de 146 129,247 dinars.

L'impact des dits redressements avoisine 1100 MDT provisionné à la date du 31 décembre 2014 à hauteur de 550 MDT;

En date du 13 novembre 2015, la société a déposé auprès des services concernés sa réponse pour tous les points soulevés et est en attente de leur réponse.

-Pour la créance que détient la société SOMOCER NEGOCE sur sa filiale SAPHIR International Trading "SIT" s'élevant à 291 mille dinars à la date du 31 décembre 2014, nous vous

informons que cette dernière a gagné son affaire l'opposant à son locataire de son dépôt sis à la zone franche de Zarzis et l'exécution du jugement est en cours

-En ce qui concerne l'inventaire des immobilisations de la société ABC, la situation a été régularisée au cours de l'année 2015 et les corrections nécessaires ont été effectués.

5.4.6. Rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2014



Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting
Expert Comptable membre de l'OECT
Boulevard 14 Janvier
Route touristique, El Kantaoui, Sousse - BP287 - Tunisie.
Tél +216 73 347 500 - Fax +216 73 347 506



Société Conseil Audit Formation, Société d'expertise Comptable
Immeuble PwC Rue du lac d'Annecy Les berges du Lac 1053
Tunis - Tunisie.
Téléphone: +216 (0) 71 160 000 / 71 862 156 / 71 963 900,
Fax: +216 (0) 71 861 789, www.pwc.com

Tunis, le 29 mai 2015

**Mesdames et Messieurs les actionnaires
de la Société Moderne de Céramique
«SOMOCER»
Menzel El Hayet, 5033 Monastir**

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport sur l'audit des états financiers consolidés de la Société Moderne de Céramique «SOMOCER» et de ses filiales («Groupe SOMOCER») relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014 ainsi que sur les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

I. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du Groupe SOMOCER, joints au présent rapport et comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2014, ainsi que l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs consolidés (part du Groupe) de 53.763.834 DT, y compris le résultat consolidé bénéficiaire de l'exercice (part du Groupe) qui s'élève à 4.756.112 DT.

Responsabilité du conseil d'administration pour l'établissement et la préparation des états financiers consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément aux normes comptables tunisiennes ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation de l'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

1. Lors de l'examen des titres de participation et la détermination du périmètre de consolidation, nous avons relevé les éléments suivants :

- La participation dans le capital de la Société Moderne Sanitaire (« SOMOSAN ») de 27% (d'un montant de 3.350 mille DT) a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le management juge que le Groupe n'exerce plus de contrôle effectif sur cette société. Nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le bien-fondé de la décision d'exclusion de la société SOMOSAN du périmètre de consolidation.
- Des participations dans le capital social des sociétés EL AKKAR, ARGILES MEDNINE et SAPHIR de Commerce International pour des pourcentages de contrôles respectifs de 50% (d'un montant de 75 mille DT), 40% (d'un montant de 26 mille DT) et 100% (d'un montant de 500 mille DT) ont été exclues du périmètre de consolidation et ce du fait de l'absence d'une information comptable fiable concernant ces sociétés, au 31 décembre 2014. Par ailleurs, une participation de 3 mille DT dans le capital de SOTEX ALGER a été exclue du périmètre de consolidation du fait que le pourcentage de contrôle dans cette société ne peut pas être déterminé (à défaut d'information fiable quant à la structure de capital de cette société). En l'absence d'information financière fiable pour ces sociétés au 31 décembre 2014, nous ne pouvons pas apprécier l'impact de l'exclusion de ces sociétés du périmètre de consolidation sur les états financiers consolidés.

2. L'examen des créances clients au 31 décembre 2014 a révélé les points suivants :

- La société SOMOCER détient une créance sur le client libyen Al Aquaria et dont le solde brut s'élève à 4.312 mille DT au 31 décembre 2014, provisionné à hauteur de 600 mille DT, soit une créance nette de 3.712 mille DT.

Il convient de rappeler qu'une partie de la valeur brute de ladite créance, d'un montant de 2.314 mille DT, se rattachait au client Libyen Al Mawada, société apparentée à la société Al Aquaria, a fait l'objet, en date du 28 février 2014, d'une reconnaissance de dette de la part de cette dernière au profit de la société SOMOCER.

Le solde net de la créance sur Al Aquaria demeure non provisionné du fait que le management de la société l'estime recouvrable. Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

- La société Abdennadher Bricolage Centre («ABC»), filiale du Groupe, détient des créances clients pour un montant de 297 mille DT datant de plus d'une année et non provisionnées. Au vu de l'historique de ces créances et d'autres informations disponibles, nous estimons que ces créances pourraient présenter un risque de recouvrement.
3. En date du 18 juillet 2003, la société «SOMOCER», en sa qualité d'acheteur a signé une promesse de vente avec Mr Abdallah Ben Ahmed d'un terrain sis à «ESSOUASSI» en lieu et place de la société «SOTEMAIL» (filiale du Groupe) qui a opéré des avances au vendeur d'un montant 120 mille DT et qu'elle a comptabilisé dans la rubrique «Avances et acomptes versés aux fournisseurs d'immobilisations» pour la totalité du montant. Au 31 décembre 2014, le contrat définitif d'acquisition du terrain au nom de la société «SOTEMAIL» n'est pas encore établi. La société «SOTEMAIL» est actuellement en litige avec le propriétaire du terrain et une action en justice est actuellement intentée contre lui. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2014 pour tenir compte du risque éventuel découlant de cette situation.

Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve de l'incidence éventuelle des questions évoquées dans le point 1 et de l'incidence des questions évoquées dans les points 2 et 3 du paragraphe «Justification de l'opinion avec réserves», les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe SOMOCER au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables tunisiennes.

Paragraphes d'observation

Nous attirons l'attention aux faits suivants :

1. Ainsi qu'il est fait mention au niveau de la note IV.3, le Groupe SOMOCER détient une participation de 3.350 mille DT dans le capital de la société SOMOSAN. Cette société a connu des difficultés d'exploitation au cours de ses deux premières années d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau du gaz naturel et le niveau élevé des charges financières. Un plan de restructuration est en cours d'étude qui prévoit notamment la recapitalisation de la société SOMOSAN, le rééchelonnement de ses dettes bancaires et la compression de ses coûts d'exploitation. Le gouvernement Tunisien a annoncé de son côté son support à la société SOMOSAN à travers le Fonds de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (« FRDCM ») et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au gaz naturel en 2015. Sur la base de ces éléments, le management juge qu'il n'y a pas lieu de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN. Le redressement de la situation financière de SOMOSAN dépendra de la réalisation du plan de redressement ci-mentionné.
2. Comme indiqué au niveau de la note VII, la société SOMOCER a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. A la date du présent rapport, SOMOCER n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal, et l'issue de ce contrôle reste ainsi indéterminée.

3. La société SOMOCER NEGOCE détient une créance sur sa filiale SAPHIR INTERNATIONAL TRADING (« SIT ») s'élevant à 291 mille DT. Le recouvrement de cette créance est tributaire de l'issue de l'affaire instruite en justice opposant la société SIT au locataire de son dépôt.
4. Un inventaire physique des immobilisations de la société ABC a été effectué au mois de janvier 2012. Les travaux d'exploitation de cet inventaire n'ont pas été suivis par les corrections nécessaires aux valeurs comptables des immobilisations.

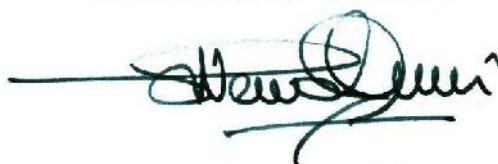
II. Rapport sur les vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des éléments évoqués ci-haut, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers consolidés.

Par ailleurs, nous n'avons pas d'observations significatives à formuler sur les systèmes de contrôle interne du Groupe SOMOCER.

Conseil Audit Formation



Abderrahmen Fendri

Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting



Radhouen Zarrouk

**Cabinet
Radhouen ZARROUK
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes
Bvd 7 Novembre Kantoul Sousse**

5.5. Patrimoine de la Société au 30/06/2015

5.5.1. Patrimoine de l'émetteur au 30/06/2015

5.5.1.1. Immobilisations incorporelles au 30/06/2015

Les immobilisations incorporelles nettes des amortissements s'élèvent au 30 Juin 2015 à 1 068 326 DT contre 1 130 464 DT au 31 Décembre 2014 et se détaillent comme suit :

DÉSIGNATION	Valeurs brutes			Amortissements & provisions			V C N	
	31/12/2014	Acquisitions	30/06/2015	31/12/2014	Dotations	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015
Immobilisations incorporelles								
Fonds de commerce	1 973 928	-	1 973 928	891 878	41 898	933 776	1 082 050	1 040 152
Logiciel	302 024	-	302 024	253 580	20 270	273 850	48 444	28 174
Total des immob. Incorporelles	2 275 952	-	2 275 952	1 145 458	62 168	1 207 626	1 130 494	1 068 326

5.5.1.2. Immobilisations corporelles au 30/06/2015

Les immobilisations corporelles nettes des amortissements s'élèvent au 30 Juin 2015 à 49 454 464 DT contre 42 736 396 DT au 31 Décembre 2014 et se détaillent comme suit :

DÉSIGNATION	Valeurs brutes			Amortissements & provisions			V C N	
	31/12/2014	Acquisitions	30/06/2015	31/12/2014	Dotations	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015
IMMOBILISATIONS CORPORELLES								
Terrain	2 995 143	-	2 995 143	593 645	-	593 645	2 401 498	2 401 498
Constructions	20 084 396	99 656	20 184 052	11 124 549	478 758	11 603 307	8 959 847	8 580 745
Install. techniques, matériels et outillages	59 749 911	1 406 802	61 156 713	33 466 703	1 430 939	34 897 642	26 283 208	26 259 071
Matériels de transport	2 086 093	57 931	2 144 024	1 543 731	166 245	1 709 976	542 362	434 048
Install. générales agenc.aménag.divers	7 262 543	85 844	7 348 387	5 623 746	160 075	5 783 821	1 638 797	1 564 566
Équipements de bureau et matériels informatiques	1 087 107	18 043	1 105 150	882 649	28 818	911 467	204 458	193 683
Immobilisations à statut juridique particulier	4 027 918	0	4 027 918	1 684 304	112 613	1 796 917	2 343 614	2 231 001
Immobilisations en cours	362 612	7 427 240	7 789 852	-	-	-	362 612	7 789 852
TOTAL DES IMMOB.CORPORELLES	97 655 723	9 095 516	106 751 239	54 919 327	2 377 448	57 296 775	42 736 396	49 454 464

5.5.1.3. Stocks au 30/06/2015

Le solde net des stocks s'élève à 32.645.418 DT au 30 juin 2015 contre 33.866.567 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin 2015	Juin 2014	Déc 2014
Stocks de matières premières	11 556 357	10 979 052	14 021 930
Stocks de consommables et PDR	3 043 398	2 664 831	2 982 769
Stocks de produits finis	18 612 638	9 327 007	17 428 843
Total des stocks bruts	33 212 393	22 970 890	34 433 542
Provisions pour dépréciation	<566 975>	<696 824>	<566 975>
Total des stocks nets	32 645 418	22 274 066	33 866 567

5.5.2. Le portefeuille titres de l'émetteur au 30/06/2015

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 30 juin 2015 à 25.610.395 DT contre 25.515.941 DT au 31 décembre 2014 et elles sont détaillées comme suit :

Désignation	Juin 2015	Juin 2014	Déc 2014
Titres de participations	26 226 000	26 333 500	26 226 000
Dépôts et Cautionnements	1 202 948	850 062	1 108 494
Immobilisations financières brutes	27 428 948	27 183 562	27 334 494
Provision pour dépréciation	<1 818 553>	<1 826 053>	<1 818 553>
Immobilisations financières nettes	25 610 395	25 357 509	25 515 941

Les titres de participations au 30 juin 2015 se détaillent comme suit :

Désignation	Solde brut au 30.06. 2015	Provisions pour dépréciation	Solde net au 30.06. 2015
SOTEMAIL	12 710 390	-	12 710 390
A.B.C	5 875 000	-	5 875 000
SOMOSAN (*)	3 200 000	-	3 200 000
I.N.C.O.M.A.	1 836 172	429 115	1 407 057
SANILIT	1 350 000	1 350 000	-
SOMOCER NEGOCE	1 140 000	-	1 140 000
EL AKKAR	75 000	-	75 000
Société Argile Médenine	26 400	26 400	-
BTS	10 000	10 000	-
SOTIEX ALGER	3 038	3 038	-
Total	26 226 000	1 818 553	24 407 447

5.6. Principales acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières postérieures au 30/06/2015

Investissements	3ème Trimestre 2015	4ème Trimestre 2015	Total des investissements postérieurs au 30/06/2015
Logiciel informatiques	0,000	0,000	0,000
Fonds de commerce	0,000	0,000	0,000
Construction	29 841,808	72 481,935	102 323,743
MATERIEL & OUTILLAGE	884 924,485	496 010,952	1 380 935,437
A.A.I.	1 095,500	48 955,121	50 050,621
MATERIEL INFORMATIQUE	3 374,275	3 995,000	7 369,275
MATERIEL DE TRANSPORT	3 148,367	5 650,000	8 798,367
MOBILIER & MATERIEL DE BUREAU	1 348,000	1 227,500	2 575,500
Construction en cours	-1 767,500	164 454,416	162 686,916
Matériel industriel en cours	34 178,383	727 408,140	761 586,523
A.A.I. en cours	6 814,500	0,000	6 814,500
Montant Total	962 957,818	1 520 183,064	2 483 140,882

Aucune cession d'immobilisations corporelles et incorporelles n'a été enregistrée après 30/06/2015.

5.7. Renseignements sur les états financiers intermédiaires au 30 Juin 2015

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers intermédiaires de la société «SOMOCER» arrêtés au 30/06/2015, ne s'accommodent pas systématiquement aux dispositions du système comptable des entreprises en ce qui concerne :

- ✓ la non constatation de provision d'une créance douteuse sur le client libyen "Al Aquaria". Etant donné l'ancienneté de cette créance et les paiements subséquents d'une part et la situation qui prévaut en Libye d'autre part, les commissaires aux comptes se déclarent dans l'impossibilité d'apprécier le caractère recouvrable ou pas de cette créance.

Par ailleurs, les notes aux états financiers ne comportent pas toutes les notes nécessaires notamment :

- Une note précisant que les mêmes principes et méthodes comptables ont été utilisés dans les états financiers intermédiaires par rapport aux plus récents états financiers annuels ou, si les principes et les méthodes ont été modifiés, une description de la nature et des effets des modifications effectuées conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires ;
- Une note sur l'effet des changements, le cas échéant, dans la structure de la société pendant la période intermédiaire, y compris les regroupements, les acquisitions ou la cession de filiales et les investissements à long terme, restructurations et abandons d'activité conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires ;
- Une note sur les événements significatifs postérieurs à la fin de la période intermédiaire et qui n'ont pas été inclus dans les états financiers intermédiaires et ce, conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC 19 relative aux états financiers intermédiaires ;
- Un état sur les engagements hors bilan conforme au modèle prévu par la NC 14 relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture ;
- Les soldes intermédiaires de gestion prévus par les dispositions du paragraphe 56 de la NC01 norme générale ;
- Une note sur les capitaux propres conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires portant sur la détermination du résultat par action ;
- Une note portant sur les émissions, rachats et remboursements de dettes et d'actions ordinaires conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires ;
- Une note portant sur les dividendes payés (globalement ou par action) séparément pour les actions ordinaires et autres actions conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires;
- Une note sur le détail de la rubrique de l'état de résultat "Moins-values sur valeurs mobilières".

La SOMOCER s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et ce, pour les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2016 et suivants.

5.7.1. Bilan arrêté au 30 juin 2015

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

<i>Actifs</i>	<i>Note</i>	<i>30.06.2015</i>	<i>30.06.2014</i>	<i>31.12.2014</i>
<i>Actifs non courants</i>				
<i>Actifs Immobilisés</i>				
Immobilisations incorporelles		2 275 952	2 265 891	2 275 952
<i>Moins : amortissements</i>		-1 207 626	<1 086 226>	<1 145 458>
	IV.1	1 068 326	1 179 665	1 130 494
Immobilisations corporelles		106 751 239	93 484 831	97 655 723
<i>Moins : amortissements</i>		-56 703 130	<52 840 650>	<54 325 682
<i>Moins : provisions</i>		-593 645	-	<593 645>
	IV.2	49 454 464	40 644 181	42 736 396
Immobilisations financières		27 428 948	27 183 562	27 334 494
<i>Moins : provisions</i>		-1 818 553	<1 826 053>	<1 818 553>
	IV.3	25 610 395	25 357 509	25 515 941
<i>Total des actifs immobilisés</i>		76 133 185	67 181 355	69 382 831
Autres actifs non courants		475 480	688 232	633 231
<i>Moins : résorption</i>		-94 838	-94 838	<189 677>
	IV.4	380 642	593 394	443 554
<i>Total des actifs non courants</i>		76 513 827	67 774 749	69 826 385
<i>Actifs courants</i>				
Stocks		33 212 393	22 970 890	34 433 542
<i>Moins : provisions</i>		-566 975	<696 824>	<566 975>
	IV.5	32 645 418	22 274 066	33 866 567
Clients et comptes rattachés		32 429 532	30 625 825	24 175 939
<i>Moins : provisions</i>		-10 111 883	<12 698 981>	<9 611 883>
	IV.6	22 317 649	17 926 844	14 564 056
Autres actifs courants		9 104 725	8 447 756	10 040 159
<i>Moins : provisions</i>		-761 129	<653 838>	<653 838>
	IV.7	8 343 596	7 793 918	9 386 321
Autres actifs financiers	IV.8	7 310 000	8 156 733	8 295 000
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.9	727 912	329 895	323 629
<i>Total des actifs courants</i>		71 344 575	56 481 456	66 435 573
<i>Total des actifs</i>		147 858 402	124 256 205	136 261 958

<i>(Exprimé en Dinars Tunisiens)</i>				
<i>Capitaux propres et passifs</i>	<i>Note</i>	<i>30.06.2015</i>	<i>30.06.2014</i>	<i>31.12.2014</i>
<i>Capitaux propres</i>				
Capital		32 524 800	31 169 600	31 169 600
Réserves		15 318 705	14 914 254	14 914 254
Autres capitaux propres		4 330 895	3 958 530	4 347 066
Résultats reportés		4 740 874	3 016 530	3 016 530
<i>Capitaux propres avant résultat de la période</i>	IV.10	<i>56 915 274</i>	<i>53 058 914</i>	<i>53 447 450</i>
Résultat de l'exercice		2 448 731	4 208 257	5 072 475
<u><i>Total des capitaux propres avant affectation</i></u>		<u><i>59 364 005</i></u>	<u><i>57 267 171</i></u>	<u><i>58 519 925</i></u>
<i>Passifs</i>				
<i>Passifs non courants</i>				
Emprunts	IV.11	16 791 212	11 882 758	13 577 215
Autres passifs non courants		707 354	707 354	557 354
<u><i>Total des passifs non courants</i></u>		<u><i>17 498 566</i></u>	<u><i>12 590 112</i></u>	<u><i>14 134 569</i></u>
<i>Passifs courants</i>				
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	20 822 561	20 184 300	18 721 812
Autres passifs courants	IV.13	7 375 534	6 697 827	4 589 822
Autres passifs financiers	IV.14	29 518 659	18 916 824	30 144 570
Concours bancaires	IV.15	13 279 077	8 599 971	10 151 260
<u><i>Total des passifs courants</i></u>	-	<u><i>70 995 831</i></u>	<u><i>54 398 922</i></u>	<u><i>63 607 464</i></u>
<u><i>Total des passifs</i></u>	-	<u><i>88 494 397</i></u>	<u><i>66 989 034</i></u>	<u><i>77 742 033</i></u>
<u><i>Total des capitaux propres et passifs</i></u>		<u><i>147 858 402</i></u>	<u><i>124 256 205</i></u>	<u><i>136 261 958</i></u>

5.7.2. État de résultat arrêté au 30 juin 2015

		<i>(Exprimé en Dinars Tunisiens)</i>		
	<i>Note</i>	<i>30.06.2015</i>	<i>30.06.2014</i>	<i>31.12.2014</i>
<i>Produits d'exploitation</i>				
Revenus	V.1	37 627 256	43 241 022	71 990 775
Autres produits d'exploitation	V.1	284 083	217 900	481 895
<i>Total des produits d'exploitation</i>		<i>37 911 339</i>	<i>43 458 922</i>	<i>72 472 670</i>
<i>Charges d'exploitation</i>				
Variation stocks des produits finis	V.2	1 183 795	399 151	8 500 987
Achats d'approvisionnements consommés	V.3	<21 665 986>	<23 936 792>	<46 160 690>
Charges de personnel	V.4	<6 175 988>	<5 913 304>	<11 986 049>
Dotations aux amortissements et aux provisions	V.5	<3 291 745>	<4 002 932>	<2 861 384>
Autres charges d'exploitation	V.6	<2 242 997>	<2 975 299>	<5 333 034>
<i>Total des charges d'exploitation</i>		<i><32 192 921></i>	<i><36 429 176></i>	<i><57 840 170></i>
<u><i>Résultat d'exploitation</i></u>		<u><i>5 718 418</i></u>	<u><i>7 029 746</i></u>	<u><i>14 632 500</i></u>
Charges financières nettes	V.7	<3 493 656>	<3 938 423>	<7 567 203>
Produits des placements	V.8	1 297 688	2 201 010	1 838 046
Moins value sur valeurs mobilières		<735 000>	-	-
Autres gains ordinaires		208 585	148 456	7 491
Autres pertes ordinaires	V.9	<47 304>	<32 532>	<2 682 639>
<u><i>Résultat des activités ordinaires avant Impôt</i></u>	-	<u><i>2 948 731</i></u>	<u><i>5 408 257</i></u>	<u><i>6 228 195</i></u>
Impôt sur les sociétés		<500 000>	<1 200 000>	<1 155 720>
<i>Résultat net de l'exercice</i>		<i>2 448 731</i>	<i>4 208 257</i>	<i>5 072 475</i>

5.7.3. État de flux de trésorerie au 30 juin 2015

<i>(Exprimé en Dinars Tunisiens)</i>				
	<i>Note</i>	<i>30.06.2015</i>	<i>30.06.2014</i>	<i>31.12.2014</i>
<i>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</i>				
Encaissements reçus des clients		35 063 820	46 143 956	82 428 990
Sommes versées aux fournisseurs		<24 106 298>	<32 676 876>	<58 950 947>
Sommes versées au personnel		<4 396 454>	<5 048 660>	<9 142 695>
Frais financiers payés		<1 427 465>	<1 536 225>	<3 064 738>
Impôts et taxes payés		<832 945>	<2 077 073>	<3 813 019>
<i>Flux de trésoreries liés à l'exploitation</i>		<i><u>4 300 658</u></i>	<i><u>4 805 121</u></i>	<i><u>7 457 591</u></i>
<i>Flux de trésorerie liés à l'investissement</i>				
Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations		<5 640 359>	<785 730>	<7 198 357>
<i>Flux de trésoreries liés à l'investissement</i>		<i><u>-5 640 359</u></i>	<i><u>-785 730</u></i>	<i><u><7 198 357></u></i>
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>				
		-	-	-
Dividendes et autres distributions reçues		-	-	650 208
Encaissements subvention d'investissement		-	962 857	1 385 135
Encaissements provenant des emprunts		5 617 126		3 731 000
Remboursements d'emprunts		<1 765 901>	<2 587 276>	<4 230 172>
Encaissements moyens de financements CT	VI.1	25 700 000	33 692 900	63 703 873
Décaissements moyens de financements CT	VI.2	<25 285 600>	<36 990 833>	<65 386 500>
Encaissements placement		250 000	-	906 733
Décaissements placement		-	-	<2 370 646>
Remboursements autres distributions		<159 500>	<194 187>	<1 681 566>
Décaissement financement en devises	VI.2	<5 739 958>	<378 000>	-
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>		<i><u><1 383 833></u></i>	<i><u><5 494 538></u></i>	<i><u><3 291 935></u></i>
<i>Variation de trésorerie</i>		<i><u><2 723 534></u></i>	<i><u><1 475 147></u></i>	<i><u><3 032 701></u></i>
<i>Trésorerie au début de l'exercice</i>		<i><9 827 631></i>	<i><6 794 930></i>	<i><6 794 930></i>
<i>Trésorerie à la clôture de l'exercice</i>		<i><u><12 551 165></u></i>	<i><u><8 270 075></u></i>	<i><u><9 827 631></u></i>

5.7.4. Notes aux états financiers au 30 juin 2015

I. Présentation de la société

La Société Moderne de Céramique «SOMOCER» est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien.

Elle a été créée le 3 juillet 1985, son capital s'élève au 30 juin 2015 à 32.524.800 DT divisé en 32.524.800 actions de valeur nominale de 1 DT chacune.

L'objet de la société est la fabrication de carreaux de faïence, grès et baignoires.

Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. L'ensemble de ses unités de production est implanté à Menzel Hayet.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code d'incitations aux investissements.

II. Les faits significatifs de l'exercice

- Augmentation de capital de 1.200.000 DT par voie d'incorporation des réserves spéciales réinvestissement exonéré conformément aux dispositions de la loi N°93/120 du 27 décembre 1993 et de 155.200 DT par voie d'incorporation des résultats reportés.
- Un important investissement dans une unité de cogénération de 10,4 millions de dinars destiné à rationaliser les dépenses énergétiques qui deviendront de plus en plus pénalisantes avec le réajustement des tarifs de la STEG. L'entrée en exploitation de ce projet est prévue au début du deuxième semestre de l'année 2015.
- La société a reçu au cours de l'exercice 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. A la date du présent rapport, la société n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal. L'issue de ce contrôle reste ainsi indéterminée.

III. Principes, Règles et Méthodes Comptables

Les états financiers de la société sont présentés selon les dispositions du système comptable des entreprises prévu par la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises.

Les conventions comptables fondamentales concernant les éléments des états financiers et les procédés de prise en compte de l'information financière, sont présentées conformément au cadre conceptuel de la comptabilité. Les méthodes comptables retenues par la société sont en conformité avec les normes comptables tunisiennes « NCT » mises en vigueur par l'arrêté du ministre des finances du 30 décembre 1996.

Les conventions comptables de base et les méthodes les plus significatives appliquées pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

III.1 Immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire. Par ailleurs, les biens immobilisés d'une valeur inférieure ou égale à 200 dinars, sont amortis intégralement.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Fonds de commerce	5%
- Logiciels	33%
- Constructions	5%
- Installations techniques, matériels et outillages industriels	10% /durée de vie technique
- Matériels de transport	20%
- Equipements de bureau et matériels informatiques	10%
- Installations générales, agencements et aménagements	10%

Les immobilisations sont enregistrées à leur prix d'achat hors taxes déductibles, augmenté des frais directs d'acquisition.

La méthode d'amortissement et la durée de vie restante sont revues par le management à l'occasion de chaque arrêté des états financiers.

III.2 Stocks

Les valeurs d'exploitation sont évaluées comme suit :

- Les matières premières, matières consommables et pièces de rechange sont valorisées au coût d'acquisition selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurance liée au transport, de réception et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés ;
- Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et
- Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication.

Les stocks à rotation lente sont ramenés à leur valeur de réalisation nette. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal d'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente.

III.3 Les emprunts

Les emprunts à long terme figurent au bilan pour la valeur non amortie sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année, est reclassée parmi les passifs courants.

Les charges financières courues (qui incluent les intérêts ainsi que les frais d'émission des emprunts) relatives aux emprunts qui ont servi pour le financement de la construction de l'unité de poudre, sont capitalisées au niveau du coût de construction. Les autres charges financières sont comptabilisées en résultat de l'exercice.

III.4 Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

Les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

III-5 Les frais préliminaires

Il s'agit des frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les frais préliminaires sont portés à l'actif du bilan en charges reportées dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés.

Ces frais englobent toutes les charges antérieures au démarrage de l'unité de production de la poudre atomisée : charges financières, amortissements, frais de personnel, etc.

Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date d'entrée en exploitation de l'activité avec un délai maximal de cinq ans, à partir de leur engagement.

III-6 Provision pour dépréciation des comptes clients et autres actifs courants

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que des comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier. La provision est estimée selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

III-7 Provisions pour risques et charges

Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. Celle-ci peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information au niveau des notes aux états financiers sauf si la probabilité de sortie des ressources est probable.

III-8 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dans la maturité est inférieure à trois mois).

III.9 Règles de classification et méthode d'évaluation des placements

1. Classification :

Les placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pour plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance.

Les placements à long terme

a- Les titres de participation :

Il s'agit des titres détenus dans l'intention de conservation durable en vue d'exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales.

b- Les titres immobilisés :

Il s'agit des titres autres que les titres de participation que l'entreprise a l'intention de conserver durablement notamment pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue période ainsi que les titres dont la conservation durable est subie plutôt que voulue sous l'effet de contraintes juridiques.

2. Evaluation :

Les placements à court terme

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Les placements à long terme

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

III-10 Revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société.

III.11 Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en dinars tunisien selon le cours de change de la date d'opération. A la clôture de l'exercice, les éléments monétaires courants libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture et les différences de change en résultantes sont constatées en résultat de l'exercice.

Les éléments monétaires non courants sont convertis au cours de clôture. Les gains et les pertes de change qui en résultent sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de l'élément monétaire s'y rapportant (y compris l'année en cours).

L'amortissement tient compte de la durée pondérée par le montant restant à courir de l'élément en question.

L'écart de conversion est ajusté annuellement en fonction du cours de clôture et par rapport au cours historique de la date de l'opération. L'écart de conversion porté au bilan sera basé uniquement sur le gain ou la perte non matérialisé à la fin de l'année concernée.

Le résultat de la période comprend la portion d'amortissement applicable à l'année concernée ainsi que l'effet d'annulation des affectations antérieures.

IV. Notes relatives au bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles (En DT)

Les immobilisations incorporelles nettes totalisent au 30 juin 2015 un montant de 1.068.326 DT contre 1.130.494 DT au 31 décembre 2014. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Logiciels	302 024	291 963	302 024
Fonds de commerce	1 973 928	1 973 928	1 973 928
Immobilisations incorporelles brutes	2 275 952	2 265 891	2 275 952
Amortissements cumulés	<1 207 626>	<1 086 226>	<1 145 458>
Immobilisations incorporelles nettes	1 068 326	1 179 665	1 130 494

IV.2 Immobilisations corporelles (En DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 30 juin 2015 à 49.454.464 DT contre 42.736.396 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Terrains	2 995 143	2 995 143	2 995 143
Constructions	20 184 052	19 954 218	20 084 396
Installations techniques matériels et outillages	61 156 713	56 674 784	59 749 911
Matériels de transport	2 144 024	2 058 637	2 086 093
Installations, agencements et aménagements	7 348 387	7 090 260	7 262 543
Equipements de bureau et mat. informatiques	1 105 150	1 072 642	1 087 107
Constructions en cours	117 307	2 688	34 178
Agencements en cours	210 977	-	1 600
Matériels et outillages en cours	7 461 568	103 707	326 834
Immobilisations à statut juridique particulier	4 027 918	3 532 752	4 027 918
Immobilisations corporelles brutes	106 751 239	93 484 831	97 655 723
Amortissements cumulés	<56 703 130>	<52 247 005>	<54 325 682>
Provisions sur terrains	<593 645>	<593 645>	<593 645>
Immobilisations corporelles nettes	49 454 464	40 644 181	42 736 396

IV.3 Immobilisations financières (En DT)

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 30 juin 2015 à 25.610.395 DT contre 25.515.941 DT au 31 décembre 2014 et elles sont détaillées comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Titres de participations	26 226 000	26 333 500	26 226 000
Dépôts et Cautionnements	1 202 948	850 062	1 108 494
Immobilisations financières brutes	27 428 948	27 183 562	27 334 494
Provision pour dépréciation	<1 818 553>	<1 826 053>	<1 818 553>
Immobilisations financières nettes	25 610 395	25 357 509	25 515 941

Les titres de participations au 30 juin 2015 se détaillent comme suit :			
Désignation	Solde brut au 30.06. 2015	Provisions pour dépréciation	Solde net au 30.06. 2015
SOTEMAIL	12 710 390	-	12 710 390
A.B.C	5 875 000	-	5 875 000
SOMOSAN (*)	3 200 000	-	3 200 000
I.N.C.O.M.A.	1 836 172	429 115	1 407 057
SANILIT	1 350 000	1 350 000	-
SOMOCER NEGOCE	1 140 000	-	1 140 000
EL AKKAR	75 000	-	75 000
Société Argile Médenine	26 400	26 400	-
BTS	10 000	10 000	-
SOTIEX ALGER	3 038	3 038	-
Total	26 226 000	1 818 553	24 407 447
(*) Depuis son entrée en exploitation, début 2013, SOMOSAN a rencontré des difficultés d'exploitation liées principalement à l'absence de la connexion de son site de production au réseau de gaz naturel ce qui a pesé lourdement sur sa performance au cours de ses deux premières années d'exploitation. SOMOSAN ayant travaillé avec moins de 50% de sa capacité de production en 2014, est actuellement en arrêt de production. Les charges financières importantes ainsi que la charge de gaz élevée sont ainsi à l'origine des pertes cumulées de SOMOSAN et ayant atteint un montant de l'ordre de 12 millions de DT au 31 décembre 2014. Au début de 2015, le management de SOMOSAN a engagé un plan de restructuration de la société, basé sur les principaux éléments suivants : - Augmentation du capital de 8 millions de DT dont un apport en numéraire de 5.7 millions de DT et conversion de compte courant actionnaire de 2.3 millions de DT ; - Restructuration de l'endettement bancaire : SOMOSAN a engagé des négociations avec les banques en vue de restructurer les dettes bancaires. Le plan de restructuration inclut le rééchelonnement de certaines dettes en crédits à moyen et long terme avec une durée de grâce et le règlement de certains crédits en utilisant les fonds provenant de l'augmentation du capital social en numéraire ; - Une compression des coûts d'exploitation notamment, le coût de gaz avec la connexion du site de production au réseau de gaz naturel et qui est prévue pour l'année 2015. Par ailleurs, le gouvernement tunisien a annoncé son support à la société SOMOSAN à travers le Fonds de Reconversion et de Développement des Centres Miniers de Gafsa (FRDCM) et l'engagement de la connexion du gouvernorat de Gafsa au réseau de gaz naturel en 2015. A la date du 5 juin 2015, une réunion a eu lieu entre le management de SOMOSAN et les membres du conseil d'administration du FRDCM sous l'égide du PDG de la Compagnie des Phosphates de Gafsa et du Groupe Chimique qui a insisté sur la mise en œuvre des décisions prises par le conseil ministériel afin de débloquer la situation. Le management de SOMOCER, et sur la base du plan de restructuration proposé, considère qu'il n'y a pas lieu actuellement de constater de provision pour dépréciation des titres SOMOSAN et considère que si les éléments de restructuration ci-dessus sont réalisés, la société SOMOSAN disposera de perspectives de croissance lui permettant de redresser sa situation financière. Il convient de préciser par ailleurs que le conseil d'administration de SOMOCER au mois de janvier 2014 a autorisé des cautions solidaires au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit : - ATB : Crédit moyen terme (CMT) 3.000 kDT et crédit de gestion de 775 kDT ; - BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4.000 kDT et crédit de gestion de 1.550 kDT ; - BH : Crédit moyen terme (CMT) 2.000 kDT et crédit de gestion : 775 kDT ; - TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1.000 kC.			

IV.4 Autres actifs non courants (En DT)

Les autres actifs non courants nets des résorptions s'élèvent au 30 juin 2015 à 380.642 DT contre 443.554 DT au 31 décembre 2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Écart de conversion	15 228	119 202	57 200
Frais préliminaires	460 252	569 030	576 031
Autres actifs non courants bruts	475 480	688 232	633 231
Résorption des frais préliminaires	<94 838>	<94 838>	<189 677>
Autres actifs non courants nets	380 642	593 394	443 554

IV.5 Stocks (En DT)

Le solde net des stocks s'élève à 32.645.418 DT au 30 juin 2015 contre 33.866.567 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Stocks de matières premières	11 556 357	10 979 052	14 021 930
Stocks de consommables et pièces de rechange	3 043 398	2 664 831	2 982 769
Stocks de produits finis	18 612 638	9 327 007	17 428 843
Total des stocks bruts	33 212 393	22 970 890	34 433 542
Provisions pour dépréciation	<566 975>	<696 824>	<566 975>
Total des stocks nets	32 645 418	22 274 066	33 866 567

IV.6 Clients et comptes rattachés (En DT)

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 30 juin 2015 à 22.317.649 DT contre 14.564.056 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Clients ordinaires	17 309 604	13 013 209	11 340 812
Clients effets à recevoir	5 008 045	4 912 635	3 223 244
Clients douteux ou litigieux	10 111 883	12 699 981	9 611 883
Total des comptes clients bruts	32 429 532	30 625 825	24 175 939
Provisions sur Clients	<10 111 883>	<12 698 981>	<9 611 883>
Total des comptes clients nets	22 317 649	17 926 844	14 564 056

IV.7 Autres actifs courants (En DT)

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 30 juin 2015 à 8.343.596 DT contre 9.386.321 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Personnel, prêts et avances	740 617	815 007	939 874
Etat impôts et taxes	2 883 055	3 173 017	4 107 062
Avances fournisseurs	419 265	60 854	2 061 846
Dividendes à recevoir SOTEMAIL	1 735 179	1 307 367	510 969
Débiteurs divers	2 638 452	2 363 285	1 496 734
Loyer à recevoir Pyramide du Lac	225 681	199 839	195 950
Blocage crédits documentaires	188 024	205 269	305 198
Charges constatées d'avance	274 452	323 118	422 526
Total des autres actifs courants bruts	9 104 725	8 447 756	10 040 159
Provisions des autres actifs courants	<761 129>	<653 838>	<653 838>
Total des autres actifs courants nets	8 343 596	7 793 918	9 386 321

IV.8 Autres actifs financiers (En DT)

Le solde des autres actifs financiers s'élève au 30 juin 2015 à 7.310.000 DT contre 8.295.000 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Billets de trésorerie AB Corporation	1 960 000	860 000	1 960 000
Titres de placement SOTEMAIL	5 250 000	6 140 000	5 985 000
Autres actifs financiers	100 000	1 156 733	350 000
Total des autres actifs financiers	7 310 000	8 156 733	8 295 000

IV.9 Liquidités et équivalents de liquidités (En DT)

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 30 juin 2015 à 727.912 DT contre 323.629 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Banques	9	320 997	230 654
Caisse	333	8 898	444
Effets remis à l'escompte	727 570	-	92 531
Total des liquidités et équivalents de liquidités	727 912	329 895	323 629

IV.10 Capitaux propres (En DT)

Le solde des capitaux propres s'élève au 30 juin 2015 à 59.364.007 DT contre 58.519.925 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Capital social	32 524 800	31 169 600	31 169 600
Réserve légale	3 021 297	2 616 846	2 616 846
Réserves statutaires	1 081 645	1 081 645	1 081 645
Prime d'émission	8 250 609	8 250 609	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	2 965 154	2 965 154
Réserves spéciales de réinvestissement	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Fonds social	30 000	-	-
Subventions d'investissements	1 300 895	958 530	1 347 066
Résultats reportés	4 740 874	3 016 530	3 016 530
Capitaux propres avant résultat	56 915 274	53 058 914	53 447 450
Résultat de l'exercice	2 448 731	4 208 257	5 072 475
Capitaux propres avant affectation	59 364 005	57 267 171	58 519 925

IV.11 Emprunts (En DT)

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 30 juin 2015 à 16.791.212 DT contre un solde au 31 décembre 2014 de 13.577.215 DT. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Emprunt fournisseur SACMI	458 353	1 454 793	952 845
Emprunts bancaires	14 816 958	9 654 900	11 658 099
Emprunts leasing	725 479	773 065	966 271
Dettes fiscales	790 422	-	-
Total des emprunts	16 791 212	11 882 758	13 577 215

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés (En DT)

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 30 juin 2015 à 20.822.561 DT contre 18.721.812 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Fournisseurs d'exploitation	12 737 284	14 828 328	11 108 751
Fournisseurs d'exploitation - effets à payer	7 523 324	4 972 914	7 442 655
Fournisseurs d'immobilisations – retenue de garantie	319 312	75 746	79 258
Charges à payer	242 641	307 312	91 148
Total des dettes fournisseurs	20 822 561	20 184 300	18 721 812

IV.13 Autres passifs courants (En DT)

Le solde des autres passifs courants s'élève au 30 juin 2015 à 7.375.534 DT contre 4.589.822 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Personnel	337 402	72 334	1 016 576
Etat, impôts et taxes	2 863 627	3 654 567	2 700 530
Etat, reconnaissance de dette	900 685	504 505	126 378
Autres créiteurs divers	3 273 820	2 466 421	746 338
Total des autres passifs courants	7 375 534	6 697 827	4 589 822

IV.14 Autres passifs financiers (En DT)

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 30 juin 2015 à 29.518.659 DT contre 30.144.570 DT au 31 décembre 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Emprunts à moins d'un an	5 097 086	3 631 257	4 540 387
Emprunts leasing à moins d'un an	519 711	422 807	486 481
Intérêts courus	1 602 846	787 876	1 136 372
Charge à payer échelle d'intérêt	216 848	152 393	198 984
Préfinancement export	4 300 000	3 900 000	4 100 000
Préfinancement stock	5 250 000	4 600 000	4 900 000
Billets de trésorerie	3 300 000	3 900 000	3 300 000
Mobilisation de créances	-	-	135 140
Crédit de financement	9 232 168	1 522 491	11 347 206
Total des autres passifs financiers	29 518 659	18 916 824	30 144 570

IV.15 Concours bancaires (En DT)

Les concours bancaires s'élèvent au 30 juin 2015 à 13.279.077 DT contre 10.151.260 DT au 31 décembre 2014 et correspondent à des découverts bancaires.

V. Notes relatives à l'état de résultat

V.1 Revenus (En DT)

Les revenus se sont élevés au 30 juin 2015 à 37.627.256 DT contre 43.241.022 DT au 30 juin 2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Ventes locales	28 406 886	29 600 761	48 591 221
Ventes à l'exportation	1 972 647	4 121 884	6 287 739
Ventes poudre atomisée	7 247 723	9 518 377	17 111 815
Total des revenus	37 627 256	43 241 022	71 990 775

V.1 Autres produits d'exploitation (En DT)

Les autres produits d'exploitation se sont élevés au 30 juin 2015 à 284.083 DT contre 217.900 DT au 30 juin 2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Loyers centre Pyramide	228 468	213 573	428 264
Subventions	55 615	4 327	53 631
Total des autres produits d'exploitation	284 083	217 900	481 895

V.2 Variation des stocks des produits finis et encours (En DT)

Les stocks de produits finis et encours ont connu une variation négative de 1.183.795 DT au 30 juin 2015 contre une variation négative de 399.151 DT au 30 juin 2014.

V.3 Achats d'approvisionnements consommés (En DT)

Les achats d'approvisionnements consommés se sont élevés au 30 juin 2015 à 21.665.986 DT contre 23.936.792 DT au 30 juin 2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Achats consommés de M.P et consommables	15 074 959	16 723 857	31 755 525
Consommations énergétiques	5 024 275	5 257 927	10 484 223
Achats non stockés	1 566 752	1 939 169	3 804 774
Achats sous-traitance	-	15 839	116 168
Total des achats d'approvisionnement	21 665 986	23 936 792	46 160 690

V.4 Charges de personnel (En DT)

Les charges de personnel se sont élevées au 30 juin 2015 à 6.175.988 DT contre 5.913.304 DT au 30 juin 2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Appointements et salaires	5 291 509	5 042 233	9 953 112
Charges sociales et autres	884 479	871 071	2 032 937
Total des charges de personnel	6 175 988	5 913 304	11 986 049

V.5 Dotations aux amortissements et aux provisions (En DT)

Les dotations aux amortissements et aux provisions se sont élevées au 30 juin 2015 à 3.291.745 DT contre 4.002.932 DT au 30 juin 2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Dotations aux amortissements	2 439 616	2 313 711	4 451 619
Résorption des frais préliminaires	94 838	94 838	189 677
Dotations aux provisions des stocks	-	43 192	43 192
Dotations aux provisions des soldes clients	500 000	1 400 000	970 090
Dotations aux provisions pour risques et charges	150 000	150 000	-
Dotations aux provisions des titres de participations	-	20 538	-
Dotations aux provisions des autres actifs courants	107 291	12 789	33 326
Total des dotations	3 291 745	4 035 068	5 687 904
Reprise sur provisions des créances clients	-	<32 136>	<2 674 131>
Reprise sur provisions des stocks	-	-	<129 849>
Reprise sur provisions des autres actifs courants	-	-	<15 040>
Reprise sur provisions des titres de participations	-	-	<7 500>
Total des reprises	-	<32 136>	<2 826 520>
Total	3 291 745	4 002 932	2 861 384

V.6 Autres charges d'exploitation (En DT)

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 30 juin 2015 à 2.242.997 DT contre 2.975.299 DT au 30 juin 2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Publicité et propagande	326 000	555 000	1 207 488
Entretiens et réparations	231 180	241 580	461 100
Services bancaires	213 218	263 670	519 940
Impôts et taxes	210 432	239 316	615 332
Autres services extérieurs	175 051	271 717	415 111
Assurances	173 200	150 000	329 471
Missions et réceptions	169 546	176 312	302 159
Honoraires	161 355	237 433	308 011
Loyers et charges locatives	157 585	92 151	175 276
Dons et subventions	150 000	150 000	303 016
Jetons de présence	93 600	93 750	187 500
Commissions sur ventes	91 457	211 537	320 186
Carburant	80 489	82 638	162 615
Transports	73 523	210 195	261 222
Transferts de charges	<63 639>	-	<235 393>
Total des autres charges d'exploitation	2 242 997	2 975 299	5 333 034

V.7 Charges financières nettes (En DT)

Les charges financières nettes se sont élevées au 30 juin 2015 à 3.493.656 DT contre 3.938.423 DT au 30 juin 2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Intérêts bancaires	3 313 445	3 102 311	6 170 083
Pertes de change	406 208	943 535	1 649 516
Gains de change	<225 997>	<107 423>	<249 756>
Escomptes obtenus	-	-	<2 640>
Total des charges financières nettes	3 493 656	3 938 423	7 567 203

V.8 Produits des placements (En DT)

Les produits des placements se sont élevés au 30 juin 2015 à 1.297.688 DT contre 2.201.010 DT au 30 juin 2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Autres produits financiers	73 478	61 010	99 237
Dividendes à recevoir SOTEMAIL	1 224 210	1 000 000	836 087
Plus-value sur titres SOTEMAIL	-	1 140 000	902 722
Total des produits de placements	1 297 688	2 201 010	1 838 046

V.9 Autres pertes ordinaires (En DT)

Les autres pertes ordinaires se sont élevées au 30 juin 2015 à 47.304 DT contre 32.532 DT au 30 juin 2014. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Apurement des soldes clients douteux provisionnés	-	-	2 639 700
Apurement des autres actifs provisionnés	-	-	15 040
Pénalités de retard	41 031	15 232	15 450
Autres pertes	6 273	17 300	12 449
Total des charges financières nettes	47 304	32 532	2 682 639

VI. Notes sur l'état de flux de trésorerie**VI.1 Les encaissements provenant des moyens de financement à court terme**

Les encaissements liés aux moyens de financement à court terme se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Encaissement billets de trésorerie	6 600 000	16 150 000	27 650 000
Encaissement MCNE	-	142 900	390 900
Encaissement crédits préfinancement export	8 600 000	8 000 000	16 200 000
Encaissement crédits préfinancement stocks	10 500 000	9 400 000	19 200 000
Encaissement crédits de financement en devise	-	-	262 973
Total	25 700 000	33 692 900	63 703 873

VI.2 Les décaissements liés aux moyens de financement à court terme

Les décaissements liés aux moyens de financement à court terme se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Décaissement billets de trésorerie	6 600 000	18 000 000	30 100 000
Décaissement M.C.N.E	135 600	1 590 833	386 500
Décaissement crédits préfinancement export	8 400 000	8 000 000	16 000 000
Décaissement crédits préfinancement stock	10 150 000	9 400 000	18 900 000
Décaissement crédits de financement en devise	5 739 958	378 000	-
Total	31 025 558	37 368 833	65 386 500

VII. Informations sur les parties liées

Les parties liées incluent les actionnaires, les principaux dirigeants (y compris les administrateurs) et leurs membres proches des familles ainsi que les sociétés contrôlées par les actionnaires et les principaux dirigeants ou sur lesquelles ils exercent de l'influence notable.

VII.1 Ventes - clients (En DT)

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours du premier semestre 2015 avec les sociétés du groupe totalise un montant de 9.024.236 DT contre un montant de 11.635.013 DT au 30 juin 2014 et se détaille comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Société A.B.C.	2 073 331	2 100 618	3 278 452
Société AB CORPORATION	-	-	2 189
Société SOTEMAIL	6 950 121	9 484 494	17 079 824
Société SANIMED	784	4 655	19 871
Société SOMOSAN	-	45 246	62 230
Total du chiffre d'affaires	9 024 236	11 635 013	20 442 566

VII.2 Achats - fournisseurs (En DT)

Les achats hors taxes effectués auprès des sociétés du groupe au cours du premier semestre 2015 se détaillent comme suit :

Désignation	Juin.15	Juin.14	Déc.14
Société A.B.C.	142	1 665	304
Société SOTEMAIL	494 483	58 476	2 650 612
Total des achats	494 625	60 141	2 650 916

VII.3 Autres transactions avec les parties liées

- Courant le premier semestre de l'année 2015, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer de la boutique de la Pyramide du Lac pour la société ABC et à la salle sise à Menzel Hayet pour un montant de 17.313 DT ;
- Courant le premier semestre de l'année 2015, SOMOCER a constaté des produits relatifs au loyer du dépôt sis à RADES pour la société ABC pour un montant de 22.423 DT ;
- Courant le premier semestre de l'année 2015, SOMOCER a constaté des charges à payer relatives à l'assistance sur les ventes à l'export assurées par la société SOMOCER Négoces pour un montant de 91.457 DT. Le contrat conclu entre les deux parties a commencé le 02 janvier 2014 pour une période de 5 ans renouvelables par tacite reconduction.

VIII. Tableau de variation des capitaux propres

En DT	Solde au 31.12.2014	Résultats reportés	Réserves légal	Augmentation de capital	Distributions de dividendes	Fonds social	Subvention d'investissement	Résultat de l'exercice	Solde au 30.06.2015
Capital social (*)	31 169 600	-	-	1 355 200	-	-	-	-	32 524 800
Réserves légales	2 616 846	-	404 451	-	-	-	-	-	3 021 297
Réserves statutaires	1 081 645	-	-	-	-	-	-	-	1 081 645
Réserves spéciales de réinvestissements	3 000 000	-	-	-	-	-	-	-	3 000 000
Fonds social	-	-	-	-	-	30 000	-	-	30 000
Résultats reportés	3 016 530	1 879 544	-	<155 200>	-	-	-	-	4 740 874
Prime d'émission	8 250 609	-	-	-	-	-	-	-	8 250 609
Prime de fusion	2 965 154	-	-	-	-	-	-	-	2 965 154
Subvention d'investissement	1 347 066	-	-	-	-	-	<46 171>	-	1 300 895
Capitaux Propres	53 447 450	1 879 544	404 451	1 200 000	-	-	<46 171>	-	56 915 274
Résultat de l'exercice	5 072 475	<1 879 544>	<404 451>	<1 200 000>	<1 558 480>	-	-	2 448 731	2 448 731
Total capitaux propres	58 519 925	-	-	-	<1 558 480>	-	<46 171>	2 448 731	59 364 005

(*) Le capital social est passé de 31.169.600 DT au 31 décembre 2014 à 32.524.800 DT au 30 juin 2015 suite à une augmentation du capital par voie d'incorporation des réserves spéciales de réinvestissements totalisant 1.200.000 DT et par voie d'incorporation des résultats reportés pour 155.200 DT, et ce, selon le PV de l'AGE du 23 juin 2015.

IX. Tableau de variation des immobilisations

DÉSIGNATION	Valeurs brutes			Amortissements & provisions			V C N	
	31/12/2014	Acquisitions	30/06/2015	31/12/2014	Dotations	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
Fonds de commerce	1 973 928	-	1 973 928	891 878	41 898	933 776	1 082 050	1 040 152
Logiciel	302 024	-	302 024	253 580	20 270	273 850	48 444	28 174
TOTAL DES IMMOB. INCORPORELLES	2 275 952	-	2 275 952	1 145 458	62 168	1 207 626	1 130 494	1 068 326
IMMOBILISATIONS CORPORELLES								
Terrain	2 995 143	-	2 995 143	593 645	-	593 645	2 401 498	2 401 498
Constructions	20 084 396	99 656	20 184 052	11 124 549	478 758	11 603 307	8 959 847	8 580 745
Install. techniques, matériels et outillages	59 749 911	1 406 802	61 156 713	33 466 703	1 430 939	34 897 642	26 283 208	26 259 071
Matériels de transport	2 086 093	57 931	2 144 024	1 543 731	166 245	1 709 976	542 362	434 048
Install. générales agenc.aménag.divers	7 262 543	85 844	7 348 387	5 623 746	160 075	5 783 821	1 638 797	1 564 566
Équipements de bureau et matériels informatiques	1 087 107	18 043	1 105 150	882 649	28 818	911 467	204 458	193 683
Immobilisations à statut juridique particulier	4 027 918	0	4 027 918	1 684 304	112 613	1 796 917	2 343 614	2 231 001
Immobilisations en cours	362 612	7 427 240	7 789 852	-	-	-	362 612	7 789 852
TOTAL DES IMMOB.CORPORELLES	97 655 723	9 095 516	106 751 239	54 919 327	2 377 448	57 296 775	42 736 396	49 454 464
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	99 931 675	9 095 516	109 027 191	56 064 785	2 439 616	58 504 401	43 866 890	50 522 790

X. Événements post clôture

La société a reçu en février 2015 une notification pour un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 et portant sur les différents impôts et taxes auxquelles la société est soumise. La société n'a pas encore reçu de notification des résultats de ce contrôle fiscal.

XI. Engagements hors bilan

XI.1 Engagements donnés au titre des opérations de portage

Convention de portage avec «ATD SICAR» relative à la participation au capital de la société «SOTEMAIL» pour un montant de 2.000.000 DT; l'engagement de la société à la date du 30 juin 2015 s'élève à 2.325.017 DT ;

Convention de portage avec «ATD SICAR» relative à la participation au capital de la société «SOTEMAIL» pour un montant de 5.000.000 DT ;

XI.2 Engagements donnés : Effets escomptés non échus

Le montant des effets escomptés et non échus au 30 juin 2015 est de l'ordre de 16.248.800 DT.

XI.3 Engagements donnés au profit de sociétés du groupe

Le conseil d'administration a autorisé, en date du 06 janvier 2014, les cautions solidaires de SOMOCER au profit de SOMOSAN en couverture des crédits bancaires à contracter par cette dernière et qui sont détaillés comme suit :

- ATB : Crédit moyen terme (CMT) 3.000 KDT et crédit de gestion de 775 KDT.
- BNA : Crédit moyen terme (CMT) 4.000 KDT et crédit de gestion de 1.550 KDT
- BH : Crédit moyen terme (CMT) 2.000 KDT et crédit de gestion : 775 KDT ;
- TF Bank : Crédit moyen terme (CMT) 1.000 KC.

Cette décision annule et remplace la neuvième décision du PV du conseil d'administration du 30 mai 2012.

XI.4 Engagements donnés relatifs aux emprunts

1- Titre foncier n° 70 048 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa I" d'une superficie de 1 348 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 30 juin 2015
Crédits de gestion	21 750 000	STB	19 288 830
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	9 054 250	STB	4 522 192
	36 554 250		23 811 022
Crédit de gestion	4 250 000	AB	4 901 742
CMT	4 600 000	AB	2 247 086
	8 850 000		7 148 828
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	8 938 278
CMT	6 140 000	BNA	4 113 572
	12 740 000		13 051 850
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 504 279
CMT	1 210 000	UIB	-
	4 250 000		2 504 279
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	4 283 280
	3 790 000		4 283 280
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
Crédit de gestion	4 250 000	ATTIJARI BANK	5 766 942
	4 250 000		5 766 942
CMT	8 698 475	TFB	470 856
	8 698 475		470 856
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	3 432 823
	2 800 000		3 432 823
Total général	83 632 725		60 469 880

2- Titre foncier n° 70 046 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa II" d'une superficie de 499 m²

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 30 juin 2015
Crédits de gestion	21 750 000	STB	19 288 830
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	9 054 250	STB	4 522 192
	36 554 250		23 811 022
Crédit de gestion	4 250 000	AB	4 901 742
CMT	4 600 000	AB	2 247 086
	8 850 000		7 148 828
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	8 938 278
CMT	6 140 000	BNA	4 113 572
	12 740 000		13 051 850
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 504 279
CMT	1 210 000	UIB	-
	4 250 000		2 504 279
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	4 283 280
	3 790 000		4 283 280
CMT	1 700 000	BTEI	-
	1 700 000		-
Crédit de gestion	4 250 000	ATTIJARI BANK	5 766 942
	4 250 000		5 766 942
CMT 1250	2 046 700	TFB	334 831
	2 046 700		334 831
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	3 432 823
	2 800 000		3 432 823
Total général	76 980 950		60 333 855

3- Titre foncier n° 70 047 Tunis sis à El-bouhaira Tunis "Mayssa III" d'une superficie de 505 m²			
Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 30 juin 2015
Crédits de gestion	21 750 000	STB	19 288 830
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	9 054 250	STB	4 522 192
	36 554 250		23 811 022
Crédit de gestion	4 250 000	AB	4 901 742
CMT	4 600 000	AB	2 247 086
	8 850 000		7 148 828
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	8 938 278
CMT	6 140 000	BNA	4 113 572
	12 740 000		13 051 850
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 504 279
CMT	1 210 000	UIB	-
	4 250 000		2 504 279
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	4 283 280
	3 790 000		4 283 280
CMT	2 700 000	BTEI	-
	2 700 000		-
Crédit de gestion	4 250 000	ATTIJARI BANK	5 766 942
	4 250 000		5 766 942
CMT	2 046 700	TFB	334 831
	2 046 700		334 831
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	3 432 823
	2 800 000		3 432 823
Total général	77 980 950		60 333 855

4- Terrain situé à Menzel Hayet d'une superficie de 77 600 m², objet de deux actes SSP Enregistrés à Zermeddine le 22.06.99 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 30 juin 2015
Crédits de gestion	21 750 000	STB	19 288 830
CMT	8 254 250	STB	4 522 192
	30 004 250		23 811 022
Crédits de gestion	2 600 000	BH KARKER	6 436 073
CMT	8 350 000	BH KARKER	8 350 000
	10 950 000		14 786 073
Crédit de gestion	4 250 000	AB	4 901 742
CMT	4 600 000	AB	2 247 086
	8 850 000		7 148 828
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	8 938 278
CMT	5 540 000	BNA	4 113 572
	12 140 000		13 051 850
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 143 857
MCNE et escompte commercial	900 000	BFT	741 965
	3 200 000		2 885 822
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	4 283 280
	3 790 000		4 283 280
CMT	4 250 000	AB	4 901 742
	4 250 000		4 901 742
Crédit de gestion	4 250 000	ATTIJARI BANK	5 766 942
	4 250 000		5 766 942
CMT	4 484 200	TFB	2 840 456
	4 484 200		2 840 456
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	3 432 823
	2 800 000		3 432 823
Total général	75 868 450		75 760 010

5- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie de 40 000 m², objet d'un acte notarié enregistré le 19.01.95 à distraire du titre foncier n° 215 100

Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 30 juin 2015
Crédits de gestion	21 750 000	STB	19 288 830
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	9 054 250	STB	4 522 192
	36 554 250		23 811 022
Crédit de gestion	4 250 000	AB	4 901 742
CMT	3 100 000	AB	2 247 086
	7 350 000		7 148 828
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	8 938 278
CMT	6 140 000	BNA	4 113 572
	12 740 000		13 051 850
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 504 279
CMT	1 210 000	UIB	-
	4 250 000		2 504 279
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	4 283 280
	3 790 000		4 283 280
CMT	2 700 000	BTEI	-
	2 700 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 143 857
MCNE et escompte commercial	900 000	BFT	741 965
	3 200 000		2 885 822
Crédit de gestion	4 250 000	ATILJARI BANK	5 766 942
	4 250 000		5 766 942
CMT	4 484 200	TFB	2 840 456
	4 484 200		2 840 456
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	3 432 823
	2 800 000		3 432 823
Total général	82 118 450		66 430 987

6- Terrain sis à Menzel Hayet d'une superficie d 28 890 m² , objet d'un acte notarié enregistré à Jammel le 18.12.84 et d'un acte de précision enregistré à Jammel le 15.04.87 à distraire du titre foncier n° 215 100

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 30 juin 2015</i>
Crédits de gestion	21 750 000	STB	19 288 830
CMT	2 750 000	STB/BDET	-
Aval UTB	3 000 000	STB/BDET	-
CMT	9 054 250	STB	4 522 192
	36 554 250		23 811 022
Crédit de gestion	4 250 000	AB	4 901 742
CMT	3 100 000	AB	2 247 086
	7 350 000		7 148 828
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	8 938 278
CMT	6 140 000	BNA	4 113 572
	12 740 000		13 051 850
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 504 279
CMT	1 210 000	UIB	-
	4 250 000		2 504 279
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	4 283 280
	3 790 000		4 283 280
CMT	2 700 000	BTEI	-
	2 700 000		-
Engagement par signature	2 300 000	BFT	2 143 857
MCNE et escompte commercial	900 000	BFT	741 965
	3 200 000		2 885 822
Crédit de gestion	4 250 000	ATTLJARI BANK	5 766 942
	4 250 000		5 766 942
CMT	4 484 200	TFB	2 840 456
	4 484 200		2 840 456
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	3 432 823
	2 800 000		3 432 823
Total général	82 118 450		66 430 987

7- Terrain sis à Menzel Hayet Zeramidine, nommé Souk Essaydi, sous le n° 50 557 Monastir, superficie 9 684 m²

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 30 juin 2015</i>
Crédits de gestion	21 750 000	STB	19 288 830
CMT	9 054 250	STB	4 522 192
	30 804 250		23 811 022
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	8 938 278
CMT	5 540 000	BNA	4 113 572
	12 140 000		13 051 850
Crédit de gestion	4 250 000	ATTLJARI	5 766 942
	4 250 000		5 766 942
CMT	4 484 200	TFB	2 840 456
	4 484 200		2 840 456
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	3 432 823
	2 800 000		3 432 823
Total général	54 478 450		48 903 093

8- Les éléments corporels et incorporels composant un fonds de commerce et d'industrie			
Nature du crédit	Montant du crédit (En DT)	Banque	Solde au 30 juin 2015
Crédits de gestion	21 750 000	STB	19 288 830
CMT	9 054 250	STB	4 522 192
	30 804 250		23 811 022
Crédit de gestion	4 250 000	AB	4 901 742
CMT	3 100 000	AB	2 247 086
	7 350 000		7 148 828
Crédit de gestion	6 600 000	BNA	8 938 278
CMT	6 140 000	BNA	4 113 572
	12 740 000		13 051 850
Crédit de gestion	3 040 000	UIB	2 504 279
CMT	1 210 000	UIB	-
	4 250 000		2 504 279
Crédit de gestion	3 790 000	BIAT	4 283 280
	3 790 000		4 283 280
CMT	2 700 000	BTEI	-
	2 700 000		-
Crédit de gestion	4 250 000	ATTIJARI BANK	5 766 942
	4 250 000		5 766 942
CMT	4 484 200	TFB	2 840 456
	4 484 200		2 840 456
Crédit de gestion	2 800 000	UBCI	3 432 823
	2 800 000		3 432 823
Total général	73 168 450		62 839 480

5.7.5. Notes complémentaires, rectificatives et explicatives relatives aux états financiers intermédiaires au 30/06/2015

a- Notes complémentaires

1- Note complémentaire sur la permanence des méthodes comptables

Les états financiers de la société sont présentés selon les dispositions du système comptable des entreprises prévu par la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises.

Les conventions comptables fondamentales concernant les éléments des états financiers et les procédés de prise en compte de l'information financière, sont présentées conformément au cadre conceptuel de la comptabilité. Les méthodes comptables retenues par la société sont en conformité avec les normes comptables tunisiennes « NCT » mises en vigueur par l'arrêté du ministre des finances du 30 décembre 1996.

Les mêmes principes et méthodes comptables ont été utilisés dans les états financiers intermédiaires par rapport aux états financiers arrêtés au 31 décembre 2014.

2- Note complémentaire sur l'effet des changements dans la structure de l'entreprise pendant la période intermédiaire

Aucun changement dans la structure de l'entreprise pendant la période intermédiaire y compris les regroupements, les acquisitions ou la cession des filiales et les investissements à long terme, restructurations et abandons d'activité conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC 19 relative aux états financiers intermédiaires.

3- Note complémentaire sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers

Les événements significatives postérieures à la fin de la période intermédiaire et qui n'ont pas été incluses dans les états financiers intermédiaires sont :

- Changement de la direction générale à partir du 27 octobre 2015 ,
- Fin des travaux de l'unité de cogénération.

4- Note complémentaire portant sur les dividendes payés (globalement ou par action) séparément pour les actions ordinaires et autres actions

Prière de se référer à l'état de flux de trésorerie et la note VIII. Tableau de variation des capitaux propres.

5- Note complémentaire sur le détail de la rubrique de l'état de résultat « Moins-value sur valeurs mobilières ».

Désignation	Solde
Titres de placements au 31/12/2014	5 985 000
Nombre d'actions	2 100 000
Cours boursier au 30 /06/2015	2.50
Valeur du marché au 30/06/2015	5 250 000
Moins value	(735 000)

6- Note complémentaire sur les capitaux propres

Désignation	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2014
Nombre moyen pondéré d'actions	31 882 472	29 920 681	29 004 807
Résultat net de l'exercice	2 448 731	5 072 475	4 208 257
Résultat par action	0.0768	0.1695	0,145

7- Note complémentaire sur les émissions, rachats et remboursements de dettes

Il y'a eu l'émission de 1.355.200 actions ordinaires ayant chacune une valeur nominale de 1 DT suite à l'augmentation du capital social par incorporation des réserves spéciales pour réinvestissement exonéré pour 1.200.000 DT et par incorporation des résultats reportés de 155.200 DT.

Aucun remboursement d'actions ordinaires n'a eu lieu durant la période intermédiaire.

Pour les encaissements et remboursement d'emprunt :

Emprunts	Solde au 31.12.2014			Mouvements de la période			Solde au 30.06.2015		
	Total début de la période	Echéance à + 1 an	Echéance à - 1 an	Acquisitions	Additions	Règlements échéances	Total fin de la période	Echéance à + 1 an	Echéance à - 1 an
BNB 4000 MDT	3 250 001	2 464 287	785 714	0	0	71 429	3 178 572	2 178 573	999 999
STB 8224 MDT	5 224 500	3 964 286	1 260 214	456 000	0	377 714	5 302 786	3 775 275	1 527 511
BNB 1540 MDT	935 000	660 000	275 000	0	0	0	935 000	550 000	385 000
BH 5930 MDT	1 770 000	1 770 000	0	4 160 000	0	0	5 930 000	5 930 000	0
UTB 2250 MDT	1 566 138	424 163	1 141 976	0	0	415 158	1 150 981	136 025	1 014 956
Amen Bank 2500 MDT	2 500 000	2 375 363	124 637	0	0	0	2 500 000	2 247 086	252 914
Total Emprunts Bancaires	15 245 639	11 658 098	3 587 542	4 616 000	0	864 301	18 997 338	14 816 958	4 180 380
Crédit SACMI	1 905 690	952 845	952 845	0	0	530 631	1 375 059	458 353	916 706
Leasing	1 452 752	966 271	486 481	0	0	207 561	1 245 191	725 479	519 711
Crédit BFT	0	0	0	1 001 126	0	163 407	837 719	0	825 801
Total :	18 604 082	13 577 214	5 026 868	5 617 126	0	1 765 901	22 455 307	16 000 791	6 442 598

b- Notes rectificatives

1- Note rectificative à l'état des flux

-Les encaissements et décaissements des placements courants figurent parmi les flux d'investissement, il s'agit de flux d'exploitation et ce conformément aux dispositions du paragraphe 61 de la NC01 norme générale.

-Les remboursements des distributions figurent au niveau de l'état des flux pour 159 500 dt alors que les dividendes distribués tels qu'ils ressortent de la note VIII tableau de variation des capitaux propres, sont de 1 558 480 dt.

-Les dividendes reçus figurent parmi les flux de financement, il s'agit de flux d'exploitation ou d'investissement (retour sur investissement).

Etat de flux de trésorerie

Période du 30 juin 2015
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Note	30.06.2015	30.06.2014	31.12.2014
Flux de trésorerie liés à l'exploitation				
Encaissements reçus des clients		35 063 820	46 143 956	82 428 990
Sommes versées aux fournisseurs		<24 106 298>	<32 676 876>	<58 950 947>
Sommes versées au personnel		<4 396 454>	<5 048 660>	<9 142 695>
Frais financiers payés		<1 427 465>	<1 536 225>	<3 064 738>
Impôts et taxes payés		<832 945>	<2 077 073>	<3 813 019>
Encaissements placement		250 000	-	906 733
Décaissements placement		-	-	<2 370 646>
Flux de trésoreries liés à l'exploitation		<u>4 550 659</u>	<u>4 805 122</u>	<u>5 993 678</u>
Flux de trésorerie liés à l'investissement				
Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations		<5 640 359>	<785 730>	<7 198 357>
Dividendes et autres distributions reçues		-	-	650 208
Flux de trésoreries liés à l'investissement		<u>-5 640 359</u>	<u>-785 730</u>	<u>-6 548 149</u>
Flux de trésorerie liés au financement				
Encaissements subvention d'investissement		-	962 857	1 385 135
Encaissements provenant des emprunts		5 617 126	-	3 731 000
Remboursements d'emprunts		<1 765 901>	<2 587 276>	<4 230 172>
Encaissements moyens de financements CT	VI.1	25 700 000	33 692 900	63 703 873
Décaissements moyens de financements CT	VI.2	<25 285 600>	<36 990 833>	<65 386 500>
Remboursements autres distributions		<159 500>	<194 186>	<1 681 566>
Décaissement financement en devises	VI.2	<5 739 958>	<378 000>	-
Flux de trésorerie liés au financement		<u><1 633 834></u>	<u><5 494 538></u>	<u><2 478 230></u>
Variation de trésorerie		<u><2 723 534></u>	<u><1 475 146></u>	<u><3 032 701></u>
Trésorerie au début de l'exercice		<u><9 827 631></u>	<u><6 794 930></u>	<u><6 794 930></u>
Trésorerie à la clôture de l'exercice		<u><12 551 165></u>	<u><8 270 076></u>	<u><9 827 631></u>

2- Note rectificative à la note XI.4 Engagements donnés relatifs aux emprunts

Point 4

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 30 juin 2015</i>
<i>Crédits de gestion</i>	21 750 000	STB	19 288 830
<i>CMT</i>	8 254 250	STB	4 522 192
	30 004 250		23 811 022
<i>Crédits de gestion</i>	2 600 000	BH KARKER	6 436 073
<i>CMT</i>	8 350 000	BH KARKER	8 350 000
	10 950 000		14 786 073
<i>Crédit de gestion</i>	4 250 000	AB	4 901 742
<i>CMT</i>	4 600 000	AB	2 247 086
	8 850 000		7 148 828
<i>Crédit de gestion</i>	6 600 000	BN4	8 938 278
<i>CMT</i>	5 540 000	BN4	4 113 572
	12 140 000		13 051 850
<i>Engagement par signature</i>	2 300 000	BFT	2 143 857
<i>MCNE et escompte commercial</i>	900 000	BFT	741 965
	3 200 000		2 885 822
<i>Crédit de gestion</i>	3 790 000	BLAT	4 283 280
	3 790 000		4 283 280
<i>CMT</i>	4 250 000	AB	4 901 742
	4 250 000		4 901 742
<i>Crédit de gestion</i>	4 250 000	ATTIJARI BANK	5 766 942
	4 250 000		5 766 942
<i>CMT</i>	4 484 200	TFB	2 840 456
	4 484 200		2 840 456
<i>Crédit de gestion</i>	2 800 000	UBCI	3 432 823
	2 800 000		3 432 823
Total général	84 718 450		82 908 838

Point 6

<i>Nature du crédit</i>	<i>Montant du crédit (En DT)</i>	<i>Banque</i>	<i>Solde au 30 juin 2015</i>
<i>Crédits de gestion</i>	21 750 000	STB	19 288 830
<i>CMT</i>	2 750 000	STB/BDET	-
<i>Aval UTB</i>	3 000 000	STB/BDET	-
<i>CMT</i>	9 054 250	STB	4 522 192
	36 554 250		23 811 022
<i>Crédit de gestion</i>	4 250 000	AB	4 901 742
<i>CMT</i>	3 100 000	AB	2 247 086
	7 350 000		7 148 828
<i>Crédit de gestion</i>	6 600 000	BN4	8 938 278
<i>CMT</i>	6 140 000	BN4	4 113 572
	12 740 000		13 051 850
<i>Crédit de gestion</i>	3 040 000	UIB	2 504 279
<i>CMT</i>	1 210 000	UIB	-
	4 250 000		2 504 279
<i>Crédit de gestion</i>	3 790 000	BLAT	4 283 280
	3 790 000		4 283 280
<i>CMT</i>	2 700 000	BTEI	-
	2 700 000		-

<i>Engagement par signature MCNE et escompte commercial</i>	2 300 000	BFT	2 143 857
	900 000	BFT	741 965
	3 200 000		2 885 822
<i>Crédit de gestion</i>	4 250 000	ATTIJARI BANK	5 766 942
	4 250 000		5 766 942
CMT	4 484 200	TFB	2 840 456
	4 484 200		2 840 456
<i>Crédit de gestion</i>	2 800 000	UBCI	3 432 823
	2 800 000		3 432 823
Total général	82 118 450		66 430 987

5.7.6. Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires au 30/06/2015

Tunis, le 31 juillet 2015

**Messieurs les actionnaires
de la Société Moderne de Céramique
SOMOCER
Menzel El Hayet, 5033 Monastir**

Messieurs,

Introduction

Nous avons effectué l'examen limité des états financiers intermédiaires de la Société Moderne de Céramique «SOMOCER» au 30 juin 2015 pour la période de six mois se terminant à cette date qui font ressortir des capitaux propres s'élevant à 59.364.005 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice qui s'élève à 2.448.731 DT.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur ces états financiers intermédiaires sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession applicables en Tunisie. Un examen limité d'états financiers intermédiaires consiste à obtenir les informations nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure d'examen appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Justification de notre conclusion avec réserve

L'examen des créances clients au 30 juin 2015 a révélé l'existence d'une créance douteuse sur le client libyen Al Aquaria et dont le solde brut s'élève à 4.312 mille DT au 30 juin 2015, provisionné à hauteur de 1.100 mille DT, soit une créance nette de 3.212 mille dinars.

Il convient de rappeler qu'une partie de la valeur brute de ladite créance, d'un montant de 2.314 mille DT, se rattachait au client Libyen Al Mawada, société apparentée à la société Al Aquaria, a fait l'objet, en date du 28 février 2014, d'une reconnaissance de dette de la part de cette dernière au profit de la société SOMOCER.

Prospectus relatif à l'augmentation de capital de la SOMOCER

5.8. Analyse de la situation financière de la SOMOCER au 30 Juin 2015

5.8.1. Tableau de mouvements des capitaux propres

Désignation	Capital social	Réserves légales	Réserves statutaires	Réserves spéciales de réinvestissements	Fond social	Résultats reportés	Prime d'émission	Prime de fusion	Subvention d'investissement	Capitaux propres	En DT	
											Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2014	31 169 600	2 616 846	1 081 645	3 000 000	-	3 016 530	8 250 609	2 965 154	1 347 066	53 447 450	5 072 475	58 519 925
Résultats reportés						1 879 544				1 879 544	-1 879 544	-
Réserves légales		404 451								404 451	-404 451	-
Augmentation de capital	1 355 200					-155 200				1 200 000	-1 200 000	-
Distribution de dividendes											-1 558 480	-1 558 480
Fond social					30 000					30 000		
Subvention d'investissement									-46 171	-46 171	-	-46 171
Résultat de l'exercice											2 448 731	2 448 731
Solde au 30/06/2015	32 524 800	3 021 297	1 081 645	3 000 000	30 000	4 740 874	8 250 609	2 965 154	1 300 895	56 915 274	2 478 731	59 364 005

5.8.2. Soldes intermédiaires de gestion

En DT

Produits	juin-15	juin-14	déc-14	Charges	juin-15	juin-14	déc-14	Soldes	juin-15	juin-14	déc-14
Chiffre d'affaires local	28 407	29 601	48 591								
Chiffre d'affaires export	1 973	4 122	6 288	Déstockage	-1 184	-399	8 501				
Autres ventes	7 248	9 518	17 112								
Total	37 627	43 241	71 991	Total	-1 184	-399	8 501	Production	38 811	42 842	80 492
Production	38 811	43 640	80 492	Achats consommés	21 666	23 937	46 161				
Total	38 811	43 640	80 492	Total	21 666	23 937	46 161	Marge sur coût matière	17 145	19 703	34 331
Marge sur coût matière	17 145	19 703	34 331	Autres charges externes	2 096	2 736	4 718				
Subvention d'exploitation	0	0	0								
Total	17 145	19 703	34 331	Total	2 096	2 736	4 718	Valeur ajoutée brute	15 049	16 967	29 613
Valeur ajoutée brute	15 049	16 967	29 613	Impôts & taxes	210	239	615				
				Charge du personnel	6 176	5 913	11 986				
Total	15 049	16 967	29 613	Total	6 386	6 153	12 601	Excédent brut d'exploitation	8 662	10 815	17 012
Excédent brut d'exploitation	8 662	10 815	17 012,00	Charges financières nettes	3 494	3 938	7 567				
Autres produits ordinaires	556	366	489	Autres charges ordinaires	47	33	2 683				
Produits de placement	563	2 201	1 838	Dotation aux amortissements et provisions	3 292	4 003	2 861				
				Impôt sur le résultat ordinaire	500	1 200	1 156				
Impôt sur le résultat ordinaire											
Total	9 781	13 382	19 339	Total	7 333	9 174	14 267	Résultat des activités ordinaires	2 448	4 208	5 072
Résultat des activités ordinaires	2 448	4 208	5 072								
				Pertes extraordinaires							
				Effets négatifs des modifications comptables							
Total	2 448	4 208	5 072	Total	0	0		Résultat après modifications comptables	2 448	4 208	5 072

5.8.3. Tableau d'amortissements des immobilisations

En DT

DÉSIGNATION	Valeurs brutes			Amortissements & provisions			V C N	
	31/12/2014	Acquisitions	30/06/2015	31/12/2014	Dotations	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
Fonds de commerce	1 973 928	-	1 973 928	891 878	41 898	933 776	1 082 050	1 040 152
Logiciel	302 024	-	302 024	253 580	20 270	273 850	48 444	28 174
TOTAL DES IMMOB. INCORPORELLES	2 275 952	-	2 275 952	1 145 458	62 168	1 207 626	1 130 494	1 068 326
IMMOBILISATIONS CORPORELLES								
Terrain	2 995 143	-	2 995 143	593 645	-	593 645	2 401 498	2 401 498
Constructions	20 084 396	99 656	20 184 052	11 124 549	478 758	11 603 307	8 959 847	8 580 745
Install. techniques, matériels et outillages	59 749 911	1 406 802	61 156 713	33 466 703	1 430 939	34 897 642	26 283 208	26 259 071
Matériels de transport	2 086 093	57 931	2 144 024	1 543 731	166 245	1 709 976	542 362	434 048
Install. générales agencaménag.divers	7 262 543	85 844	7 348 387	5 623 746	160 075	5 783 821	1 638 797	1 564 566
Équipements de bureau et matériels informatiques	1 087 107	18 043	1 105 150	882 649	28 818	911 467	204 458	193 683
Immobilisations à statut juridique particulier	4 027 918	0	4 027 918	1 684 304	112 613	1 796 917	2 343 614	2 231 001
Immobilisations en cours	362 612	7 427 240	7 789 852	-	-	-	362 612	7 789 852
TOTAL DES IMMOB. CORPORELLES	97 655 723	9 095 516	106 751 239	54 919 327	2 377 448	57 296 775	42 736 396	49 454 464
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	99 931 675	9 095 516	109 027 191	56 064 785	2 439 616	58 504 401	43 866 890	50 522 790

5.8.4. Évolution du bénéfice net et du résultat d'exploitation

Désignation	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Capital Social (DT)	32 524 800	31 169 600	31 169 600
Valeur nominale (DT)	1	1	1
Nombre d'actions	32 524 800	31 169 600	31 169 600
Résultat d'exploitation (DT)	5 718 418	7 029 746	14 632 500
Bénéfice Net avant impôt (DT)	2 948 731	5 408 257	6 228 195
Bénéfice Net avant impôt par action (DT)	0,09	0,17	0,20
Bénéfice Net après impôt (DT)	2 448 731	4 208 257	5 072 475
Résultat d'exploitation par action (DT)	0,18	0,23	0,47
Bénéfice Net/ capital social	7,53%	13,50%	16,27%
Bénéfice Net par action (DT)	0,08	0,14	0,16

5.8.5. Évolution de la marge brute d'autofinancement

En DT

Désignation	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Bénéfice Net	2 448 731	4 208 257	5 072 475
Dotations aux Amortissements et aux provisions	3 291 745	4 002 932	2 861 384
Marge brute d'autofinancement	5 740 476	8 211 189	7 933 859

5.8.6. Évolution de la structure financière

En DT

Désignation	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Capitaux propres	59 364 005	57 267 171	58 519 925
Passifs non courants	17 498 566	12 590 112	14 134 569
Capitaux permanents	76 862 571	69 857 283	72 654 494
Actifs non courants	76 513 827	67 774 749	69 826 385
Fonds de roulement	348 744	2 082 534	2 828 109
Actifs courants	70 616 663	56 151 561	66 111 944
Stocks	32 645 418	22 274 066	33 866 567
Clients et comptes rattachés	22 317 649	17 926 844	14 564 056
Autres actifs courants	8 343 596	7 793 918	9 386 321
Autres actifs financiers	7 310 000	8 156 733	8 295 000
Passifs courants	57 716 754	45 798 951	53 456 204
Fournisseurs et comptes rattachés	20 822 561	20 184 300	18 721 812
Autres passifs courants	7 375 534	6 697 827	4 589 822
Autres passifs financiers	29 518 659	18 916 824	30 144 570
Besoin en fonds de roulement	12 899 909	10 352 610	12 655 740
Liquidités et équivalents de liquidités	727 912	329 895	323 629
Concours bancaires	13 279 077	8 599 971	10 151 260
Trésorerie nette	-12 551 165	-8 270 076	-9 827 631

5.8.7. Rentabilité des capitaux propres

En DT

Désignation	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Bénéfice Net	2 448 731	4 208 257	5 072 475
Capitaux propres avant résultat net	56 915 274	53 058 914	53 447 450
Rentabilité des capitaux propres (ROE)	4,30%	7,93%	9,49%

5.8.8. Indicateurs de gestion et ratios financiers

En DT

Désignation	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Actifs non courants	76 513 827	67 774 749	69 826 385
Actifs courants	71 344 575	56 481 456	66 435 573
Stocks	32 645 418	22 274 066	33 866 567
Clients et comptes rattachés	22 317 649	17 926 844	14 564 056
Placements et liquidités	8 037 912	8 486 628	30 468 199
Total bilan	147 858 402	124 256 205	136 261 958
Capitaux propres avant résultat de l'exercice	56 915 274	53 058 914	53 447 450
Capitaux propres avant affectation	59 364 005	57 267 171	58 519 925
Passifs non courant	17 498 566	12 590 112	14 134 569
Dettes nettes	22 032 377	11 996 101	15 109 845
Fournisseurs et comptes rattachés	20 822 561	20 184 300	18 721 812
Capitaux permanents	76 862 571	69 857 283	72 654 494
Total passifs	88 494 397	66 989 034	77 742 032
Revenus	37 627 256	43 241 022	71 990 776
Achats consommés	21 665 986	23 936 792	46 160 690
Charges de personnel	6 175 988	5 913 304	11 986 049
Résultat d'exploitation	5 718 418	7 029 746	14 632 501
Charges financières nettes	3 493 656	3 938 423	7 567 203
Résultat net	2 448 731	4 208 257	5 072 475

Désignation	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Ratios de structure			
Actifs non courants/Total Bilan	51,75%	54,54%	51,24%
Stocks/ Total Bilan	22,08%	17,93%	24,85%
Actifs courants /Total Bilan	48,25%	45,46%	48,76%
Capitaux propres avant affectation/Total Bilan	40,15%	46,09%	39,22%
Capitaux propres avant affectation/Passifs non courants	339,25%	454,86%	414,02%
Passifs non courants/Total Bilan	11,83%	10,13%	10,37%
Passifs courants/ Total Bilan	48,02%	43,78%	46,68%
Passifs/Total Bilan	59,85%	53,91%	57,05%
Capitaux permanents/ Total Bilan	51,98%	56,22%	53,32%
Ratios de gestion			
Charges de personnel/Revenus	16,41%	13,68%	16,65%
Résultat d'exploitation/Revenus	15,20%	16,26%	20,33%
Charges financières nettes/ Revenus	9,28%	9,11%	10,51%
Résultat d'exploitation/ Charges financières	163,68%	178,49%	193,37%
Revenus/ Capitaux propres avant affectation	63,38%	75,51%	123,02%
Ratios de solvabilité			
Capitaux propres avant affectation/Capitaux permanents	77,23%	81,98%	80,55%
Ratios de liquidité			
Actifs courants/Passifs courants	100,49%	103,83%	104,45%
(Placements+liquidité et équivalents de liquidité)/Passifs courants	11,32%	15,60%	13,55%
(Actifs courants-Stocks)/Passifs courants	54,51%	62,88%	49,42%
Ratios de rentabilité			
Résultat Net/Capitaux propres avant résultat (ROE)	4,30%	7,93%	9,49%
Résultat Net/Capitaux permanents avant résultat	3,29%	6,41%	7,51%
Résultat Net/Revenus	6,51%	9,73%	7,05%
Ratios d'endettement			
Dettes nettes/Capitaux propres (Gearing)	37,11%	20,95%	25,82%
Endettement net/Résultat d'exploitation	385,29%	170,65%	103,26%
Ratios de rentabilité des capitaux investis			
Résultat d'exploitation/(Total Actifs-Passifs courants)	7,44%	10,06%	20,14%
Autres ratios			
Délai moyen de règlement fournisseurs (en jours)*	345,99	303,56	146,01
Délai de recouvrement clients (en jours) **	213,52	149,25	72,83

*(Fournisseurs/Achats consommés)*360

** (Clients/Revenus)*360

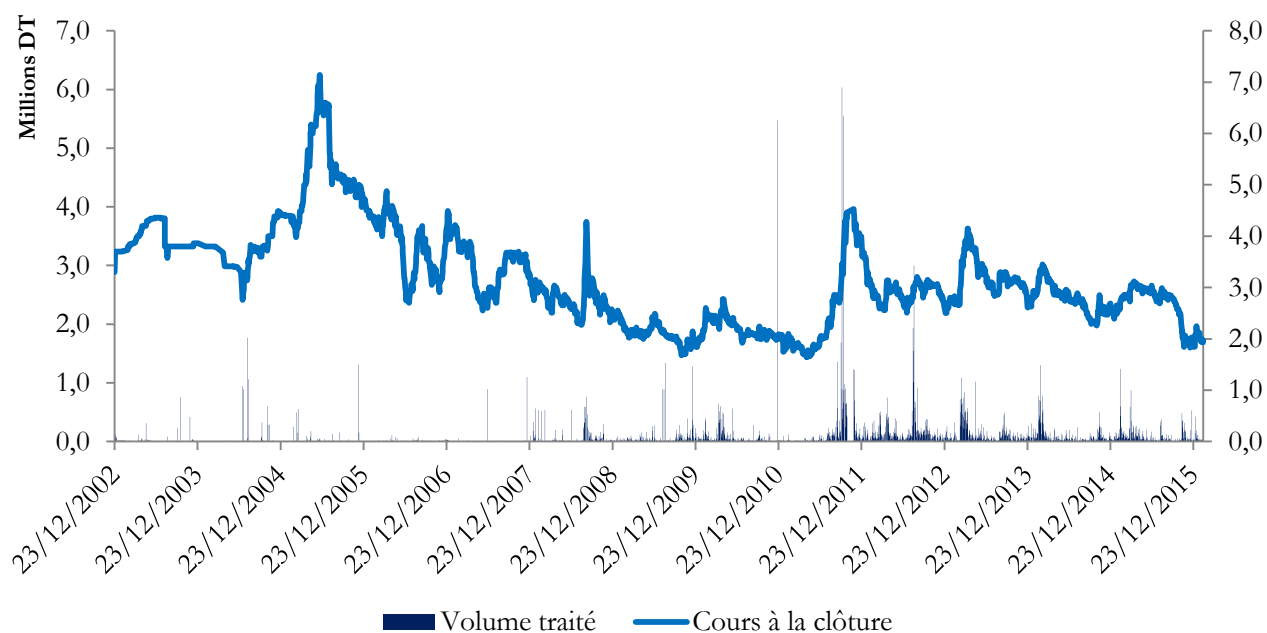
5.8.9. Emprunts obligataires émis ou garantis par la société

Néant.

5.9. Données boursières de la valeur SOMOCER

Désignation	Valeurs
Cours au 15/01/2016	2,10
Capitalisation boursière	68 302 080
PBK	1
PER 2014	12,904
Taux de distribution de dividende	30,72%
Participations étrangères	1,96%
Performance annuelle 2015	-17,53%

5.10. Comportement de la société SOMOCER depuis son introduction



CHAPITRE 6. Organes d'Administration, de Direction et de Contrôle des Comptes

6.1. Membres des organes d'administration et de direction

6.1.1. Membres des organes d'administration

Nom ou dénomination sociale	Qualité	Représenté par	Mandat	Adresse
M. Lotfi ABDENNADHER	Président	Lui-même	2013-2015*	Tunis
Société AGRIMED	Membre	M. Yassine LAAMOURI	2013-2015*	Sfax
M. Karim ABDENNADHER	Membre	Lui-même	2013-2015*	Tunis
Société AB CORPORATION	Membre	M. Anas ABDENNADHER	2013-2015*	Tunis
M. Abdelmajid AOUDNI	Membre	Lui-même	2013-2015*	Tunis
M. Riadh JAIDANE	Membre	Lui-même	2013-2015*	Tunis
M. Lassaad BOUZGUENDA	Membre	Lui-même	2013-2015*	Tunis
Les petits porteurs	Membre	M. Abdelwaheb BELLAAJ	2013-2015*	Tunis

*Mandats renouvelés par l'AGO du 25 juin 2013.

6.1.2. Fonctions des membres des organes d'administration et de direction dans la société SOMOCER

Membre	Fonction au sein de la société	Date d'entrée en fonction	Adresse
M. Riadh JAIDANE	Directeur général*	27/10/2015	Tunis

*Nommé par le Conseil d'Administration du 27/10/2015 et ce, pour une durée d'une année.

6.1.3. Principales activités exercées en dehors de la société au cours des trois dernières années par les membres des organes d'administration et de direction

Membres des organes d'administration et de direction	Activités exercées en dehors de la société au cours des trois derniers exercices
M. Lotfi ABDENNADHER	PDG dans plusieurs sociétés
M. Karim ABDENNADHER	Homme d'affaires
M. Abdelmajid AOUDNI	Directeur général de la société AB Corporation
M. Lassaad BOUZGUENDA	Commerçant
M. Yassine LAAMOURI	PDG AGRIMED et DG BELDIMED
M. Anas ABDENNADHER	Homme d'affaires
M. Abdelwaheb BELLAAJ	Retraité

6.1.4. Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés

Membres	Qualité	Sociétés
M. Lotfi ABDENNADHER	Président du Conseil d'Administration	SANIMED - SOTEMAIL – SOMOSAN
M. Karim ABDENNADHER	Administrateur	AGRIMED - SANIMED – SOTEMAIL
M. Abdelmajid AOUDNI	Administrateur	SANIMED - SOTEMAIL - AGRIMED
M. Lassaad BOUZGUENDA		Néant
M. Anas ABDENNADHER	Président du Conseil d'Administration	SANIMED – AB CORPORATION
M. Yassine LAAMOURI	Administrateur	BELDIMED – SANIMED – SOTEMAIL - AGRIMED

6.1.5. Fonctions des représentants permanents des personnes morales membres du Conseil d'Administration dans l'établissement qu'ils représentent

Administrateurs personnes morales	Représentant permanent	Fonction au sein de la société qu'il représente
Société AGRIMED	M. Yassine LAAMOURI	Directeur Général
Société AB CORPORATION	M. Anas ABDENNADHER	Administrateur

6.2. Intérêt des dirigeants dans la société SOMOCER pour l'exercice 2014

6.2.1. Rémunérations et avantages en nature attribués aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice 2014

La rémunération nette servie au Directeur Général, au titre de l'exercice 2014, est de 256 690 DT.

La rémunération nette servie au Directeur Général Adjoint au titre de l'exercice 2014 est de 102 838 DT.

Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint bénéficient des avantages en nature liés à leurs fonctions (voitures et charges connexes).

Les membres du Conseil d'Administration sont rémunérés par des jetons de présence déterminés par le Conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale. L'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2014 a décidé l'allocation d'un montant net annuel de jetons de présence égal à 150 000 DT.

6.2.2. Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2014.

Courant 2014, la SOMOCER a souscrit à trois billets de trésorerie émis par la société AB Corporation pour un montant total de 1 960 mDT.

6.3. Contrôle

Commissaires aux comptes	Adresse	Mandat
Cabinet « Conseil Audit Formation », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Abderrahmen FENDRI	Immeuble PwC Rue du lac d'Annecy, les Berges du Lac, 1053, Tunis, Tunisie	2014-2016*
Cabinet « Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting », société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Radhouen ZARROUK.	Boulevard 14 janvier, route touristique El Kantaoui, Sousse, BP287, Tunisie.	2014-2016**

*Mandat renouvelé par l'AGO du 19 juin 2014.

**Nommé par l'AGO du 19 juin 2014.

6.4. Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres des organes d'Administration et de Direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du Conseil d'Administration ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital

- Courant 2014, SOMOCER a souscrit à trois billets de trésorerie émis par la société AB Corporation pour un montant total de 1 960 mDT qui se détaillent comme suit :

- ✓ Le premier dont le montant s'élève à 160 mDT est émis pour une période de 7 mois, commençant le 20/05/2014 avec une date d'échéance au 31/12/2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
- ✓ Le deuxième dont le montant s'élève à 700 mDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25/06/2014 avec une date d'échéance au le 31/12/2014 au taux d'intérêts de 6% par an ;
- ✓ Le troisième dont le montant s'élève à 1 100 mDT est émis pour une période de 6 mois, commençant le 25/12/2014 avec une date d'échéance au le 24/06/2015 au taux d'intérêts de 6% par an.

-Les dividendes et autres rémunérations distribués par la société SOMOCER et encaissés par les sociétés membres du Conseil d'Administration et actionnaires détenant plus de 5% du capital se détaillent comme suit :

Dividendes payés :

Sociétés	Dividendes distribués en 2014
AB Corporation	213 309,300
AGRIMED	171 860,950

Jetons de présence payés (montants bruts)

Sociétés	Jeton de présence en 2014
AB Corporation	12 000,000
AGRIMED	12 000,000

- Le chiffre d'affaires réalisé par la société SOMOCER au cours de l'année 2014 avec la société AB CORPORATION s'élève à 2 189 DT.

CHAPITRE 7. Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir

7.1. Évolution récente des activités de la SOMOCER et orientations

7.1.1. Évolution récente

Les indicateurs d'activité au 31/03/2016

L'évolution des principaux indicateurs d'activité de la SOMOCER au 31/03/2016, se présente comme suit :

Libellé	1 ^{er} Trimestre			2015*
En millions de dinars	1T 2016	1T 2015	Variation 2016/2015	
1- Chiffre d'Affaires	18,589	18,686	-0,52%	66,499
<i>CA Local</i>	17,617	18,014	-2,20%	<i>63,985</i>
<i>CA Export</i>	0,971	0,672	44,47%	<i>2,514</i>
2- Production	18,844	20,386	-7,56%	68,675
3- Investissements	0,629	0,39	61,21%	12,193
4- Endettement bancaire	67,055	53,259	25,90%	63,253
<i>Dettes à Moyen et long terme</i>	19,677	19,285	2,0%	19,927
<i>Dettes à court terme</i>	47,378	33,974	39,4%	43,326

* Les chiffres au 31 décembre 2015 restent provisoires jusqu'à approbation des états financiers de l'exercice 2015

Faits saillants du premier trimestre 2016

- Le Chiffre d'Affaires Total du premier trimestre 2016 s'établit à 18,589 millions TND, enregistrant ainsi une légère régression de (-0,52%) par rapport à la même période de l'année 2015, arrêté à 18,686 millions TND.

- L'entrée en exploitation de l'unité de cogénération en mi-février 2016 a permis à la société de générer un chiffre d'affaires, issu de l'excédent d'électricité vendue à la STEG, de 0,284 million TND.

- Le Chiffre d'Affaires Local est passé de 18,014 millions TND au 31 mars 2015 à 17,617 millions TND au 31 mars 2016, soit une diminution de (-2,2 %).

- Le Chiffre d'Affaires Export au 31 mars 2016 a augmenté de 44,47% passant de 0,672 millions TND au 1er trimestre 2015 à 0,971 millions TND en 2016. Notons que dans le cadre de sa politique de développement à l'international, la société est parvenue à conquérir de AVIS DES SOCIETES nouveaux marchés où elle a écoulé ses produits, notamment en France, Jordanie et au République de Congo. La SOMOCER a également limité sa dépendance vis-à-vis du marché Libyen, dont les ventes représentent moins de 30% du total chiffre d'affaires export. - Dans ce sillage, le carnet de commandes fermes à l'export jusqu'à mi-avril 2016, totalise un chiffre d'affaires de plus de 4 millions TND, permettant ainsi à la société de dépasser largement le total de ses ventes à l'export réalisées en 2015.

- La production a enregistré au 31 mars 2016 une baisse de (-7,56%) par rapport à la même période de 2015. - Les investissements au 31 mars 2016 totalisent 0,629 millions de dinars contre 0,390 millions de dinars au 1er trimestre 2015.

- Les endettements bancaires au 31 mars 2016 s'établissent à 67,055 millions TND, contre 53,259 millions TND au 31 mars 2015, soit une hausse de 25,9%. Néanmoins, cette hausse est limitée à 6% par rapport au 31/12/2015.

- Compte tenu de la prépondérance des dettes à court terme par rapport aux dettes bancaires (63,8%), la SOMOCER a engagé depuis le début de l'année courante des négociations avec ses banques partenaires, ayant pour but le rééquilibrage de sa structure d'endettement. Ces négociations ont abouti à une entente avec les banques et sont en cours de concrétisation.

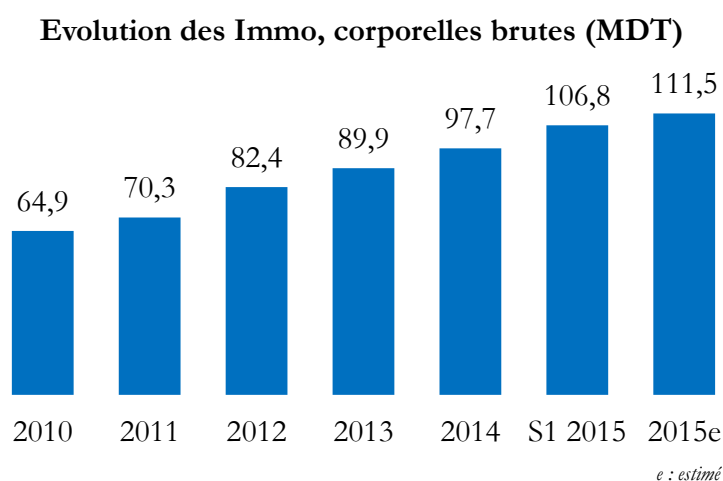
Ce tableau présente la répartition du total des Engagements Bancaires (bilan et hors bilan) au 31/03/2016, ainsi que les variations enregistrées par rapport au 31/12/2015 :

(En dinars)

Désignation	31/12/2015	31/03/2016	Evolution (%)
Engagements bilan			
Crédits à moyen terme	19 927 494	19 677 700	-1.3%
Crédits de trésorerie	43 326 329	47 378 702	9.4%
Engagements hors bilan			
Engagement par signature	12 151 406	12 012 973	-1.1%
Escompte commercial & avances sur factures	15 801 264	15 765 834	-0.2%

7.1.2. Stratégie de développement

Au cours des cinq dernières années, la SOMOCER n'a cessé d'investir dans l'amélioration et dans l'optimisation de son outil industriel.



Près de 42MDT d'investissements dans l'outil de production en 5 ans, soit une moyenne de 8.4MDT/an. Le dernier investissement conséquent, réalisé en 2015, a concerné l'unité de cogénération pour un montant de 10MDT qui assurera à la société une maîtrise de sa facture énergétique sur les années à venir.

Des efforts conséquents ont été consentis permettant à la SOMOCER de disposer au jour d'aujourd'hui d'un outil lui assurant une capacité de production suffisante, une qualité de produit

satisfaisante et des conditions d'exploitation mieux maîtrisées. Les investissements envisagés pour les années à venir concerneront le maintien de l'outil existant.

La période des investissements lourds étant désormais clôturée, la SOMOCER va s'attacher au cours des années à venir à optimiser d'autres volets de son activité. Il s'agit en particulier de l'optimisation de la structure financière et de l'amélioration de ses capacités commerciales.

➤ **L'optimisation de la structure financière :**

La SOMOCER a enregistré une évolution globale de son activité appréciable au cours des cinq dernières années : +10MDT de CA entre 2010 et 2014 dans un contexte difficile. Cette évolution s'est toutefois accompagnée d'une augmentation significative de son BFR générant un besoin additionnel de ressources de financements à court terme. D'autre part, les efforts importants en matière d'investissements évoqués plus haut ont également sollicité des besoins de financements importants.

Par conséquent, en cette fin d'année 2015 la SOMOCER affiche un bilan qui se caractérise par un Fonds de roulement insuffisant et par un BFR fortement consommateur de ressources. L'optimisation de la structure financière mise en place par la société a pour objet de corriger cette situation.

L'augmentation de capital en numéraire objet du présent prospectus s'inscrit dans une logique d'accroissement des ressources longues de la société. Les 14.6MDT levés dans le cadre de cette opération contribueront à améliorer significativement le Fonds de Roulement de la société.

Par ailleurs, la société est également entrée dans une phase active de discussion avec ses banques partenaires afin d'augmenter l'enveloppe de CMT qui lui est accordée afin d'améliorer le rapport entre crédits court terme et moyen terme. (Discussions en cours non pris en compte dans le Business Plan)

De même, une approche par la réduction des emplois longs a également été retenue afin d'améliorer le FR. Cette approche consiste en la cession de divers actifs hors exploitation qui viendront alléger les immobilisations de la Somocer. (Etudes en cours non pris en compte dans le Business Plan)

➤ **L'amélioration des capacités commerciales :**

La SOMOCER dispose de produits de qualité à forte notoriété sur le marché local. La décélération des ventes enregistrée sur la période récente provient d'un rétrécissement de la demande compte tenu du contexte économique général. A la demande en berne est venue s'ajouter une augmentation excessive des importations au détriment de la production nationale.

Afin de remédier partiellement à cette situation et dans l'attente d'une reprise plus vigoureuse de la demande locale, la SOMOCER dispose de deux principaux leviers lui permettant de relancer ses ventes sur le marché domestique : (1) le levier prix, (2) le levier de l'innovation et (3) le levier de la synergie avec ses filiales.

Grâce à son niveau de marge brute relativement confortable comparativement à la concurrence, la SOMOCER dispose d'une marge d'agressivité prix plus conséquente. De même, les investissements récents permettant d'améliorer significativement son coût de revient (cogénération) et une plus grande agressivité en matière de négociation des prix des intrants qui commence à porter ses fruits permettront de concéder au client final les gains de productivité réalisés.

Le savoir faire des équipes de la SOMOCER a également permis le développement de nouvelles gammes exclusives et innovantes à fort potentiel.

L'amélioration des synergies avec les capacités de production de grès dont dispose la Sotemail est également un axe de développement stratégique entamé par le groupe. Des synergies qui joueront aussi bien sur le marché local qu'à l'export.

L'export constitue l'un des principaux axes de développement de la SOMOCER. Le potentiel du marché mondial des carreaux céramiques est important et la SOMOCER n'y a pas pris part du fait d'une focalisation quasi-exclusive sur le marché libyen. Le marché libyen étant désormais difficile d'accès compte tenu de sa situation sécuritaire, et dans l'attente d'une amélioration de cette situation sur laquelle il n'y a pas de visibilité, des efforts conséquents sont réalisés pour élargir le spectre des marchés à l'export.

Une prospection agressive a été entamée sur de nouveaux marchés avec des retours d'ores et déjà positifs en direction de l'Europe, de la Russie, du Moyen-Orient et de l'Afrique Subsaharienne.

7.2. Analyse des écarts entre les indicateurs provisoires de l'exercice 2015 par rapport aux prévisions du Business Plan

Les indicateurs provisoires de la SOMOCER au titre de l'exercice 2015 n'affichent pas des écarts significatifs par rapport aux prévisions du business plan 2015-2020.

Désignation	Prévisions établies dans le BP pour 2015	Indicateurs provisoires 2015	Ecart	Taux de réalisation	Commentaire
Production	69 358	68 675	-683	-0,9%	Dans l'ensemble, la SOMOCER est parvenue à réaliser les chiffres d'affaires avancés dans son BP, relatifs à l'exercice 2015 estimé.
Chiffre d'affaires	65 576	66 498	822	+0,01%	
Achats d'approvisionnements consommés	38 979	39 476	497	1,2%	
Charges de personnel	11 974	12 036	62	0,5%	
Autres charges d'exploitation	4 546	4 337	209	4,5%	
Dotations aux amortissements et provisions	5 657	5 003	654	11,5%	
Charges financières	7 899	7 649	250	3,1%	
Autres gains		408	408	100%	
Résultat avant impôt	1 987	2 022	35	1,7%	
Investissements	13 805	12 203	1 602	11,6%	
Endettement	67 171	66 964	207	0,3%	

7.3. Analyse des performances réalisées au 31/03/2016 par rapport aux prévisions relatives à l'exercice 2016

En millions de dinars	1T 2016	Prévision exercice 2016	Pourcentage de réalisation
1- Chiffre d'Affaires	18,589	72,082	25,79%
<i>CA Local</i>	17,617	65,372	26,95%
<i>CA Export</i>	0,971	6,71	14,47%
2- Production	18,844	72,483	25,99%
3- Investissements	0,629	3,03	20,76%
4- Endettement bancaire	67,055	53,396	
<i>Dettes à Moyen et long terme</i>	19,677	19,440	
<i>Dettes à court terme</i>	47,378	33,956	

La SOMOCER s'engage à actualiser ses prévisions chaque année sur un horizon de trois ans et à les porter à la connaissance des actionnaires et du public.

Elle est tenue, à cette occasion, d'informer ses actionnaires et le public sur l'état de réalisation de ses prévisions.

L'état des réalisations par rapport aux prévisions et l'analyse des écarts doivent être insérés au niveau du rapport annuel.

La société s'engage à tenir une communication financière au moins une fois par an.

7.4. Perspectives d'avenir

Les perspectives d'avenir de la SOMOCER ont été établies sur la base des états financiers individuels certifiés et arrêtés au 31/12/2014 ainsi que sur la base des états financiers au 30/06/2015 et sur les réalisations de la société sur le second semestre 2015.

Le Business Plan prévisionnel de la SOMOCER sur la période 2015-2020 ainsi que ses hypothèses ont été approuvés par le Conseil d'administration en date du 02 Décembre 2015 et examinés par les commissaires aux comptes de la société.

7.4.1. Hypothèses du compte de résultat prévisionnel

La stratégie de développement de la SOMOCER sur la période 2015-2020 se base principalement sur la diversification des ventes à l'international, par la consolidation de ses parts sur ses marchés étrangers historiques et la conquête de nouveaux marchés à l'export. Ceci permettra la SOMOCER de redresser la courbe et surmonter la contre performance de 2015, due à l'arrêt de l'export vers la Libye suite à la détérioration de sa situation politique d'une part, et la diminution des ventes en Algérie liée à la dépréciation du dinar Algérien, d'autre part.

Afin d'atteindre ses objectifs, la société s'est basée sur les hypothèses suivantes :

- Le renforcement de l'activité décor puisque celle-ci offre une marge brute plus importante;

- L'attribution de moyens aux équipes commerciales pour diversifier les marchés étrangers particulièrement ceux qui règlent en dollar.

❖ Production

- Production locale

Produits	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p
Faïence							
<i>Evolution de la quantité</i>	(10%)	16%	5%	2%	2%	2%	0%
<i>Quantité (000 m²)</i>	1 146	1 328	1 400	1 428	1 457	1 486	1 490
Grés							
<i>Evolution de la quantité</i>	(13%)	8%	(1%)	2%	2%	2%	0%
<i>Quantité (000 m²)</i>	1 543	1 659	1 650	1 683	1 717	1 749	1 749
Décor							
<i>Evolution de la quantité</i>	(29%)	(22%)	132%	2%	2%	2%	2%
<i>Quantité (000 m²)</i>	832	647	1 500	1 530	1 561	1 592	1 624
Fonte							
<i>Evolution de la quantité</i>	5%	(27%)	38%	2%	2%	2%	2%
<i>Quantité (000 m²)</i>	9 426	6 890	9 500	9 690	9 884	10 081	10 283
Acrylique							
<i>Evolution de la quantité</i>	14%	(15%)	11%	0%	0%	0%	0%
<i>Quantité (000 m²)</i>	4 254	3 599	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Poudre							
<i>Evolution de la quantité</i>	181%	(19%)	10%	5%	5%	5%	5%
<i>Quantité (tonnes)</i>	70 816	57 220	62 942	66 089	69 393	72 863	76 506

e : estimé, p : prévisionnel

- Production à l'export

Produits	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p
Faïence							
<i>Evolution de la quantité</i>	(36%)	(47%)	150%	20%	20%	20%	20%
<i>Quantité (000 m²)</i>	338	180	450	540	648	778	933
Grés							
<i>Evolution de la quantité</i>	(73%)	(33%)	500%	2%	2%	2%	2%
<i>Quantité (000 m²)</i>	67	45	270	275	281	287	292
Décor							
<i>Evolution de la quantité</i>	(50%)	(52%)	50%	10%	10%	10%	10%
<i>Quantité (000 m²)</i>	215	104	156	172	189	208	228
Fonte							
<i>Evolution de la quantité</i>	(27%)	(71%)	25%	10%	10%	10%	10%
<i>Quantité (000 m²)</i>	2 730	800	1 000	1 100	1 210	1 331	1 464
Acrylique							
<i>Evolution de la quantité</i>	34%	147%	(33%)	10%	10%	10%	10%
<i>Quantité (000 m²)</i>	205	507	340	374	411	453	498

e : estimé, p : prévisionnel

❖ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de SOMOCER augmenterait à un taux de croissance annuel moyen de 5,3% sur la période 2015-2020, passant de 65,6 MDT en 2015 à 84,9 MDT en 2020. Cette hausse est expliquée par l'exploitation de la nouvelle unité de production de poudre et par les efforts commerciaux à déployer pour l'entrée à de nouveaux marchés à l'export. Chiffres à l'appui, les ventes locales ne croîtront que de 3% annuellement entre 2015 et 2020. En revanche, les ventes à l'export évolueront à une TCAM de 31% sur la même période. A ce niveau, il est à mentionner

que lors de l'établissement de la stratégie de croissance de ses ventes à l'étranger, la SOMOCER, par mesure de prudence, n'a pas tenu compte d'une éventuelle reprise de ses activités sur la marché Libyen.

en mDT	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p	TCAM 2015-2020
CA Local	65 795	62 718	65 372	67 989	70 716	72 738	73 852	3%
CA Export	6 196	2 858	6 710	7 531	8 500	9 646	11 004	31%
CA Total	71 990	65 576	72 082	75 519	79 216	82 384	84 856	5%

e : estimé, p : prévisionnel

- Chiffre d'affaires local

Sur la période 2015-2020, la SOMOCER prévoit une évolution annuelle moyenne de son chiffre d'affaires local de 3%. Ce dernier va augmenter de 62,7 MDT en 2015 à 73,9 MDT en 2020. Les ventes de grès représenteront la part la plus importante des produits d'exploitation de la société (37,6% en moyenne), suivies par les ventes de poudre (24,4%).

En mDT	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p	TCAM 15-20
Faïence	16 262	18 046	17 501	18 208	18 944	19 322	19 378	1%
<i>Quantité (000 m²)</i>	1 146	1 328	1 400	1 428	1 457	1 486	1 490	
<i>Evolution du prix</i>	11%	(4%)	(8%)	2%	2%	0%	0%	
<i>Prix moyen</i>	14,195	13,585	12,501	12,751	13,006	13,006	13,006	
Grès	24 939	25 388	24 339	25 323	26 346	26 977	26 977	1%
<i>Quantité (000 m²)</i>	1 543	1 659	1 650	1 683	1 717	1 749	1 749	
<i>Evolution du prix</i>	(1%)	(5%)	(4%)	2%	2%	1%	0%	
<i>Prix moyen</i>	16,158	15,302	14,751	15,046	15,347	15,424	15,424	
Décor	3 268	1 815	3 750	3 825	3 902	3 980	4 059	17%
<i>Quantité (000 m²)</i>	832	647	1 500	1 530	1 561	1 592	1 624	
<i>Evolution du prix</i>	23%	(29%)	(11%)	0%	0%	0%	0%	
<i>Prix moyen</i>	3,927	2,804	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500	
Fonte	3 338	2 384	3 230	3 294	3 360	3 428	3 496	8%
<i>Quantité (000 m²)</i>	9 426	6 890	9 500	9 690	9 884	10 081	10 283	
<i>Evolution du prix</i>	2%	(2%)	(2%)	0%	0%	0%	0%	
<i>Prix moyen</i>	0,354	0,346	0,340	0,340	0,340	0,340	0,340	
Acrylique	826	780	816	816	816	816	816	1%
<i>Quantité (000 m²)</i>	4 254	3 599	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	
<i>Evolution du prix</i>	2%	12%	(6%)	0%	0%	0%	0%	
<i>Prix moyen</i>	0,194	0,217	0,204	0,204	0,204	0,204	0,204	
Poudre	17 163	14 305	15 735	16 522	17 348	18 216	19 126	6%
<i>Quantité</i>	70 816	57 220	62 942	66 089	69 393	72 863	76 506	
<i>Evolution du prix</i>	25%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	
<i>Prix moyen</i>	0,24	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	
Chiffre d'affaires local	65 795	62 718	65 372	67 989	70 716	72 738	73 852	3%
<i>Evolution</i>	14%	(5%)	4%	4%	4%	3%	2%	

e : estimé, p : prévisionnel

- Chiffre d'affaires à l'export

La SOMOCER a mis en place des efforts commerciaux pour diversifier ses ventes à l'export vers d'autres destinations, tels que la France, l'Arabie Saoudite et le Liban, et prévoit que les ventes à l'export évolueront à un taux de croissance annuel moyen de 31% sur la période des projections pour atteindre 11 MDT en 2020, un niveau légèrement inférieur à celui observé en 2013. Pour

être plus compétitive, la SOMOCER n'a pas prévu une évolution de ses prix des ventes à l'export à partir de 2017.

En milliers de DT	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p	TCAM 15-20
Faïence	3 593	1 754	3 508	4 210	5 052	6 062	7 274	33%
<i>Quantité (000 m²)</i>	338	180	450	540	648	778	933	
<i>Evolution du prix</i>	9%	39%	(20%)	0%	0%	0%	0%	
<i>Prix moyen</i>	11	9,745	7,796	7,796	7,796	7,796	7,796	
Grès	903	493	2 510	2 560	2 611	2 663	2 717	41%
<i>Quantité (000 m²)</i>	67	45	270	275	281	287	292	
<i>Evolution du prix</i>	(1%)	40%	(15%)	0%	0%	0%	0%	
<i>Prix moyen</i>	14	10,953	9,295	9,295	9,295	9,295	9,295	
Décor	912	282	381	419	461	507	557	15%
<i>Quantité (000 m²)</i>	215	104	156	172	189	208	228	
<i>Evolution du prix</i>	17%	3%	(10%)	0%	0%	0%	0%	
<i>Prix moyen</i>	4,235	2,711	2,440	2,440	2,440	2,440	2,440	
Fonte	759	258	268	295	324	357	392	9%
<i>Quantité (000 m²)</i>	2 730	800	1 000	1 100	1 210	1 331	1 464	
<i>Evolution du prix</i>	(7%)	7%	(17%)	0%	0%	0%	0%	
<i>Prix moyen</i>	0,28	0,323	0,268	0,268	0,268	0,268	0,268	
Acrylique	28	71	43	48	52	58	63	-2%
<i>Quantité (000 m²)</i>	205	507	340	374	411	453	498	
<i>Evolution du prix</i>	112%	55%	(9%)	0%	0%	0%	0%	
<i>Prix moyen</i>	0,14	0,140	0,127	0,127	0,127	0,127	0,127	
Chiffre d'affaires export	6 196	2 858	6 710	7 531	8 500	9 646	11 004	31%
<i>Evolution</i>	(45%)	(54%)	135%	12%	13%	13%	14%	

e : estimé, p : prévisionnel

❖ Achats consommés

Les achats des matières premières et consommables sont constitués principalement par les achats de matières premières Grès, Faïence et Fonte. En raison de la nature de son activité énergivore, la SOMOCER a procédé à la mise en place, courant 2015, d'une unité de cogénération qui lui permettra de réduire sa consommation énergétique et en conséquent, ses coûts de production. Une comparaison des coûts des achats consommés de la SOMOCER avec et sans économie de cogénération, permettra de démontrer l'impact de ces investissements réalisés.

➤ Hors économie cogénération

en mDT	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p	TCAM 15-20
<i>Production</i>	80 491	69 358	71 866	74 837	77 920	78 467	79 372	3%
MP et consommables	31 756	27 050	28 028	29 187	30 389	30 602	30 955	3%
Énergie	10 484	9 502	9 702	10 103	10 519	10 593	10 715	2%
Achats non stockés	3 805	2 428	2 156	2 245	2 338	1 962	1 984	-4%
Achats sous-traitance	116	-	-	-	-	-	-	-
Total des achats consommés	46 161	38 979	39 885	41 535	43 245	43 157	43 654	2%

e : estimé, p : prévisionnel

Les achats de matières premières et consommables évolueront à un taux de croissance annuel moyen de 3% sur la période des projections, passant de 27 MDT en 2015 à 31 MDT en 2020. Elles représenteront 49% de la valeur de la production totale à l'horizon de 2020, contre 39% en 2015.

Les charges relatives à l'énergie représentent principalement la consommation de l'usine en gaz (61,7%) et en électricité (42,3%). Suite à l'augmentation du prix de l'énergie en Tunisie en 2014, ces charges ont augmenté pour représenter 13% de la valeur totale de la production de SOMOCER en 2014 contre 11,1% en 2012 et 2013;

Pour faire face à la montée de ces charges, la SOMOCER a investi dans une unité de cogénération en vue de réaliser des économies d'énergie et ainsi améliorer le taux de sa marge brute. En l'absence de cet investissement, le management a estimé que les charges d'énergie continueront leur tendance haussière et représenteraient pas moins de 13,5% de la valeur totale de la production annuelle sur la période des projections 2015-2020.

Par ailleurs, les achats non stockés sont constitués principalement des achats relatifs aux pièces de rechanges et lubrifiants nécessaires pour le fonctionnement de l'usine. Ces achats représentent en moyenne 4,7% de la valeur totale de la production annuelle de SOMOCER sur la période d'analyse 2012-2014;

Le management envisage de minimiser certaines des charges relatives aux achats non stockés en négociant les meilleures conditions de prix avec certains fournisseurs. A cet effet, les achats non stockés représenteront 3,5% de la valeur de la production en 2015 pour ensuite se stabiliser à 3% sur le reste de la période des projections.

➤ Avec économie de cogénération

en mDT	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p	TCAM 15-20
<i>Production</i>	80 491	69 358	71 866	74 837	77 920	78 467	79 372	3%
MP et consommables	31 756	27 050	28 028	29 187	30 389	30 602	30 955	3%
Énergie	10 484	9 502	9 702	10 103	10 519	10 593	10 715	2%
Impact cogénération	-	-	-1 649	-2 021	-2 104	-2 119	-2 143	
Achats non stockés	3 805	2 428	2 156	2 245	2 338	1 962	1 984	-4%
Achats sous-traitance	116	-	-	-	-	-	-	-
Total des achats consommés	46 161	38 979	38 236	39 514	41 142	41 038	41 511	1%

e : estimé, p : prévisionnel

Parmi les investissements dont la rentabilité économique est intéressante au sein des usines de céramiques figure le projet de cogénération. En effet, SOMOCER consomme une quantité importante de chaleur au niveau du procédé de fabrication. Cet investissement va lui permettre d'économiser 17% sur la facture énergétique, soit une valeur nette de 2,1 MDT à fin 2020.

❖ Marge Brute

Les économies d'énergie amélioreront le taux de marge brute de Somocer d'une moyenne de 2,5% sur la période des projections. Ces derniers permettront à la société de conserver un taux de marge brute quasi stable entre 2016 et 2020.

en mDT	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p	TCAM 15-20
Revenus	71 990	65 576	72 082	75 519	79 216	82 384	84 856	5%
Var de stock	8 501	3 782	-216	-682	-1 296	-2 584	-3 493	-
Achats consommés	46 161	38 979	38 236	39 514	41 142	41 038	41 511	1%
Marge brute	34 331	30 379	33 629	35 323	36 778	38 762	39 851	6%
Taux de marge brute / CA	48%	46%	47%	47%	46%	47%	47%	0%
Production	80 491	69 358	71 866	74 837	77 920	78 467	79 372	3%
<i>Taux de marge brute / Production</i>	<i>43%</i>	<i>44%</i>	<i>47%</i>	<i>47%</i>	<i>47%</i>	<i>49%</i>	<i>50%</i>	<i>3%</i>

e : estimé, p : prévisionnel

❖ Charges de personnel

L'effectif moyen de SOMOCER demeure constant sur la période des projections, soit 713 employés. Par contre, en vue d'optimiser l'utilisation du cogénérateur, le management prévoit de recruter trois techniciens de maintenance.

Les charges de personnel vont évoluer avec un taux de croissance annuel moyen de 5% entre 2015-2020, pour passer de 12,5 MDT en 2015 à 15,4 MDT en 2020. Elles représenteront en moyenne 18% des revenus sur la même période.

en mDT	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p	TCAM 15-20
Charges de personnel	11 986	11 974	12 495	13 155	13 849	14 579	15 348	5%
Effectif moyen	730	713	713	713	713	713	713	0%
Salaire moyen	16	17	17	18	19	20	21	5%
Évolution des salaires	-	1%	5%	5%	5%	5%	5%	38%
Ingénieur maintenance	-	-	33	35	36	38	40	
<i>Évolution</i>	-	-	-	5%	5%	5%	5%	
Charges de personnel	11 986	11 974	12 528	13 189	13 885	14 618	15 389	5%
<i>En % des revenus</i>		<i>18%</i>	<i>17%</i>	<i>17%</i>	<i>18%</i>	<i>18%</i>	<i>18%</i>	<i>0%</i>

e : estimé, p : prévisionnel

❖ Autres charges d'exploitation

en mDT	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p	TCAM 15-20
Loyers	175	267	280	294	309	325	341	5%
Assurances	329	352	370	388	407	428	449	5%
Entretiens & réparations	461	426	447	470	493	518	544	5%
Honoraires	308	266	314	370	437	516	609	18%
Publicité & propagande	1 207	623	1 081	1 133	1 188	1 236	1 273	15%
Autres services extérieurs	415	457	475	494	514	534	556	4%
Transport sur ventes export	65	27	60	68	76	87	99	30%
Transport sur ventes locales	80	76	65	68	71	73	74	-1%
Transport & déplacement	115	134	139	145	151	157	163	4%
Carburant	163	171	179	188	198	208	218	5%
Missions & réceptions	302	310	326	342	359	377	396	5%
Dons & subventions	303	300	318	337	357	379	401	6%
Jetons de présence	188	188	191	195	199	203	207	2%
Services bancaires	520	419	450	500	550	600	600	7%
Impôts & taxes	615	388	432	453	475	494	509	6%
Commissions sur ventes	320	143	335	377	425	482	550	31%
Maintenance cogéné	-	-	800	840	882	926	972	
Transfert de charge	-235	-	-	-	-	-	-	
Autres charge d'exploitation	5 333	4 546	6 264	6 661	7 091	7 541	7 960	12%
<i>En % des revenus</i>	<i>7%</i>	<i>7%</i>	<i>9%</i>	<i>9%</i>	<i>9%</i>	<i>9%</i>	<i>9%</i>	

e : estimé, p : prévisionnel

Les autres charges d'exploitation évolueront à un taux de croissance annuel moyen de 7% entre 2015-2020, pour passer de 5,3 MDT en 2015 à environ 8 MDT en 2020.

En vue de booster les ventes, le business plan prévoit une augmentation du budget «Publicité & Propagande» qui représenterait désormais 1,5% des revenus de SOMOCER.

Les charges de transport sur ventes export vont évoluer à un taux de croissance annuel moyen de 30% et représenteront 0,9% des revenus des ventes à l'export.

Les commissions sur ventes sont estimées à 5% des ventes à l'export et évolueront à un taux de croissance annuel moyen de 31% sur la période des projections.

Le business plan prévoit les charges relatives à la maintenance du cogénérateur à 0,8 MDT en 2016. Cette charge évoluera à un taux de 5% sur la période des projections.

Plusieurs rubriques des autres charges d'exploitation évolueront en corrélation avec les ventes à l'export (TCAM de 32%). Pour cette raison, les autres charges d'exploitation évoluent à un rythme plus soutenu que celui du total des revenus de SOMOCER (TCAM de 5%).

❖ Charges financières

en mDT	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p	TCAM 15-20
Charges financières	7 567	7 899	6 955	6 278	5 607	5 255	5 141	-8%
Gains / (Pertes) ordinaires	-2 675	200	250	250	250	250	250	5%
Produits des placements	1 838	1 145	760	1 779	1 956	2 150	2 686	19%

e : estimé, p : prévisionnel

Les charges financières de la société SOMOCER vont passer de 7,8 MDT en 2014 à 5,1 MDT à fin 2020, soit une baisse annuelle moyenne de 8%.

Quant aux produits de placement, ils connaîtront une hausse annuelle moyenne de 19%, pour s'établir à 2,6 MDT à fin 2020.

7.4.2. Hypothèses du compte du bilan

❖ Investissements

En milliers de DT	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p
Immobilisations incorporelles	25	30	35	40	50	60
<i>Dotation aux amortissements</i>	<i>8</i>	<i>18</i>	<i>30</i>	<i>35</i>	<i>42</i>	<i>50</i>
Immobilisations corporelles	13 805	3 000	2 000	2 000	2 000	2 000
<i>Dotation aux amortissements</i>	<i>1054</i>	<i>1354</i>	<i>1 554</i>	<i>1 754</i>	<i>1 954</i>	<i>2 154</i>

e : estimé, p : prévisionnel

En 2015, la mise en place de l'unité de cogénération a engagé une enveloppe d'investissement d'environ 10 MDT. A partir de l'année 2016, la SOMOCER ne prévoit pas de gros investissements et se contentera des travaux de maintenance et de remise à neuf de son outil de production existant, afin d'être toujours en prise directe avec l'évolution technologique de son environnement.

❖ Besoin en Fond de Roulement

en mDT	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p	TCAM 15-20
Stocks	33 867	37 093	39 026	38 426	37 857	35 154	31 541	-3%
Clients	14 564	23 327	27 225	27 077	26 879	26 376	25 546	2%
Autres actifs courants	9 386	7 186	5 925	5 173	5 426	5 643	5 812	-4%
Fournisseurs	18 722	21 559	17 774	16 552	17 362	18 057	18 599	-3%
Autres passifs courants	4 590	4 492	4 937	5 173	5 426	5 643	5 812	5%
BFR	34 505	41 555	49 465	48 951	47 374	43 473	38 489	-2%
Revenus	71 990	65 576	72 082	75 519	79 216	82 384	84 856	5%
BFR en jours CA	175	231	250	237	218	193	166	-6%
Variation du BFR	12 497	7 050	7 910	-514	-1 577	-3 901	-4 984	

e : estimé, p : prévisionnel

- Le délai de rotation des stocks de matières premières va passer de 70 jours de production en 2015 à 75 jours sur la période 2016-2020. Le délai de rotation des stocks de PF et encours est de 151 jours de chiffre d'affaires (hors poudre) et va baisser progressivement sur la période des projections pour atteindre 70 jours de chiffres d'affaires (hors poudre) en 2020.

La mévente rencontrée par SOMOCER en 2014 et 2015 a causé l'accroissement du délai de rotation des stocks de produits finis. Ce dernier était de 51 jours de chiffre d'affaires en 2013.

- Le délai de règlement des clients est de 130 jours de chiffre d'affaires en 2015. Le management de SOMOCER prévoit de réduire les délais moyens d'encaissements des

règlements des clients sur la période prévisionnelle pour se stabiliser à 110 jours de chiffre d'affaires en 2020.

- Le délai de règlement des fournisseurs connaîtra une baisse continue sur la période 2014-2016 et se stabilisera à 80 jours de chiffre d'affaires à partir de 2017.

La baisse du BFR permettra à SOMOCER de générer de la trésorerie et d'améliorer son équilibre financier.

❖ Capitaux propres

	Capital social	Réserves légales	Réserves statutaires	Réserve spéciales de réinvestissements	Résultats reportés	Prime d'émission	Prime de fusion	Subvention d'inv.	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31.12.2014	31 170	2 617	1 082	3 000	3 017	8 251	2 965	1 347	5 072	58 520
Affectation du résultat		254		1 200	3 619				(5 072)	-
Augmentation du capital	1 355			(1 200)	(155)					0
Dividendes					(1 558)					(1 558)
Subventions d'investissement								-		-
Sub inscrite au cpte de résultat								(90)		(90)
Résultat de l'exercice 2015									1 503	1 503
Solde au 31.12.2015	32 525	2 870	1 082	3 000	4 922	8 251	2 965	1 257	1 503	58 375
Affectation du résultat		75			1 428				(1 503)	-
Augmentation du capital	8 131					6 505				14 636
Dividendes					(601)					(601)
Subventions d'investissement								1 500		1 500
Sub inscrite au cpte de résultat								(190)		(190)
Résultat de l'exercice 2016									3 906	3 906
Solde au 31.12.2016	40 656	2 946	1 082	3 000	5 749	14 755	2 965	2 567	3 906	77 625
Affectation du résultat		195			3 710				(3 906)	-
Dividendes					(1 562)					(1 562)
Subventions d'investissement								1 000		1 000
Sub inscrite au cpte de résultat								(257)		(257)
Résultat de l'exercice 2017									4 738	4 738
Solde au 31.12.2017	40 656	3 141	1 082	3 000	7 897	14 755	2 965	3 310	4 738	81 544
Affectation du résultat		237			4 501				(4 738)	-
Dividendes					(1 895)					(1 895)
Subventions d'investissement								-		-
Sub inscrite au cpte de résultat								(257)		-
Résultat de l'exercice 2018									6 086	6 086
Solde au 31.12.2018	40 656	3 378	1 082	3 000	10 503	14 755	2 965	3 053	6 086	85 478
Affectation du résultat		304			5 782				(6 086)	-
Dividendes					(2 434)					(2 434)
Subventions d'investissement								-		-
Sub inscrite au cpte de résultat								(257)		(257)
Résultat de l'exercice 2019									6 977	6 977
Solde au 31.12.2019	40 656	3 682	1 082	3 000	13 850	14 755	2 965	2 796	6 977	89 763
Affectation du résultat		383			6 593				(6 977)	-
Dividendes					(2 791)					(2 791)
Subventions d'investissement								-		-
Sub inscrite au cpte de résultat								(257)		(257)
Résultat de l'exercice 2020									7 241	7 241
Solde au 31.12.2020	40 656	4 066	1 082	3 000	17 653	14 755	2 965	2 539	7 241	93 957

7.4.3. États financiers prévisionnels de la société SOMOCER

Les projections financières sont établies pour une période de cinq ans et sur la base des hypothèses développées plus hauts. Ci-après :

- Les bilans prévisionnels
- Les états de résultats prévisionnels ; et
- Les états de flux de trésorerie prévisionnels.

7.4.3.1. Les bilans prévisionnels

Exprimé en milliers de dinars

Actif	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p
Immobilisations Incorporelles	2 276	2 301	2 331	2 366	2 406	2 456	2 516
Moins amortissements	-1 145	-1 271	-1 415	-1 445	-1 480	-1 522	-1 572
Immobilisations incorporelles nettes	1 130	1 030	916	921	926	934	944
Immobilisations corporelles	97 656	111 461	114 461	116 461	118 461	120 461	122 461
Moins amortissements et provisions	-54 919	-59 497	-64 968	-70 639	-76 511	-82 582	-88 853
Immobilisations corporelles nettes	42 736	51 964	49 493	45 821	41 950	37 879	33 608
Immobilisations financières	27 334	27 334	27 334	27 334	27 334	27 334	27 334
Moins provisions	-1 819	-1 819	-1 819	-1 819	-1 819	-1 819	-1 819
Immobilisations financières nettes	25 516	25 516	25 516	25 516	25 516	25 516	25 516
Autres actifs non courants	444	254	404	154	0	0	0
Actifs non courants	69 826	78 763	76 328	72 412	68 392	64 329	60 068
Stock	34 434	37 743	39 726	39 176	38 657	36 004	32 441
Moins provisions	-567	-650	-700	-750	-800	-850	-900
Stocks nets de provisions	33 867	37 093	39 026	38 426	37 857	35 154	31 541
Clients et comptes rattachés	24 176	33 419	37 822	38 203	38 562	38 643	38 427
Moins provisions	-9 612	-10 092	-10 597	-11 127	-11 683	-12 267	-12 881
Clients nets de provisions	14 564	23 327	27 225	27 077	26 879	26 376	25 546
Autres actifs courants	10 040	7 840	6 578	5 826	6 080	6 297	6 466
Moins provisions	-654	-654	-654	-654	-654	-654	-654
Autres actifs courants nets de provisions	9 386	7 186	5 925	5 173	5 426	5 643	5 812
Placements et autres actifs financiers	8 295	5 985	5 985	5 985	5 985	5 985	5 985
Liquidités et équivalents de liquidités	324	-	-	-	-	10 173	22 254
Actifs courants	66 436	73 591	78 160	76 660	76 147	83 330	91 139
Actifs	136 262	152 354	154 488	149 072	144 539	147 659	151 206

e : estimé, p : prévisionnel

Exprimé en milliers de dinars

Capitaux propres et passifs	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p
Capital social	31 170	32 525	40 656	40 656	40 656	40 656	40 656
Réserves légale	2 617	2 870	2 946	3 141	3 378	3 682	4 066
Réserves statutaires	1 082	1 082	1 082	1 082	1 082	1 082	1 082
Prime démission	8 251	8 251	14 755	14 755	14 755	14 755	14 755
Prime de fusion	2 965	2 965	2 965	2 965	2 965	2 965	2 965
Réserves spéciale de réinvestissement	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Fond social	1 347	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	4 315	5 815	6 815	6 815	6 815	6 815
QP des subventions dans le résultat	-	-3 058	-3 247	-3 504	-3 760	-4 017	-4 273
Résultats reportés	3 017	4 922	5 749	7 897	10 503	13 850	17 653
Capitaux propres avant résultats	53 447	56 872	73 720	76 807	79 393	82 788	86 718
Résultat de la période	5 072	1 503	3 906	4 738	6 086	6 977	7 241
Total des capitaux propres	58 520	58 375	77 626	81 545	85 479	89 765	93 959
Emprunts	13 577	21 165	19 440	18 210	17 597	17 263	16 870
Provisions pour R&C	557	757	757	757	757	757	757
Passifs non courants	14 135	21 922	20 197	18 967	18 355	18 020	17 627
Fournisseurs et comptes rattachés	18 722	21 559	17 774	16 552	17 362	18 057	18 599
Autres passifs courants	4 590	4 492	4 937	5 173	5 426	5 643	5 812
Autres passifs financiers	30 145	31 697	21 713	19 287	17 527	16 174	15 209
Concours bancaires	10 151	14 309	12 243	7 548	389	-	-
Passifs courants	63 607	72 057	56 666	48 560	40 705	39 874	39 620
Capitaux propres et passifs	136 262	152 354	154 488	149 072	144 539	147 659	151 206

e : estimé, p : prévisionnel

7.4.3.2. Les états de résultats prévisionnels

Exprimé en milliers de dinars

État de résultat	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p
Revenus	71 991	65 576	72 082	75 519	79 216	82 384	84 856
Autres produits d'exploitation	482	539	2 272	2 369	2 460	2 544	2 645
Total des produits d'exploitation	72 473	66 116	74 354	77 888	81 676	84 929	87 501
Var. des stocks de PF & encours	8 501	3 782	401	-1 299	-1 296	-2 791	-3 791
Achats d'App. Consommés	-46 161	-38 979	-38 236	-39 514	-41 142	-41 038	-41 511
Marge	34 813	30 918	36 519	37 075	39 238	41 099	42 199
Charges de personnel	-11 986	-11 974	-12 528	-13 189	-13 885	-14 618	-15 389
Autres charges d'exploitation	-5 333	-4 546	-6 264	-6 661	-7 091	-7 541	-7 960
EBITDA	17 494	14 398	17 727	17 224	18 262	18 941	18 851
Dot. Aux Amort. & Prov.	-2 861	-5 657	-6 420	-6 531	-6 666	-6 747	-6 985
EBIT	14 633	8 741	11 307	10 693	11 596	12 194	11 866
Charges financières nettes	-7 567	-7 899	-6 955	-6 278	-5 607	-5 255	-5 141
Produits financiers	1 838	1 145	760	1 779	1 956	2 150	2 686
Résultat avant impôt	6 228	1 987	5 112	6 194	7 944	9 090	9 411
Impôts sur les sociétés	-1 156	-484	-1 207	-1 456	-1 858	-2 113	-2 170
Résultat net	5 072	1 503	3 906	4 738	6 086	6 977	7 241

e : estimé, p : prévisionnel

7.4.3.3. Les états de flux de trésorerie prévisionnels

Exprimé en milliers de dinars

État de flux de trésorerie	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p
Résultat net	1 503	3 906	4 738	6 086	6 977	7 241
Amortissements & provisions	5 657	6 420	6 531	6 666	6 747	6 985
Quote part subvention d'investissement	-90	-190	-256	-256	-256	-256
Variation des stocks	-3 309	-1 984	550	519	2 653	3 563
Variation des créances clients	-9 243	-4 402	-382	-359	-81	216
Variation des autres actifs	2 200	1 262	752	-253	-217	-169
Variation des fournisseurs d'exploitation	2 837	-3 786	-1 221	810	694	542
Variation des autres passifs	-98	446	235	253	217	169
Flux liés à l'exploitation	-543	1 672	10 947	13 466	16 734	18 290
Décaissements liés à l'acquisition d'Imm Corp & Incorp	-13 830	-3 030	-2 035	-2 040	-2 050	-2 060
Variation des autres actifs non courants	-	-400	-	-	-	-
Flux liés à l'investissement	-13 830	-3 430	-2 035	-2 040	-2 050	-2 060
Encaissement/augmentation du capital		14 636	-	-	-	-
Encaissements et remboursements d'emprunts	9 140	-11 709	-3 655	-2 373	-1 687	-1 358
Encaissement des subventions d'investissement	-	1 500	1 000	-	-	-
Encaissements des placements courants	2 310	-	-	-	-	-
Distribution des dividendes	-1 558	-601	-1 562	-1 895	-2 434	-2 791
Flux liés au financement	9 891	3 825	-4 217	-4 268	-4 121	-4 148
Variation de trésorerie	-4 482	2 067	4 695	7 158	10 563	12 081
Trésorerie en début de période	-9 828	-14 309	-12 243	-7 548	-390	10 173
Trésorerie en fin de période	-14 309	-12 243	-7 548	-390	10 173	22 254

e : estimé, p : prévisionnel

7.4.3.4. Indicateurs de gestion prévisionnels de la société SOMOCER

Désignation (en mDT)	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p
Actifs non courants	69 826	78 763	76 328	72 412	68 392	64 329	60 068
Actifs courants	66 436	73 591	78 160	76 660	76 147	83 330	91 139
Stocks	33 867	37 093	39 026	38 426	37 857	35 154	31 541
Clients et comptes rattachés	14 564	23 327	27 225	27 077	26 879	26 376	25 546
Placements et liquidités	8 619	5 985	5 985	5 985	5 985	16 158	28 239
Total bilan	136 262	152 354	154 488	149 072	144 539	147 659	151 206
Capitaux propres avant résultat de l'exercice	53 447	56 872	73 720	76 807	79 393	82 788	86 718
Capitaux propres avant affectation	58 520	58 375	77 626	81 545	85 479	89 765	93 959
Passifs non courant	14 135	21 922	20 197	18 967	18 354	18 020	17 627
Dettes nettes	45 812	29 489	25 698	19 773	12 001	1 105	-11 369
Fournisseurs et comptes rattachés	18 722	21 559	17 774	16 552	17 362	18 057	18 599
Capitaux permanents	72 654	79 540	97 066	99 755	103 076	107 028	110 829
Total passifs	77 742	93 980	76 863	67 527	59 059	57 894	57 247
Revenus	71 991	65 576	72 082	75 519	79 216	82 384	84 856
Achats consommés	46 161	38 979	38 236	39 514	41 142	41 038	41 511
Charges de personnel	11 986	11 974	12 528	13 189	13 885	14 618	15 389
Résultat d'exploitation	14 633	8 741	11 307	10 693	11 596	12 194	11 866
Charges financières nettes	7 567	7 899	6 955	6 278	5 607	5 255	5 141
Résultat net	5 072	1 503	3 906	4 738	6 086	6 977	7 241

e : estimé, p : prévisionnel

7.4.3.5. Ratios financiers prévisionnels de la société SOMOCER

Désignation	2014	2015e	2016p	2017p	2018p	2019p	2020p
Ratios de structure							
Actifs non courants/Total Bilan	51,24%	51,70%	49,41%	48,57%	47,32%	43,57%	39,73%
Stocks/ Total Bilan	24,85%	24,35%	25,26%	25,78%	26,19%	23,81%	20,86%
Actifs courants /Total Bilan	48,76%	48,30%	50,59%	51,43%	52,68%	56,43%	60,27%
Capitaux propres avant affectation/Total Bilan	42,95%	38,32%	50,25%	54,70%	59,14%	60,79%	62,14%
Capitaux propres avant affectation/Passifs non courants	414,02%	266,28%	384,34%	429,93%	465,72%	498,14%	533,03%
Passifs non courants/Total Bilan	10,37%	14,39%	13,07%	12,72%	12,70%	12,20%	11,66%
Passifs courants/ Total Bilan	46,68%	47,30%	36,68%	32,57%	28,16%	27,00%	26,20%
Passifs/Total Bilan	57,05%	61,69%	49,75%	45,30%	40,86%	39,21%	37,86%
Capitaux permanents/ Total Bilan	52,91%	52,21%	62,83%	66,92%	71,31%	72,48%	73,30%
Ratios de gestion							
Charges de personnel/Revenus	16,65%	18,26%	17,38%	17,46%	17,53%	17,74%	18,13%
Résultat d'exploitation/Revenus	20,33%	13,33%	15,69%	14,16%	14,64%	14,80%	13,98%
Charges financières nettes/ Revenus	10,51%	12,05%	9,65%	8,31%	7,08%	6,38%	6,06%
Résultat d'exploitation/ Charges financières	193,37%	110,66%	162,57%	170,33%	206,81%	232,05%	230,83%
Revenus/ Capitaux propres avant affectation	123,02%	112,34%	92,86%	92,61%	92,67%	91,78%	90,31%
Ratios de solvabilité							
Capitaux propres avant affectation/Capitaux permanents	80,55%	73,39%	79,97%	81,75%	82,93%	83,87%	84,78%
Ratios de liquidité							
Actifs courants/Passifs courants	104,45%	102,13%	137,93%	157,87%	187,07%	208,98%	230,03%
(Placements+liquidité et équivalents de liquidité)/Passifs courants	13,55%	8,31%	10,56%	12,32%	14,70%	40,52%	71,27%
(Actifs courants-Stocks)/Passifs courants	49,42%	50,65%	69,06%	78,74%	94,07%	120,82%	150,42%
Ratios de rentabilité							
Résultat Net/Capitaux propres avant résultat (ROE)	9,49%	2,64%	5,30%	6,17%	7,67%	8,43%	8,35%
Résultat Net/Capitaux permanents avant résultat	7,51%	1,93%	4,19%	4,99%	6,27%	6,97%	6,99%
Résultat Net/Revenus	7,05%	2,29%	5,42%	6,27%	7,68%	8,47%	8,53%
Ratios d'endettement							
Dettes nettes/Capitaux propres (Gearing)	78,28%	50,52%	33,10%	24,25%	14,04%	1,23%	-12,10%
Endettement net/Résultat d'exploitation	313,08%	337,36%	227,27%	184,91%	103,49%	9,06%	-95,81%
Ratios de rentabilité des capitaux investis							
Résultat d'exploitation/(Total Actifs-Passifs courants)	20,14%	10,89%	11,56%	10,64%	11,17%	11,31%	10,63%
Autres ratios							
Délai moyen de règlement fournisseurs (en jours)*	146	199	167	151	152	158	161
Délai de recouvrement clients (en jours) **	72,83	128,06	135,97	129,07	122,15	115,25	108,38

e : estimé, p : prévisionnel

*(Fournisseurs/Achats consommés)*360

** (Clients/Revenus)*360

7.4.4. Avis du Commissaire aux comptes sur les états financiers prévisionnels de la société sur 2015-2020



Abderrahmen Fendri
Partner

T: +216 71 160 104
M: +216 98 306 478
F: +216 71 861 789

abderrahmen.fendri@tn.pwc.com



Radhouen Zarrouk
Partner

T: +216 73 347 500
F: +216 73 347 506

info@rzarroukconsulting.com

Radhouen Zarrouk
Expert Comptable

SOMOCER
PWC/CRZC

Monsieur Walid Zayene
Directeur Général Adjoint
walidzayene@somocergroup.com

Le 26 janvier 2016,

A l'attention de Monsieur Walid Zayene

Monsieur,

Le présent rapport a été préparé par Conseil Audit Formation, société membre du réseau International PwC, ("PwC") et Cabinet Radhouen Zarrouk Consulting, ("CRZC"). En notre qualité de Commissaire aux comptes de la société SOMOCER, nous avons examiné les données financières prévisionnelles élaborées par la société.

Ce Rapport a été préparé dans le cadre de la mission qui nous a été confiée par la direction de la société tel qu'indiqué au niveau de notre lettre de mission. Vous ne pourrez diffuser des copies de notre rapport à l'exception des conditions prévues à ce sujet dans la Lettre d'Engagement. Nous n'accepterons aucune responsabilité (en liaison avec les Termes de la mission, en cas de négligence ou pour tout autre motif) vis-à-vis de tiers qui pourraient avoir accès à notre rapport, à l'exception des cas prévus dans la Lettre d'Engagement et les Termes de la mission.

Ces projections financières et les hypothèses qui ont été retenues pour leur élaboration ont été établies par la direction de la société.

Nous avons effectué notre examen selon les normes de la profession applicables à l'examen d'informations financières prévisionnelles. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'apprécier si les hypothèses retenues par la direction et sur lesquelles se basent les informations prévisionnelles sont raisonnables, de vérifier la traduction chiffrée de ces hypothèses et de s'assurer que les informations prévisionnelles sont correctement présentées et qu'elles sont préparées de manière cohérente avec les états financiers historiques.

Sur la base de notre examen des éléments corroborant les hypothèses retenues par la direction, rien ne nous est apparu qui nous conduise à penser que celles-ci ne constituent pas une base raisonnable pour les prévisions. A notre avis, les prévisions sont correctement préparées sur la base des hypothèses décrites et elles sont synthétisées dans un bilan, un état de résultat et un état de flux de trésorerie établis conformément aux normes comptables applicables en Tunisie.

Le Business Plan, objet de ce rapport, fait ressortir les indicateurs suivants:

En milliers de DT	FY15	FY16	FY17	FY18	FY19	FY20
Revenus	66 116	74 354	77 888	81 676	84 929	87 501
Résultat net	1 503	3 906	4 738	6 086	6 977	7 241
Trésorerie	(14 309)	(12 243)	(7 548)	(390)	10 173	22 254

Nous rappelons que s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations sont susceptibles d'être différentes des prévisions, parfois de manière significative, dès lors que les événements ne se produisent pas toujours comme prévu.

Nous restons à votre entière disposition pour vous présenter et discuter le présent Rapport.

Meilleures salutations.

Strictly private and confidential

26 janvier 2016

3

Annexes



Société Moderne de Céramique
SA au capital 27.273.400DT/RC: B11706 1996
Siège & Usine : Menzel Hayet - 5033 - Monastir

Tél.: +216 73 41 04 16 - 73 41 04 17 - 73 41 04 69
Fax: +216 73 41 04 01
Code N. A : 039247 b/A/M/000
E-mail : somocer@gnaf.tn
Site web : www.somocergroup.com



تونس في 2016/04/18

السيد رئيس هيئة السوق المالية

الموضوع: حول ملاحظتكم بخصوص بعض المواد الواردة بالقانون الأساسي للشركة

المرجع: مכתوبكم المؤرخ في 10 مارس 2016

تحية وبعد،

تبعاً لمراسلتكم المؤرخة في 10 مارس 2016 بخصوص ملاحظتكم حول بعض الفصول الواردة بالقانون الأساسي لشركة "سوموسار" وضرورة مطابقتها مع النصوص القانونية والقرائية، نفيذاً لتعهدنا بتحيين قانوننا الأساسي وفق ملاحظتكم عند أول جلسة عامة خارقة للعادة.

تقبلوا مبادي فائق الاحترام والتقدير

الإدارة العامة



Liste des intermédiaires en Bourse



AFC - Arab Financial Consultants

Président Directeur Général : Youssef KORTOBI
Carré De L'or – Les Jardins du Lac 2–1053 Les
Berges Du Lac
Capital social : 1 M.DT

Tél : 70 020 260
Fax : 70 020 299
Email : afc@afc.fin.tn
Web : www.afc.com.tn



AI - Amen Invest

Président Directeur Général : Abdelaziz
HAMMAMI
9 Rue du Lac NEUCHATEL - Les Berges du Lac
- 1053 Tunis
Capital social : 2 M.DT

Tél : 71 965 410 / 71 965 400
Fax : 71 965 426
Email : marche@ameninvest.com.tn
Web : www.ameninvest.com



ATI - Attijari Intermédiation

Directeur Général : Haythem MEHOUCHE
Immeuble Fekih, rue des lacs de Mazurie, 1053 Les
Berges du Lac.
Capital social : 5 M.DT

Tél : 71 861 461 / 71 861 184 / 71 861 880 /
71 108 900
Fax : 71 860 346
Email : attijari.intermediation@attijaribank.com.tn
Web : www.attijaribourse.com.tn



AXIS - AXIS Capital Bourse

Directeur Général : Férid BEN BRAHIM
67, Avenue Mohamed V, 1002 Tunis.
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 901 250
Fax : 71 904 522
Email : contact@axiscapital.com.tn
Web : www.axiscapital.com.tn



BESTI - BEST Invest

Directeur Général : Abdallah DAY
45, rue de Japon, Immeuble Millenium, Bloc A,
2ème étage.
Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 905 831 / 71 951 726
Fax : 71 903 513
Email : best.invest@planet.tn
r



BIATC - BIAT CAPITAL

Président Directeur Général : Mourad LADJMI
Boulevard principal-Angle Rue Turkana et Rue de
Malawi Les Berges du Lac Tunis
Capital social : 3 M.DT

Tél : 71 138 508 - 71 138 501
Fax : 71 965 772
Email : contact@biatcapital.com
Web : www.biatcapital.com



BNAC - BNA Capitaux

Directeur Général : Kamel GUESMI
Complexe Le Banquier Avenue Tahar Haddad Les
Berges Du Lac 1053 Tunis
Capital social : 5 M.DT

Tél : 71 139 500
Fax : 71 656 013/71 656 299/ 71 656 332/ 71 656
078
Email : bnacapitaux@planet.tn
Web : www.bnacapitaux.com.tn



CCF - Cofib Capital Finance

Directeur Général : Karim ABDELKAFI
25, Rue Docteur Calmette Cité Mahrajène-1002
Tunis
Capital social : 3 M.DT

Tél : 71 144 510
Fax : 71 843 778
Email : karim.abdelkafi@capfinance.com.tn
Web : www.capfinance.tn

**CGF - Compagnie Gestion et Finance**

Tél : 71 788 870 / 71 788 280 / 71 782 606

Directeur Général : Khaled ZRIBI
Immeuble LIRA – Les Berges Du Lac 2 – Tunis
1053
Capital social : 1 M.DT

Fax : 71 798 314
Email : k.zribi@cgf.com.tn
Web : www.cgf.com.tn

**CGI - Compagnie Générale d'Investissement**

Tél : 71 252 044

Directeur Général : Mehdi BECH-HAMBA
16, Avenue Jean Jaures, 1000 Tunis.
Capital social : 1.25 M.DT

Fax : 71 252 024
Email : cgi.bo@cgi.com.tn
Web : www.cgi.tn

**FINACorp - Finance & Investment in North Africa**

Tél : 71 656 122

Directeur Général : Nouredine JEBENIANI
Rue Lac Loch Ness, Les Berges du Lac, 1053
Tunis.
Capital social : 1 M.DT

Fax : 71 656 269
Email : direct@finacorp.net
Web : www.finacorp.net

**MAC - MACSa**

Tél : 71 964 102

Président Directeur Général : Mohamed
Abdelwaheb Chérif
Green Center, Bloc C 2ème étage, Rue du Lac
Constance, Les Berges du Lac, 1053 Tunis.
Capital social : 1 M.DT

Fax : 71 960 959
Email : macsa@macsa.com.tn
Web : www.macsa.com.tn

**MAXULA - Société Maxula Bourse**

Tél : 71 960 292 / 71 960 530

Président Directeur Général : Raouf AOUDI
Rue du Lac Léman, Centre Nawres Bureau B.22
Berges du Lac, 1053 Tunis.
Capital social : 1 M.DT

Fax : 71 960 565
Email : maxulabourse@topnet.tn
Web : www.maxulabourse.com.tn

**MCP - MENA CAPITAL PARTNERS**

Tél : 71 862 328 / 71 961 486

Directeur Général : Khalil BEN AMMAR
05 bis Rue du Lac Tiberiade, 1053 les berges du
lac-Tunis.
Capital social : 3 M.DT

Fax : 71 961 471
Email : contact@menacp.com
Web : www.menacp.net

**SBT - Société de Bourse de Tunisie**

Tél : 71 125 500

Directeur Général : Khaled SAHLI
Place 14 janvier 2011 - 1001 Tunis
Capital social : 1 M.DT

Fax : 71 125 484
Email : khaled.sahli@bt.com.tn
Web : www.bt.com.tn

**SCIF - Société de Conseil et d'Intermédiation Financière**

Tél : 71 860 521 / 71 860 541

Directeur Général : Jamel HAJJEM
Rue du Lac Obeira, Les Berges de Lac 1053.
Capital social : 1 M.DT

Fax : 71 860 665
Email : scif@planet.tn
Web : www.scif.com.tn

**SIFIB - SIFIB-BH**

Tél : 71 948 429

Directeur Général : Sonia BEN FRAJ
Immeuble Assurances SALIM - Lotissement
AFH/BC5 Bloc B 3ème étage - Centre Urbain
Nord - 1002 Tunis
Capital social : 3 M.DT

Fax : 71 948 512
Email : sifib.bh@planet.tn

**STB FINANCE – Intermédiaire en Bourse Groupe STB BANK**

Tél : 71 717 510

Président Directeur Général : Salwa MOUSCOU
34, Rue Hedi Karray, 1080 Tunis.
Capital social : 6.5 M.DT

Fax : 71 718 450
Email : stbfinance@stbfinance.com.tn
Web : www.stbfinance.com.tn

**TSI - Tuniso-Séoudienne d'Intermédiation**

Directeur Général : Hafedh SBAA

Adresse: Boulevard de la Terre Centre Urbain
Nord, 1080 Tunis.

Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 822 555

Fax : 71 822 418

Email : tsi@tsi.fin.tn

Web : www.tsi.tn

**TVAL - Tunisie Valeurs**

Directeur Général : Fadhel ABDELKEFI

Immeuble Integra-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
Mahrajène

Capital social : 10 M.DT

Tél : 71 189 600 / 71 789 630

Fax : 71 949 325

Email : mail@tunisievaleurs.com

Web : www.tunisievaleurs.com

**UBCI FINANCE**

Directeur Général : Aness SANDLI

3, Rue Jenner, Place d'Afrique, 1002 Tunis
Belvédère.

Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 848 230

Fax : 71 840 557

Email : aness.sandli@bnpparibas.com

**UFI - Union Financière**

Président Directeur Général : Nabil SASSI

Boulevard 14 Janvier 2011, Imm. Maghrébia Tour
A, 4ème étage 1080 Tunis.

Capital social : 5 M.DT

Tél : 71 941 385 / 71 940 533

Fax : 71 940 535

Email : ufi@planet.tn

Web : www.ufi.com.tn

**UIB Finance - UIB Finance**

Directeur Général : Ali MELLOULI

Immeuble les reflets du Lac, Rue du Lac
Turkana, 1053 les berges du Lac

Capital social : 1 M.DT

Tél : 71 219 116

Fax : 71 219 478

Email : contact@uibfinance.com.tn

Bulletin de souscription

Société Moderne De Céramique -SOMOCER-

Société Anonyme au capital de 32 524 800 DT divisé en 32 524 800 actions de nominal 1 dinar entièrement libérées

Siège Social : Menzel Hayet, 5033 Zeramedine, Monastir, Tunisie

Tél : +216 73 410 417 / 73 410 416 Fax : +216 73 410 401/ 73 410 100

Registre de Commerce n° B117061996

Statuts déposés aux greffes du Tribunal de première instance de Monastir, le 09/06/2010

Objet Social : la production de la décoration de carreaux en céramique pour le revêtement du sol et de mur .

Augmentation de capital en numéraire de 32 524 800 DT à 40 656 000 DT par l'émission de 8 131 200 actions nouvelles au prix d'émission de 1,8 DT

Décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 Décembre 2015

Dépôt du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 Décembre 2015 au greffe du Tribunal de première instance de Monastir le 04

Visa du Conseil du Marché Financier n° 180939 du 29 AVR. 2016

Notice Légale publiée au JORT n° 55 du 07.05.2016

Les fonds provenant de la souscription seront déposés au compte indisponible n°10409064103452478809 ouvert auprès de la Société Tunisienne de Banque «STB», agence Sousse El Kantaoui

BULLETIN DE SOUSCRIPTION N°.....

Je (nous) soussigné(s) :

Nom & Prénom ⁽¹⁾ : ☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.	
Nationalité : Pièce d'identité ⁽¹⁾ : ☐ CIN ☐ Carte de séjour ☐ Passeport	
N° : Délivrée le : à :	
Profession/activité :	
Adresse : Code postal : Pays : Tél :	
Agissant pour le compte ⁽¹⁾ : ☐ De moi-même	
☐ Du mandant en qualité de :	
☐ Tuteur et dont copie d'un extrait de naissance est jointe à la présente	
☐ Mandataire en vertu de pouvoir donné en date du et dont copie originale ou conforme est jointe à la présente.	

Identité du mandant

Personne physique⁽¹⁾ : ☐ Mme ☐ Mlle ☐ M	Personne morale :
Nom & Prénom :	Raison Sociale :
Nationalité : Pièce d'identité ⁽¹⁾ : ☐ CIN ☐ Carte de séjour ☐ Passeport	N° du R.C :
N° : Délivrée le : à :	Matricule fiscale :
Profession / activité :	
Adresse : Code postal : Pays : Tél :	

Déclare (ons) souscrire⁽²⁾ :
(en chiffres) actions nouvelles portant jouissance en dividende à partir du 01/01/2015.

1) A titre irréductible: à raison de une (1) action nouvelle pour quatre (4) anciennes contre la remise de mes (nos):

..... Actions anciennes
..... Droits acquis en Bourse (attestation N° du/...../.....)
..... Total des droits de souscription donnant droit à actions nouvelles

2) A titre réductible : à actions nouvelles.

Je (nous) reconnais (sons) avoir reçu une copie du prospectus d'émission relatif à l'augmentation de capital sus indiquée et pris connaissance de son contenu. Sur cette base, j'ai (nous avons) accepté de souscrire au nombre d'actions ci-dessus indiqué. Étant signalé que cette souscription ne vaut pas renonciation de ma (notre) part au recours par tous moyens pour la réparation des dommages qui pourraient résulter soit de l'insertion d'informations incomplètes ou erronées, soit d'une omission d'informations dont la publication aurait influencé ma (notre) décision de souscrire.

En vertu de tout ce qui précède, je (nous) verse (ons) ⁽¹⁾ :

☐ En espèces
☐ Par chèque n° Tiré sur Agence
☐ Par virement en date du effectué sur mon (notre) compte n° ouvert chez agence

La somme de⁽²⁾ représentant le montant des actions souscrites, à titre irréductible et réductible, à raison 1,800 DT par action, soit 1 DT de nominal et 0,800 DT de prime d'émission.

Fait en double exemplaires dont un en ma (notre) possession

Le second servant de souche

Tunis le/...../2016

Signature ⁽³⁾

(1) Cocher la case correspondante

(2) Remplir la ligne appropriée (en toutes lettres)

(3) Faire précéder la signature de la mention « Lu et Approuvé »



Bulletin de souscription (copie)

Société Moderne De Céramique -SOMOCER-

Société Anonyme au capital de 32 524 800 DT divisé en 32 524 800 actions de nominal 1 dinar entièrement libérées

Siège Social : Menzel Hayet, 5033 Zeramedine, Monastir, Tunisie

Tél : +216 73 410 417 / 73 410 416 Fax : +216 73 410 401/ 73 410 100

Registre de Commerce n° B117061996

Statuts déposés aux greffes du Tribunal de première instance de Monastir, le 09/06/2010

Objet Social : la production de la décoration de carreaux en céramique pour le revêtement du sol et de mur.

Augmentation de capital en numéraire de 32 524 800 DT à 40 656 000 DT par l'émission de 8 131 200 actions nouvelles au prix d'émission de 1,8 DT

Décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 Décembre 2015

Dépôt du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 Décembre 2015 au greffe du Tribunal de première instance de Monastir le 04

Visa du Conseil du Marché Financier n° 116 0939 du 29 AVR 2016

Notice Légale publiée au JORT n° 55 du 07/05/2016

Les fonds provenant de la souscription seront déposés au compte indisponible n°10409064103452478809 ouvert auprès de la Société Tunisienne de Banque «STB», agence Sousse El Kantaoui

BULLETIN DE SOUSCRIPTION N°

Je (nous) soussigné(s) :

Nom & Prénom ⁽¹⁾ :	☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.
Nationalité :	 Pièce d'identité ⁽¹⁾ : ☐ CIN ☐ Carte de séjour ☐ Passeport
N° :	 Délivrée le/...../..... à
Profession/activité :	
Adresse :	 Code postal : Pays : Tél :
Agissant pour le compte ⁽¹⁾ :	☐ De moi-même
	☐ Du mandant en qualité de :
	☐ Tuteur et dont copie d'un extrait de naissance est jointe à la présente
	☐ Mandataire en vertu de pouvoir donné en date du et dont copie originale ou conforme est jointe à la présente.

Identité du mandant

Personne physique⁽¹⁾ : ☐ Mme ☐ Mlle ☐ M	Personne morale :
Nom & Prénom :	Raison Sociale :
Nationalité :	N° du R.C. :
Pièce d'identité ⁽¹⁾ : ☐ CIN ☐ Carte de séjour ☐ Passeport	Matricule fiscale :
N° :	
Délivrée le/...../..... à	
Profession / activité :	
Adresse :	Code postal : Pays : Tél :

Déclare (ons) souscrire⁽²⁾ :

(en chiffres) actions nouvelles portant jouissance en dividende à partir du 01/01/2015.

3) A titre irréductible: à raison de une (1) action nouvelle pour quatre (4) anciennes contre la remise de mes (nos):

..... Actions anciennes

..... Droits acquis en Bourse (attestation N° du/...../.....)

..... Total des droits de souscription donnant droit à actions nouvelles

4) A titre réductible : à actions nouvelles.

Je (nous) reconnais (sons) avoir reçu une copie du prospectus d'émission relatif à l'augmentation de capital sus indiquée et pris connaissance de son contenu. Sur cette base, j'ai (nous avons) accepté de souscrire au nombre d'actions ci-dessus indiqué. Étant signalé que cette souscription ne vaut pas renonciation de ma (notre) part au recours par tous moyens pour la réparation des dommages qui pourraient résulter soit de l'insertion d'informations incomplètes ou erronées, soit d'une omission d'informations dont la publication aurait influencé ma (notre) décision de souscrire.

En vertu de tout ce qui précède, je (nous) verse (ons) ⁽³⁾ :

☐ En espèces

☐ Par chèque n° Tiré sur Agence

☐ Par virement en date du effectué sur mon (notre) compte n° ouvert chez agence

La somme de⁽²⁾ représentant le montant des actions souscrites, à titre irréductible et réductible, à raison 1,800 DT par action, soit 1 DT de nominal et 0,800 DT de prime d'émission.

Fait en double exemplaires dont un en ma (notre) possession

Le second servant de souche

Tunis le/...../2016

Signature ⁽³⁾

(4) Cocher la case correspondante

(5) Remplir la ligne appropriée (en toutes lettres)

(6) Faire précéder la signature de la mention « Lu et Approuvé »



☐ Intermédiaire en Bourse

☐ Banque

Nom et Prénom Dénomination sociale	Nature juridique (1)	Référence		Nationalité	Adresses	Nombre d'actions souscrites	Montants
		Nature de la référence (2)	Numéro				
					TOTAL		

Utiliser les abréviations suivantes :

- (1) PP : Personne Physique
PM : Personne Morale
F : Fonds
- (2) CIN : Carte d'Identité Nationale
DN : Date de Naissance
RC : Registre de Commerce
Au : Autre (à préciser)

Tunis, le
Cachet et signature

